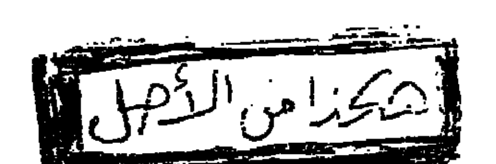




LE MONDE ÉCONOMIE

L'industrie du tourisme

8 pages d'annonces classées

SMIC : le coup de pouce

CINQUANTE-TROISIÈME ANNÉE – Nº 16312 – 7,50 F — MARDI 8 JUILLET 1997 — FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY – DIRECTEUR : JEAN-MARIE COLOMBANI



Claude Allègre veut embaucher 40 000 jeunes dans l'éducation

Ces postes seront consacrés au soutien scolaire

CLAUDE ALLÈGRE, ministre de l'éducation nationale, de la recherche et de la technologie, a annoncé, dimanche 6 juillet sur France 3, le nombre d'emplois que son ministère compte créer pour les jeunes. 40 000 postes d'*« agents de l'Etat »* leur seront proposés pour participer aux études surveillées, à des activités culturelles et physiques et à l'encadrement dans des établissements difficiles. D'une durée de cinq ans, ces contrats seront rémunérés au SMIC, voire au-delà. L'Etat les financera à hauteur de 80 % du SMIC, les collectivités locales apportant le complément.

Le ministre veut aussi *« débureaucratiser »* son administration et réformer le « mouvement national » qui organise les changements de poste des enseignants. Un rapport de l'inspection générale de l'administration, qui sera publié dans les jours à venir, dresse un bilan sévère de la déconcentration déjà appliquée pour certaines catégories d'enseignants.

Lire page 8




NASA/JPL

Les « galets » de Mars

LE ROBOT Sojourner a commencé l'exploration de la « planète rouge », samedi 5 juillet, peu après l'atterrissage de la sonde américaine Mars Pathfinder.

Les premières images transmises au Jet Propulsion Laboratory (JPL) de Pasadena (Californie) depuis la « vallée d'Arès » montrent un relief apparemment érodé par l'eau et la présence de « galets ».

Cette mission, résultat du nouveau mot d'ordre de la NASA – *« mieux, plus vite et moins cher »* – permet à l'agence américaine de renouer avec l'esprit de conquête.

Lire pages 15 et 29

L'OTAN s'ouvre à trois pays de l'Est

Bill Clinton s'oppose à d'autres adhésions

LES DIRIGEANTS des seize pays membres de l'Alliance atlantique étaient attendus à Madrid, à partir du lundi 7 juillet au soir, pour une réunion de deux jours qualifiée d'*« historique »*. L'élargissement prochain de l'OTAN à des pays d'Europe centrale qui ont appartenu au bloc de l'Est jusqu'à l'effondrement des régimes communistes et à la dissolution, en 1991, du pacte de Varsovie devrait y être annoncé. Le sommet de Madrid s'ouvre cependant dans un climat de tension entre Occidentaux. La volonté américaine de limiter l'élargissement à trois pays (Pologne, Hongrie, République tchèque) est en effet contestée, notamment par la France, l'Italie et le Canada, qui auraient voulu voir figurer la Roumanie et la Slovénie dans ce premier groupe de nouveaux adhérents.

A l'Est, cette étape dans l'histoire de l'OTAN est source de malaise, notamment dans les pays qui, exclus de ce premier élargissement comme les pays baltes, risquent d'être laissés pour compte une fois encore à l'étape suivante. Elle est source de malaise aussi à Moscou, où une large partie des milieux politiques la voit d'un mauvais œil. Le président Boris Eltsine n'a pas cédé à ce courant anti-occidental : en guise de compromis, il a négocié ces derniers mois avec l'OTAN une charte régissant les relations futures entre son pays et l'Alliance atlantique, solennellement signée à Paris le 27 mai. Boris Eltsine a cependant ostensiblement décliné l'invitation à participer au sommet de Madrid.

Enfin, l'autre sujet de la rencontre de Madrid, la rénovation des structures de l'OTAN dans le sens d'une *« européanisation »*, a engendré elle aussi certaines tensions ces derniers mois, au premier chef avec Paris. Bien qu'ayant marqué des points, la France n'a pas obtenu tout ce qu'elle souhaitait comme rééquilibrage de l'organisation au profit de l'Europe. De ce fait, le processus de réintégration dans le commandement intégré de l'OTAN est au point mort, même si la France souhaite poursuivre la discussion.

Lire page 3

Mexico passe à l'opposition

Le Parti révolutionnaire institutionnel a essuyé un revers historique lors des élections de dimanche. p. 4 et notre éditorial p. 15

Le Cambodge près du coup d'Etat

Les combats entre les deux factions de la coalition gouvernementale ont tourné à l'avantage du premier ministre communiste Hun Sen. Dans un entretien au *Monde*, le prince Ranariddh appelle à la *« résistance »*. p. 2

Remaniement ministériel en Israël

M. Nétanyahou a nommé l'ancien ministre de la justice, Yaacov Neeman, ministre des finances, et non Ariel Sharon, comme on l'attendait. p. 5

La couleur fichée

La CNIL autorise les RG parisiens à créer un fichier de « gestion des violences » dans lequel sera mentionnée la couleur de la peau des intéressés. p. 9

Paris Europlace

Paris veut prendre de vitesse les Bourses de Francfort et Londres en misant tout sur l'euro dès 1999. p. 16

Le « style » Felipe Gonzalez

L'ancien président du gouvernement socialiste espagnol tire un premier bilan de son expérience politique. p. 12

Allemagne, 3 DM ; Antilles-Guyane, 9 F ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 45 FB ; Canada, 2,25 $ CAN ; Côte-d'Ivoire, 850 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 220 PTA ; Grande-Bretagne, 1 £ ; Grèce, 400 DR ; Irlande, 1,40 £ ; Italie, 2900 L ; Luxembourg, 46 FL ; Maroc, 10 DH ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal CON., 250 PTE ; Réunion, 9 F ; Sénégal, 850 F CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 2,10 FS ; Tunisie, 1,2 Din ; USA (NY), 2 $; USA (others), 2,50 $.

M 0147 - 708 - 7,50 F



Les ailes brisées des courriers DHL à Cuba

« NOUS TENONS vos promesses. » Ce fier slogan de la société de courrier rapide DHL ne peut, hélas, être pris au mot, en tout lieu et toute circonstance. L'association Reporters sans frontières (RSF), qui défend la liberté de la presse dans le monde, l'a récemment constaté à ses dépens. Le 27 mai, un reporter français envoyé à Cuba par RSF remet un colis au comptoir de DHL à l'Hôtel Nacional de La Havane. Il contient – outre ses propres travaux – des photographies prises par plusieurs confrères dissidents cubains destinées au festival de photojournalisme de Perpignan.

Ce colis n'arrivera jamais à destination et, six semaines plus tard, n'est toujours pas *« localisé »* par les services de DHL, qui déplorent sa *« perte »*. Un envoi à l'évidence pas perdu pour tout le monde. Dans les jours ayant suivi son dépôt, les cinq journalistes qui avaient confié des pellicules à RSF sont victimes d'agressions. Le domicile de Ricardo Gonzalez Alfonso est fouillé, son ordinateur et ses machines à écrire confisqués. Tania Quinetro Antunez subit une perquisition. Rafaela Lassalle et ses deux filles sont insultées et menacées par des agents du ministère de l'intérieur. Joaquin Torres Alvarez est battu devant chez lui par des hommes de la sécurité d'Etat. La mère de Raul Rivero reçoit la visite de policiers qui lui expliquent que son fils doit *« quitter Cuba »* ou *« mettre fin à ses activités de journaliste »*.

Personne – pas même la direction de DHL – ne semble croire à une coïncidence. Apparemment, les documents remis à RSF sont arrivés rapidement dans les mains de la police politique de La Havane. Accusée par RSF de *« désinvolture fautive, gravement préjudiciable »*, la compagnie estime qu'elle *« ne peut être tenue pour responsable des actes des autorités cubaines »*, notamment *« les contrôles douaniers »*. Elle se défausse sur la compagnie Cubana Aviation, à laquelle elle dit avoir remis le colis le 31 mai. Une affirmation que RSF juge douteuse.

L'association reproche surtout à DHL d'avoir, pendant deux semaines, affirmé à plusieurs reprises que le colis avait quitté La Havane pour Francfort et se trouvait en Allemagne, puis en Belgique. Fort de ces assurances, RSF n'a pas prévenu à temps les journalistes qui lui avaient fait confiance. Cette affaire attire une nouvelle fois l'attention sur l'absence de toute liberté de la presse à Cuba, un pays qui compte encore officieusement un millier de détenus politiques.

Comme le rappelle RSF dans un recueil de témoignages (« L'autre voix cubaine »), les cinq petites agences de presse indépendantes sont constamment harcelées, leurs collaborateurs arrêtés, assignés à résidence, voire contraints à l'exil. La propagande officielle traite ces derniers de *« malfaiteurs »* ou d'*« espions »*. Aucun de leurs textes ne peut évidemment être diffusé dans l'île, mais seulement dans les bulletins de la diaspora. Quant à la compagnie DHL, doit-elle continuer à opérer dans un pays où elle ne peut garantir la confidentialité des envois de ses clients ?

Jean-Pierre Langellier

Les balladuriens hués au RPR

LES ASSISES extraordinaires du RPR, qui ont été organisées dimanche 7 juillet au Parc floral de Vincennes, à Paris, ont porté Philippe Séguin à la tête du parti néogaulliste, avec près de 80 % des mandats. La réunion a été marquée par des échanges de huées et de sifflets entre les partisans des chefs de file du mouvement, Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy étant particulièrement visés par les quolibets. Le député des Hauts-de-Seine et maire de Neuilly, candidat au poste de secrétaire général du RPR, ne s'est pas risqué à prendre la parole. M. Séguin doit arrêter dans les prochains jours la composition de la direction.

Lire pages 6 et 7

La bulle financière est-elle increvable ?

LA PLANÈTE financière est-elle en train, une nouvelle fois, de perdre le contact avec la réalité ? L'euphorie quasi permanente depuis des mois, voire des années, sur les places boursières européennes et américaines mène-t-elle par ses excès à un krach comparable à celui d'octobre 1987 ? Les Bourses de Wall Street, Francfort, Amsterdam, Zurich, Londres, Madrid, Bruxelles, et même Paris, ne cessent de battre des records historiques. Ces marchés ont gagné depuis le 1er janvier entre 18 % et 50 %.

Ces performances n'auraient rien d'exceptionnelles si elles ne venaient après des années de hausse. Depuis janvier 1991, l'indice Dow Jones de la Bourse de New York a ainsi gagné 210 %. Il faut remonter aux années 20, précisément entre 1921 et 1929, pour retrouver pareille progression. Contrairement à une opinion répandue, les places européennes ne sont pas en reste. Depuis cinq ans et demi, Zurich s'est envolée de 330 %, Amsterdam de 280 %, Francfort de 175 %, Londres de 140 % et Paris de 95 %. Après avoir accumulé un grand retard, la place française semble partie pour le rattraper : elle a gagné 50 % au cours des dix derniers mois.

Ces progressions sont-elles le reflet de la réalité des performances des économies et des entreprises ou celui de la passion croissante des investisseurs pour les actions... surtout quand ils ont le sentiment de gagner à *tous les coups* ? Une certitude : les cours semblent particulièrement élevés. Il y a huit mois, Alan Greenspan, le gouverneur de la Réserve fédérale américaine, s'inquiétait ouvertement de *« l'exubérance irrationnelle »* des marchés boursiers.

Le rendement des actions américaines fourni par le versement des dividendes est inférieur à 1,7 %, son plus bas niveau depuis le début du siècle. La capitalisation de l'ensemble des sociétés cotées à New York représente plus de 100 % du produit intérieur brut (PIB) américain. Cela n'était jamais arrivé, même en 1929. Les Bourses européennes semblent aussi très « chères ». Le rapport cours-bénéfices, c'est-à-dire le nombre d'années de profits que les investisseurs achètent sur la base des prix actuels, est très élevé (21 fois les prévisions de résultats pour 1997 à New York, 25 fois à Zurich, 20 fois en France et 19 fois en Allemagne).

Eric Leser

Lire la suite page 15

Un maître de la « pub »

MARTIN SORELL

LA « PUB » est une industrie exagérément conservatrice aux yeux d'un maître de l'art, Martin Sorell, PDG de WPPGroup (70 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1996), il indique dans un entretien au *Monde* que sa société entend se développer en Asie-Pacifique et en Amérique du Sud, mais aussi au Japon et en France.

Lire page 26

CAMBODGE Les rues de Phnom Penh retentissaient de coups de feu, lundi matin 7 juillet, au troisième jour des affrontements entre partisans des deux co-premiers ministres cambodgiens. Les combats ont déjà fait au moins dix morts et une cinquantaine de blessés. ● HUN SEN, « second » premier ministre et chef du Parti du peuple cambodgien (PPC), avait revendiqué sa victoire, dimanche soir, et appelé à l'arrestation de son rival, Norodom Ranariddh, fils du roi Sihanouk, qui se trouvait en France. ● LES AFFRONTEMENTS ont éclaté après des mois de rivalités dans la course aux dépouilles d'un mouvement khmer rouge en pleine décomposition. Le prince Ranariddh était parvenu à obtenir le soutien de Khieu Samphan, un chef historique khmer rouge, qui appelle au soulèvement contre Hun Sen. Le prince déclare au *Monde* qu'il s'agit d'un *« coup d'Etat »* bien préparé.

Les combats de Phnom Penh se soldent par la défaite des sihanoukistes

Des milliers d'habitants fuient les affrontements, qui se poursuivaient lundi matin 7 juillet dans la capitale du Cambodge, entre les deux factions du gouvernement de coalition. Les partisans de Hun Sen ont pris le dessus, tandis que le prince Ranariddh dénonce un « coup d'Etat »

BANGKOK
de notre correspondant en Asie du Sud-Est

Des colonnes de piétons, balluchons sous le bras, qui fuient vers la campagne ; des volutes de fumée qui s'élèvent au-dessus de la ville, des tirs d'artillerie... Pour la première fois depuis plus de dix-huit ans, Phnom-Penh a été le théâtre, samedi 5 et dimanche 6 juillet, de combats et de scènes de panique qui ont marqué la fin d'une parenthèse. Quatre années de fragile cohabitation entre deux co-premiers ministres, le prince Norodom Ranariddh et Hun Sen, ont volé en éclats. Alors que, de France, où il se trouve depuis samedi matin, le premier lançait un appel à la *« résistance »*, le second qualifiait son ancien partenaire de *« criminel »* et de *« traître »* et demandait au Funcinpec, le parti du prince, de désigner un autre co-premier ministre. Lundi matin, des coups de feu étaient toujours entendus en ville alors que les troupes de Hun Sen semblaient avoir pris le dessus.

Dimanche soir, à l'heure d'un couvre-feu nocturne imposé depuis la veille, les forces du PPC (Parti du peuple cambodgien, de Hun Sen) avaient pris le contrôle, derrière le Palais royal, en plein centre ville, du QG et de la résidence du prince Ranariddh, président du Funcinpec, où flottait un drapeau blanc. Dans l'ouest de Phnom-Penh, le quartier général du général Nhek Bun Chhay, le chef militaire du Funcinpec le plus en vue, était encerclé. La situation était plus confuse aux alentours du camp de Tang Kasang, où se trouverait Nhek Bun Chhay et où est basé un régiment du Funcinpec, et qui se trouve à dix kilomètres du centre de la capitale et à proximité de l'aéroport international de Pochentong, fermé depuis samedi midi au trafic.

COUP DE FORCE

Quoi qu'il en soit, le coup de force du PPC entre dans la droite ligne d'une tactique développée ces dernières semaines pour réformer un gouvernement de coalition avec le Funcinpec sans Ranariddh. C'est la raison pour laquelle Hun Sen dément l'accusation de coup d'Etat. La Constitution n'est pas abolie et l'Assemblée n'est pas dissoute. Au contraire, tablant sur un remaniement de la direction du Funcinpec, le PPC souhaiterait réunir assez rapidement le Parlement pour légitimer un nouveau cabinet de coalition dont le premier-premier ministre appartiendrait au Funcinpec – on parle déjà de Loy Simchheang, premier vice-président du mouvement royaliste – tandis que Hun Sen conserverait ses actuelles fonctions de « second » premier ministre.

C'est également pourquoi Hun Sen a refusé l'offre du roi de réunir, à Pékin, les deux premiers ministres ainsi que Cheam Sim, président du PPC et de l'Assemblée nationale et, à ce dernier titre, chef de l'Etat par interim en l'absence de Sihanouk, qui séjourne dans la capitale chinoise depuis fin février. *« L'objectif de Hun Sen est d'isoler Ranariddh et il vient de marquer un nouveau point »*, estime un analyste cambodgien proche du PPC qui s'attend à voir des dirigeants du Funcinpec négocier un compromis avec le PPC. Et d'ajouter : *« Le coup de poing militaire de Hun Sen n'aurait pas de sens s'il n'avait pas prévu un prolongement politique »*.



Toutefois, pour les habitants de Phnom-penh, la note est salée et la flambée de combats décourageante. Un premier bilan fait état d'au moins douze de morts et de dizaines de blessés. Des incendies ont été provoqués par l'explosion de roquettes et d'obus de mortier. La chancellerie française, dont les fenêtres donnent sur le siège politique du Funcinpec, a été endommagée. On n'y déplore, cependant, aucune victime. Plusieurs ambassades ont prié leurs ressortissants de ne pas quitter leur domicile. Une soixantaine d'expatriés ont franchi dimanche la frontière thaïlandaise.

Réunis la semaine dernière à Paris pour accorder au royaume une enveloppe de 450 millions de dollars (2,6 milliards de francs), les pays et organismes donateurs n'ont, cependant, guère de prise sur un conflit dans lequel se joue la survie politique des principaux protagonistes. Il en va de même de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), qui s'est engagée à accueillir, le 23 juillet, le Cambodge en même temps que la Birmanie et le Laos. Les pressions diplomatiques ne peuvent avoir que des effets limités car l'hypothèse d'une réconciliation avec le prince Ranariddh ne rentre plus dans les calculs de Hun Sen et du PPC.

Mis en place au lendemain des élections organisées en mai 1993 par l'ONU, le tandem Ranariddh-Hun Sen, celui du prince et du roturier, de l'universitaire cosmopolite et du paysan khmer, de l'amateur et du professionnel de la politique, n'a jamais bien fonctionné. La rupture a été consommée, début juin, avec l'amorce de négociations entre le général Nhek Bun Chhay, un proche de Ranariddh, et le dernier carré de rebelles khmers rouges, celui d'Anlong-Veng dans le nord, où se trouvent Ta Mok, Khieu Samphan et, selon des renseignements concordants, Pol Pot. Prétexte ou raison, Hun Sen a alors estimé que le prince Ranariddh était prêt à s'allier avec les principaux responsables du génocide khmer pour rétablir un équilibre de forces qui lui était défavorable. Il est vrai que, dimanche encore, l'émetteur clandestin des Khmers rouges a réitéré son appui au prince Ranariddh et appelé la population à se soulever contre le *« coup d'Etat »* de Hun Sen.

UNE ÉTAPE BRUTALE

Le PPC, qui a hérité du régime mis en place sous la protection d'un corps expéditionnaire vietnamien (1979-1989), avait déjà commencé à assurer ses arrières en soutenant la minorité du Funcinpec, conduite par deux gouverneurs de province et de huit députés, qui ont réclamé le *« limogeage »* du prince Ranariddh, à la fois de la présidence du mouvement royaliste et de la direction du gouvernement. *« La démonstration de force en cours a pour objet de forcer le Funcinpec à choisir entre Ranariddh et l'alliance avec le PPC »*, estimait, dimanche, un expert cambodgien. Il reste donc à voir comment vont réagir les principaux intéressés et si le calme prévaudra en province, notamment dans l'ouest et le nord-ouest, où cohabitent différentes factions armées, y compris des Khmers rouges en rebellion ouverte,– c'est le cas à Anlong-Veng –, ou repliés sur leurs affaires,– comme Païlin et Phnom-Malaï, sous la tutelle de Ieng Sary.

Pour avoir investi plus de deux milliards de dollars dans une « pacification » manquée du Cambodge, la communauté internationale n'a, pour sa part, guère de quoi se féliciter. L'ONU peut mesurer la vanité de la mission prioritaire, qui était de désarmer les factions militaires cambodgiennes, confiée à quinze mille « Bérets bleus » en 1992-1993. L'organisation du scrutin de 1993 n'a reporté que de quatre années une épreuve de force qui ne constitue jamais qu'une étape brutale dans le réalignement progressif de la politique cambodgienne autour d'un parti dominant, le PPC. Ce cas de figure est fréquent en Asie du Sud-Est et le Cambodge, si affaibli au sortir de deux décennies de guerres et de massacres, ne semble avoir de choix qu'entre le chaos et un pouvoir fort.

Jean-Claude Pomonti

Norodom Ranariddh, « premier » co-premier ministre, en exil en France

« La résistance va s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur »

« Quelle est votre première réaction aux événements militaires en cours à Phnom Penh ?

– Il s'agit d'un coup d'Etat préparé. Hun Sen est en train de remettre en question la composition d'un gouvernement qui est issu de l'accord de Paris de 1991 et des élections supervisées par l'ONU en 1993. Il la remet en cause par la force. Il n'y a pas d'autre mot. En fait, nous sommes, au Cambodge, revenus à la case départ. C'est un coup d'Etat extrêmement sanglant. D'après mes informations, les hôpitaux sont bondés et il faut laver le sang à la serpillière.

– Est-ce le retour à la guerre civile au Cambodge ?

– La résistance va maintenant s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur du Cambodge. La presse a souvent présenté cette situation [au Cambodge] comme une rivalité entre les deux premiers ministres. Mais il faut comprendre que Hun Sen était acculé à faire ce putsch. Et maintenant qu'il a réussi à faire son coup d'Etat, il dit que c'est lui qui a le pouvoir et la légitimité.

» Il ne faut pas oublier que nous avons accepté de travailler avec lui pour éviter l'effusion de sang au Cambodge afin d'empêcher que la guerre civile continue après les élections de 1993.



NORODOM RANARIDDH

– Dans quelle mesure la situation d'aujourd'hui est-elle la résultante des récentes défections des Khmers rouges et des ralliements que vous avez vous-même provoqués de leur part ?

– En ce qui nous concerne, je pense que c'est une erreur d'avoir provoqué la désertion massive des Khmers rouges. Car, une fois débarrassé de cette menace, Hun Sen a désormais les mains libres pour se retourner contre nous.

» Les Khmers rouges ont servi de prétexte à M. Hun Sen pour faire son coup. Il m'accuse de trahir le gouvernement et le peuple en négociant avec Khieu Samphan, mais il ne faut pas oublier qu'auparavant Hun Sen avait parlé avec Ieng Sary *[un ancien chef khmer rouge en rupture de la tendance polpotiste]* sans qu'il soit accusé lui-même de trahir une loi du royaume. Moi, mes démarches visaient à provoquer la désintégration des Khmers rouges. Je n'ai pas trahi.

– Mais on a pu vous accuser d'avoir suscité ces ralliements pour des raisons politiques visant à assurer votre pouvoir ?

– Je dis non. Ces ralliements n'étaient pas la victoire du prince Ranariddh et du Funcinpec, mais la victoire du Cambodge. Mais c'est une naïveté, ou disons une erreur naïve de notre part, que d'avoir voulu régler le problème « Khmers rouges » sans avoir eu la sagesse de comprendre que les anciens Khmers rouges étaient encore là – c'est-à-dire Hun Sen lui-même.

» Mais encore une fois, je ne regrette absolument pas d'avoir provoqué la désintégration du mouvement lors des ralliements de 1995-1996. D'autant plus qu'aujourd'hui, et sans que je l'aie demandé ni cherché, Khieu Samphan et le reste du mouvement khmer rouge – mais sans Pol Pot – vont se rallier à la résistance nationale. L'ère de Pol Pot est finie. Car j'ai réussi à négocier non seulement la reddition de Khieu Samphan, mais aussi la mise à l'écart de Pol Pot. Celui-ci, par ailleurs, est vivant mais gravement malade. C'est la vérité.

– Quelles sont donc les véritables raisons du "coup de force" de Hun Sen ?

– Encore une fois, Hun Sen était acculé à faire ce coup d'Etat. Il savait très bien que, s'il allait jusqu'aux élections de 1998, il les perdrait. Cela ne fait aucun doute. S'il pensait pouvoir les gagner, il n'aurait jamais fait ce coup d'Etat. Ce qui manque à Hun Sen, c'est la légitimité. Il a été porté au pouvoir par les Vietnamiens ; il a perdu les élections de 1993. C'est moi et le roi qui avons sauvé Hun Sen du verdict populaire. C'est nous qui l'avons sauvé en formant un gouvernement bicéphale précisément contre la volonté populaire qui s'était clairement exprimée lors du vote.

– Vos relations avec Hun Sen étaient très mauvaises depuis fort longtemps et n'avaient cessé de se dégrader. Est-ce que vous vous attendiez à un tel coup de force ?

– Absolument. Je savais que les choses se termineraient comme ça : on le voyait venir d'une façon certaine ; il y avait des mouvements de troupes, des campagnes à la télévision. Moi, je ne voulais pas partir. Mais, vendredi, mes généraux sont venus, m'ont dit : *"Hun Sen va attaquer. Monseigneur,* m'ont-ils dit, *si vous restez, vous serez pour nous un poids. Vous devez partir, parce que, au cas où Hun Sen réussirait son coup d'Etat, nous n'aurions personne à l'extérieur pour être notre ambassadeur."*

– Avez-vous été en contact avec votre père, le roi Sihanouk, depuis le début des affrontements ?

– Non. J'ai simplement pu parler avec Sa Majesté la reine. Mais je pense que, plus que jamais, le roi, mon père, peut jouer un rôle décisif. N'oubliez pas que le roi avait lui-même été victime d'un coup d'Etat, en 1970, du général Lon Nol, alors qu'il était absent de Phnom Penh, tout comme Hun Sen a profité de mon absence.

» Je ne pense pas que mon père puisse désormais reconnaître le régime de Hun Sen. Je pense que le roi devrait adopter une position de neutralité.

– Qu'allez-vous décider maintenant ? Pensez-vous rentrer au Cambodge ?

– Il faut d'abord que j'entame une campagne de mobilisation des Cambodgiens de l'extérieur et de la communauté internationale. »

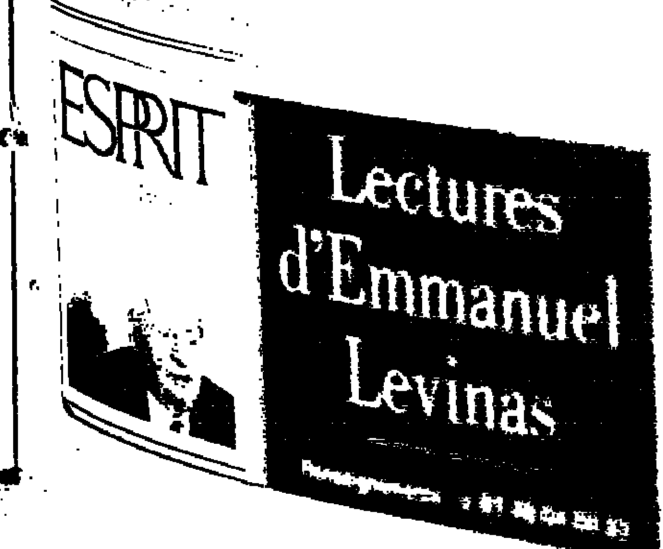
Propos recueillis par Bruno Philip

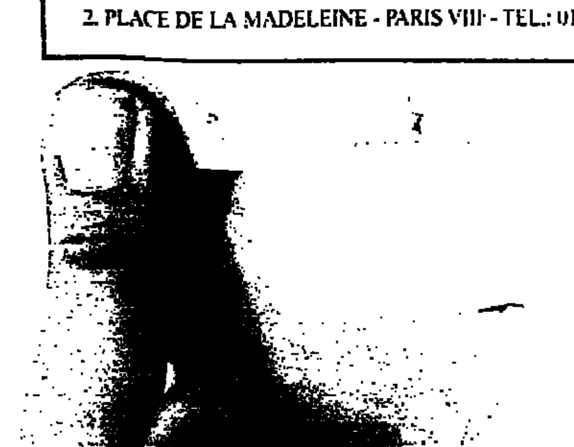
Sam Rainsy dénonce le « retour à la case départ »

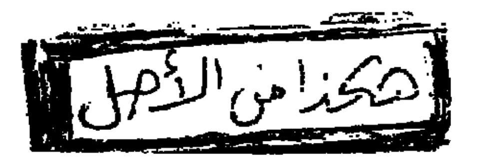
Sam Rainsy, chef du Parti national khmer (PNK), opposé au mouvement de Hun Sen et allié du prince Ranariddh, dénonce dans un entretien au *Monde*, lundi 7 juillet, *« le retour à la case départ au Cambodge »*, c'est-à-dire à *« la situation qui prévalait avant les élections de 1993 »*. Ancien ministre des finances du gouvernement de coalition, M. Rainsy appelle les pays signataires des accords de Paris de 1991 à *« prendre une initiative en faisant pression sur les autorités cambodgiennes »*. Selon M. Rainsy, l'objectif de Hun Sen est de « créer *un Funcinpenc* bis ; *un Funcinpec bidon »*. *« Je pense que le Funcinpec a peut-être perdu une bataille, mais pas la guerre,* ajoute-t-il. *La résistance est en train de s'organiser dans les campagnes. »* Evoquant les Khmers rouges, dont les récents ralliements ont servi de détonateur à la crise actuelle, il affirme : *« Les Khmers rouges, c'est un plat politique que l'on consomme à toutes les sauces au Cambodge. Il y a les anciens Khmers rouges, les néo-Khmers rouges, les archéo-Khmers rouges. Tout le monde essaie de récupérer les dépouilles des Khmers rouges. Hun Sen et Ranariddh ont joué avec le feu en voulant récupérer leur héritage. »*

Vingt-deux ans de guerres civiles et plans de paix avortés

● **17 avril 1975** : prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges qui font régner un régime de terreur.
● **31 décembre 1977** : Phnom-Penh rompt ses relations avec le Vietnam après de violents accrochages frontaliers.
● **25 décembre 1978** : les troupes vietnamiennes envahissent le Cambodge.
● **7 janvier 1979** : chute de Phnom-Penh où les Vietnamiens installent la République populaire du Kampuchéa (RPK).
● **22 juin 1982** : formation d'un gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD) antivietnamien reconnu par l'ONU, présidé par Norodom Sihanouk et regroupant les trois factions de la résistance : khmers rouges, sihanoukistes et républicains.
● **30 août 1989** : échec de la conférence de Paris sur le Cambodge sous l'égide de l'ONU.
● **Septembre 1989** : le Vietnam affirme avoir retiré toutes ses troupes.
● **23 octobre 1991** : signature à Paris d'un accord scellant le retour de la paix au Cambodge. Le pays est placé sous la tutelle de l'ONU jusqu'à l'organisation d'élections libres. Le 14 novembre, Sihanouk rentre à Phnom-Penh après treize ans d'exil.
● **11 mars 1992** : début de l'opération de paix de l'Autorité provisoire de l'ONU au Cambodge (Apronuc), rejetée en juin par les Khmers rouges.
● **12 janvier 1993** : début d'une série d'attaques des Khmers rouges contre l'ONU.
● **23 mai 1993** : les élections, tenues sous la surveillance de 20 000 « Bérets bleus », sont remportées à la majorité relative (47 %) par le Funcinpec royaliste aux dépens du Parti du Peuple cambodgien (PPC) de Hun Sen.
● **16 juillet 1993** : le prince Ranariddh forme un gouvernement de coalition regroupant sihanoukistes et ex-communistes du PPC. C'est ce gouvernement de coalition qui vient d'éclater avec les combats de Phnom-Penh des 5 et 6 juillet 1997.







Les dirigeants de l'OTAN abordent divisés le sommet de Madrid sur l'élargissement

Le « diktat » américain sur le choix des nouveaux membres est contesté

Les chefs d'Etat et de gouvernement des seize pays de l'OTAN étaient attendus lundi 7 juillet au soir, à Madrid, pour un sommet présenté comme « historique », mais qu'ils abordent divisés. La volonté américaine de limiter l'élargissement de l'Alliance vers l'Est à trois pays est contestée par Paris et Rome en particulier. D'autre part, la rénovation des structures de l'Alliance laisse à ce stade la France insatisfaite.

LE SOMMET atlantique de Madrid, qui s'ouvre mardi 8 juillet, devait célébrer *« la nouvelle OTAN »*, avec ses nouveaux membres, sa nouvelle structure et ses nouvelles relations avec la Russie. Mais le temps des réjouissances est passé. Il a atteint son point culminant, le 27 mai, à Paris, quand les seize membres actuels de l'Alliance atlantique ont signé avec Boris Eltsine l'Acte fondateur régissant leurs futurs rapports. A Madrid, les mécontents seront plus nombreux que les satisfaits.

Certes, des pays d'Europe centrale seront invités à ouvrir rapidement des négociations pour devenir membres de l'OTAN, sans doute dès 1999, à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation. Certains penseront que c'est simplement la réparation d'une injustice historique. La coupure de l'Europe en deux blocs, par la volonté de Staline, après la seconde guerre mondiale, avait rejeté hors de leur famille naturelle des Etats qui aujourd'hui la rejoignent. D'autres estimeront que l'OTAN, cette organisation militaire créée au début de la guerre froide, n'aurait pas dû survivre à son objet.

Quoi qu'il en soit, trois pays seulement, la Hongrie, la Pologne, la République tchèque, feront partie de ce premier élargissement de l'après-guerre froide. Pourquoi ? Sans doute parce qu'ils remplissent les critères imposés par l'Alliance. Mais d'autres, qui satisfont aux conditions, sont laissés dehors, pour des raisons financières (le coût de l'élargissement) ou géopolitiques (leur proximité avec la Russie). Le paradoxe est que vont officiellement bénéficier de la garantie de sécurité de l'OTAN ceux qui en ont le moins besoin, parce que les moins menacés.

Sans doute les Américains, qui ont imposé leurs vues à leurs alliés, et d'abord à la France, qui a soutenu en vain les candidatures roumaine et slovène, se défendent-ils de vouloir tracer une nouvelle ligne de partage au milieu du continent. Une deuxième vague d'adhésions est promise. Mais, pas plus que l'actuelle, elle ne concernera les petits Etats qui se sentent, comme les Baltes, les victimes de l'histoire. Le premier ministre russe, Viktor Tchernomyrdine, vient de répéter que l'extension de l'OTAN était d'autant plus inadmissible qu'elle se rapprochait des frontières de son pays.

Autre source de malaise que le sommet de Madrid ne dissipera pas : la « panne » de la rénovation de l'OTAN. Les alliés se disputent des sous-commandements régionaux. Le Conseil atlantique de Berlin, en juin 1996, avait admis le principe d'un rôle plus large de l'Europe au sein de l'Organisation. Quand il s'est agi de passer aux actes, l'affaire s'est compliquée. Des progrès ont certes été accomplis : l'adjoint au commandant en chef des forces alliées en Europe – un officier européen – pourra diriger des opérations strictement européennes, en utilisant les moyens de l'OTAN, si le Conseil atlantique (donc les Américains) est d'accord ; ces opérations pourront être menées par l'UEO sous la direction politique de l'Union européenne ; en temps de paix, les éléments européens de l'OTAN pourront préparer, planifier de telles opérations et s'entraîner pour les mener à bien.

Mais cette nouvelle organisation risque fort de rester une coquille vide sans la participation de la France, ses alliés européens s'accommodant fort bien, pour leur part, depuis des décennies, d'une intégration dans une structure dominée par les Etats-Unis. Or, ce n'est pas encore à Madrid que la France rejoindra les institutions militaires intégrées. Le président de la République et le nouveau gouvernement français considèrent que la condition posée d'une *« visibilité »* de la présence européenne dans l'OTAN n'est pas remplie. Depuis l'été dernier, l'idée de cette *« visibilité »* s'était cristallisée autour de l'attribution du commandement-Sud à un officier européen, ce que Washington a refusé.

Ce n'est pas pour autant le retour à la case départ. Jacques Chirac souhaite que les progrès négociés depuis un an soient entérinés et que la France ne se tienne pas à l'écart du mouvement, sous une forme qui reste à définir. Ce ne sera pas facile, tout le monde en convient. Le président de la République n'a en tout cas pas lieu d'être très satisfait de la réunion de Madrid, au cours de laquelle la candidature de ses protégés roumains sera repoussée, la rénovation de l'OTAN ajournée et le grand sommet paneuropéen qu'il avait proposé dévalorisé par l'absence de Boris Eltsine.

Daniel Vernet

Les « conditions » posées aux candidats

L'OTAN n'a pas formulé de critères spécifiques pour son élargissement à l'Est mais pose aux Etats candidats à l'intégration une série de *« conditions essentielles »*, selon l'expression du secrétaire général de l'Alliance, Javier Solana : un processus de démocratisation avancé ; l'exercice d'un contrôle civil sur les forces armées ; des relations de bon voisinage avec les pays frontaliers ; la capacité de contribuer à la sécurité collective.

L'OTAN formule en outre des *« recommandations »*, en matière de compatibilité des armements et d'*« inter-opérabilité »* des forces armées. L'Alliance souhaite par ailleurs que chaque Etat candidat consacre 3 % de son PIB au budget de la défense (la Pologne y consacre actuellement 2,5 % de son PIB, la République tchèque 1,7 % et la Hongrie 1,4 %).

Bill Clinton reste inflexible, mais s'efforce de ménager les susceptibilités européennes

WASHINGTON
de notre correspondant

Bill Clinton arrive à Madrid avec l'intention de rester inflexible sur le fond (l'élargissement de l'OTAN sera limité aux trois pays faisant l'objet d'un consensus), mais aussi de faire preuve de souplesse sur la forme, afin de ménager les susceptibilités européennes. L'administration a tiré les leçons du sommet des Sept de Denver, lorsque la propension des Etats-Unis à vouloir imposer leurs recettes économiques à leurs partenaires européens avait provoqué une irritation transatlantique parfaitement inutile. On souhaite revenir à un climat plus harmonieux.

Madrid s'ouvre cependant sur un préalable américain qui s'apparente à un diktat. Ces derniers jours, les conseillers présidentiels se sont relayés pour tenter de corriger l'impression d'une Amérique imposant sa volonté aux quinze autres membres de l'OTAN. Le président américain a assuré que les Etats-Unis ne cherchent pas à *« dicter »* ses choix à l'Europe, tout en ajoutant qu'il ne changerait pas d'avis sur l'élargissement. L'administration s'attend d'autant plus à des discussions *« animées »*, selon Sandy Berger, conseiller à la Maison Blanche pour les affaires de sécurité, que la liste d'éventuelles concessions est réduite : s'agissant de la « seconde vague » de l'élargissement de l'OTAN, Washington ne souhaite pas identifier formellement de futurs impétrants ni arrêter le calendrier de leur entrée dans le « club atlantique ».

Cette importante restriction mise à part, les responsables américains sont prêts à décliner toutes les nuances sémantiques pour affirmer que la *« porte* [de l'OTAN] *reste ouverte »* à d'autres candidats à condition qu'ils fassent preuve de constance sur la voie de la démocratisation et de la libéralisation économique. *« Ce n'est pas non, mais non pour le moment »*, a assuré Sandy Berger.

Après Madrid, le président américain se rendra à Varsovie pour féliciter les Polonais de leur entrée dans l'OTAN, et à Bucarest pour adoucir la déception des Roumains. Il réaffirmera la volonté de l'Amérique de rester *« ancrée »* sur le Vieux Continent, grâce à une Alliance atlantique s'étendant à l'Est.

LA QUESTION DU COÛT

C'est cette vision d'une nouvelle architecture de sécurité en Europe, dont les Etats-Unis sont la clef de voûte, que Bill Clinton va développer à Madrid, et dont il devra ensuite convaincre ses compatriotes. Si l'opinion américaine ne comprend pas bien en quoi l'intérêt national des Etats-Unis exige un élargissement de l'OTAN (43 % des Américains y sont favorables alors que 41 % privilégient le statu quo), c'est notamment parce que le débat est resté confiné entre experts. Le Sénat, qui va être appelé à ratifier (à la majorité des deux tiers) cette modification du traité de Washington de 1949, est en quelque sorte mis devant le fait accompli.

L'autre raison tient à l'évolution de la position de la Maison Blanche. Strobe Talbott, secrétaire d'Etat adjoint, a longtemps défendu la thèse selon laquelle l'intégration au sein de l'OTAN de pays qui faisaient naguère partie de la sphère d'influence de l'ex-URSS risquait de renforcer les tendances nationalistes, militaristes et communistes à Moscou. Les avis sont partagés pour expliquer cette évolution. Selon certains experts, Bill Clinton a réalisé dès 1993 que les Etats-Unis avaient une sorte de dette historique envers la Pologne, la Hongrie et la République tchèque, pays floués par les accords de Yalta. D'autres estiment que la conviction de M. Clinton ne s'est vraiment forgée qu'à la faveur de la campagne électorale de 1996, lorsqu'il fallait gagner les suffrages des Américains originaires d'Europe de l'Est, particulièrement nombreux dans les Etats du Midwest.

Précipitation, carence de travail pédagogique et aussi multiplication d'arguments disparates pour justifier les limites de l'élargissement expliquent que la « bataille du Congrès » pourrait se révéler plus indécise que prévu. Le Sénat a certes émis un vote de principe favorable l'année dernière, mais, outre que la tradition isolationniste y demeure vivace, le camp des hésitants ne cesse de se renforcer, emboîtant le pas d'un establishment académique où domine un fort scepticisme.

Les critiques se concentrent sur quelques points essentiels : la « dilution » de l'OTAN et donc sa perte de crédibilité ; la création d'une nouvelle ligne de partage politique en Europe ; le coût de l'élargissement ; le risque d'envenimer les relations russo-américaines et ainsi de porter un coup fatal aux négociations sur le désarmement nucléaire ; les clauses du traité de l'Atlantique nord (article 5) qui font obligation aux Etats-Unis d'aller défendre, le cas échéant, tout Etat membre menacé par un voisin.

Conséquence de la véritable « religion » de l'équilibre budgétaire qui s'est développée à Washington, la question du coût de l'élargissement retient particulièrement l'attention des sénateurs. L'administration affirme que la facture annuelle pour les Etats-Unis se situera entre 150 et 200 millions de dollars pendant treize ans, soit environ 6 % du montant total, mais cette estimation est fortement contestée. Les Etats-Unis, insistent plusieurs experts, prennent actuellement en charge 25 % des coûts d'infrastructure de l'OTAN, et ils seront probablement confrontés à l'avenir à de « mauvais payeurs » européens.

Les aspects financiers ont donc joué un rôle important dans la décision américaine de limiter la « première vague » de l'élargissement à trois pays relativement solvables et qui, selon William Cohen, *« ont la capacité d'être des "consommateurs", mais aussi des "producteurs" de sécurité »* en Europe. L'accueil qui sera fait à Madrid aux thèses américaines aura une influence sur l'état d'esprit des sénateurs et sur le vote de ratification. Plus celui-ci sera serré, et plus l'administration hésitera à se lancer dans l'ouverture de l'OTAN à une « seconde vague » de pays candidats.

Laurent Zecchini

Le contre-modèle de l'extrême gauche

Les dirigeants d'une vingtaine de partis de gauche de seize pays européens se sont réunis, samedi 5 juillet à Madrid, pour demander la construction d'une *« Europe de l'emploi, de paix et de solidarité »*, rejetant à la fois le *« renforcement »* de l'OTAN et le pacte de stabilité qui doit accompagner l'euro. Cette rencontre a été organisée par la coalition espagnole Izquierda Unida (communiste). La France était notamment représentée par le Parti communiste et le Mouvement des citoyens. La réunion, qui vise à prendre le contrepied du dernier conseil européen d'Amsterdam et du sommet de l'OTAN, devrait, selon ses organisateurs, marquer *« le début d'une action commune »* de la gauche européenne pour offrir *« un modèle alternatif »* au néo-libéralisme imposé par l'Europe de Maastricht. Les partis de gauche proposent la dissolution de l'OTAN au profit d'un *« désarmement nucléaire et conventionnel »* en Europe.

L'absence pleine de sens de Boris Eltsine

Convié à la réunion de l'Alliance, le président russe a préféré se faire représenter par un ministre anti-occidental

MOSCOU
de notre correspondante

Convié au sommet de l'OTAN à Madrid, Boris Eltsine a annoncé, fin juin, après avoir laissé planer quelques doutes, que non seulement il déclinerait l'invitation, mais qu'il aurait mieux à faire au même moment : partir en vacances. C'est ce qu'il a fait, dimanche 6 juillet, en se rendant en Carélie, à la frontière de la Finlande. Obligé néanmoins, après la signature de l'Acte fondamental Russie-OTAN à Paris le 27 mai, d'être représenté au sommet, il a choisi d'y envoyer un homme de second rang, qui, de plus, symbolise un peu les crispations post-impériales russes. Il s'agit de Valeri Serov, le plus falot des premiers vice-premiers ministres, en charge des relations avec les Etats de la Communauté des Etats indépendants (CEI) et artisan d'un accord présenté comme une contre-mesure à l'élargissement de l'Alliance : *« l'union »* avec la Biélorussie. Il était difficile de mieux rappeler que si la Russie est d'accord pour « coopérer » avec l'OTAN, elle n'approuve toujours pas son élargissement, même sa « première vague ».

Boris Eltsine a ainsi opposé un refus à Jacques Chirac qui souhaitait sa présence à Madrid dans l'espoir que la question des relations Russie-OTAN ne soit pas oubliée lors de cette « fête » polono-tchéco-hongroise, où sera également signée une charte OTAN-Ukraine. Même l'idée qu'une première réunion du Conseil Russie-OTAN, créé à Paris, se tienne en marge du sommet de Madrid, fut abandonnée (cette réunion se tiendrait seulement fin juillet à Bruxelles au niveau des ambassadeurs, et fin septembre à New York au niveau ministériel, en marge de l'Assemblée générale de l'ONU).

Le souci de Moscou était aussi médiatique : en évitant d'apparaître comme un égal aux côtés de ses anciens « protégés », le Kremlin essaie de préserver « l'effet Denver », où la Russie fut admise au rang des grands du monde industrialisé. C'est cette idée en tout cas qui est martelée par les télévisions russes, devenues muettes par contre sur la question moins glorieuse de l'OTAN. Si ce n'est pour parler des contradictions croissantes au sein de l'Alliance et répéter ce qui est présenté comme un adage chinois : *« Si tu ne peux résoudre un problème à ton avantage, fais en sorte qu'il devienne celui de ton adversaire. »*

Sur le fond pourtant, l'OTAN reste un problème russe : n'ayant pu empêcher le lancement du processus d'adhésion de la « première vague », le Kremlin veut avant tout éviter qu'il y en ait une seconde ou une troisième, qui engloberait des Etats anciennement membres de l'URSS. *« Dans ce cas, nous reverrions tous nos accords avec l'OTAN »*, avait tonné Boris Eltsine après le sommet russo-américain d'Helsinki, où il légitima de fait la « première vague ». Mais une telle menace ne peut tenir lieu de stratégie « post-Madrid », estime-t-on dans la classe politique russe, qui croit – ou fait mine de croire – que Washington est décidé, tout en le cachant soigneusement, à englober à terme dans l'OTAN non seulement la Slovénie et la Roumanie, mais aussi les Etats baltes. Les menaces russes sont même contre-productives, affirme ainsi l'analyste Sergueï Kortounov dans la *Nezavissimaïa Gazeta* : jusqu'ici inefficaces, elles confinent la Russie dans son image de pays agressif en donnant des arguments aux candidats à l'adhésion, comme à l'OTAN elle-même, qui y trouve une raison d'être.

Mais si une telle « opposition frontale » de la Russie à tout nouvel élargissement de l'OTAN est à éviter, il ne faut pas non plus qu'elle laisse faire l'Alliance, en se concentrant sur ses seuls problèmes intérieurs et en développant les liens avec ses voisins du Sud et de l'Est. Car une Russie clairement vaincue en Europe et coupée de l'Occident serait peu attirante pour ces mêmes voisins. De même, la Russie ne peut annoncer l'intention d'entrer elle aussi dans l'OTAN, comme certains à Moscou l'ont proposé : ce serait la voie ouverte à l'adhésion de tous les autres candidats pendant que la Russie se verrait imposer des conditions préalables sans fin et serait en même temps coupée de la Chine, de l'Inde, de l'Iran, etc. C'est pourquoi, estime M. Kortounov, la seule issue raisonnable pour Moscou serait d'utiliser au maximum les possibilités offertes par le Conseil Russie-OTAN. Les Etats-Unis peuvent certes refuser l'inscription à son ordre du jour des questions que Moscou veut y voir discutées, mais la Russie y trouverait un large champ de manœuvre entre Alliés à la cohésion flottante.

> Depuis quelques mois, pourtant, le Kremlin a choisi d'aller à contre-courant

Une telle politique suppose d'être menée sans être affichée. Significativement, le Conseil russe de politique extérieure et de défense, un organe non gouvernemental mais influent qui multipliait, avant Helsinki, les rapports sur la façon de riposter à l'OTAN, a aujourd'hui changé de thème. Ses dernières recommandations visent à corriger *« la mauvaise perception en Occident de la Russie et du monde des affaires russe »*. Il affirme que celle-ci résulte de *« campagnes de discrédit régulièrement organisées en Occident »* où l'on craint la concurrence d'un *« business russe jeune, agressif, souvent hautement intellectuel »*... Le Conseil propose donc que *« l'Etat et les hommes d'affaires russes coordonnent leur politique d'information »* et boycottent les médias occidentaux qui *« ternissent l'image de la Russie »*. Il s'agit là d'un nouvel avatar du complexe *« géo-psychologique »* infligé par la perte de l'empire et du statut de grande puissancee à une classe politique *« qui s'indigne du désir des pays de l'Est d'entrer dans l'OTAN mais réclame elle-même d'intégrer le G 7 »*, remarque l'analyste Andreï Piontkovski. Depuis trois mois, cependant, Boris Eltsine a su aller à l'encontre de l'avis de la majorité de cette classe politique, en cherchant des compromis avec l'OTAN, la Tchétchénie et l'Ukraine. Au point que certains voisins de la Russie se mettent à espérer que celle-ci pourrait un jour se contenter d'être un Etat « comme les autres ».

Sophie Shihab

Le candidat de gauche, Cuauhtémoc Cardenas, remporte la mairie de Mexico

Le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI), au pouvoir depuis 1929, enregistre une défaite historique aux élections du 6 juillet et devrait perdre la majorité absolue à l'Assemblée. Dans l'Etat du Chiapas, la guérilla zapatiste a perturbé le déroulement des opérations de vote

Les premiers résultats du scrutin du 6 juillet, où devaient être élus le maire de Mexico – *pour la première fois au suffrage universel* – ainsi que les députés et une partie des sénateurs, donnent une ample victoire à l'opposition de gauche et de droite au Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au *pouvoir depuis près de soixante-dix ans). Le* chef de file du Parti de la révolution démocratique, (PRD, gauche) Cuauhtémoc Cardenas, est déjà assuré d'être le prochain gouverneur de Mexico, et le Parti d'action *nationale (PAN, droite) remporterait une* ample victoire à l'Assemblée en faisant perdre au PRI la majorité absolue. Au Sénat, en revanche, le PRI disposera toujours d'une écrasante majorité. La plupart des *52 millions d'électeurs ont voté dans le* calme, bien que des irrégularités aient été signalées dans certains des 104 700 bureaux de vote. Les problèmes les plus graves ont été signalés dans l'Etat du Chiapas, où la *guérilla zapatiste a incendié et saccagé des* dizaines de bureaux de vote et bloqué des routes *(lire aussi notre éditorial page 15).*

MEXICO
de notre correspondant

Sans attendre les résultats officiels, le président Ernesto Zedillo a reconnu la victoire du candidat du Parti de la révolution démocratique (PRD, opposition de gauche), Cuauhtémoc Cardenas, à la mairie de Mexico dimanche 6 juillet, au cours d'un discours télévisé. « *Le Mexique*, a-t-il déclaré, *a fait aujourd'hui un pas irréversible, définitif et historique vers la normalité démocratique.* »

Selon les premières informations *fournies par l'Institut fédéral électoral* (IFE), portant sur 21,4 % des bulletins de vote, M. Cardenas a *obtenu 46,7 % des suffrages* exprimés. Le candidat du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir depuis 1929), Alfredo del Mazo, est crédité de 25 % des voix. Pour le Parti d'action nationale (PAN, conservateur), Carlos Castillo recueille 17,6 % des suffrages, suivi du candidat écologiste, Jorge Gonzalez qui obtient 6,9 % des voix.

Le PRI enregistre également un revers aux élections législatives et dans les divers scrutins locaux qui se sont déroulés simultanément dans l'ensemble du pays. La formation au pouvoir perd la majorité absolue à la Chambre des députés, *selon les projections réalisées à la* sortie des bureaux de vote par deux sociétés de sondage, qui accordent *au PRI environ 36 % des voix. Le* PAN est en deuxième position avec 32 % des suffrages, suivi du PRD qui recueille 22 % des voix. Le PRI conserve, en revanche, la majorité absolue au Sénat (avec 32 sièges sur les 128 qui étaient en jeu).

Le scrutin s'est déroulé sans incident sérieux, sauf dans l'Etat du Chiapas où la guérilla zapatiste a empêché la tenue du vote dans vingt-cinq bureaux de vote, conformément aux instructions du « sous-commandant Marcos », qui avait estimé que les conditions n'étaient pas favorables à une consultation électorale du fait de la présence de l'armée et du « *climat de guerre civile alimenté par le gouvernement* ».

L'autre mouvement de guérilla mexicain, l'Armée populaire révolutionnaire (EPR), surtout actif dans l'Etat du Guerrero, avait annoncé une trêve pour permettre aux électeurs de se rendre aux urnes.

Comme le laissaient prévoir les sondages, le PRI a été victime d'un vote-sanction qui traduit la lassitude des Mexicains à l'égard d'un régime au pouvoir depuis près de soixante-dix ans. La terrible crise économique provoquée par la dévaluation de décembre 1994 a encore aggravé le mécontentement, d'autant que les signes de reprise n'ont pas permis une récupération du pouvoir d'achat.

Beaucoup d'électeurs de la capitale, y compris des sympathisants du PAN, semblent avoir opté pour le PRD afin de barrer la route au PRI. « *Si M. Cardenas ne donne pas de bons résultats à la mairie de Mexico*, avouait un ingénieur électricien qui s'apprêtait à voter, *sa victoire nous aura au moins permis d'en finir avec l'hégémonie du PRI. C'est en soi une victoire de la démocratie et elle devrait ouvrir les portes pour les autres partis lors de la présidentielle en 2000.* »

L'historien Enrique Krauze, qui vient de publier un ouvrage monumental sur le Mexique des cinquante dernières années, fait la même analyse. « *Grâce au nouveau Parlement*, a-t-il expliqué, *nous deviendrons enfin une république authentique. La Chambre des députés sera le laboratoire de la démocratie car la société mexicaine a envoyé un message très clair en faveur du changement, tout en faisant comprendre au PRI qu'il devait se réformer en profondeur.* »

Le président Zedillo a déjà fait les premiers pas en faisant savoir à M. Cardenas qu'il pouvait « *compter dès maintenant sur la volonté du gouvernement d'établir une relation respectueuse* » avec le nouveau maire de Mexico, qui prendra ses fonctions le 5 décembre *(lire ci-contre).*

B. de la G.

Les félicitations du chef de l'Etat

Le président mexicain Ernesto Zedillo a adressé, dimanche 6 juillet, ses « *félicitations sincères* » à Cuauhtémoc Cardenas, élu gouverneur de Mexico : « *Sur la base des sondages et des déclarations des partis politiques, je peux sans enfreindre la loi féliciter sincèrement M. Cardenas et lui souhaiter un plein succès dans la gestion du district fédéral* », a-t-il déclaré, en ajoutant être « *certain qu'une collaboration fructueuse s'établira entre M. Cardenas et le gouvernement fédéral afin de répondre au mieux aux besoins des habitants de la capitale.* » – (AFP.)

L'essoufflement d'un parti « révolutionnaire » au pouvoir depuis soixante-huit ans

MEXICO
de notre correspondant

Vilipendé par des secteurs de plus en plus importants de la société mexicaine, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) n'en finit plus de mourir... tout en conservant le pouvoir. Malgré le revers électoral du 6 juillet, il contrôle *toujours les principaux leviers du régime politique* créé après la révolution de 1910 : la présidence de la République, le gouvernement de la plupart des 31 Etats de la fédération, le Sénat, les deux tiers des municipalités et les syndicats.

Souvent comparé au Parti communiste de l'ancienne Union soviétique, le PRI a fait preuve d'une exceptionnelle capacité d'adaptation qui lui a permis de survivre à toutes les crises depuis sa création, en 1929, à l'initiative du président Elias Calles. Ce dernier espérait ainsi mettre fin aux luttes sanglantes opposant les diverses factions issues de la révolution : il y parvint grâce à l'établissement d'un pacte prévoyant l'alternance au pouvoir des membres de la « grande famille révolutionnaire ». Tous les six ans, le président sortant désignait son successeur et organisait des élections fort peu démocratiques pour faire ratifier son choix. « *Cela a permis de rétablir la tranquillité et la stabilité*, a souvent expliqué l'écrivain Octavio Paz. *Ce n'était pas une dictature dans le sens classique du terme, mais ce n'était pas non plus une démocratie.* »

Pour donner une légitimité au régime, le président Lazaro Cardenas (1934-1940) a mené une politique sociale et obtenu le soutien des syndicats ouvriers et des organisations paysannes. Un gigantesque appareil politique *a été créé pour contrôler la population. La répartition* de terres en faveur des petits paysans, l'accès à l'éducation publique ont contribué à consolider le système. Cela explique en grande partie pourquoi le Mexique a échappé à la dictature militaire et aux graves conflits internes qui ont marqué les autres pays d'Amérique latine.

Parti sans véritable idéologie, si ce n'est un vague « *nationalisme révolutionnaire* », *le PRI a pratiqué le* « tout-Etat » jusqu'au début des années 80, avant de se convertir peu à peu à la privatisation au nom de la modernisation capitaliste, devenue inévitable à la suite de la chute des cours du pétrole, principal produit d'exportation. Seul pays d'Amérique latine à avoir résisté aux pressions de Washington pour rompre ses liens avec Cuba, le Mexique est aussi le premier Etat de la région à avoir signé un accord de libre-échange avec les Etats-Unis.

SCHIZOPHRÉNIE

Ces coups de barre successifs ont fini par déstabiliser un parti qui vivait déjà dans une schizophrénie permanente à la suite de la répression exercée contre les étudiants, en octobre 1968, sur la place de Tlatelolco. Le PRI justifia le massacre au nom de la souveraineté nationale – plusieurs dizaines de morts avant l'ouverture des Jeux olympiques – mais voulut préserver son image tiers-mondiste en accueillant sur le territoire mexicain des centaines de réfugiés politiques fuyant les dictatures latino-américaines. L'apparition de la guérilla zapatiste, en janvier 1994, et l'assassinat, en avril, du candidat du PRI à la présidence allaient confirmer que le système n'était plus adapté aux nouvelles circonstances.

B. de la G.

Cuauhtémoc Cardenas, prochain gouverneur de Mexico

« J'attends une collaboration réelle du président Zedillo »

LE PRÉSIDENT du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche), Cuauhtémoc Cardenas, est assuré de devenir gouverneur de la ville de Mexico, et a déjà annoncé sa candidature à la prochaine élection *présidentielle qui aura lieu* en l'an 2000.

« Allez-vous faire appel à des personnalités d'autres partis pour constituer votre équipe ?

– Je vais former un cabinet largement ouvert aux forces démocratiques et à des personnalités qui pourront venir du secteur privé, de l'Université ou de la classe politique. Il ne s'agit pas de convaincre tel ou tel fonctionnaire, député ou sénateur de se joindre à nous. Si nous décidons d'inclure des membres d'autres partis, ce sera sur la base d'un accord politique avec leurs partis, comme cela se fait dans les pays démocratiques. Nous ne sommes pas contre l'apport d'éléments nouveaux au programme du PRD.

– Qu'attendez-vous du président Zedillo ?

– Une collaboration réelle. Je constate qu'il y a eu un change*ment d'attitude du gouvernement*, en particulier dans l'organisation des élections. Je l'attribue à la pression exercée par les forces démocratiques, qui ont également obtenu l'ouverture de la télévision.

– Comme les autres candidats, vous aviez fait de la sécurité un des *thèmes prioritaires* de votre campagne. Comment pensez-vous résoudre le problème de la corruption au sein de la police ?

– Le président de la République désigne le chef de la police de Mexico, mais c'est le maire qui définit la politique en matière de sécurité. Je crois que le président Zedillo aura la sagesse de désigner une personne acceptable pour nous. J'estime qu'il a commis une grande erreur en confiant *[en 1996]* la responsabilité des différents corps de police de la capitale au ministre de la défense, le général Cervantes. C'est une violation de la Constitution, et je n'ai pas l'intention de demander l'autorisation du ministre de la défense pour exercer les fonctions que m'accorde la loi. Je vais donc mener un combat à fond contre la corruption au sein de la police, au plus haut niveau d'abord, et contre la délinquance organisée. *Les deux choses sont liées.*

– Pensez-vous pouvoir influencer la politique économique du président Zedillo ?

– Je ne vois malheureusement aucun changement dans la politique économique de M. Zedillo. C'est la même que celle de son prédécesseur, Carlos Salinas : plus de chômage, davantage de pauvreté et détérioration du pouvoir d'achat. *Le néolibéralisme à la mexicaine est* très efficace pour accumuler la richesse entre les mains de quelques-uns, mais il ne résout pas les problèmes du pays. J'estime qu'il faut accorder la priorité à la création d'emplois, à l'amélioration des services publics et au renforcement du marché interne pour relancer la consommation. Cela peut parfaitement se faire en incitant l'entreprise privée à investir dans la production.

– Dernièrement, on vous a souvent comparé à Lionel Jospin et Tony Blair...

– Je suis simplement Cuauhtémoc Cardenas. Je ne connais pas très bien leurs propositions et je ne sais pas jusqu'où ils veulent conduire les changements. »

Propos recueillis par Bertrand de la Grange

Bolivie : le souvenir du « Che » dans la terre rouge de Vallegrande

VALLEGRANDE
de notre envoyé spécial

Le « squelette numéro 2 », qui, selon plusieurs indices, serait celui d'Ernesto Guevara, dit le « Che », n'est plus à Vallegrande, *dans le sud-est de la Bolivie. Là où* le guérillero argentin et six autres hommes ont été tués, il y a presque trente ans, ne subsiste plus qu'une fosse vide.

Les corps ont été exhumés jusque tard dans la nuit, samedi 5 juillet, par l'équipe de scientifiques cubains et argentins qui travaillent depuis maintenant presque deux ans pour retrouver les corps du « Che » et de ses compagnons.

Les restes *ont été* transportés à l'hôpital japonais de Santa Cruz, où « *des analyses permettant une identification scientifique incontestable seront réalisées* », selon les autorités boliviennes, qui ont pris cette décision.

Au lendemain de cette découverte, à Vallegrande, deux membres du Comité d'organisation du trentième anniversaire de la mort du « Che » ont ramassé les quelques os qui ont échappé *aux scientifiques ; ils ont déposé* une planche dans la fosse et ont placé, à l'une des extrémités, un portrait du guérillero, devant lequel ils se sont recueillis. Pour eux, il n'y a aucun doute, le « squelette numéro 2 » ne peut être que celui du « Che ». A Santa Cruz, où la procédure d'identification *s'est poursuivie dans la nuit* de dimanche, la prudence demeure entière.

Après l'exhumation et le transfert des restes, l'émotion demeure grande à Vallegrande. Pendant toute la semaine, les squelettes ont été exhumés : les os ont été mis au jour centimètre par centimètre, à la pelle, la pioche, la gouge, l'aiguille et le pinceau par l'équipe de scientifiques. Il régnait une *désolation évidente* à la vue de ces corps brisés, surgis de la terre rouge et ocre de Vallegrande comme des fossiles *aux postures* étranges.

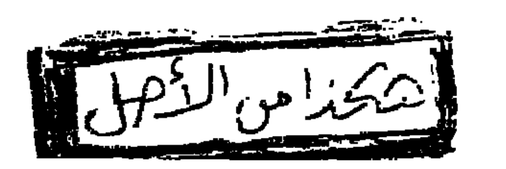
DEUX AUTRES FOSSES

L'ironie de la situation veut que le retour sur cette période de l'histoire de la Bolivie coïncide avec la future entrée en fonctions d'un nouveau gouvernement. Le 6 août, le nouveau cabinet sera vraisemblablement *dirigé par* le général Banzer, élu cette fois démocratiquement à la présidence de la République, après avoir été dictateur de 1971 à 1978.

Alors que les recherches concernant le « Che » n'ont fait que gagner en intensité depuis deux ans, La Paz veut en finir au plus vite avec ces remugles en*combrants de la mémoire.*

De son côté, Cuba veut récupérer au plus vite ce qui subsiste de celui qui demeure l'archétype du révolutionnaire. Il reste deux autres fosses communes à Vallegrande ; elles n'ont pas encore été localisées et contiendraient les restes de dix autres compagnons du « Che ».

Alain Abellard



Le second tour des élections législatives confirme la victoire de l'opposition en Albanie

Le nouveau gouvernement sera dirigé par le socialiste Fatos Nano

Le second tour des élections législatives albanaises, qui s'est déroulé sans incident majeur dimanche 6 juillet, a confirmé la large victoire des socialistes sur le Parti démocratique du président Sali Berisha. Le chef du Parti socialiste, Fatos Nano, a annoncé son intention de devenir premier ministre et de prendre pour bras droit Bashkim Fino, qui a dirigé le gouvernement d'union nationale de mars à juin.

TIRANA
de notre envoyé spécial

Aucun incident majeur ne semble avoir marqué, dimanche 6 juillet, le deuxième tour des élections législatives albanaises. Chargé de veiller au bon déroulement du scrutin, l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) a procédé, comme lors du premier tour, aux contrôles des bureaux de vote. Seules trente-quatre circonscriptions sur cent quinze étaient en ballottage. D'après les premiers résultats, ce second tour aurait confirmé l'écrasante victoire du Parti socialiste (ex-communiste), adversaire de la formation du président Berisha, le Parti démocratique (PD), au pouvoir depuis 1992.

A l'issue du premier tour, le 29 juin, les socialistes, avec 53,3 % des voix, s'étaient d'ores et déjà assurés la victoire en faisant élire cinquante-cinq de leurs candidats, auxquels il faut ajouter quatre députés de leurs alliés du Parti social-démocrate (PSD). Le Parti démocratique (25,3 %) n'en avait obtenu que onze. Selon les résultats connus, lundi matin, de 30 des 34 circonscriptions encore en jeu, les socialistes devraient disposer à la Chambre d'une majorité considérable. Mais le processus électoral n'est pas terminé même si les résultats sont désormais acquis et si la preuve a été administrée que l'Albanie a pu, dans les limites imposées par la situation, désigner librement ses représentants grâce à l'appui de la communauté internationale. Il avait fallu attendre la soirée du samedi 5 juillet pour que la commission électorale centrale (CEC) publie enfin les résultats du premier tour. De ceux-ci, il ressort que les résultats de sept circonscriptions sont considérés comme suspects pour vols d'urnes, affrontements physiques ou armés, bordereaux trafiqués, etc. A l'exception d'une circonscription où la consultation n'a pu avoir lieu dimanche 29 juin, le secrétaire de la CEC, Kristaq Kume, a finalement apposé sa signature sur le document validant les suffrages de 107 des 115 circonscriptions. Ce ne fut pas sans mal.

Les huit membres de la commission (quatre membres du PS et quatre du PD) ont bataillé ferme toute la semaine dernière pour vérifier les scrutins de 1 412 929 Albanais sur 1 947 235 inscrits (soit une participation de 72,56 %). Un seul des vingt-trois petits partis en lice – le Parti royaliste – obtient plus de 3 % des suffrages. Taulant Dedja, membre (PS) de la commission, nous a expliqué qu'il lui avait fallu constamment lutter contre de nombreuses obstructions, de manœuvres dilatoires, voire des pressions et des menaces venant du PD pour pouvoir faire avancer les travaux. *« Je ne rentre plus chez moi que pour me laver et me changer et j'ai dû mettre ma famille en sûreté »*, nous a-t-il assuré.

NON À LA MONARCHIE

Le 3 juillet, la tension était de nouveau montée en Albanie, à l'occasion d'une manifestation organisée par les monarchistes dont le prétendant au trône, Leka Ier, avait pris la tête, vêtu d'une tenue léopard et armé de deux pistolets. Ses partisans, fortement appuyés par les démocrates du président Berisha, entendaient dénoncer des irrégularités qui auraient, selon eux, entaché le référendum sur la restauration de la monarchie organisé en même temps que le premier tour des législatives. Une fusillade encore inexpliquée a éclaté. Un homme est mort, militant du PD. La police a dû user de la plus grande fermeté pour interdire aux manifestants de pénétrer dans les locaux de la commission. Selon différentes sources, les protestataires avaient l'intention d'utiliser la force pour empêcher celle-ci de publier les résultats du premier tour et mettre en danger le déroulement du second. Depuis, d'importantes forces de police ainsi que des membres de la Force multinationale de protection (FMP) ont pris position à l'intérieur et à l'extérieur du bâtiment. Le président de l'OSCE, Niels Helveg Petersen, ministre danois des affaires étrangères, a lancé un avertissement au président Berisha et demandé à *« tous les partis de cesser tout ce qui pouvait mettre en danger le processus électoral »*.

Les partisans de Leka Ier n'en continuent pas moins de protester. Samedi, le cercueil de la victime de la fusillade a été exhibé dans les rues de Tirana et a donné l'occasion aux royalistes et aux partisans de M. Berisha de vilipender le leader du Parti socialiste, Fatos Nano, nouvel homme fort de l'Albanie. Les résultats définitifs du référendum n'ont pas encore été publiés. Après le dépouillement de la presque-totalité des circonscriptions, 33,28 % se sont prononcés en faveur du rétablissement de la monarchie et 66,72 % pour le maintien de la République. En aucun cas donc, le « non » à Leka, fils de Zog Ier, ne pourra être remis en question, pas plus d'ailleurs que la victoire socialiste. Que ces deux consultations populaires aient pu avoir lieu est déjà une belle performance dans un pays où régnait l'anarchie il y a seulement trois mois.

Michel Bôle-Richard

Les combats ont repris dimanche à Brazzaville

BRAZZAVILLE. Le Comité de médiation nationale du Congo, présidé par Bernard Kolelas, le maire de Brazzaville, a appelé dimanche 6 juillet les parties en conflit à prendre part mercredi à des pourparlers. Les combats entre les troupes du président Pascal Lissouba et les miliciens de son prédécesseur, Denis Sassou-Nguesso, ont repris dimanche à Brazzaville. Pourtant, un nouveau cessez-le-feu avait été accepté samedi par les belligérants à la demande du président gabonais Omar Bongo qui dirige le comité de médiation internationale. Ce cessez-le-feu, théoriquement en vigueur samedi à minuit, a aussitôt été violé. – *(AFP.)*

AFRIQUE

■ **MAROC : Ali Yata, le secrétaire général du PPS**, le Parti du progrès et du socialisme, animé par d'anciens communistes, ne sera pas candidat à sa propre succession. Agé de soixante-seize ans, Ali Yata dirige le PPS depuis sa création au lendemain de l'indépendance en 1956. Il quitte la direction du parti alors que quatre membres du bureau politique ont annoncé leur intention de créer une nouvelle formation d'opposition, le Front des forces démocratiques (FFD) dont le congrès constitutif doit se tenir le 27 juillet à Rabat. – *(AFP.)*

ASIE

■ **JAPON : les résultats des élections municipales à Tokyo**, dimanche 7 juillet, ont accentué les tendances qui se dégageaient des législatives de 1996 : victoire du Parti libéral démocrate (PLD), principale force de la coalition au pouvoir qui obtient 54 sièges sur 127, et remarquable percée du Parti communiste (PC) qui en conquiert 26. Il s'agit du meilleur résultat obtenu par les communistes depuis le début des années 70 lorsque les plus grandes villes étaient dirigées par des « maires rouges ». – *(Corresp.)*

PROCHE-ORIENT

■ **ARABIE SAOUDITE : un nouveau Conseil consultatif a été nommé**, dimanche 6 juillet, par le roi Fahd. Le nouveau Conseil, qui ne compte pas de femmes, et où la minorité chiite est représentée par quatre personnes, est nommé pour un mandat de quatre ans. Il comprend 90 membres, et est dirigé par le président de l'Assemblée sortante, cheikh Mohammad Ben Ibrahim Ben Joubair. – *(AFP.)*

■ **ISRAËL : l'armée a catégoriquement démenti**, dimanche 6 juillet, que des militaires aient déchiré des exemplaires du Coran découverts abîmés et maculés de peinture dans une école palestinienne d'Hébron, en Cisjordanie. La directrice de l'école a affirmé que la profanation, découverte samedi, ne pouvait être que le fait de soldats, venus la veille dans l'école, ou de colons juifs de la ville. – *(AFP.)*

■ **LIBAN/ISRAËL : les échanges de tirs entre Israël et le Hezbollah libanais** se sont intensifiés, dimanche 6 juillet, après qu'un officier israélien eut été tué dans une embuscade dans la « zone de sécurité » de l'Etat juif au Liban-sud. Le Hezbollah a indiqué avoir tiré des roquettes sur des positions israéliennes, en riposte aux bombardements israéliens qui ont fait cinq blessés parmi les civils. – *(AFP.)*

EUROPE

■ **DÉMOGRAPHIE : le taux de natalité espagnol est tombé à 1,24 enfant par femme en 1996,** contre 1,5 en moyenne en Europe, selon le Conseil de l'Europe. L'Italie n'a compté que 1,26 enfant par femme, l'Allemagne et la Grèce 1,4, la France 1,70, l'Irlande et la Norvège 1,87. Les Etats-Unis ont enregistré 2,1 naissance par femme, le taux jugé necessaire au renouvellement des générations. – *(AP.)*

■ **BOSNIE : Mate Boban, l'ancien président de l'entité des Croates de Bosnie,** l'« Herceg-Bosna », est décédé, lundi 7 juillet, d'une hémorragie cérébrale à Mostar (sud), à l'âge de cinquante-cinq ans, selon la radio croate de Bosnie. Premier dirigeant de l'« Herceg-Bosna », proclamée en août 1993, il avait été écarté en 1994 de cette fonction après la signature des accords de Washington, créant la Fédération croato-musulmane. – *(AFP.)*

■ **IRLANDE DU NORD : la population catholique** du quartier nationaliste de Portadown, près de Belfast, a réagi violemment, dimanche 6 juillet, au défilé annuel des Orangistes. Des incidents ont éclaté en début d'après-midi sur le Garvaghey Road, dont les habitants catholiques avaient été évacués le matin même par la police. Des balles en caoutchouc ont été tirées et plusieurs dizaines de catholiques ont été blessés. De nombreux incidents ont été enregistrés dans d'autres quartiers catholiques. Ce défilé avait provoqué une série d'émeutes en 1996. – *(AP.)*

■ **TCHÉTCHÉNIE : le président tchétchène Aslan Maskhadov** a donné, dimanche 6 juillet, l'ordre de créér une unité anti-enlèvements aux pouvoirs *« illimités »* dans la république caucasienne. Deux Britanniques travaillant pour une organisation humanitaire ont été enlevés par dans la nuit de mercredi à jeudi à Grozny, a-t-on appris samedi. – *(AFP.)*

La coalition au pouvoir en Roumanie étale sa désunion

BUCAREST
de notre correspondant

Un peu plus de deux cents jours après sa formation, l'attelage gouvernemental au pouvoir en Roumanie grince dangereusement. Les premières fissures entre le Parti national-paysan-chrétien démocrate (PNP-CD, principale formation de la coalition) et le Parti démocrate (PD) du président du Sénat, Petre Roman, sont apparues au grand jour, mardi 1er juillet. Le département de contrôle du gouvernement venait d'épingler M. Roman et plusieurs ministres de sa formation dont ceux des affaires étrangères, des transports et de la justice.

Toutes ces personnalités, indique la note, auraient abusivement obtenu ou attribué à des amis politiques des logements appartenant au service de protocole de l'Etat. *« Mensonge et calomnie »*, a rétorqué, vendredi 4 juillet, Petre Roman. Feignant l'indignation – *« c'est une question d'honneur »* –, il doit pourtant se rappeler que les mois troublés qui suivirent la chute de la dictature en décembre 1989 firent le lit à bien des abus. Il était alors le premier ministre de Ion Iliescu. Le *« scandale des appartements »*, comme le qualifie la presse, n'est qu'un exemple des dérapages de la démocratisation en Roumanie. Il n'est pas le plus grave comparé, entre autres, à la mystérieuse « évaporation » de l'immense patrimoine des anciens Parti communiste et syndicat unique ainsi qu'aux privatisations par des voies obscures de nombre d'entreprises bradées au profit de proches du pouvoir de l'époque. Quant à la corruption, elle est omniprésente.

POSITION AMBIGUË

Lors d'une réunion d'urgence, vendredi soir, le président de la République, le chrétien-démocrate Emil Constantinescu, a usé de toute son autorité pour éteindre un feu qui menaçait de consumer la coalition au pouvoir. Celle-ci n'en sort pas indemne. *« La confiance entre nous n'existe plus »*, a lâché M. Roman alors que les Paysans dénoncent le *« chantage »* du président du Sénat. Force d'appoint indispensable à la coalition au pouvoir, le Parti démocrate a en effet menacé de retirer ses sept ministres du gouvernement et de se limiter à un soutien critique au Parlement, où il dispose de 76 élus (sur un total de 486). Le danger immédiat d'une rupture est écarté – chaque partie prêchant officiellement l'union – mais le chapitre n'est pas clos.

La polémique actuelle n'est qu'une illustration du climat qui règne entre les deux membres de la coalition. Les dirigeants du PNP-CD nourrissent toujours une certaine défiance à l'égard de M. Roman, premier ministre en juin 1990 lorsque le siège des chrétiens-démocrates fut mis à sac par les mineurs appelés par le pouvoir. Ces derniers mois ont fourni d'autres motifs de divergence. *« Le Parti paysan est plus tourné vers le passé que vers la modernisation du pays »*, reproche ainsi M. Roman. Pour cette raison, ses députés ont refusé une modification de la loi foncière qui aurait permis aux agriculteurs expropriés par les communistes de récupérer jusqu'à 50 hectares de terres. De même, il se sont opposés à restituer en intégralité à leurs anciens propriétaires les biens immobiliers confisqués après guerre.

Mais les critiques les plus véhémentes portent sur le rythme d'une réforme qui, selon les termes du Parti démocrate, avance *« cahin-caha »* alors que *« les conditions de vie de la population s'aggravent d'une façon alarmante »*. M. Roman n'est pas le seul à faire ce constat. La production industrielle gonfle avant tout les stocks des sociétés, les privatisation ont des ratés, les dettes inter-entreprises continuent d'augmenter et certaines réformes, comme la baisse des impôts, sont remises aux calendes grecques.

Toute l'ambiguïté de la position du Parti démocrate est qu'il veut garder un pied dans le gouvernement tout en s'autorisant une position critique qui lui permettrait de ne pas être tenu responsable d'un éventuel échec des réformes. L'exercice est délicat. Pour autant, M. Roman a annoncé qu'il devrait se poursuivre au moins jusqu'à la fin du mois d'août, lorsque le Parti démocrate réuni en Convention nationale se prononcera en faveur ou non du maintien de cet attelage où tout le monde ne tire pas dans le même sens.

Christophe Châtelot

En Israël, Benyamin Nétanyahou a nommé Yaacov Neeman ministre des finances

APRÈS TROIS SEMAINES de crise gouvernementale, le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, a créé la surprise en nommant, lundi 7 juillet, l'ancien ministre de la justice, Yaacov Neeman, ministre des finances. Il remplace Dan Meridor, qui avait démissionné en raison d'un désaccord sur la politique du gouvernement en matière de changes.

L'annonce de cette nomination a été faite en début de matinée, et le premier ministre devait présenter le remaniement de son gouvernement dans l'après-midi à la Knesset, selon la présidence du conseil. Cette décision est d'autant plus surprenante que c'était Ariel Sharon, ministre des infrastructures nationales, qui était pressenti pour le poste.

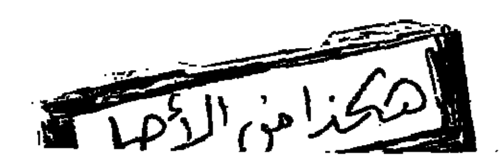
M. Sharon a indiqué à la radio israélienne se *« satisfaire d'être associé aux décisions concernant les questions politiques et de sécurité »*, prises dans le cadre du mini-cabinet chargé de ces questions, dont il était jusqu'à présent exclu. Un compromis devrait être formulé sur le fonctionnement de ce mini-cabinet, qui devrait être démantelé conformément aux voeux du chef de la diplomatie, David Lévy.

Le bureau de la présidence du Conseil a indiqué, lundi, dans un communiqué, que M. Nétanyahou *« a l'intention de se concerter de temps à autre, avec les ministres David Lévy, Itzhak Mordechaï* [défense] *et Ariel Sharon, en fonction des nécessités, sur des questions politiques ou de sécurité »*. M. Lévy, qui avait indiqué ces derniers jours *« ne pas avoir confiance en M. Nétanyahou »*, devrait être pleinement en charge des négociations avec les Palestiniens. Selon son entourage, un accord devait être finalisé sur le mode de coopération entre M. Lévy et plusieurs proches collaborateurs de M. Nétanyahou, dont Danny Naveh, secrétaire du cabinet, Itzhak Molkho et Ouzi Arad, conseillers du premier ministre.

Proche de M. Nétanyahou, M. Neeman avait démissionné de ses fonctions de ministre de la justice peu après sa nomination, il y a un an, en raison de son implication dans une affaire de corruption, dans laquelle un non-lieu a entre-temps été prononcé.

Le portefeuille de la science, dont Benny Begin a démissionné le 19 janvier, après l'accord conclu quatre jours plus tôt avec l'OLP sur le redéploiement militaire partiel à Hébron, en Cisjordanie, devait être pourvu. Son destinaire pressenti était, lundi, Sylvain Shalom, considéré comme un fidèle de M. Nétanyahou au Likoud (droite).

La radio israélienne a indiqué que plusieurs autres nominations officielles étaient attendues, lundi, notamment celles de Michaël Eytan (Likoud) au poste de vice-ministre des finances, en remplacement de M. David Magen, démissionnaire, du parti Guesher de M. Lévy. Michaël Kleiner, du Guesher, devrait accéder à la direction de la coalition de la majorité au Parlement, et Yéhouda Lancry, également du Guesher, est pressenti comme vice-président de la Knesset. – *(AFP.)*



OPPOSITION Les assises extraordinaires du RPR, convoquées au lendemain de la défaite de la droite aux élections législatives, ont porté à la présidence du parti, dimanche 6 juillet, Philippe Séguin, que son prédécesseur, Alain Juppé, a assuré de son *« concours »*. Les débats se sont déroulés dans un climat marqué par les divisions et les rancœurs, dont Edouard Balladur et Nicolas Sarkozy ont été les principales cibles. ● *LA NOUVELLE DIRECTION* du mouvement doit être composée par M. Séguin dans les prochains jours. Des délégués régionaux seront nommés pour assister les secrétaires fédéraux d'ici aux assises de l'automne. ● LE MAIRE DE PARIS, Jean Tiberi, qui a été aussi visé par les huées des délégués, devait faire face, lundi, au Conseil de Paris, à une offensive de la gauche, qui conteste sa politique d'urbanisme, notamment la ZAC Seine-Rive gauche. *(Lire page 7.)*

Le RPR affirme sa fidélité envers Jacques Chirac

Nouveau président du mouvement néogaulliste, à la tête duquel il a été porté avec près de 80 % des voix, Philippe Séguin va tenter de réconcilier un parti divisé et dont la seule référence commune semble résider aujourd'hui dans le soutien au président de la République

ÉLU PRÉSIDENT du RPR par 78,85 % des suffrages exprimés et un peu moins de 70 % des inscrits, Philippe Séguin n'en est pas encore le rassembleur. Tout au long de la journée du dimanche 6 juillet et, particulièrement, dans la matinée, les orateurs autorisés à s'exprimer devant les assises extraordinaires du mouvement n'ont cessé de lui rappeler ce message : s'il dispose à présent des clefs de la Rue de Lille, siège national du RPR, celui-ci ne saurait pour autant être transformé en « écurie présidentielle ».

Alain Juppé n'a pas été le moins clair à ce sujet. « *Je vous remercie pour votre fidélité à Jacques Chirac, pour l'engagement à ses côtés dans les cinq ans qui viennent et en 2002 lorsqu'il s'agira de le porter à nouveau vers la victoire* », a-t-il lancé dans ses adieux aux militants. L'un des fidèles du chef de l'Etat, Pierre Mazeaud, a renchéri en s'adressant, par-delà l'assistance, directement au président de la République : « *Jacques Chirac, tu es toujours des nôtres et tu es le chef naturel de la famille gaulliste !* »

Même si, de l'extérieur, on ne comprend pas toujours très bien pourquoi M. Chirac demeurerait à jamais l'unique héritier d'un général qu'il n'a lui-même que peu fréquenté, c'est encore là une question taboue dans la famille néogaulliste. Affaire de conviction ou de pure tactique, M. Séguin a lui-même pris, une nouvelle fois, cet engagement. « *Jacques Chirac,* a-t-il assuré, *doit savoir que notre mouvement ne décide de se réconcilier, de se rénover, de s'ouvrir que pour mieux le servir.* »

« DOMAINE RÉSERVÉ »

Sans aller jusqu'à évoquer, comme l'a fait Charles Pasqua, des « *manifestations de rue* » pour le cas où le gouvernement reviendrait sur les lois qui portent le nom de l'ancien ministre de l'intérieur, le nouveau président du RPR se montre surtout soucieux de protéger la « *fonction présidentielle* » des effets de la cohabitation. C'est peu dire qu'il n'a pas apprécié les incursions de Lionel Jospin dans le « domaine réservé » de la défense et des affaires étrangères. Il a, du reste, trouvé bien molle la réaction de l'Elysée à ce propos. « *Notre pays a besoin, plus que jamais, d'une fonction présidentielle reconnue et respectée. C'est l'acquis majeur de plusieurs décennies d'efforts. Nous veillerons donc à ce que nul ne l'oublie* », a-t-il prévenu.

Dans ses nouvelles occupations, M. Séguin aura aussi à veiller à d'autres formes de cohabitation, internes celles-ci. L'hostilité, proche de la haine, que certains responsables de l'appareil, inquiets pour leur propre avenir, continuent de vouer à Nicolas Sarkozy et, dans une moindre mesure, à Edouard Balladur, ne simplifie pas la tâche du nouveau président. Comment nommer, en effet, au secrétariat général du Rassemblement, un homme, M. Sarkozy, qui, de fait, a été empêché de prendre la parole aux assises ? La « *réconciliation* » souhaitée par M. Séguin risque d'ailleurs d'être d'autant plus longue à venir que M. Chirac lui-même – à la différence de M. Juppé – s'est bien gardé jusqu'ici d'en donner des signes avant-coureurs.

Inquiet sur la qualité de « l'héritage » qu'il va trouver Rue de Lille, le député des Vosges a décidé de se donner un temps de réflexion avant de mettre en place la direction collégiale provisoire qui sera chargée de modifier les statuts du RPR et de préparer les prochaines assises. Pour se laisser une marge de manœuvre, il est vraisemblable qu'il conservera pour lui-même, jusqu'à la prochaine rentrée parlementaire, les fonctions de président du groupe RPR de l'Assemblée nationale. Il désignera par ailleurs des « chargés de mission régionaux » pour contrôler les secrétaires départementaux nommés par la direction sortante. Confirmant son intention d'être « *un président à plein temps* », il a repris une formule du général de Gaulle pour lancer cet avertissement : « *Je ne me sens aucune vocation pour inaugurer les chrysanthèmes !* »

Sur le plan des idées, enfin, de sérieux clivages demeurent entre les différentes sensibilités du RPR. Jouant l'apaisement, M. Séguin s'est gardé de trop développer ses propres conceptions européennes, en jugeant simplement que le débat sur Maastricht est « *désormais dépassé* ». M. Juppé, lui, n'a pas hésité à souligner que l'Europe constitue « *le débat crucial* » entre les néogaullistes, débat sur lequel ils ont « *des différences souvent profondes* ».

« MOINS-DISANT SOCIAL »

De même, M. Séguin s'est employé à minimiser les oppositions entre « *libéralisme et gaullisme* ». « *Il n'existe aucune contradiction entre le choix républicain et une économie compétitive* », a-t-il assuré, mais la dénonciation par M. Balladur « *des dépenses publiques sans cesse croissantes, des impôts sans cesse plus lourds, des acquis sociaux sans cesse consolidés, des emplois publics sans cesse plus nombreux* » ne participe-t-elle pas, d'une certaine manière, de ce que M. Séguin appelle « *une course sans fin au moins-disant social* » ?

Seul le débat institutionnel a vu s'opérer de nouveaux rapprochements entre les trois principaux animateurs du mouvement. M. Balladur, le premier, avait soulevé le problème posé par les « *cohabitations à répétition* » (*Le Monde* du 25 juin). Dimanche, M. Juppé a précisé qu'il partage cette analyse. « *Si le quinquennat doit permettre la coïncidence du choix d'un président et d'une Assemblée, alors, il faut aller vers le quinquennat* », a affirmé l'ancien premier ministre, en soulignant le « *caractère hybride* » du régime actuel.

Encore prudent au sujet d'une évolution vers un régime de type présidentiel, M. Séguin estime cependant qu'« *il n'existe pas de Constitution définitive* » et que « *la nôtre peut et doit évoluer* ». Pour lever toute ambiguïté, l'ancien président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, Pierre Mazeaud, lui-même fraîchement converti au quinquennat (*Le Monde* du 26 juin), a précisé dans son adresse à Jacques Chirac : « *Si certains vont jusqu'à imaginer des modifications constitutionnelles, ce n'est pas contre toi, Jacques.* » Cela n'allait-il pas sans dire ?

Jean-Louis Saux

Le message du chef de l'Etat

Pour la première fois depuis son élection à la présidence de la République, Jacques Chirac a adressé un message à ses anciens « compagnons » du RPR. En voici les principaux extraits :

« Vous voici à nouveau rassemblés (...), mais rassemblés, une fois de plus, à un moment difficile, à un moment qui exige lucidité, courage et audace dans la fidélité à vos idées et à vos convictions. Les gaullistes, auxquels notre pays doit tant, ne sont jamais aussi forts que dans les moments difficiles (...).

» Président de tous les Français, je suis au service de la France, mais c'est auprès de vous que j'ai souvent puisé l'énergie nécessaire à l'accomplissement de ma tâche. Avec vous, je veux dire ma reconnaissance à Alain Juppé pour l'œuvre réalisée. Avec vous, je veux dire ma confiance à Philippe Séguin pour conduire le mouvement sur les voies de la rénovation. Vous devez ouvrir votre esprit et votre cœur à toutes celles et tous ceux qui, avec vous, défendront demain les valeurs que vous incarnez ; vous devez exprimer les aspirations de tous les Français qui veulent une France allante, ouverte sur le monde, capable de faire les choix de la modernité (...). C'est dans votre cœur que se trouvent les clés du renouveau. C'est dans votre foi que se trouve l'espoir (...). Je sais que je peux compter sur vous. »

Les résultats des votes

Les quelque quatre mille six cents délégués réunis dimanche 6 juillet au Parc floral de Vincennes étaient porteurs de 85 966 mandats au total.

● **Election du président :** sur 79 265 mandats représentés dans le vote, soit un taux de participation de 92,21 %, Philippe Séguin en a obtenu 60 026, soit 78,85 % des suffrages exprimés et 69,83 % des inscrits. Les autres candidats ont obtenu, par ordre décroissant : Jean-Michel Fourgous, 5 598 mandats (7,35 %) ; Magali Benelli, 5 263 (6,91 %) ; Alain-Frédéric Fernandez, 2 718 (3,57 %) ; Alain Aubert, 2 186 (2,87 %) ; Solange Renaud, 335 (0,44 %). Il y a eu 3 139 bulletins blancs ou nuls (4,12 %).

● **Motions d'orientation :** la motion de synthèse Séguin-Juppé, défendue par Franck Borotra et Jacques Toubon, a recueilli 54 654 mandats (73,25 %). La motion numéro 2, présentée par Andrée Bel (Yvelines), qui réclamait l'élection des responsables du parti à tous les niveaux, a obtenu 19 960 voix (26,75 %). Il y a eu 4 651 bulletins blancs ou nuls (6,23 %).

Alain Juppé « prêt pour la reconquête »

« JAMAIS, sans doute n'ai-je prononcé ces mots, "compagnons, mes amis", avec autant d'émotion, avec autant de gravité. (...) Aujourd'hui, devant vous, je viens assumer la pleine responsabilité de mes actes », a affirmé Alain Juppé, dimanche 6 juillet, devant les délégués du RPR. « *Soucieux de l'unité de notre Rassemblement et persuadé qu'il a toutes les qualités requises pour donner l'impulsion souhaitée, je vous appelle à faire confiance à Philippe Séguin. Il sait qu'il peut compter sur mon concours* », a-t-il ajouté.

VERBATIM

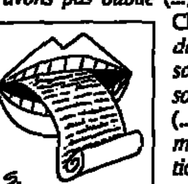
Sans vouloir « *esquisser un programme* », l'ancien premier ministre a déclaré nécessaire de « *renouveler notre approche du problème du chômage et marquer fortement notre volonté d'emprunter les chemins d'une nouvelle croissance* ». Il faut « *inventer une nouvelle démocratie qui sache répondre aux aspirations apparemment contradictoires de nos concitoyens* ». M. Juppé a consacré, sans le nommer, un long développement au Front national : « *Notre ambition doit être de rassembler autour* [de ces valeurs] *le plus grand nombre possible de Françaises et de Français, même – et je dirai surtout – quand ils se sont éloignés de nous parce qu'ils ont cru, à tort ou à raison, que nos convictions s'affadissaient.* »

« *A cette reconquête de l'opinion, je suis prêt*, a précisé le maire de Bordeaux, *mais je dis avec la même vigueur que je ne suis pas prêt à des alliances électorales avec des états-majors de partis qui, eux, n'ont cessé, dans leurs paroles et dans leurs actes, de bafouer ces valeurs. Là est la frontière. C'est une question de morale !* »

M. Juppé a affirmé partager « *l'analyse de ceux qui pensent que faire de la cohabitation non plus l'exception mais, en quelque sorte, la règle (...), c'est pervertir notre Constitution* ». « *C'est,* a-t-il ajouté, *brouiller l'image de la France sur la scène internationale, quels que soient les efforts de nos dirigeants pour parler d'une seule voix (...). C'est, insidieusement, le retour à une forme de paralysie qui nous a coûté si cher depuis le début du siècle.* »

Philippe Séguin : « la revanche de personne »

EN ÉVOQUANT « *la primauté* » de l'élection présidentielle de 1995 sur les dernières élections législatives, Philippe Séguin a *expliqué, dimanche 6 juillet*, aux assises du RPR, que cela avait deux conséquences : « *Nous n'avons pas oublié (...) les idées sur lesquelles* [Jacques Chirac] *a bâti sa campagne présidentielle victorieuse*, a-t-il dit. *Qu'on sache bien que ces idées, nous y sommes plus que jamais attachés ! (...) La seconde implication de la primauté de 1995 est d'ordre constitutionnel : les institutions donnent au président de la République un rôle que nous entendons voir respecter.* »



VERBATIM

A propos du Front national, le nouveau président du RPR a distingué le « *noyau dur, qui assure sa direction et dont les idées sont celles de l'extrême droite la plus classique* » de « *la majeure partie de ses électeurs,* [qui] *ne sont pourtant ni fascistes ni hostiles à la démocratie* ». « *Le Pen a réussi à leur faire croire qu'il était le seul à les comprendre, le seul à savoir leur parler, le seul à savoir parler au peuple* », a-t-il ajouté.

M. Séguin a défini le « *gaullisme* » comme « *une conviction et une méthode* » : « *La conviction que chacun doit avoir les moyens de maîtriser son destin. D'être acteur et non objet (...). Quant à la méthode, elle a toujours consisté à rassembler. Autrement dit, à représenter l'ensemble de la société française, en dépassant les clivages.* » Souhaitant « *une métamorphose plus ambitieuse* » du mouvement néogaulliste, le député des Vosges a expliqué en ces termes la crise du politique : « *Ce qui est en cause, c'est l'étrange dérive dont les politiques ont été tout à la fois victimes et complices, dérive qui a vu le pouvoir leur échapper, quelque part entre Bruxelles et les marchés financiers, dans ce redoutable triangle des Bermudes occupé par des experts sûrs d'eux-mêmes, relayés par des communicants usurpant leur rôle de médiateurs. C'est cela qu'il faut changer, en revenant à cet autre précepte fondamental du gaullisme : la volonté. Car il ne s'agit pas de gouverner autrement. Il s'agit de gouverner tout court.* »

« *Ces assises,* a-t-il assuré, *ne sont la revanche de personne. Comme elles ne sont la défaite de personne. Elles ne sont ni le début ni l'étape nouvelle d'une aventure personnelle. (...) Nous devons être ensemble. Sinon, c'est ensemble que nous disparaîtrons.* »

Le « rhinocéros » du Front national

QUE FAIRE du Front national ? Comment en détacher les électeurs qui l'ont rejoint en désertant le RPR et l'UDF ? Comme après chaque défaite, la question revient tarauder la droite. Depuis le 1er juin, ses dirigeants affirment que, cette fois, ils ne l'éluderont pas, et qu'ils prendront à bras le corps un sujet qui, selon les termes de Philippe Séguin, « *n'a cessé de grossir comme le rhinocéros chez Ionesco* ». Il y va, estiment-ils, de la survie d'une droite menacée d'être confinée dans l'opposition pour longtemps.

Le 6 juillet, les assises du RPR ont cependant apporté une nouvelle illustration des deux lignes qui s'affrontent à droite sur ce sujet. Le mouvement néogaulliste n'échappe pas à cette division. Tour à tour, Alain Juppé et Philippe Séguin ont écarté toute idée d'alliance avec le parti d'extrême droite et toute surenchère sur le terrain des valeurs.

« *Je ne suis pas prêt a des alliances électorales avec des états-majors de partis qui, eux, n'ont cessé (...) de bafouer* [les] *valeurs* [gaullistes] », a affirmé l'ancien premier ministre, fidèle à une ligne dont il n'a jamais varié. « *Là est la frontière. C'est une question de morale* », a-t-il ajouté.

M. Séguin a écarté trois manière d'envisager le problème : ignorer le Front national et ses électeurs ; le diaboliser, « *à l'instar des socialistes* », ce qui aurait pour conséquence de « *le renforcer, puisque nous le désignerions nous-mêmes comme le meilleur vecteur des inquiétudes et des doutes* » ; conclure, plus ou moins ouvertement, des « *alliances tactiques* », où la droite perdrait, « *sinon* [son] *âme* », du moins sa « *crédibilité* ».

Pour le nouveau président du RPR, la seule manière de ramener les électeurs du Front national dans l'orbite de l'opposition est de « *parler des sujets qui les angoissent : de la nation et de son devenir, de l'Europe, du chômage (...), de l'avenir des banlieues et des zones de non-droit qui n'ont cessé de s'étendre, des institutions, qui leur paraissent en déshérence* ». « *Et de l'immigration,* ajoute-t-il, *ce problème que nous avons abandonné aux slogans et aux fausses vérités qu'ils véhiculent.* »

A ces deux analyses voisines, les militants du RPR s'en sont vu opposer une tout autre par Alain Peyrefitte, qui, dès le lendemain du 1er juin, avait prôné le dialogue avec le Front national. Le président du comité éditorial du *Figaro*, qui a consacré l'intégralité de son intervention au Front national, a interrogé son auditoire : « *Une force politique est apparue sur notre droite. Nous lui avons opposé un mépris de fer. Cette attitude est-elle tout à fait étrangère à notre défaite ?* »

Pour le sénateur de Seine-et-Marne, il n'est « *pas question de faire alliance* » avec le Front national, « *ce qui ferait fuir plus de voix au centre que nous n'en gagnerions à notre droite* ». En revanche, il « *s'agit simplement de ne plus l'excommunier, de ne plus insulter ses électeurs* ».

SILENCE PRUDENT

M. Peyrefitte, qui reproche aux dirigeants de la majorité d'avoir donné trop souvent « *l'impression d'agir sous l'emprise de l'intelligentsia de gauche* », propose au RPR de ne plus « *esquiver le débat* », face aux « *réponses souvent excessives* » du Front national, sur le patriotisme, la « *sauvegarde de l'identité française* », l'immigration, la sécurité et la famille, « *celle qui réunit un homme et une femme, celle qui élève des enfants* ». « *Sur ces enjeux, nous ne devrions pas avoir d'ennemis à droite ni au centre. Des débats, peut-être, mais pas d'ennemis* », a-t-il fait valoir.

Le début du discours de M. Peyrefitte a été accueilli par un silence prudent des militants présents aux assises. Puis, au fil de son intervention, la salle s'est dégelée, jusqu'à saluer sa péroraison par des applaudissements nourris. Insuffisants, semble-t-il, pour Jean-Louis Debré, qui a demandé à l'auditoire d'applaudir à nouveau Alain Peyrefitte.

Cé. Ch.

François Léotard définit les conditions de l'union

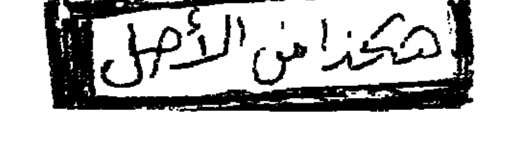
À PEINE Philippe Séguin était-il élu président du RPR, dimanche 6 juillet, que François Léotard lui adressait ses félicitations. Dans un communiqué, le président de l'UDF exprime le souhait « *que cette élection contribue à l'union de l'opposition, dans un climat de dialogue, de concertation et de respect mutuel* ». Le respect mutuel, cela signifie que la confédération n'entend plus, désormais, être à la remorque de son allié, mais qu'elle veut entretenir avec lui des relations d'égalité, ce que M. Léotard traduit par un dialogue entretenu dans « *un esprit de parité et d'équilibre qui respecte la culture, les options et les objectifs de chacune des deux familles politiques* ».

Dans cette optique, le président de l'UDF énumère cinq « *options* » que son parti entend « *défendre en tout état de cause au Parlement et devant l'opinion* » et qu'il voudrait « *clarifier* » avec son partenaire néogaulliste. Elles concernent trois thèmes sur lesquels M. Léotard, dans son discours devant la convention de Démocratie libérale, le 24 juin, voulait fonder la « *carte d'identité* » de l'UDF, qui « *la distingue des autres formations politiques* » : la décentralisation, l'Europe, et l'emploi et la politique économique.

Certaines de ces options ne devraient pas poser de problèmes insurmontables avec le RPR. C'est le cas du « *choix d'une France profondément décentralisée ouverte au dialogue social et à la responsabilité locale* ». Dans ce domaine, le RPR, traditionnellement plus jacobin que l'UDF, a sensiblement évolué ces dernières années, et nombre de ses responsables partagent aujourd'hui la volonté de pousser plus loin la décentralisation.

La question de l'Europe est certainement plus délicate, même si « *la volonté de réussir, dans les délais prévus, le passage à la monnaie unique* », exprimée par M. Léotard, est partagée par le RPR en raison même de son soutien à Jacques Chirac. En revanche, « *le choix d'une Europe politique fortement intégrée* » est certainement de nature à faire grincer des dents au RPR, surtout lorsqu'elle est demandée par une formation pour qui la construction européenne doit s'inscrire « *dans une perspective fédérale* ». Enfin, « *l'attachement à une baisse forte et soutenue des prélèvements obligatoires liée à une vaste réforme de l'Etat* » et « *une conception de l'emploi fondée sur l'économie d'entreprise* », mentionnées par M. Léotard comme des engagements de l'UDF, demandront également de sérieux éclaircissements au sein de l'opposition.

Cé. Ch.





Les assises du matin et celles du soir : sifflets et paroles de « réconciliation »



RÉCIT

DIMANCHE 6 JUILLET, au parc floral de Vincennes, il y avait le RPR du matin et le RPR du soir. Tôt levé, le mouvement néogaulliste est certes venu élire Philippe Séguin à sa présidence. Ce sera pour l'après-midi. Ce matin, il a d'abord répondu à l'appel de la direction sortante pour défendre bec et ongles l'honneur d'Alain Juppé. Et gare à ceux qui lui auraient manqué !

Face à la tribune, Philippe Séguin est déjà assis au premier rang. Volontairement discret, il est arrivé, l'un des tout premiers, dans une salle encore clairsemée. Alain Juppé qui, dans l'après-midi, lui abandonnera *les clefs de la Rue de Lille*, n'est pas encore là, mais, dans la halle, les nombreuses pancartes de ses partisans, concentrés à la droite de la tribune, proclament : *« Juppé, c'est la fidélité ! »*, *« Juppé, c'est le courage ! »*, *« Pour nous, c'est toujours Chirac ! »* A gauche de la scène, mais plus éloignée, une bannière qui a fait, dans les jours précédents, l'objet de négociations serrées, certifie : *« Les Vosges avec Philippe Séguin ! »*

A l'ouverture des assises, le maître de cérémonie, Jean-Louis Debré, appelle les militants à *« écarter les rancœurs »* et à laisser *« de côté les rancuniers »*. Des rancuniers, pourtant, sont bien décidés à se faire entendre. Les balladuriens en feront les frais. Depuis l'ouverture de la séance ont fleuri, ça et là, des *« Sarko petit salaud ! »*, des *« Sarko traître ! »* ou, encore, des *« Sarko dehors ! »*, peints au revers des pancartes officielles. Le ton de la matinée est donné.

Les cinq « petits » candidats à la présidence du RPR défilent au micro. Ils ont droit chacun à dix minutes. Jean-Louis Debré tient le chronomètre et pousse sans pitié vers la sortie l'orateur qui outrepasse son temps de parole. Solange Renaud met les rieurs de son côté en dénonçant *« les adeptes du retournement de veste instantané »*. Magali Benelli suscite les vivats d'une salle à l'unisson en proclamant que *« ce n'est pas M. Juppé qui a perdu les élections, c'est la France qui a perdu un bon premier ministre »*. Alain-Frédéric Fernandez demande aux militants de ne pas donner le RPR *« à un homme seul, à un clan »*, et les enjoint de ne pas se laisser *« imposer un secrétaire général dont* [ils] *ne* [veulent] *pas »*. Il n'a pas besoin de prononcer le nom du maire de Neuilly pour déclencher les premiers sifflets nourris.

Les huées suivantes sont pour Jean Tiberi, qui apparaît dans un clip vantant les mérites des militants. Présentant avec Jacques Toubon la motion séguino-juppéiste, Frank Borotra s'empresse d'en appeler au *« rassemblement »* de tous. *« A s'organiser autour de courants, on a fini par faire de notre mouvement un vaste courant d'air »*, déplore-t-il. Alors que Philippe Séguin s'est absenté un instant, Alain Juppé arrive, acclamé et escorté par une cohorte de supporteurs. Un quart d'heure plus tard, changement d'atmosphère : noyant des applaudissements étiques, des huées signalent l'arrivée d'Edouard Balladur. Les images de l'ancien premier ministre, projetées sur les écrans géants, ont un hoquet, puis s'évanouissent : inutile d'insister.

MISSION PÉRILLEUSE

Autre clip. Cette fois, le film est consacré à Alain Juppé. On voit Alain Juppé avec Jacques Chirac, Alain Juppé tenant meeting, Alain Juppé acclamé par les militants, Alain Juppé avec Isabelle Juppé. *« Il a de grandes qualités humaines »*, explique François Bayrou, dont les propos sont vite noyés sous... les sifflets. Troisième clip. Les appels à l'unité se succèdent. Un militant énumère : *« Juppé, Séguin, Sarkozy... »* C'est raté : huées, sifflets, bronca. Puis Jean-Louis Debré est investi d'une mission périlleuse : annoncer le discours d'Edouard Balladur. *« Nous sommes les assises du rassemblement et de l'unité. Je vous demande d'applaudir Edouard Balladur »*, ordonne l'ancien ministre. Certains participants obtempèrent. D'autres désobéissent bruyamment.

Après le discours de Charles Pasqua, qui ne retient guère l'attention de la salle, les militants s'en vont voter. A l'extérieur, Alain Juppé circule parmi les participants, pose pour la photo, signe des autographes. Nicolas Sarkozy fait sa propre tournée : cette fois, les sifflets se sont tus.

L'après-midi, le décor a changé. Les banderoles *« Séguin avec Chirac »* ont supplanté celles soutenant Alain Juppé. Dans la bouche des militants, le nom de l'ancien président de l'Assemblée nationale a remplacé celui de l'ancien premier ministre. Philippe Séguin fait son entrée à 15 heures. Les militants du RAP – le Rassemblement pour une autre politique – se sont rapprochés, l'escortent, le fêtent.

L'élection de Philippe Séguin est proclamée, le message de Jacques Chirac est lu à la tribune. Un quatrième clip diffusé. Images sans paroles : Philippe Séguin avec Jacques Chirac, Philippe Séguin tenant meeting, Philippe Séguin acclamé par des militants. *« La réconciliation est donc notre premier devoir*, affirme M. Séguin. *Et ce n'est pas qu'un mot. Nous l'avons bien mesuré ce matin. »* Le RPR du soir l'acclame.

Le RPR de nuit lui fait la fête. Dans la soirée, il est venu rencontrer ses jeunes partisans dans un bal du quartier de la Bastille. Les « rappeurs » du RAP l'affirment : avant que Philippe Séguin ne prenne la présidence du RPR, les néogaullistes n'auraient pas imaginé pareille fête ailleurs que dans une boîte du quartier chic de l'Etoile.

Cécile Chambraud

La droite parisienne et les socialistes polémiquent sur l'aménagement de la capitale

La majorité municipale accuse son opposition de « ne pas aimer Paris »

LUNDI 7 JUILLET, l'ordre du jour du dernier Conseil de Paris, avant de longues vacances d'été, donne à l'opposition de gauche matière à ferrailler contre la municipalité. Trois rapports de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France ont déjà conduit le président du groupe socialiste, Bertrand Delanoë, à réclamer au maire de la capitale, Jean Tiberi (RPR), la constitution d'une commission d'enquête chargée *« d'évaluer le coût total, pour le contribuable parisien, des irrégularités constatées »* par les magistrats financiers *(lire ci-contre)*.

Le changement de gouvernement éclaire d'un jour nouveau l'autre dossier chaud à l'ordre du jour, celui de la ZAC (zone d'aménagement concerté) Paris-Rive gauche, objet d'une vive polémique, *lundi 30 juin, lors d'une* réunion du conseil du 13[e] arrondissement, entre le maire Jacques Toubon (RPR) et le nouveau député socialiste Jean-Marie Le Guen. L'engagement de l'Etat dans ce vaste projet d'urbanisme, qui doit modeler 130 hectares le long de la Seine, entre la gare d'Austerlitz et le boulevard périphérique, est au centre de la polémique. L'Etat est en effet un partenaire de premier plan de la ville de Paris dans ce secteur en pleine mutation, qui englobe d'importantes emprises SNCF, la Bibliothèque nationale de France François-Mitterrand, des installations portuaires (le Port autonome de Paris est un établissement public, industriel et commercial de l'Etat) et qui souhaite accueillir le futur Musée de la marine, actuellement installé à Chaillot, en plus d'importantes installations universitaires.

« COUP POLITIQUE »

M. Toubon pouvait espérer le soutien d'un gouvernement de droite pour l'aider à mener à bien ce projet, confronté depuis son lancement, en 1991, à de lourdes difficultés juridiques et financières. Il lui faut maintenant « traiter » avec des ministres tels que Jean-Claude Gayssot (PC) aux transports, Claude Allègre (PS) à l'éducation nationale, Catherine Trautmann (PS) à la culture et Dominique Voynet (Verts) à l'aménagement du territoire. *Autant de* ministres dont les conceptions, en matière d'urbanisme et d'environnement, diffèrent profondément de celles du maire du 13[e], qui est aussi le président de la Semapa (Société d'économie mixte d'aménagement de Paris). *« Ne conviendrait-il pas de connaître les intentions nouvelles de l'Etat au lieu de présenter un projet aux fondements incertains ? »*, avait écrit M. Le Guen au maire de Paris en apprenant que le plan d'aménagement de zone (PAZ) serait examiné le 7 juillet par les élus parisiens.

Alors que les associations estiment que la concertation, engagée par Anne-Marie Couderc, adjointe au maire de Paris chargée de l'urbanisme et elle-même élue du 13[e], est loin d'avoir abouti à des résultats satisfaisants, la municipalité RPR-UDF cherche à démontrer, à travers ce dossier, que *« les socialistes n'aiment pas Paris »*. *« J'attends de voir si M. Le Guen va se comporter enfin comme un élu parisien ou s'il persistera dans son discours négatif »*, déclare M[me] Couderc.

M. Toubon, lui, s'est saisi du volet universitaire du projet en faisant adopter, par le conseil du 13[e] arrondissement, un vœu tendant à faire approuver, par le conseil de Paris, la décision du précédent gouvernement d'implanter une université dans la ZAC. *« Il tente un coup politique, pour essayer de nous attribuer la responsabilité de l'échec de sa ZAC »*, rétorque M. Le Guen, en rappelant que les socialistes parisiens ont toujours été partisans de cette implantation, *« y compris lors du comité interministériel d'aménagement du territoire de Mende, au cours duquel le gouvernement Balladur, auquel appartenait M. Toubon, a tiré un trait sur le plan Université 2000, qui, justement, la prévoyait »*. *« Si cette université se fait, ce ne sera pas pour sauver la ZAC de Toubon du désastre financier »*, conclut-il.

Pascale Sauvage

Les deux rapports que Jean Tiberi minimise

LA COMMUNICATION a des secrets que seuls les services du maire de Paris connaissent. En ne présentant à la presse, le 30 juin (*Le Monde* des 1[er] et 2 juillet), que la lettre d'observations définitives de la chambre régionale des comptes d'Ile-de-France portant sur la gestion de l'OPAC (ex-office HLM de la ville), sur les trois que cette juridiction financière avait adressées, les 13 et 19 juin, à la Mairie de Paris, Jean Tiberi aura sans doute préparé un résultat inverse de celui qu'il espérait au Conseil de Paris lundi 7 juillet.

Non seulement la curiosité aura été aiguisée vers les deux autres rapports définitifs, aux conclusions peu favorables à l'administration parisienne, qui traitent, l'un, du service technique des transports automobiles municipaux (TAM) de la Ville (*Le Monde* du 22 mai), l'autre de la gestion de la Semidep (*Le Monde* daté 9-10 mars), société d'économie mixte en voie de dissolution et au cœur d'une procédure judiciaire ; mais on aura tôt fait *d'oublier les commentaires, jugés* cléments par la Mairie, sur la reprise en main de l'OPAC.

La lettre d'observations sur la Semidep, qui gère un parc de 6 330 logements à forte dominante sociale, reprend les critiques soulevées dans le rapport provisoire. *« Le financement des constructions est assuré dans de mauvaises conditions.* (...) *D'autre part, le financement de l'exploitation du patrimoine est insuffisant en ce qu'il ne permet pas un entretien satisfaisant des locaux »*, estime l'auteur du rapport, qui indique que les dirigeants de cette société faisaient de la « cavalerie » financière pour monter des opérations immobilières.

La Semidep réunissait en contrepartie des promesses d'obtention de logements, des fonds d'organismes tels que la chambre de commerce et d'industrie de Paris ou la Caisse d'allocations familiales du Val-de-Marne. Plusieurs années après, *dans certains cas*, indique la chambre, ces partenaires n'avaient pas reçu les appartements promis.

Plus grave, l'examen des comptes de la Semidep a révélé l'existence d'un solde créditeur, au 31 décembre 1995, de 4,162 millions de francs, représentant le montant des sommes à rembourser aux locataires sur les provisions pour charges récupérables. Cette trésorerie, constituée à peu de frais, lui permettait d'afficher, à l'heure des bilans annuels, un solde positif. Enfin, le rapport aborde les frasques, déjà largement évoquées, de l'ancien président, Alain-Michel Grand, mis en examen pour abus de biens sociaux et dont la dérive semble ne pas avoir été prise en compte par les dirigeants successifs.

« PRIME D'ASSIDUITÉ »

La chambre a relevé *« plusieurs irrégularités dans la fixation de la rémunération des directeurs généraux »*. Contrairement aux consignes de rigueur imposées au personnel, Alfred Gilder, alors directeur général de la société, s'est attribué, le 1[er] juin 1995, une augmentation de 11 %, portant son salaire brut à 60 000 francs. Il s'est accordé, également, tout à fait irrégulièrement, *« une prime d'assiduité »* de 77 175 francs pour l'année.

Le second rapport sur lequel M. Tiberi voulait rester discret porte sur les TAM, qui gèrent un parc de 3 191 véhicules, composé à moitié de berlines. A l'occasion de son contrôle, la chambre a découvert *« le régime particulièrement favorable »* pour les agents de la ville bénéficiant du forfait d'utilisation privée (FUP) qui garantit l'obtention, tant à usage professionnel que personnel, d'un contrat de location à des tarifs imbattables.

Ainsi, la Mairie met à disposition une Renault Clio pour un forfait de 1 824 francs, à l'année, qui comprend les frais d'entretien, d'assurances et, dans certains cas, de rapatriement en cas de panne sur le territoire de la Communauté européenne. Au regard des tarifs admis par l'administration fiscale, le coût aurait dû s'établir à 14 600 francs. Commentaire de la chambre : *« Ne s'appuyant sur aucun texte légal ou réglementaire, le FUP représente un avantage financier injustifié pour ses bénéficiaires et porte atteinte à la liberté du commerce en matière de location ou de vente de véhicules automobiles. »*

Les magistrats révèlent aussi, dans leur rapport, qu'entre 1990 et 1996 le contribuable parisien a réglé 7 481 660 francs d'amendes de stationnement des agents de la Ville de Paris. *« Le budget de la collectivité est amené à acquitter des amendes se rapportant à des infractions commises dans le cadre de l'utilisation privative des véhicules alors que, dans cette situation, l'auteur est parfaitement identifié »*, indique la chambre. Elle détaille le cas d'un membre du cabinet de Jacques Chirac, alors maire de Paris, qui a collectionné à lui seul 98 000 francs de procès-verbaux entre 1991 et 1993. Elle souligne qu'il est possible d'exiger le remboursement des amendes.

Jacques Follorou



ÉDUCATION Le projet du ministre de l'éducation nationale de réformer le mouvement national, qui organise les changements de postes des enseignants du second degré, suscite une vive polémique avec le principal syndicat concerné, le SNES. Une déconcentration de ce mouvement au niveau des académies n'offrirait plus les mêmes garanties d'équité, observe-t-il. ● L'INSPECTION GÉNÉRALE, dans son rapport annuel, dresse un bilan critique de la gestion déconcentrée du ministère : *« Contrairement aux idées reçues,* [elle] *ne garantit pas naturellement la souplesse ni la prise en compte des ressources humaines. »* ● CLAUDE ALLÈGRE a annoncé, dimanche 6 juillet, que 40 000 emplois-jeunes allaient être créés dans l'éducation nationale. *Ces postes seraient liés à une* refonte des rythmes scolaires et à des activités d'encadrement dans les zones d'éducation prioritaires.

La réforme du « mouvement national » des enseignants suscite une controverse

Avancé par Claude Allègre, qui souhaite « débureaucratiser » le « mammouth », un changement des règles de mutation de poste est critiqué par le SNES, premier syndicat du second degré. Pour sa part, l'inspection générale fait un bilan sévère de la gestion déconcentrée du ministère

COMMENT *« dégraisser »* ou *« assouplir le mammouth »* éducation nationale ? Depuis qu'il a lancé *cette expression, lors d'une réunion* avec ses directeurs d'administration et avec les recteurs, puis à l'occasion d'une table ronde avec les syndicats, le 23 juin, Claude Allègre, ministre de l'éducation, de la recherche et de la technologie, tente d'apaiser des esprits quelque peu surchauffés dans la galaxie enseignante. S'il a clairement souhaité remettre en cause le mouvement national, qui, sous la houlette du SNES, organise les mutations des enseignants du second degré, le verbe *« débureaucratiser »*, lancé avec force devant la presse, le 24 juin, est désormais utilisé avec plus de parcimonie rue de Grenelle, siège d'une administration centrale forte de 3 000 fonctionnaires.

M. Allègre a néanmoins pu préciser sa pensée en plusieurs occasions. Intervenant le 1er juillet devant la commission des affaires culturelles et sociales de l'Assemblée nationale, le ministre s'est montré ferme sur plusieurs points : le recrutement des enseignants restera national, a-t-il affirmé, balayant l'hypothèse de concours académiques. La possibilité pour les chefs d'établissement d'intervenir dans le choix des enseignants *« relève du fantasme »*. Quant à un éventuel nouveau processus de mutation, visant à *« rapprocher la gestion de l'action »*, il a assuré qu'il *« n'entraverait en rien la mobilité géographique des enseignants »*.

Le 29 juin, sur TF 1, M. Allègre avait déclaré sa préférence *« pour un grand service public, souple, déconcentré, permettant aux enseignants d'être proches des décisions qui les concernent »*. Les premières rencontres avec les syndicats lui ont permis de constater l'extrême sensibilité de ses interlocuteurs sur cette question. Le SNES, premier syndicat chez les enseignants du secondaire, rencontrera d'ailleurs le 15 juillet un conseiller de Mme Royal pour entamer les discussions sur une éventuelle réforme du mouvement national.

Pour autant, le débat lancé ne peut se réduire à la question lancée en privé par un haut fonctionnaire du ministère : *« Pourquoi passer par Paris pour muter un prof d'Auch à Tarbes ? »* Contrairement à ce qu'affirme M. Allègre, le mouvement centralisé des enseignants ne concerne pas 400 000 personnes et ne mobilise pas *« 1 000 personnes pendant six mois »*. En 1996, selon le rapport annuel de l'inspection générale de l'administration de l'éducation nationale (IGAEN), qui devrait paraître ces jours-ci, le mouvement national a touché 42 200 enseignants. 56 % d'entre *eux ont changé de poste* à l'intérieur d'une même académie. En revanche, 67 200 personnes ont été gérées de façon déconcentrée.

TECHNOCRATIE ET DIPLOMATIE

En effet, les mouvements de certaines catégories d'enseignants ne passent pas par Paris : ainsi des PEGC (professeurs de collège), des bénéficiaires de délégations rectorales (postes provisoires attribués pour un an, 3 % des effectifs), des stagiaires reçus aux concours et affectés dans les académies (20 700 personnes), des maîtres auxiliaires (23 500 en 1996) et surtout des titulaires académiques (TA). Ces derniers sont d'abord affectés dans une académie, puis par le rectorat dans un poste à l'année sur un ou plusieurs établissements. Les TA étaient 17 200 en 1993, ils sont 32 500 en 1997.

D'une manière générale, la gestion déconcentrée fait l'objet d'un bilan sévère de la part de l'inspection générale : *« Contrairement aux idées reçues,* [elle] *ne garantit pas naturellement ni la souplesse ni la prise en compte des ressources humaines. La polémique traditionnelle entre les défenseurs du mouvement national et ceux de la déconcentration repose sur une dichotomie trop simpliste. »* Prenant le cas des instituteurs, recrutés et gérés au niveau académique et évoqués par M. Allègre comme un bon exemple de déconcentration, l'inspection souligne que l'administration centrale a dû organiser pour eux des mouvements interacadémiques *« afin de ne pas* [les] *cantonner définitivement dans leur académie »*.

Quoi qu'il en soit, le SNES a suffisamment pris au sérieux les déclarations de Claude Allègre pour fourbir ses armes. Dans une note remise à Alain Geismar, chargé au cabinet du ministre des relations avec les syndicats, il aligne ses arguments : le mouvement national y est associé à *« un barème transparent, tenant compte essentiellement de la situation familiale, de l'ancienneté et du nombre d'années passées dans le poste précédent »*. Ce barème offre donc une sorte d'égalité entre les candidats au changement de poste, qu'il serait préjudiciable de supprimer.

Allant au-delà de la défense pure et simple du mouvement, le SNES, comme l'inspection, en souligne les insuffisances : *« Trop de moyens d'enseignement et de remplacement ne permettent pas d'affecter définitivement des personnels titulaires »*, écrit-il. En effet, la multiplication des supports provisoires – heures *supplémentaires, crédits de suppléance*, « restes d'heures » dégagés par les services à temps partiel, postes gardés en réserve par les recteurs au lieu d'être remis au pot national – très difficiles à chiffrer, selon l'inspection, créent le flou dans la gestion des personnels. Cette question permet au moins de dégager un terrain de discussion entre le syndicat et le ministère, l'un comme l'autre ayant intérêt à éviter le blocage.

« Nous sommes pour l'examen, de façon contradictoire, de problèmes complexes : il n'y a pas de réponse simple aux questions d'éducation », précise Monique Vuaillat, secrétaire générale du SNES. La tâche du conseiller d'Etat que M. Allègre entend nommer pour étudier la déconcentration du ministère de l'éducation nationale promet de relever de l'exercice technocratique le plus ardu, comme de la plus délicate des missions diplomatiques.

Béatrice Gurrey

Le mode d'emploi des mutations

● **Barème.** Environ 100 000 enseignants du second degré, sur 370 000, demandent à changer de poste chaque année. 42 % des demandes sont satisfaites, c'est-à-dire que l'un des six vœux possibles est exaucé. Un barème, qui tient essentiellement compte de l'ancienneté, de la situation familiale et du poste précédent, fixe les priorités de mutation. Plus on a de points au « barème », plus on a de chances d'obtenir l'endroit souhaité. Si le barème est un peu faible, une académie, plutôt qu'une ville ou un établissement, peut être demandée. Un des points forts du SNES consiste à conseiller les meilleures stratégies en fonction des objectifs de chacun.

● **Procédure.** Dès octobre, les postes vacants sont connus. Les candidats ont jusqu'à décembre pour formuler leurs voeux. Les élus dans les commissions administratives paritaires, où les syndicats sont représentés en fonction de leur résultat aux élections professionnelles, contrôlent chaque dossier : un processus que le SNES, fiches en main, maîtrise parfaitement. Le mouvement est terminé vers la troisième semaine de juin suivant.

La course à un nouveau poste de Claire, Marc et Valérie

LA CHARGE lancée par Claude Allègre contre le *« mammouth »* éducation nationale a fait du bruit dans les salles de classe, juste avant la fin de l'année scolaire. La gestion des enseignants a constitué *« un sujet de conversation essentiel lors du banquet de fin d'année, à l'occasion duquel j'ai fêté ma mutation »*, explique ainsi Marc. Il vient d'être nommé dans un lycée de l'académie de Versailles, après avoir passé neuf années *« enrichissantes »* en Seine-Saint-Denis, dans un collège de ZEP (zone d'éducation prioritaire).

Ce titulaire du Capes de maths, biadmissible à l'agrégation, fut maître-auxiliaire et n'est pas fâché, à quarante et un ans, de changer d'air. Fort de son ancienneté et des années passées dans un établissement difficile – des critères qui font grimper le barème –, Marc tire le bilan : *« J'ai payé, d'une certaine façon, mon tribut à l'éducation. Maintenant, j'ai envie d'exercer mon métier dans des conditions plus conformes à celles que j'attends de l'enseignement. »* Et il ajoute : *« Je peux le faire grâce au mouvement national. Le barème garantit qu'un jour où l'autre on arrive dans l'établissement que l'on veut obtenir. C'est une justice. »* Mathilde, sa compagne, professeur de techno, nommée à Lille en 1985 alors qu'elle venait du Sud-Ouest, formule une opinion voisine : *« C'est le système le plus équitable qui soit. »*

En quoi la déconcentration des mutations serait-elle incompatible avec le barème national, qui garantit à leurs yeux l'équité ? Pour Marc, mouvement national et barème sont indissociables. Si les mutations des professeurs du second degré étaient gérées par les recteurs, ce serait *« la porte ouverte à l'arbitraire »*, dit-il. Comme certains de ses collègues, il se demande si le ministère ne veut pas, en raison *« des* turn-overs *affolants dans les établissements difficiles, obliger d'une façon ou d'une autre les gens à y rester »*.

« PERMUTATION »

Claire, elle, a obtenu le Capes de sciences de la vie et de la terre l'an dernier. Elle a été nommée, en novembre 1996, professeur stagiaire dans un lycée de Sarreguemines (Moselle). Mère de deux enfants, elle a demandé sa mutation pour la rentrée, au nom du *« rapprochement de conjoint »*. Elle a obtenu un poste en collège à Sarralbe, dans le même département, ce qui la comble.

Mais ce faisant, Claire prend le poste de Valérie, qui n'était là qu'en *« délégation rectorale »*. Cette situation désigne, en *« volapük administrativo-technique »*, comme dirait M. Allègre, un poste transitoire, valable un an, que peuvent demander des enseignants insatisfaits de leur affectation après avoir requis une mutation. Bref, Valérie ne souhaite pas partir, à moins justement d'obtenir le poste de Claire à Sarreguemines. Le recteur discutera de cette « permutation » le 15 juillet en commission administrative paritaire académique. La gestion de leurs deux postes a transité par Paris, mais cet « arrangement » final se fait sur place. Pour Claire, le cas est acceptable, mais elle s'opposerait à ce que tous les postes soient gérés localement : *« Comment garantir que ceux qui veulent bouger à l'intérieur de l'académie ne soient pas favorisés par rapport à ceux qui veulent y entrer ? »*, demande-t-elle.

B. G.

Les syndicats discutent en ordre dispersé avec le ministère

APRÈS le temps des déclarations d'intention, *celui des explications*. Depuis la table ronde du 23 juin avec l'ensemble des organisations syndicales, Claude Allègre, ministre de l'éducation nationale, et Ségolène Royal, ministre déléguée à l'enseignement scolaire, multiplient les rencontres « bilatérales », qui devraient s'achever à la mi-juillet. Tour à tour, responsables de fédérations d'enseignants, de parents d'élèves et de syndicats d'étudiants défilent dans le bureau des deux ministres, tandis que se multiplient les contacts avec les chargés de mission du cabinet pour l'étude des dossiers particuliers.

Parallèlement, les responsables des cinq groupes de travail mis en place par M. Allègre (plan pour l'emploi des jeunes, programmes et rythmes éducatifs, personnels administratifs et techniques, développement de la recherche et plan social) ont entamé leurs auditions. Dans l'entourage du ministre, on souhaite *« qu'une bonne partie des dossiers soient prêts pour la conférence sur l'emploi et les salaires »* de l'automne, dans la mesure où, ajoute-t-on, l'un des objectifs prioritaires porte sur l'insertion des jeunes et la création des nouveaux emplois *(lire ci-dessous)*.

Le Snuipp (FSU) est, de toute évidence, sur cette longueur d'onde. Ses dirigeants se déclarent satisfaits de cette stratégie. *« Ils ont bien développé leurs idées et nous ont garanti la concertation, c'est plutôt positif »*, estime Daniel Le Bret, son secrétaire général. Avec la lecture ou les rythmes scolaires, des pistes *« intéressantes »* sont ouvertes et les évolutions promises sur la carte scolaire et les ZEP (zones d'éducation prioritaires) ont achevé de créer un climat plutôt confiant.

Au SNES, en revanche, les déclarations fracassantes sur le *« mammouth »* ont fait l'effet d'une douche écossaise. Si Monique Vuaillat a pris comme autant de signes de bonne volonté la promesse de M. Allègre de transformer des heures supplémentaires en emplois, la secrétaire générale attend de pied ferme des discussions précises : *« Nous sommes disponibles tout l'été pour conduire tous les débats que l'on voudra. Nous avons pris nos dispositions pour cela. » « Pour l'instant, rien n'est très organisé, les cabinets ne sont même pas officiellement composés »*, souligne Hervé Baro, pour le Syndicat des enseignants (SE-FEN). *« On ne voit pas bien la méthode, les choses s'engagent de façon désordonnée dans un grand bouillonnement d'idées, sans fil conducteur »*, ajoute-t-il. Même si la FEN partage *« les analyses du ministre sur les difficultés du système éducatif »*, le secrétaire général du SE s'inquiète surtout pour la rentrée : *« On ne peut que se réjouir du réemploi des maîtres-auxiliaires, mais sur quels crédits vont-ils être affectés ? Si l'on n'obtient pas très vite des précisions sur les postes de la rentrée, il y aura des problèmes d'emploi du temps dans les établissements. »*

« ENGAGEMENTS CONCRETS »

Jean-Michel Boullier, secrétaire général du SGEN-CFDT, serait, lui, plutôt méfiant à l'égard *« des formules à l'emporte-pièces et des coups médiatiques »*. Estimant qu'il n'existe aucun sujet *« tabou »*, il est prêt en revanche à aborder les questions de fond : l'emploi, les ZEP et la *« nouvelle ambition pour la politique éducative »*, pour lesquels il note des *« engagements positifs du ministère »*.

« Je ne dirais pas que le mammouth est obèse. Je dirais plutôt qu'il est atteint de conservato-sclérose et d'arthrose corporatiste. » Jean-Pierre Bocquet, président de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP), remarque *« la volonté de Claude Allègre de s'attaquer au fonctionnement administratif de l'éducation nationale. J'espère qu'il ne sera pas timoré »*. Satisfait du discours ministériel sur la nécessité de réussir *« le pari de la qualité pour tous »*, la PEEP attend désormais des *« engagements concrets »*. Une exigence partagée par la Fédération des conseils de parents d'élèves (FCPE), dont le président Georges Dupont-Lahitte, note *« un bon début après quatre ans d'immobilisme »*. Cette attente se transforme parfois en impatience. Bien qu'il ait rencontré le ministre dans la délégation de la FSU, Jean-Claude Garric, secrétaire général du Snesup, regrette de n'avoir pas encore pu aborder les problèmes spécifiques de l'enseignement supérieur. Renvoyé sur les conseillers techniques, il relève *« qu'il serait surréaliste que le ministre n'entende pas le principal syndicat de l'enseignement supérieur et de la recherche. Il ne faudrait pas que l'on régresse par rapport à la méthode de son prédécesseur, M. Bayrou »*.

Sandrine Blanchard et Michel Delberghe

40 000 emplois-jeunes seraient créés d'ici à la fin de l'année

LE MINISTRE de l'éducation nationale, Claude Allègre, a annoncé, dimanche 6 juillet sur France 3, la création de 40 000 emplois-jeunes dans l'éducation nationale. Ces créations s'étaleraient, selon son entourage, du mois d'octobre à la fin de l'année civile. Outre 350 000 emplois dans le secteur privé, le gouvernement veut en effet créer 350 000 emplois dans les secteurs public, parapublic et associatif. Martine Aubry, le jour même de la déclaration de politique générale de Lionel Jospin, le 19 juin, avait annoncé que les premiers emplois pour les jeunes seraient créés dans l'éducation nationale. Le ministre de l'emploi et de la solidarité a toujours précisé qu'il s'agissait de *« vrais emplois »*, qualifiés et d'une durée de cinq ans, pris en charge par l'Etat à hauteur de 80 % du SMIC, les collectivités locales bénéficiaires étant appelées à apporter le complément pour que ces emplois soient rémunérés au SMIC, voire au-delà.

Une partie de ces emplois devraient servir à l'encadrement d'activités culturelles ou de travaux dirigés qui seront aménagés dans le cadre d'une réorganisation des rythmes scolaires, a précisé M. Allègre. Devant la commission des affaires culturelles et sociales, mardi 1er juillet, le ministre soulignait que l'aménagement de la journée scolaire – *cours fondamentaux le matin*, activités culturelles et physiques *jusqu'à 16 h 30* et études surveillées jusqu'à 18 heures – réclamait *« des moyens nouveaux en personnel d'éducation et de formation »*. En outre, ces emplois-jeunes devraient également permettre de généraliser *« l'aide à l'étude »* dans les zones d'éducation prioritaires (ZEP) et de participer à *« la sécurité dans les enceintes scolaires et à la sortie des cours »* dans le cadre du futur plan antiviolence.

Au ministère de l'éducation nationale, on souligne que ce chiffre résulte d'un premier inventaire des besoins formulés par les académies. Le statut proposé serait celui d'« agent de l'Etat », sous la responsabilité de l'éducation nationale. Les personnes concernées pourraient être des étudiants en situation d'échec, *des étudiants des* filières de sport et des étudiants demandeurs d'emploi, *voire même* des maîtres-auxiliaires avec moins de trois ans d'ancienneté selon le collectif des non-titulaires de l'éducation nationale.

Dans l'entourage de Mme Aubry, on précise à nouveau qu'il n'a jamais été question de créer des postes de fonctionnaires : *« Nous ferons des appels à projets, très précis, et nous savons d'ores et déjà qu'il y a des gisements importants au ministère de l'éducation nationale. »* Dans une dizaine de ministères, une personnalité a été nommée afin de dresser *« un inventaire des activités et des emplois »* potentiels qu'ils recèlent et d'examiner comment on peut à la fois financer ces projets et professionnaliser les emplois proposés aux jeunes. C'est Jean-Cyril Spinetta, inspecteur général de l'administration de l'éducation nationale, qui a été chargé de cette mission aux côtés de Claude Allègre.

Hugues Sibille, conseiller directement rattaché à Mme Aubry, assurera l'animation et la coordination de ce dispositif, tout en préparant, parallèlement, le projet de loi sur l'emploi des jeunes, qui doit être déposé au Parlement lors de la session extraordinaire du mois de septembre.

J.-M. B., B. G. et M. D.

هكذا من الأصل

La CNIL autorise les renseignements généraux à ficher la couleur de la peau

Cette indication pourra être portée sur les listes relatives aux violences urbaines

La Commission nationale de l'informatique et des libertés a donné son feu vert, en novembre 1996, à la création, par les renseignements généraux parisiens, d'un fichier comportant des indications sur les signes physiques *« objectifs et inaltérables »*, comme la couleur de la peau. Mentionnée dans le rapport annuel, cette délibération, jusqu'alors passée inaperçue, concerne un fichier sur les violences urbaines.

LES RENSEIGNEMENTS généraux parisiens seront autorisés à mettre en fiches la couleur de la peau de personnes *« susceptibles d'être impliquées dans des actions violentes de nature à porter atteinte à l'ordre public et au fonctionnement des institutions »*. En donnant son aval à la mise en œuvre d'un fichier baptisé *« Gestion des violences »* par la préfecture de police de Paris, la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) a accordé son feu vert au traitement automatisé des *« signes physiques particuliers, objectifs et inaltérables, comme éléments de signalement »* des personnes majeures considérées comme les acteurs potentiels de violences urbaines.

Mentionné dans le rapport annuel de la CNIL, cet avis favorable a été délivré à l'occasion d'une délibération du 19 novembre 1996, qui était jusqu'alors passée inaperçue. Ce fichier *« Gestion des violences »* (GEVI) concernera *« toutes les violences urbaines, et pas seulement le terrorisme »* intéressant les RG de la préfecture de police qui, outre la capitale, sont compétents dans les Hauts-de-Seine, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne. On ignore encore combien d'individus seront concernés, mais les critères retenus – *« personnes susceptibles »*, *« ordre public »* – sont d'une portée très extensive.

L'autorisation donnée par la CNIL constitue le premier traitement informatique demandé par les RG, en matière de *« violences urbaines »*, en application d'un décret général du 14 octobre 1991 sur les fichiers des renseignements généraux. L'adoption de ce texte avait été précédée d'une longue polémique, qui avait conduit le premier ministre de l'époque, Michel Rocard, à annuler en mars 1990 deux décrets sur les fichiers des RG. Ces textes visaient à officialiser des pratiques anciennes qui faisaient porter de lourdes menaces sur les libertés individuelles et publiques. Le fichier du terrorisme (24 500 fiches en 1991) et celui des associations (152 000 fiches à l'époque) étaient particulièrement visés.

Après de vifs débats, la CNIL avait finalement donné son accord au décret d'octobre 1991 mais elle avait restreint certaines des prétentions des RG, notamment la possibilité de ficher des informations sur les *« origines raciales ou ethniques »*. A la place, elle avait autorisé le traitement automatisé des *« signes physiques, particuliers, objectifs et inaltérables »* (*Le Monde* du 16 octobre 1991). Ce faisant, le décret de 1991 élargissait notablement le champ ouvert aux RG puisqu'il ajoutait au domaine de *« la sûreté de l'Etat »*, c'est-à-dire du terrorisme, le domaine de *« la sécurité publique »*, qui comprend les violences urbaines et les atteintes à l'ordre public.

RELIGION, SYNDICALISME...

Entretemps, les RG ont développé considérablement la lutte contre les violences urbaines, sous la pression du scandale de l'*« espionnage »* d'une réunion des instances dirigeantes du Parti socialiste. Le 19 juin 1994, un enquêteur des RG parisiens avait été surpris en train d'écouter, de manière clandestine, les débats à huis-clos du conseil national du PS. En raison de l'émoi provoqué par cette affaire, les RG avaient abandonné une large part de leurs missions de surveillance des partis politiques. Ils s'étaient alors recentrés sur des activités *« opérationnelles »* : la lutte traditionnelle contre le terrorisme, mais aussi la prise en compte du nouveau chapitre des violences urbaines.

C'est dans ce contexte que la CNIL a autorisé, en novembre 1996, la constitution du traitement *« GEVI »*, qui sera *« un outil de rapprochement et d'exploitation rapide d'informations sur des individus majeurs ou des personnes morales susceptibles d'être impliquées dans des actions violentes pouvant porter atteinte à l'ordre public et aux institutions »*. Outre la couleur de la peau, le fichier, qui n'attend plus que la publication de son arrêté de création au *Journal officiel*, pourra aussi ficher les *« activités politiques, philosophiques, religieuses ou syndicales »*.

Erich Inciyan

Manifestation pour la régularisation de « tous les sans-papiers »

DEUX MILLE PERSONNES ont manifesté, samedi 5 juillet à Paris, pour réclamer la régularisation de *« tous les sans-papiers »*. Organisé par la coordination nationale des sans-papiers et soutenu par des associations comme Droits devant ! et Ras l'Front, mais aussi par des sections CFDT et SUD, la CGT, la LCR et la JCR, le cortège – qui est passé devant l'église Saint-Ambroise, où le mouvement avait commencé en mars 1996 – a dénoncé la régularisation *« au cas par cas »* actuellement en vigueur dans les préfectures.

La procédure lancée par le ministère de l'intérieur *« va laisser de côté plus de 80 % des sans-papiers »*, assurait-on au Gisti (Groupe d'information et de soutien des travailleurs immigrés). *« Et, pendant ce temps, les arrestations et les expulsions continuent »*, renchérissait Madjiguène Cissé, délégué des sans-papiers de Saint-Bernard. Venu en masse, le Mouvement de l'immigration et des banlieues a réclamé de son côté la fin de la *« double peine »*, qui permet aux tribunaux d'ajouter à une peine de prison une interdiction du territoire.

DÉPÊCHES

■ **DISPARITION : un homme soupçonné d'avoir enlevé la petite Corinne Fréquelin, neuf ans, disparue le 14 juin à Chaumont (Haute-Marne), a été mis en examen pour *« séquestration »* et écroué dimanche 6 juillet.** Les enquêteurs du SRPJ de Dijon, chargés de l'enquête, n'avaient pas retrouvé l'enfant lundi 7 juillet dans la matinée et ignoraient si elle était encore en vie. Le suspect, dont l'identité n'a pas été communiquée, est un homme d'une quarantaine d'années, considéré comme un proche de la famille de la fillette.

■ **ÉDUCATION : Ségolène Royal, ministre déléguée chargée de l'enseignement scolaire, a annoncé, vendredi 4 juillet,** devant le Conseil supérieur de l'éducation, la création de *« centres de ressources »* dans chaque académie, composés de magistrats et de personnels sociaux et médicaux, afin d'aider les enseignants confrontés à un problème de pédophilie. Selon Mme Royal, cette initiative est un préalable à un renforcement de la législation sur la défense des mineurs, qui permettrait aux fédérations de parents d'élèves et aux syndicats d'enseignants de se constituer partie civile dans les affaires de pédophilie.

■ **FAIT DIVERS : une femme de quarante-quatre ans a été mise en examen** pour *« tentative d'empoisonnement »* et écrouée à Lyon pour avoir essayé de tuer son époux en l'empoisonnant avec de la mort-aux-rats. Elle avait fait avaler à son mari le poison pendant un mois à faibles doses parce qu'elle ne supportait plus la maladie de Parkinson dont il souffrait.

Le rapport annuel de la Commission dénonce les dangers d'Internet

LE DIX-SEPTIÈME RAPPORT annuel de la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), qui a été remis, vendredi 4 juillet, à Jacques Chirac, met fortement l'accent sur les dangers qui guettent les internautes naviguant sur les sites de la toile et participant aux forums de discussion. *« Les multiples procédures de collecte d'informations sur les personnes qui se développent sur Internet sont déjà inquiétantes pour la vie privée »*, note la Commission. Deux acteurs du réseau peuvent suivre les internautes à la trace : les responsables des serveurs, qui peuvent enregistrer les échanges de données et les interrogations associées à l'adresse Internet de leurs visiteurs, et les fournisseurs d'accès au réseau, par lesquels transite le flux d'informations émis ou reçu par leurs abonnés. Ces derniers hébergent également les forums de discussion et le courrier électronique.

Face à cette situation, la CNIL souhaite développer *« l'information de tout internaute sur les règles de protection des données personnelles »* et *« interdire la capture d'informations nominatives à des fins d'enrichissement des bases de données commerciales ou publicitaires »*. Selon elle, les internautes doivent disposer d'un droit d'opposition – préalable et postérieur – à la diffusion de leurs données sur le réseau. Cette recommandation concerne également les annuaires universels actuellement préparés par La Poste (*Le Monde* du 17 mai). La CNIL souhaite que *« les abonnés puissent s'opposer gratuitement à la mention d'informations les concernant »* aussi bien sur Internet que sur des CD-Rom.

« BARRIÈRES LOGICIELLES »

En matière de données médicales, la CNIL met l'accent sur les *« risques d'intrusion dans des réseaux internes aux centres de recherche ou d'établissements de santé »* qui pourraient remettre en cause la confidentialité des informations médicales contenues dans ces systèmes informatiques. Afin d'isoler les serveurs privés du réseau Internet, elle préconise le recours aux *« barrières logicielles »*. Enfin, saisie d'un projet de diffusion de *curriculum vitae* concernant des demandeurs d'emploi, la CNIL a noté avec satisfaction que les informations personnelles peuvent être occultées lors de la publication sur Internet.

En matière de développement du commerce électronique, la commission craint que *« la montée en puissance du commerce sur le réseau stimule abondamment les pratiques d'identification des internautes dans le but de mieux connaître et de fidéliser une clientèle »*. Le projet de la Caisse nationale de prévoyance (CNP) de créer un forum sur Internet a ainsi été critiqué, car l'accès imposait une identification (nom, prénom, adresse électronique) : la CNIL estime que *« la possibilité de participer à un débat sans avoir à s'identifier aurait pu être aménagée »* afin de limiter les risques de réutilisation des données.

A la suite de la présentation à la Commission d'un système de paiement sécurisé sur Internet par une société française, la CNIL note avec satisfaction le fait que le numéro de carte bancaire ne transite pas sur le réseau. En revanche, la CNIL s'inquiète des utilisations possibles du fichier conservant la trace de toutes les transactions. D'une façon plus large, elle *« souhaite mener une réflexion sur les conditions d'exploitation* [de ces données] *à des fins statistiques et pour établir des profils »*.

La CNIL étend cette analyse au-delà d'Internet, soulignant que les *« traces informatiques »* engendrées par les nouvelles technologies se multiplient. Le déplacement des personnes donne lieu, par exemple, à la création de systèmes *« mouchards »*, comme les télépéages implantés par la plupart des sociétés concessionnaires d'autoroutes. En 1996, la CNIL a ainsi émis un avis défavorable au sujet d'un projet de la société Paris-Rhin-Rhône (SAPRR), qui voulait installer un système de lecture automatique des plaques d'immatriculation permettant de calculer les temps de transit des véhicules et les fréquences de déplacement. De même, les télébadges, qui permettent de franchir les péages sans s'arrêter, conduisent à la détection de *« trajets anormaux »* grâce au calcul de la vitesse. La CNIL a saisi le ministre de l'équipement afin de prendre connaissance de l'ensemble des projets de ce type.

Le transport aérien pose les mêmes problèmes. Selon la Commission, les systèmes informatisés de réservation aérienne géreront deux milliards de passagers en l'an 2 000 : à Denver, aux Etats-Unis, le système peut traiter deux mille transactions par seconde. Des profils de clients sont établis à partir des informations qu'ils livrent pour réserver leur place d'avion et leur hôtel. La surveillance des salariés à l'intérieur des entreprises et l'identification des appelants sur les installations d'accueil téléphonique conduisent à des constats similaires. La CNIL souhaite trouver les moyens d'éviter que la combinaison des traces informatiques participe *« à l'édification d'une société de surveillance »*.

Michel Alberganti

DISPARITION

Jean-Marie Domenach

Le refus des terrorismes idéologiques

L'ÉCRIVAIN et journaliste Jean-Marie Domenach est mort, dimanche 6 juillet, d'un accident vasculaire cérébral. Il était âgé de soixante-quinze ans. Avec sa disparition, c'est un témoin de longue durée pour la revue *Esprit* – où il entra en 1946 et dont il fut le directeur de 1957 à 1976 – qui passe dans le silence. Né le 13 février 1922 à Lyon, à une époque où les jeunes catholiques devenaient presque spontanément Action française, Jean-Marie Domenach symbolise, par son trajet personnel, le passage d'une partie du catholicisme français à la République, à la gauche, à la laïcité. Elève de Jean Lacroix à Lyon, il passe par l'école d'Uriage au début de la guerre, puis entre dans la Résistance pour combattre dans les maquis du Vercors avant d'être, à la Libération, porte-parole du gouverneur militaire de Lyon.

Son long passage à la revue *Esprit* est un fait majeur de son activité, d'autant qu'il se concevait comme un militant. C'est le putsch des généraux en 1961 qui fait de lui un gaulliste déclaré, et il dénonce, comme l'avait fait *Esprit* dès le début, *« la sale guerre coloniale »*. En mai 1968, il saura maintenir le cap de la revue à distance des délires idéologiques. Dans la période étrange de l'après-Mai, la revue contribue puissamment, sous son impulsion, au succès des utopies d'Ivan Illich et de l'autogestion comme alternative au socialisme autoritaire. C'est aussi la période du GIP (Groupe d'information sur les prisons), où Jean-Marie Domenach retrouve Michel Foucault. Ouverte aux dissidents de l'Est, *Esprit* est déjà au premier plan du combat anti-totalitaire.

En marge de son travail à la revue, Jean-Marie Domenach publie de nombreux essais, dont le plus marquant fut en 1967 *Le Retour du tragique* (Seuil). En 1976, passant le relais de la direction d'*Esprit* à Paul Thibaud, il se consacre à une carrière de professeur à l'Ecole polytechnique, tout en menant une activité de journaliste, notamment à l'hebdomadaire *La France catholique*, où il remplace Pierre Emmanuel.

Mais il n'y a pas deux Jean-Marie Domenach : le directeur d'*Esprit* d'un côté, et de l'autre, l'essayiste. Il y a un homme entier, imprudent, courageux, rigoureux dans ses choix. Le titre de son livre où il évoque sa jeunesse engagée, *A temps et à contretemps* (éd. SPI Saint-Paul, 1991), est tout un symbole. L'auteur y rassemble le meilleur de ses écrits journalistiques des années 80, où il eut parfois le tort d'être plus clairvoyant que d'autres, et avant eux. Polémiste manquant de méchanceté, il paya parfois cher son refus des terrorismes idéologiques.

Homme de gauche par décision personnelle, il rompit avec le mitterrandisme quand les défauts du système n'étaient pas encore visibles, et que le Parti socialiste lui paraissait mal représenter la vertu républicaine. Chrétien de profonde conviction, catholique, Jean-Marie Domenach fut en accord avec le concile mais assez peu avec certaines tendances post-conciliaires. Cela apparaît clairement dans son dialogue avec Michel de Certeau, *Le Christianisme éclaté* (Seuil, 1974).

Sa capacité courageuse à aller à contretemps est également visible dans ce livre trop peu remarqué : *Une morale sans moralisme* (Flammarion, 1992), ouvrage dédié *« à tous ceux qui font le bien sans le dire »*. Après un ouvrage controversé, *Le Crépuscule de la culture française* (Plon, 1995), sa dernière déception aura été le peu d'échos de *Regarder la France* (Perrin, 1997), un essai sur le malaise français où il livre son ultime message.

Guy Coq
(Président de l'Association des amis d'Emmanuel Mounier)

AU CARNET DU « MONDE »

Naissances

M. et Mme Gérard ROUSSEAU,
Mme Yvonne GODARD,
M. et Mme Claude CHAMBON,
Marie-Laure et Franck ROUSSEAU,
née CHAMBON,
et *Alice*,
ont la joie d'annoncer la naissance de

Paul,

le 2 juillet 1997.

21, rue Stendhal,
38290 La Verpillière.

Anniversaires de naissance

Jérôme, François, Stéphane CHAVY.

Pour tes vingt-deux ans,

joyeux anniversaire !

Tes parents t'aiment, pensent à toi très fort et t'embrassent.

Décès

– Ses enfants, petits-enfants,
Toute sa famille
font part du décès de

M. Michel AUGÉ,
ingénieur divisionnaire honoraire
des Travaux publics
et de l'équipement,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre
national du Mérite,
chevalier des Palmes académiques,

survenu le 3 juillet 1997, à l'âge de soixante-dix-huit ans.

Christiane BARRÉ
née BOUVET,

s'en est allée vers le Seigneur.
Qu'Il réconforte ceux qu'elle laisse dans la peine.

Jean-Paul Barré,
son mari,
Emmanuel et Claire Barré,
Pierre et Marie-Anne Morane,
Christian et Gilles Barré,
ses enfants,

Charlotte, Hélène, Guillaume,
Grégoire et Paul,
ses petits-enfants,

Et tous les membres de sa famille.

Ses obsèques seront célébrées le vendredi 11 juillet 1997, à 10 heures, en l'église Saint-Jacques du Haut-Pas, 252, rue Saint-Jacques, à Paris-5e.

157, rue de l'Université,
75007 Paris.

– Le docteur J.-F. Delvaux
fait part du décès de sa mère,

Marinette DELVAUX,
née ARCHIMBAULT,
militante communiste,
rédactrice en chef du Semeur,

dans sa quatre-vingt-seizième année.

Arrêtée en 1939, emprisonnée à Tours durant l'hiver 1940, jugée pour haute trahison, assignée à résidence surveillée dans l'Aveyron, entrée dans la clandestinité en 1942.
Elle était restée une militante attentive.

Jamais elle ne fut vieille.

16, rue des Roses,
85560 Longeville-sur-Mer.

– Paris. Riom (Puy-de-Dôme).

Mme Edmond Détruy,
son épouse,
M. Jérôme Détruy,
M. et Mme Philippe Prévost Détruy,
Félix et Paul Emile,
ses enfants et petits-enfants,
Mme veuve Gabriel Nigon,
M. Hervé Leblanc,
Les familles Nigon, Martin, Pouenat, Bony, Peronny,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Edmond DÉTRUY,
avocat à la Cour,
docteur en droit,
ancien maire et conseiller général
de Combronde.

Les obsèques religieuses auront lieu le lundi 7 juillet, à 15 h 30, en l'église de Saint-Genès-du-Retz (Puy-de-Dôme).

M. Détruy repose au funérarium Menuzzo, à Riom.

– Claude, Michel et Françoise,
ses enfants,
Sa famille,
Ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

Lucien GALLAIRE,

à l'âge de quatre-vingt-dix ans, le 3 juillet 1997, trois ans après son épouse,

Andrée CROOK.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 juillet, à 15 heures, en l'église Sainte-Rosalie.

Dons à la fondation Don Bosco, 393 *bis*, rue des Pyrénées, Paris-20e.

2, rue Vergniaud,
75013 Paris.

– Mme Roger Grange,
son épouse,
Bernard et Rozalia,
Brigitte et Michel,
Sylvie et Jean-Louis,
Dominique et Damien,
Didier et Corinne,
ses enfants,

Virginie, Elodie, Alexandra et Célia,
Sara, Nathaly et Olivia,
Laurent et Sara,
ses petits-enfants,

Renée Grange,
Paul et Christiane Grange,
Maurice et Jeanine Poulain,
ses frères et sœurs,

Et tous ses neveux et nièces,

ont la douleur de faire part du rappel à Dieu de

M. Roger GRANGE,
officier de la Légion d'honneur,
commandeur de l'ordre
national du Mérite,
croix du combattant volontaire
de la Résistance,

survenu le 4 juillet 1997.

Priez pour lui !

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 9 juillet, à 15 heures, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption, 88, rue de l'Assomption, Paris-16e, suivie de l'inhumation au cimetière de Passy.

Ni fleurs ni couronnes.

Des dons peuvent être adressés à la recherche sur le cancer, Institut Curie.

Cet avis tient lieu de faire-part.

61, rue d'Auteuil,
75016 Paris.

– M. et Mme Théodor Nicol,
ses neveu et nièce
ont la douleur de faire part du décès de

Mme Natalia ISTRATE,
née DUMITRESCU,
artiste peintre,

survenu le 3 juillet 1997, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 juillet 1997, à 15 heures, en la cathédrale Saint-Irénée, 96, boulevard Auguste-Blanqui, Paris-13e.

L'inhumation aura lieu au cimetière du Montparnasse.

9, rue Jean-Zay,
75014 Paris.

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

– Dominique et Philippe Fourny-Delloye,
sa fille et son gendre,
Adrien et Cédric,
ses petits-fils,
Mme Claude Ertzbischoff
et ses enfants,
Mme René Belhoste
et ses enfants,
M. et Mme Jean-Pierre Dachert
et leurs enfants,
Sa sœur, ses belles-sœurs,
Son beau-frère, ses neveux et nièces,
Les familles Kerbrat, Mailloux et Mathieu,
ont la tristesse de faire part du décès de

Monique LEREDU,
née LE GRAND,

survenu le 4 juillet 1997, à l'âge de soixante et onze ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 juillet, en l'église Saint-Jean-Baptiste de Grenelle, place Etienne-Pernet, Paris-15e, où l'on se réunira à 9 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Denis-le-Ferment le même jour.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

La Cascade,
5, avenue des Fonds-Maréchaux,
92420 Vaucresson.

– Pierre Léonard,
son époux,
Jean-François Léonard,
son fils,
Geneviève, née Plazen,
sa belle-fille,
Et leurs filles Claire et Anne,
Sylvie *Léonard,*
sa fille,
Renée et Claude Révil,
Annie et *Roger Fressoz,*
ses sœurs et beaux-frères,
leurs enfants et petits-enfants,
ont la douleur de faire part du décès, le 30 juin 1997, de

Mme Simone LÉONARD,
née FIVEL-DEMORET.

Ses obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, au Châtelard-en-Bauges (Savoie).

96, rue *Saint-Dominique,*
75007 Paris.

– Jean Mazenod,
son fils,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de

l'éditeur
Lucien MAZENOD,

survenu à Paris, le lundi 30 juin 1997, dans sa quatre-vingt-dixième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 8 juillet, dans la plus stricte intimité, au cimetière de Montmartre.

Jean Mazenod,
21, rue de Sèvres,
75006 Paris.

– La famille de

Mme Marie-Thérèse OUACHÉE,
née PLIVARD,

a la tristesse de faire part de son décès, survenu le 4 juillet 1997, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

L'inhumation aura lieu le mercredi 9 juillet, à 11 h 30, au cimetière de Montmartre.

– Le capitaine de vaisseau (e.r.) *Edmond Pistre,*
son époux,
Jean et Noële Pistre,
François et Claire Pistre,
Xavier Gaume,
ses enfants,
Gabriel, Gérome,
Cécile, Agnès, Etienne,
Pierre, Marion et Amélie,
ses petits-enfants,
Elisabeth et Georges Marganne,
sa sœur et son beau-frère,
André et Catherine Vincent,
son frère et sa belle-sœur,
ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Bernadette PISTRE,
née VINCENT,
chevalier de l'ordre national
du Mérite,
avocat honoraire,
ancien bâtonnier du barreau
des Hauts-de-Seine,
ancien conseiller municipal
de Meudon,

survenu le 4 juillet 1997, dans sa soixante-treizième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mardi 8 juillet, à 10 h 30, en l'église Notre-Dame-de-l'Assomption de Bellevue.

Un registre à signatures tiendra lieu de condoléances.

3, rue du Bassin,
92190 Meudon.

Bruno LE MOULT

nous a quittés beaucoup trop vite.

Retrouvons-le et retrouvons-nous, le *jeudi 10 juillet, en l'église Saint-Séverin,* 3, rue des Prêtres-Saint-Séverin, Paris-5e, à 15 heures.

Fleurs blanches.

●

Pamela, Quetch et Praline Le Moult,
29, rue Pierre-Poli,
92130 Ile-Saint-Germain.

– Son épouse Nicole Domenach, née Flory,
Ses enfants Jean-Luc, Vincent, Nicolas et Fanny,
Leurs conjoints Geneviève, Anne-Marie, Catherine et André,
Ses petits-enfants Loïc, Muriel, Florent, Elise, Clément, Raphaël, Angélique, Léa, Mathilde, Hugo, Robin, Noë, Alexandre, *Louise,*
Sa mère, Mme Louis Domenach,
Ses frères et sœurs,
La famille Flory-Lolin,
Ont la douleur de faire part du décès de

Jean-Marie DOMENACH,

ancien directeur de la revue *Esprit*
Professeur honoraire
à l'Ecole Polytechnique,
officier de la Légion d'honneur,
le 5 juillet 1997 à Paris.

Il est mort comme il a vécu : d'azur sur fond de sable, beaucoup de gueule et peu d'or.
Un service religieux sera célébré le 8 juillet à 16 heures en l'église Saint-Germain-l'Auxerrois, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine).
L'inhumation aura lieu au cimetière de Saint-Beauzin près Brioude (Haute-Loire), le 9 juillet à 16 h 30.

Les Murs blancs,
19, rue Henri-Marron,
92290 Châtenay-Malabry.
(Lire ci-contre.)

– Mme Janine Rusanschi,
son épouse,
Mme Epstein,
M. et Mme Duffau,
Gilles et *Boris,*

Ses amis,

ont la tristesse de faire part du décès de

Boris RUSANSCHI,

le 4 juillet 1997, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Selon ses volontés, l'incinération a eu lieu le 7 juillet, au crématorium de *Lorient.*

Cet avis tient lieu de faire-part.

16, rue d'Alsace,
92300 Levallois.
Chemin bas de Kergonan,
56780 L'Ile-aux-Moines.

– Alain, Nicole, Laurence, Eric et Khadijatou Weisbrod,
leurs enfants et petits-enfants,
Les familles Moch, Krivine et Wajsbrot,
ont la tristesse de faire part du décès, *survenu le 4 juillet 1997, de*

M. Théo WEISBROD.

Les obsèques auront lieu le mercredi 9 juillet, à 15 heures, au cimetière parisien de Bagneux.

67, *boulevard Picpus,*
75012 Paris.

– Yvonne Yérouchalmi, née Jullien,
son épouse,

Rose-Marie et Francis Delattre,
Claire et Michel Gillio,
Françoise et Michel Soussaline,
ses filles et gendres,

Anne-Claire et Emmanuel Grisoni,
Jean-David et Isabelle Desmottes,
Emmanuelle et Jean-Baptiste Forichon,
Nicolas Gillio, Antoine et Alexis Soussaline,
ses petits-enfants,

Constance et Marie Grisoni, Léa Desmottes,
ses arrière-petites-filles,

Les familles Aciman, Bukzpan et Croxford (Londres et New York),

ont l'immense peine de faire part du décès de

David YÉROUCHALMI,
docteur ès sciences physiques,

survenu à son domicile, le 4 juillet 1997, dans sa quatre-vingt-sixième année.

Les obsèques ont lieu le 7 juillet, à 16 h 45, au cimetière du Mesnil-Saint-Denis (Yvelines).

Cet avis tient lieu de faire-part.

3, rue de l'Ile-de-France,
78320 Le Mesnil-Saint-Denis.
51, rue Paul-Long,
83400 Hyères.

Anniversaires de décès

– Le *8 juillet 1994,*

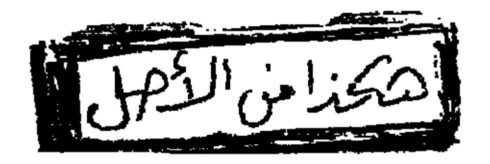
Jean-Yves MORIN

nous quittait.

« Que savons du présent ?
Rien ou presque.
Mais les poètes savent une chose :
le présent est la source vive
des "présences". »
Octavio Paz, *La Quête du présent.*

Soutenances de thèse

– Mme Carole Hernandez-Zakine soutiendra sa thèse de doctorat en droit à Paris-I-Panthéon-Sorbonne, salle I (centre Panthéon), le 8 juillet 1997, à 15 heures : « Influence du droit de l'environnement sur le droit rural, conservation de la faune sauvage ». Le jury est composé de MM. Joseph Hudault (directeur de thèse, Paris-I, membre de l'Académie d'agriculture), Jean de Malafosse, Jacques Foyer, Claude Blumann (Paris-II), Mme Corine Lepage (ancien ministre de l'environnement, docteur en droit).



AMÉNAGEMENT Le conseil municipal de Lyon devait examiner, lundi 7 juillet, un dossier présenté par l'adjoint à la culture Denis Trouxe (RPR), avec le soutien du maire UDF, Raymond Barre, visant à transformer en lieu culturel ouvert une importante friche militaire, les Subsistances, de 20 000 mètres carrés, sur les bords de la Saône. ● PHILIPPE FOULQUIÉ, l'âme du Système Friche Théâtre de la Belle-de-Mai, à Marseille, a conduit l'étude sur les Subsistances pour la municipalité lyonnaise et répondra, au nom de la Friche, à l'appel d'offres lancé par la municipalité. ● AVEC 80 000 SPECTATEURS et 800 artistes chaque année, 150 emplois permanents, une troupe de théâtre, un producteur de musique, un journal, deux radios, un restaurant, une maison d'édition..., la Friche est devenue une réussite incontestée d'insertion des artistes dans leur ville.

Lyon va transformer une friche militaire en lieu culturel « alternatif »

La synergie naissante entre la capitale de Rhône-Alpes et Marseille s'étend à l'art et à l'animation urbaine. Pour aménager les Subsistances, les élus ont fait appel à Philippe Foulquié, créateur dans la cité phocéenne de la Belle-de-Mai, lieu hétéroclite hissé au rang de modèle

LYON
de notre correspondant régional

En lourdes pierres noircies par le temps, les façades imposent une rigueur toute militaire. Rien de plus normal : l'armée a occupé ces bâtiments, construits au milieu du XIXe siècle, pour y stocker des vivres, faire vieillir du vin ou fabriquer du pain. D'où son nom : les Subsistances. Auparavant, dès le XVIIe siècle, les sœurs de Sainte-Marie des Chaînes priaient en ces lieux, au pied de la colline de la Croix-Rousse. Ne reste de cette période pieuse qu'un édifice avec de magnifiques voûtes. L'ensemble borde la Saône, dans le 1er arrondissement de Lyon. C'est cet espace, qui a toujours connu des usages clos, que la ville veut ouvrir à la création culturelle pluridisciplinaire. La municipalité ambitionne d'y *« aider à la revitalisation du terreau créatif lyonnais »* et de *« promouvoir de nouvelles formes de production culturelle, moins coûteuses, mais néanmoins très professionnelles »*.

Pour Denis Trouxe, adjoint (RPR) à la culture, Lyon a su, ces dernières années, donner du souffle à ses grandes institutions culturelles (Opéra, maison de la danse...), mais les jeunes créateurs n'ont guère été soutenus. *« Or la demande est énorme »*, constate-t-il, en citant le cas d'une compagnie théâtrale qui consacre près de la moitié de sa subvention municipale à la location d'un lieu de répétition et de stockage des décors.

Propriété de la ville depuis 1996, les Subsistances lui ont semblé l'espace idéal pour des *« pratiques artistiques diversifiées »*, tout en assurant la sauvegarde d'un *« patrimoine architectural »*. Sur les vingt mille mètres carrés de l'ensemble, six mille seront aménagés en salle de répétitions ou d'expositions pour le théâtre, la musique ou les arts plastiques. Des studios seront aussi proposés pour des créateurs en résidence. Des locaux commerciaux sont prévus. L'investissement se monte à 45 millions de francs, pris dans le budget « grands travaux » de la ville. L'aménagement sera réalisé par étapes. Denis Trouxe souhaite que les Subsistances commencent à fonctionner partiellement dès l'automne.

Le dossier, qui devait être présenté, lundi 7 juillet, au conseil municipal, esquisse aussi les objectifs artistiques : pour Denis Trouxe, les Subsistances seront d'abord un lieu d'accueil et de diffusion de *« projets »* pour une durée limitée. Pas question, donc, de production, sauf cas exceptionnel.

MANQUE DE CONCERTATION

Une petite équipe de permanents sera recrutée, ainsi que son responsable. Denis Trouxe s'est beaucoup inspiré de l'expérience de la Belle-de-Mai, à Marseille, et a confié une mission d'études à son animateur, Philippe Foulquié *(lire ci-dessous)*.

Ces derniers mois, l'adjoint RPR a rencontré quelques difficultés, parmi ses amis politiques de la droite lyonnaise. Certains élus ont même cherché à torpiller son projet. Il doit maintenant convaincre les milieux culturels intéressés : de nombreux créateurs se sentent exclus de la réflexion et la centaine d'entretiens individuels menés par Philippe Foulquié ne remplacent pas, à leurs yeux, un *« véritable débat »* : *« Nous avons suivi ce dossier d'assez loin »*, constate avec regret le metteur en scène Sylvie Mongin-Algan, qui dirige la compagnie des Trois-Huit. Depuis de nombreuses années, elle cherche à ouvrir *« un lieu de travail, un lieu de vie »*, qu'elle souhaite *« vraiment implanté dans un quartier »*. La localisation des Subsistances, à deux pas d'institutions culturelles (la direction régionale des affaires culturelles et le conservatoire national de musique), mais à l'écart d'habitations, ne répond pas à cette logique. Si Sylvie Mongin-Algan se félicite de l'ouverture des Subsistances, elle *« attend pour voir »*.

La chorégraphe Maguy Marin n'a pas attendu. En quête, elle aussi, d'un espace pour une pratique pluridisciplinaire, au fonctionnement plus souple, elle a repris une ancienne menuiserie dans la banlieue, à Saint-Foy-lès-Lyon. *« Les idées institutionnelles demandent beaucoup trop de temps et d'argent »*, dit-elle. *« Très peu au courant »* du projet des Subsistances, elle *« laisse faire »* et *« tant mieux si cela marche »*.

Antoine-Laurent Figuière, chef de file des intermittents du spectacle, comédien, metteur en scène et par ailleurs élu (divers gauche) au conseil du 1er arrondissement, regrette lui aussi qu'un débat public n'ait pas eu lieu. Il craint que les Subsistances ne deviennent, très vite, une nouvelle institution qui tournera en *« circuit fermé »* : ce sont, estime-t-il, les créateurs déjà reconnus et subventionnés qui *« seront privilégiés »*, puisque le budget de fonctionnement (5 millions de francs quand le lieu sera entièrement équipé) offrira peu de marge d'initiative. Antoine-Laurent Figuière soutient qu'avec les Subsistances *« la municipalité n'écoute pas les problématiques artistiques parce qu'elles dérangent »*.

Denis Trouxe considère que ces arguments relèvent du *« procès d'intention »* et se dit convaincu que les Subsistances deviendront *« un site alternatif »* : *« Je ne crois pas que nous serons à côté de la plaque, il y a tellement de besoins culturels. »* Il admet aussi, en confidence, que, plus tard, il sera heureux d'avoir ainsi marqué son passage à la tête de la culture à Lyon.

Bruno Caussé

Du groupe IAM au cirque Plume, en passant par les bières irlandaises

MARSEILLE
de notre correspondant régional

Si Philippe Foulquié a bien un titre à faire valoir, c'est d'être l'âme, autant que le directeur officiel, du Système Friche Théâtre de la Belle-de-Mai de Marseille, implanté sur une partie des 40 000 m² des anciens locaux de la Seita depuis 1992 et incontestable réussite d'insertion des artistes dans leur ville. Jean-Claude Gaudin avait intégré le soutien à la Friche dans son programme électoral de 1995. Il vient d'en faire acquérir les locaux par son conseil municipal.

C'est à l'initiative de Christian Poitevin, adjoint du maire Robert Vigouroux (divers gauche), que furent installées en 1990 le Massalia, théâtre de marionnettes que dirigeait Philippe Foulquié, et les Bernardines, dans une première friche industrielle. En 1992, avec l'appui de la ville et de la direction régionale de l'action culturelle, les deux troupes déménagent vers ces immenses salles à colonnes sombres, hangars et ateliers sur plusieurs plans reliés par des passerelles, le long de la voie ferrée qui mène à la gare Saint-Charles à travers le quartier populaire de la Belle-de-Mai.

En quelques années viennent s'y enraciner, en résidence créative, artistes confirmés ou débutants, formateurs, entités diverses à qui il est seulement demandé de se poser la question de leur rapport aux autres présents. En 1993, Armand Gatti s'y installe pendant un an avec une centaine de jeunes gens en difficulté pour y créer « Marseille Adam Quoi ». En 1995, Jean Nouvel prend la présidence officielle et aide à la formulation du *« Projet culturel pour un projet urbain »* qui structure depuis son développement.

Le public des quartiers nord s'y presse, attiré, par exemple, par le groupe IAM, qui a donné ici son premier concert devant quelques dizaines de personnes. Mais on y rencontre aussi des enfants fascinés par le cirque Plume, des amateurs de l'avant-garde en arts plastiques ou des curieux venus goûter bières et ballades irlandaises. Quant aux créateurs, ils n'ont jamais fini de découvrir les ressources d'un lieu dont les responsables consacrent l'essentiel de leur énergie à ne pas le laisser devenir une institution figée.

Le miracle est qu'ils y sont parvenus, alors même que toutes les institutions les soutiennent : les collectivités locales, le ministère de la culture, sans oublier l'Union européenne ni quelques acteurs économiques, comme la Caisse des dépôts ou le Mécénat Seita. La force de la Friche s'est imposée au point qu'elle a été choisie comme le pôle culturel et de développement d'Euroméditerranée, l'établissement public chargé de redessiner le cœur de Marseille.

Michel Samson

HORIZONS

PORTRAIT

Felipe Gonzalez en réserve du socialisme

Après avoir abandonné la direction du Parti socialiste ouvrier espagnol, l'ancien président du gouvernement esquisse le bilan de son action politique et diplomatique, mais laisse planer le doute sur son avenir

IL a suffi d'une phrase de Felipe Gonzalez (*« Vous devez savoir que je ne suis pas candidat au poste de secrétaire général »*) pour que la boucle soit bouclée. Une petite phrase, suivie d'un silence stupéfait, vendredi 20 juin, à l'ouverture du XXXIVᵉ congrès du Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), et une page de l'histoire de l'Espagne a achevé de se tourner : une des plus denses, l'entrée dans la modernité et la démocratie d'un pays mis à l'index pour la dictature ; une des plus schizophréniques aussi, entre l'Espagne et celui qui l'a stimulée pendant vingt-trois ans à la tête du PSOE, et gouvernée pendant quatorze autres.

Dix ans d'air frais, d'idylle et d'amour fou avec « Felipe », le jeune et charismatique rénovateur andalou qui promettait *« cent ans d'honnêteté »* ; et quatre ans de doutes, de déception et d'incompréhension envers « Gonzalez », l'homme d'Etat hermétique, aux tempes blanchies et au regard parfois si lourd, qui quittera le pouvoir, au milieu des scandales et de la corruption, au printemps 1996, battu pourtant avec seulement 300 000 voix d'écart.

Ce matin-là, à quelques jours à peine du congrès historique, Madrid s'offrait une fragile fraîcheur printanière, baignée d'une de ces lumières si pures, qu'elles finissent par rendre plus légers les problèmes les plus touffus. Dans son fauteuil, reposé, un sourire juvénile aux lèvres et un cigare à la main, même Felipe semblait réconcilié avec Gonzalez. Peut-être était-ce le moment d'esquisser un bilan. A commencer, en hors-d'œuvre, par le plus facile, celui de son successeur, le conservateur José Maria Aznar. A l'évidence, l'exercice ne le passionnait pas, le personnage non plus, semble-t-il, émergé à la force du poignet, du lourd terreau d'une droite, dont il dit représenter en Europe *« le dernier bastion »*.

« Aznar ? J'aimerais croire qu'il est de centre-droit, mais il a des comportements contradictoires... », avait-il enfin lâché, liquidant l'argument dans une plaisanterie : *« Cela fait sept ans que la droite espagnole dit s'être mise en marche vers le centre, et elle continue à cheminer. Imaginez d'où elle pouvait bien venir, pour ne pas être encore arrivée ! »* Redevenu plus grave, il évoquera pourtant les *« pulsions autoritaires »* de ses adversaires qui leur avaient fait dire, au moment de la dernière élection : *« Pour que Gonzalez quitte le pouvoir, il faudra le chasser au lance-flamme. » « Pourquoi ces propos,* s'interroge-t-il ? *J'ai perdu par 300 000 voix sur 20 millions et je suis parti, soulagé même, ce qui est une attitude typique de la gauche, mais je suis parti normalement. »* Et d'insister : *« Je ne vois pas comment on pourrait ne pas dire* [qu'il y a un] *net recul des libertés. »*

Un exemple ? Il prendra celui de la guerre pour la télévision digitale, menée avec acharnement contre le groupe Prisa, éditeur d'*El Pais*, mais surtout pilier de Canal Satelite Digital, par le gouvernement, qui, juge et partie, soutient un bouquet digital concurrent au nom de la lutte contre les monopoles. *« Le gouvernement présente ce groupe comme son grand adversaire. Mais ce n'est pas un groupe de "gauche". D'ailleurs, il n'y en a pas, en raison du passé, tout au plus un groupe du "centre", le 39ᵉ ou 40ᵉ, par ordre d'importance, dans les groupes de communication européens. Alors comment ce gouvernement peut-il dire que l'Espagne doit se situer dans les quatre ou cinq grands pays européens et prétendre, en même temps, que le 40ᵉ groupe européen représente un monopole dangereux pour le pays ! »*

Pourtant, à écouter Felipe Gonzalez, un rien paternaliste, dénoncer la *« dérive actuelle contre l'enseignement public »* ou, même, donner un satisfecit *« aux résultats macroéconomiques actuels du pays »*, on sent très vite que quelque chose d'indicible le mortifie personnellement. Lui, le « refondateur » par excellence, celui du PSOE d'abord, le vieux parti centenaire dont il prit les rênes, en exil à Suresnes (Hauts-de-Seine), en 1974, à trente-deux ans à peine, avant de se lancer huit ans plus tard dans la construction de la jeune Espagne démocratique, dont il hérita, chrysalide encore mal dégrossie au sortir des années Suarez et Sotelo. Ce qui le mortifie, c'est d'avoir été remplacé par un gestionnaire, efficace, mais étriqué. Presque un comptable qui, la calculette en main, va strictement mener le pays au rendez-vous de la monnaie unique.

Le *« manque de vision »*, surtout européenne, de son successeur le blesse, comme si une main maladroite avait écorné le bel édifice patiemment construit en quatorze ans de pouvoir. Une blessure dont *« perte de présence »* et *« réalignement »* sont les mots-clés. Et il évoque ses batailles européennes, ses rapports avec Reagan, Bush ou Clinton, des rapports de *« coopération et de respect »* où l'Espagne menait sa propre politique latino-américaine – *« la sienne »* insiste-t-il –, alors que ce réalignement sur Washington ne lui semble pas *« avoir apporté d'avantages de la part des Etats-Unis ni accru notre respectabilité auprès du sous-continent »*. Au contraire, le durcissement envers Cuba lui paraît *« une grave erreur. Nous sommes le seul pays européen à ne plus avoir d'ambassadeur là-bas »*. Parler de la scène internationale lui fait revenir des souvenirs en mémoire. Ceux de la France, par exemple, où il arriva, jeune avocat idéaliste et chevelu, *« parce que l'oxygène qui nous manquait, nous le trouvions chez vous »*. Entre deux bouffées de cigare, il racontera, le regard soudain rajeuni, le siège du Parti socialiste à Paris où, militant clandestin, il était connu sous le nom de code « Isidoro » (*« J'ai encore la clé du local, rue du Général-Beret »*). Ou encore les doutes de François Mitterrand au sujet de cet Andalou trop pressé, ce fils d'éleveur pragmatique qui débarrassera le parti de son idéologie marxiste, et qu'il appelait *« le jeune inconnu sans cravate »*.

Un Mitterrand qui devra bien s'incliner quand, aux élections de 1982, les Espagnols en liesse porteront en triomphe « Felipe » au palais de la Moncloa, *« pour le changement »*, comme le disait le slogan de la campagne. Et le pays tout entier aura les yeux de Chimène pour celui qui se propose, comme l'écrira un commentateur, de *« boucler à jamais le tombeau du Cid pour tourner la page »*. Ce qui fera dire à Willy Brandt, un de ses grands supporters au même titre qu'Olof Palme ou, plus tard, Jacques Delors : *« C'est le seul homme politique espagnol qui parle du futur, pas du passé. »*

« Vous me demandez si cela me plairait de revenir au pouvoir ? Oui, mais je ne le veux pas »

Un style « Felipe » s'est créé, fait de pudeur contrôlée, de charme consciemment déployé, mais aussi de discussions tardives à la *« bodeguilla »*, la petite salle de réception informelle où celui qui cite Groucho Marx, connaît par cœur des passages entiers du *Quijote* et adore le flamenco reçoit ses invités. C'est le temps de la *« solidarité »*, des idées généreuses et des grands projets : le pays s'affirme et sort de l'isolement. Routes, hôpitaux, chantiers, le projettent résolument vers l'avenir. L'apothéose personnelle de « Felipe », qui se dit avec fierté *« responsable, et non coupable, d'avoir signé le traité de Maastricht »*, aura lieu au printemps 1985, lorsque l'Espagne reçoit, en signant son adhésion à la CEE, son brevet de démocratie et de modernité.

Une lune de miel peu à peu ternie. En fait de changement, c'est « Felipe » qui a changé, disent les critiques, déplorant son peu de patience face aux remarques, la kyrielle d'amis sacrifiés sur sa route et son goût du pouvoir, qui le fait, disent-ils, s'entourer d'une cour à la Moncloa, quand le roi n'en a pas, à la Zarzuela. Pis, en 1988, se déclenche une grève générale : un tournant. « Felipe », un peu épaissi, un peu meurtri, s'efface, semble-t-il, derrière « Gonzalez », s'enferme dans son jardin secret de bonsaïs et ne voit pas, ou ne veut pas voir, les dérapages. Et il y en aura, du scandale « Filesa » sur le financement illégal du parti, à la corruption, pour ne citer que le cas Roldan, l'ex-directeur de la Guardia civil qui s'est enrichi en dessous-de-table et fonds réservés.

MAGISTRALEMENT orchestré par l'opposition, le doute s'est insinué : le formidable élan réformateur s'est-il englué, en partie du moins, dans le *« pelotazzo »*, la culture de l'argent facile, et une politique plus incertaine que ses adversaires nomment, par dérision, l'*« ambiguïté contrôlée »* ? Et que dire des GAL, ces groupes antiterroristes para-policiers qui, à la fin des années 80, menèrent une *« sale guerre »* contre l'ETA dans le sud-ouest de la France, faisant une vingtaine de morts ?

Alors, justement, cette affaire des GAL, dont certains l'accusent même d'être le commanditaire, n'aurait-il pas envie de s'en expliquer, y compris devant la justice ? *« Je ne suis en rien, je dis bien en rien, impliqué dans cette affaire. Alors pourquoi devrais-je me faire inculper pour quelque chose dont je ne suis pas responsable ? En revanche, ces phénomènes que l'on appelle la "sale guerre" ou l'"involution", c'est-à-dire la tentation de revenir en arrière vers la dictature, se sont tous achevés durant mon gouvernement, et cela je l'assume pleinement. »* Alors, aucune responsabilité ? *« Aucune. »* Soit, mais comment en finir avec les GAL ? Il réfléchit.

A quoi pense-t-il en buvant son café à petites gorgées ? Aux procès à venir pour certains de ses anciens collaborateurs ? Aux erreurs qu'il aurait pu éviter ? Rien ne transparaît. Quand, enfin, il répond, son regard va droit dans le vôtre, comme celui d'un *« charmeur de serpents »* (un de ses surnoms), pour mieux vous convaincre. C'est l'ex-président du gouvernement (et peut-être le futur) qui parle : *« Il y aurait bien un moyen d'en sortir, qui consiste à tenter de comprendre ce qui s'est passé entre 1975 et 1985, disons les dix ans qui ont suivi la mort de Franco. Mais, pour cela, il faut être honnête avec la période de la transition, qui a été extraordinairement positive. Il faut comprendre comment, de la dictature, on est passé à la démocratie : sans révolution ni rupture, mais à travers une réforme. Et, dans une réforme, il y a, c'est normal, des mouvements de retour en arrière, comme ce fut le cas le 23 février 1981 avec la tentative de coup d'Etat. Il faut se souvenir de ce qu'ont été, à la fois, la pression terroriste et la pression antiterroriste de cette époque. Imaginez ce qui se serait passé en France si, en dix ou quinze ans, on avait assassiné six cents policiers ! Imaginez la réaction ! C'est d'ailleurs l'argument que j'ai développé avec succès, en décembre 1983, auprès de François Mitterrand pour obtenir sa collaboration contre l'ETA. »* Et il ajoute pour conclure : *« Dans vingt ans, si on repense au comportement des forces de sécurité en Espagne, on leur rendra hommage pour leur retenue et leur capacité à se contrôler face à une agression difficilement supportable. J'en resterai là, en vous citant un homme honorable, officier de Franco durant la guerre, le général Gutierrez Mellado, qui m'a beaucoup impressionné en disant :* "Vous devez comprendre qu'on ne peut parler du passé tant que nous ne serons pas tous morts." »

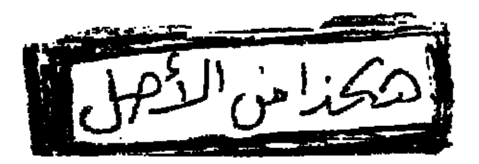
EN d'autres termes, Felipe Gonzalez ni ne justifie ni ne condamne. Il préfère laisser à l'Histoire le soin de juger. Privilège que s'arrogent les puissants. Porte-t-il au moins un jugement sur son propre gouvernement ? Et qu'est-ce qui lui a le plus pesé ? Il répond sans hésiter : *« Le plus douloureux a été la corruption qui, lorsqu'elle concerne la gauche, frappe encore plus les consciences ; le plus préoccupant, le chômage et le terrorisme. »* Et de la corruption, il en vient à réfléchir sur le pouvoir politique, *« dont l'autonomie, très affaiblie devant les groupes de pression »*, l'inquiète. De même s'interroge-t-il sur cette possible *« distorsion de l'équilibre démocratique qu'est le déplacement constant du pouvoir vers les juges »*.

Pourtant, ce pouvoir parviendra-t-il vraiment à le quitter, lui qui eut cette phrase désabusée : *« La vérité, c'est qu'en politique on n'achève jamais rien »* ? Ce sera la grande inconnue. Et, à quelques jours d'annoncer son départ de la direction socialiste, il avait préféré flirter avec l'idée du futur : *« Vous me demandez si cela me plairait de revenir au pouvoir ? Oui, mais je ne le veux pas. »* A nouveau l'*« ambiguïté contrôlée »*. Quelles erreurs éviterait-il cette fois ? *« Oh beaucoup !* s'amuse-t-il, *et je ferais peu de réformes. Comme disait Don Quichotte à Sancho Pança quand il lui confia le gouvernement de l'"*insula Barataria" : "Faites des lois pragmatiques, peu, mais qui soient effectives..." »

Marie-Claude Decamps

Dessin : Pancho.

Après avoi
abandonn
la directio
du Parti socialis
ouvrier espagnol
l'ancien préside
du gouverneme
esquisse le bilan d
son action politiq
et diplomatiq
mais laisse plan
le doute s
son aveni



Qui a inventé la gauche ? *par René Lourau*

EMMANUEL LE ROY LADURIE dans l'entretien publié par *Le Monde* du 1er juillet : *« Le coup de génie de Calvin, c'est qu'il a inventé la gauche et le monde moderne* [...]. *Au niveau français, il n'y a une gauche et une droite que depuis Calvin »*, etc. Qu'il y ait un rapport entre les avatars, au cours des siècles, de la politique française et le développement du protestantisme, personne ne songera à le nier. Le quatrième centenaire de la proclamation de l'édit de Nantes (accordant une certaine liberté de culte aux protestants) mérite bien d'être fêté. En revanche, attribuer à Calvin, outre l'invention du monde moderne (ce qui fait un peu histoire marseillaise), celle, plus modeste, du clivage droite-gauche dans notre vie nationale, est une thèse qui exigerait de la part d'un historien des arguments autrement persuasifs que ceux qui nous sont ici présentés.

« Contestation de l'ordre catholique établi » : certes, le mouvement très hétérogène de la Réforme a opéré pour la première fois à grande échelle, en Europe, une mise en crise et en analyse de l'institution romaine et de l'institution monarchique de droit divin. Pourtant, n'est-ce pas faire fi de la temporalité que de projeter dans cette gigantesque contestation de l'institué les clivages postérieurs entre conservatisme et opposition au conservatisme ? Le confusionnisme dont fait preuve Emmanuel Le Roy Ladurie est violent. Sa dérive du Parti communiste au *Figaro littéraire* ne suffit pas à l'expliquer. Ce type de dérive est plus banalement fréquent de la gauche vers la droite (comme cela est arrivé à Calvin !) qu'en sens inverse. Il y a là de quoi faire réfléchir les politologues, s'il leur venait à l'esprit de s'attaquer au problème de l'institutionnalisation au sens de Max Weber ainsi qu'aux implications de l'institutionnalisation dans des itinéraires individuels ou collectifs. Il faut seulement relever ici le poids du devenir contradictoire, de la temporalité, non seulement à l'intérieur de deux champs hermétiquement clos qui seraient la droite éternelle et la gauche éternelle, mais dans la relation très instable entre ces deux champs, comme en témoigne l'itinéraire de bien des intellectuels qui ont effectué en bon ordre leur retraite de Russie.

La *« décentralisation »* à la suisse est un autre argument avancé en faveur de l'invention de la gauche par Calvin. Peut-on imaginer concept plus nomade entre droite et gauche ? Pendant la Révolution française, les girondins fédéralistes étaient-ils de gauche et les jacobins centralistes de droite ? Durant la guerre de Sécession aux Etats-Unis, le Sud esclavagiste mais confédéraliste, ultra-décentralisateur, aurait été de gauche ? L'Allemagne fédérale, conservant de la féodalité ses précieux Länder et la pseudo-délégation de souveraineté au nom du principe de subsidiarité reproduit ensuite en tête du traité de Maastricht, aurait une constitution plus *« de gauche »* que la Constitution française ?

Ce n'est pas telle forme sociale, mais le degré de contrôle des forces sociales sur ces formes qui permet d'évaluer un régime en fonction des critères de droite ou de gauche. Si la logique de la vie (y compris politique) était celle qu'on nous enseigne, on ne comprendrait rien aux prétendues *« ruses »* de l'Histoire : par exemple à la montée et au triomphe du nazisme dans le pays le plus *« éclairé »* d'Europe, phénomènes *« incompréhensibles »* dont Jean-Pierre Faye a magnifiquement montré qu'ils s'étaient construits à force d'enchaînements d'énoncés contradictoires issus de l'extrême droite et de l'extrême gauche.

Les clivages actuels, eux aussi soumis à fluctuation, à propos des traités de Maastricht et d'Amsterdam prouvent très clairement que les interférences sont nombreuses et actives entre droite et gauche, même si des situations de crise restent les analyseurs d'une opposition fondamentale en obligeant chacun à prendre parti d'urgence pour des options radicalement opposées.

> Attribuer à Calvin, outre l'invention du monde moderne, celle, plus modeste, du clivage droite-gauche dans notre vie nationale est une thèse qui exigerait des arguments autrement persuasifs que ceux d'Emmanuel Le Roy Ladurie

Ce qu'a fait Calvin *« est extraordinairement destructeur »*, nous dit encore Le Roy Ladurie au sujet de la suppression de la messe et des évêques (mesures prises depuis longtemps par les cathares et bien d'autres hérésies). Il parle aussi d'*« une espèce de démocratie communale »*.

En matière de démocratie, il serait utile de lire, de Calvin, le gros ouvrage, à la fois traité de théologie et de sociologie. Ce livre, *L'Institution chrétienne*, transcrit le devenir de l'expérience calvinienne sous forme d'ajouts dans ses éditions successives. C'est un peu le journal officiel de l'expérience. Calvin y apparaît plus proche de Lénine que de Rousseau. Comme tout homme politique dont la seule stratégie est peu à peu de se maintenir au pouvoir, il passe une grande partie de son temps à combattre les groupes et les individus qui revendiquent, contre ses propres reniements, l'application de son projet.

Calvin est en effet un *« extraordinaire destructeur »*... de sa propre théorie *« de gauche »*. Il veut instituer une nouvelle forme théocratique qui emprunte beaucoup à celles qu'il combat dans l'Eglise romaine. Ses « gauchistes » veulent, eux, restituer le caractère révolutionnaire du projet initial. Quand l'un de ses disciples devenu trop critique, Michel Servet, oppose à son désir d'Institution chrétienne le thème de la Restitution chrétienne (retour à la prophétie initiale), Calvin le livre au bras répressif de l'Eglise romaine et à la mort.

Outre la dérive de Le Roy Ladurie nous expliquant les origines du clivage droite-gauche, il faut signaler une lacune peu justifiable, même *dans le cadre d'un entretien à bâtons rompus*. L'histoire française de l'invention du dualisme droite-gauche comprend, outre l'apport indéniable du protestantisme, l'action beaucoup moins connue ou reconnue du jansénisme, ou plutôt des jansénismes. Comme avec le protestantisme, l'opposition politique interfère avec une opposition théologique. Une certaine conception, augustinienne, de la grâce divine s'oppose à la conception, formalisée par saint Thomas, de la grâce suffisante dont se contentent les formes politiques de domination.

Le devenir contradictoire du mouvement commencé involontairement par l'évêque Jansen offre plusieurs phases parfois très imbriquées les unes dans les autres : jansénisme théologique mais très pamphlétaire des Pascal, Arnaud, etc., jusqu'à la bulle *Uni genitus* « commanditée » par Louis XIV ; jansénisme parlementaire de la bourgeoisie de robe, non seulement au Parlement de paris, mais dans de nombreuses capitales provinciales, et cela jusqu'au milieu du XVIIIe siècle ; jansénisme – populaire enfin, sous la forme d'une résistance passive ou active du peuple et du bas-clergé à la thèse officielle concernant la grâce divine, avec très souvent (pas seulement en l'église Saint-Médard de Paris) des manifestations de transes collectives, aussi violentes, si ce n'est plus, que celles dont les ethnologues font la description aux Caraïbes ou au Brésil.

Même s'il n'est pas allé jusqu'au schisme, le *« parti janséniste »* ainsi que des catholiques orthodoxes nommeront ce mouvement bien longtemps encore après sa disparition – élabore des formes idéologiques et de lutte au moins aussi significatives que les innovations protestantes : action publique des intellectuels, propagande officielle ou semi-clandestine ou clandestine par des périodiques, des réseaux de soutien ; relais des parlements locaux et des masses populaires... Et si les protestants ont joué un rôle important dans le laboratoire politique de la Révolution française, il ne faudrait pas oublier que les principes du parlementarisme ont été lentement mis en place par le jansénisme sous l'Ancien Régime. Le clivage droite-gauche ne serait-il pas à chercher plutôt du côté d'une conception *autre* de la souveraineté nationale ou internationale ?

Durant la période créative, instituante, de la Révolution française, un certain abbé Grégoire, prêtre janséniste et figure de premier plan de la Révolution, a beaucoup fait pour donner vie à un « pacte républicain » fondé sur un véritable partage de souveraineté entre l'exécutif et le législatif (et le judiciaire), ainsi qu'entre les puissances religieuses et la puissance politique. Outre ses initiatives en matière d'éducation, de droits des juifs, de suppression de l'esclavage dans les colonies, on lui doit l'idée de la constitution civile du clergé, ancêtre paradoxal de la future séparation des Eglises et de l'Etat, fondement de la laïcité. Avec cet ultime avatar du jansénisme naît une certaine idée, très moderne, de la gauche définie par son opposition à la mainmise théocratique sur la société.

René Lourau est professeur de sociologie à l'université Paris-VIII.

Pédophilie : des indignations sélectives
par Jean-Pierre Rosenczveig et Pascal Vivet

On ne devrait donc retenir de l'opération lancée contre les acheteurs de cassettes pédophiles que les cinq suicides intervenus parmi les 325 interpellés et les 25 mis en examen. La *« rafle »*, pour reprendre le mot du président de la Ligue des droits de l'homme, serait, selon Alain Finkielkraut (*Le Monde* du 25 juin), *« un emballement de la vertu »* contribuant au *« lynchage hystérique des violeurs d'anges »*.

Ne revenons pas sur le fait que cette opération a mis en évidence – avec preuve sur cassettes ! – des viols sur mineurs voués à rester impunis. On s'insurge devant l'honneur perdu de personnes interpellées, comme si, dans ce doux pays des droits de l'homme, aujourd'hui comme hier, pour les simples quidams, la police ou la gendarmerie étaient des modèles de discrétion. On a déjà entendu ce discours pour les élus poursuivis. On l'aurait apprécié avant et depuis pour les enfants des banlieues.

Comment ne pas s'associer aux juristes qui veillent au respect de la présomption d'innocence ? Mais ni le parquet, ni la gendarmerie, ni a fortiori le juge d'instruction n'ont livré publiquement le moindre nom. Où est *« la publicité fracassante à l'investigation de la vie privée »* ? La médiatisation n'a-t-elle pas été d'abord le fait de médias qui ont identifié publiquement des personnes mises en cause ?

On sous-estime l'argument selon lequel les victimes sont bien d'abord les jeunes acteurs de ces vidéos. Comme le receleur favorise le vol, l'acheteur de bandes suscite les circuits de production. Sur chaque vidéo, il y a au minimum un enfant de moins de quinze ans. Ceux qui les achètent pour leur plaisir ou leur curiosité ne sont pas des irresponsables. Ils cautionnent l'exploitation de ces enfants. Ils en sont les complices. Ni plus ni moins. Comment le leur dire ? Dans ce pays, on apprend à connaître la loi à travers le rappel pénal des interdits. C'est dommage. Mais c'est ainsi !

Alors, cessons cette indignation sélective ! On en aurait aimé autant à l'occasion de l'annonce de l'augmentation significative des suicides d'adolescents, deuxième cause de mortalité des seize-vingt-cinq ans en France.

On n'interpelle pas sans un minimum de logistique les 900 acheteurs d'un réseau pédophile ! Il n'y a pas rafle, mais opération policière contre un pan de la grande criminalité. *Qui s'indigne d'opérations* analogues contre la Mafia italienne ? Pour nous, rafle était jusqu'ici associé aux enfants d'Yzieu ou au Vel d'Hiv' ! La police, contrôlée et agissant sous les ordres d'une justice qui s'explique devant l'opinion, n'est pas liberticide. Ceux qui *usent et abusent des enfants dans* la clandestinité et la honte le sont.

> La police, contrôlée et agissant sous les ordres de justice, n'est pas liberticide. Ceux qui usent et abusent des enfants dans la clandestinité et la honte le sont

Oui, l'opprobre social – à l'origine de ces suicides – est aujourd'hui la première des sanctions des pédophiles et de leurs complices. Certes, la société trop longtemps muette et aveugle peut vouloir se donner bonne conscience en affichant avec ostentation son nouveau refus. Il s'agit non seulement d'arrêter des criminels, mais d'éviter qu'il y en ait d'autres et de déjà rendre la vie difficile à ceux qui seraient tentés. Car, bien évidemment, de telles opérations et les procès qui viendront n'éradiqueront pas cette criminalité. Les parquets doivent maintenant songer à appliquer la loi de 1994 sur le tourisme sexuel. *« Le sel de la vie sexuelle »* de tel pédophile revendiqué lui coûterait désormais 1 million de francs et dix ans de prison. Affichons le code pénal aux douanes françaises pour ceux qui seraient tentés par certains attraits de la Thaïlande ou du Brésil ! L'objectif n'est pas de condamner ou de réprimer des déviants sexuels – on ne fustige pas la sexualité librement choisie des plus de quinze ans –, mais d'éviter l'exploitation de l'enfant par l'homme, et pas n'importe quels enfants : les plus fragiles : de jeunes Roumains, Polonais et Colombiens du nouveau tiers-monde ou, encore plus près de nous, des enfants en déshérence.

Nous nous refusions à opposer les défenseurs des droits de l'enfant *à ceux des droits de l'homme*. Mais trop, c'est trop ! Comment admettre que celui qui en 1990 dénonçait dans ces colonnes *« les nouveaux amis de l'enfant »* en craignant qu'ils ne *« déclarent la guerre à Kant et à Condorcet »* s'indigne aujourd'hui avec les mêmes cris *d'orfraie de ce que les exploiteurs* d'enfants et de leur image aient des comptes à rendre devant leur conscience et la société, comme tous les justiciables. Hier, on voulait bâillonner les enfants. Aujourd'hui que leur parole a été libérée, on voudrait qu'ils crient dans le silence !

Eh bien non ! Nous voulions hier que cette parole des enfants victimes se libère et que nos oreilles se débouchent. C'est fait. Il fallait encore être cohérents dans l'action en se refusant à cautionner plus longtemps. La justice passera bientôt et enfin pour certains dans le respect des formes ; celle de leur conscience est déjà rendue. Notre civilisation n'est certainement pas en danger lorsqu'elle voit, entend et refuse des crimes. Que certains de ceux qui osent affirmer que nous avons quitté l'Etat de droit se demandent s'ils ne cautionnaient pas – consciemment ou non – voilà encore peu l'apologie de la pédophilie, ce qu'avec le bâtonnier Pettiti et Elie Wiesel on tient désormais pour un crime contre l'humanité !

Jean-Pierre Rosenczveig est président du tribunal pour enfants de Bobigny ; Pascal Vivet est chargé de mission pour la protection de l'enfance de Seine-et-Marne.

La croisade d'une société sans morale
par Thierry Baranger et Denis Salas

LA gendarmerie vient de lancer le plus grand *coup de filet jamais organisé* en France dans le domaine de la lutte contre la délinquance sexuelle. Loin d'être claires dans le champ du droit – on chercherait vainement une incrimination spécifique liée à la détention individuelle des cassettes –, *de telles pratiques* participent d'une croisade morale. Cette vaste opération a organisé de véritables rafles. Peu de gens se sont indignés devant les atteintes réitérées à la présomption d'innocence et les conséquences humaines catastrophiques : cinq suicides en quelques jours ! Il ne s'agit pas ici, bien sûr, de dénoncer les enquêtes policières indispensables à la protection de l'enfance, mais seulement de restaurer un espace critique au moment où toute réserve dans la lutte unanime contre la pédophilie apparaît comme une complicité.

Il faut rappeler d'abord que, face aux formes multiples de la délinquance sexuelle, la répression n'a jamais été aussi forte, les textes aussi sévères, les projets de loi aussi nombreux. Le nouveau code pénal a augmenté les peines pour certains crimes, notamment le viol, qui passe de dix à quinze ans de réclusion criminelle. Après la peine de sûreté de trente ans qui existe depuis 1978, une période incompressible pour les assassins violeurs d'enfants a été votée en 1994. Un projet de loi qui accroît la pénalisation de la délinquance sexuelle, *notamment par un suivi* médico-social, est en discussion. Mais, surtout, en dix ans le nombre des condamnations pour viol a augmenté de 80 %. La France prononce les peines de prison parmi les plus élevées d'Europe pour violences sexuelles *(81 % des peines sont de plus de* cinq ans).

Après un long silence sur les violences intra-familiales vient le temps de la pénalisation des abus sexuels. La poursuite contre les agresseurs sexuels s'affiche volontiers comme la mission rédemptrice *d'une politique de protection* de l'enfance qui se veut crédible et dissuasive. Les victimes qui prennent le risque de parler demandent une réparation que la justice est bien en peine de leur offrir, elle qui ne sait que réparer le mal réparable. On a vu dans l'affaire Dutroux, à travers l'invention d'un rituel de purification – la *« marche blanche »* – que les familles veulent obtenir la réparation dans un ordre symbolique bien éloigné de la peine classique.

Mais les rafles et les perquisitions chez les détenteurs de « cassettes pédophiles » racontent une tout autre histoire. Elles n'ont plus les familles des victimes comme aiguillon et comme légitimité. Dans ces enquêtes, aucune famille n'a poussé les enquêteurs à agir. Aucune émotion contagieuse, aucune plainte n'a nourri leur dossier. Alors, pourquoi ces arrestations en cascade dès lors qu'il s'agit d'affaires qui relèvent pour la plupart de la correctionnelle ? Pourquoi interpeller les détenteurs de cassettes avec le même activisme tapageur que les criminels sexuels ? Cette police-spectacle sert bien mal la justice en oubliant *simplement de dire que les* « salauds » que l'on extrait des fourgons de police ressortiront pour la plupart rapidement des palais de justice.

Ce qui semble compter est qu'à cette occasion ils seront souillés définitivement : leur image sociale, leurs noms, leurs professions ne seront ignorés de personne. La démocratie d'opinion crée la catégorie de délinquant sexuel pour mieux se protéger de la contagion du mal. Devant les offenses faites à l'enfant, tout se passe comme s'il fallait répondre à la souillure par la souillure.

Flétrir un individu par le paraître est une figure imposée des rencontres de la justice pénale avec la démocratie d'opinion. Longtemps concentré sur la peine, le procès pénal ne vit désormais que par la *mise en scène du pouvoir* d'accuser, moment le plus symbolique du châtiment. Par le jeu du traitement direct des procédures, la justice intègre dans son *fonctionnement même la dimension* d'action immédiate qui entre en symbiose avec notre époque médiatique. La démocratie d'opinion épuise nos réponses à l'offense faite à l'enfant : arrêter visiblement un suspect et détruire sa réputation en le marquant au *sceau de la justice pénale*. Par une singulière concordance des temps, le plus extrême modernisme rejoint une violence archaïque.

Comment douter, après une telle démonstration d'intérêt, que l'enfant soit notre bien le plus précieux ? L'écho rencontré par la myriade d'affaires de délinquance sexuelle exprime le rapport qu'une société tout entière entretient avec l'enfance. Le paradoxe est que nous plaçons notre avenir en quelqu'un qui attend tout de nous et, notamment, que nous construisions cet avenir pour lui.

Nous nous évertuons à défendre ponctuellement l'enfant en sa qualité de victime, non à prendre les responsabilités dont nous sommes débiteurs à son égard. La croisade anti-pédophilique n'offre qu'une fausse fenêtre pour échapper à une responsabilité envers l'enfance qui se dérobe de plus en plus. Au moment où la lutte anti-pédophile bat son plein, les minorités sexuelles – où la tradition de l'érotisme pédérastique est forte – affichent leur revendication de libre sexualité. Partout, l'expression libre du souci de soi va de pair avec l'érotisation de *l'enfance dans le show business, la* publicité et le sport.

Mais, au même moment, la guerre déclarée aux violences scolaires fait des jeunes des cités les nouvelles classes dangereuses. L'adolescent menaçant s'oppose au mineur victime dans un imaginaire de l'insécurité à double face. L'un sort de la protection de l'enfance dès lors qu'il devient un agresseur ; l'autre, totalement vulnérable, suscite une croisade morale.

Dans cette confusion, on ne sait plus très bien où est la frontière morale entre l'enfant et l'adulte. On oublie totalement que les uns et les autres sont mineurs, sollicitent la même responsabilité de l'adulte et relèvent de la même protection.

Thierry Baranger et Denis Salas sont magistrats.

Pierre Vidal-Naquet, spécialiste de l'Antiquité grecque

« Nous autres, historiens, sommes mortels et serons jugés »

Homme de gauche, cet intellectuel engagé s'explique sur ses interventions dans les grands débats contemporains

« Vous vous êtes défini une fois comme un *"historien militant"*. Encore tout récemment, vous avez signé la pétition intitulée "Nous sommes la gauche". Est-ce de la méfiance à l'égard de la gauche institutionnelle ?

– Je suis toujours de gauche, mais j'entends rappeler que le soutien à la gauche dépend de ce qu'elle fera. Cette pétition, c'est un moyen de dire : " Vous êtes sous surveillance. Nous vous soutiendrons si vous tenez vos engagements." C'est un texte grave. J'ai parfaitement conscience que si la gauche ne réussissait pas, ce qui viendrait ensuite ne serait pas la droite, mais Le Pen.

» J'ai toujours été en marge des institutions. Ce texte signifie que nous sommes de gauche, mais pas forcément des inconditionnels. Il y a d'amères expériences qui montrent qu'un gouvernement de gauche peut dévier très vite. Le pire a été celui de Guy Mollet en 1956. Il y a peu de gens que j'ai autant haïs ! Il a représenté pour moi la trahison de l'idée même de gauche, notamment en ordonnant la torture en Algérie. Quant à François Mitterrand, il y aurait beaucoup à dire. Prenons un exemple symbolique : le fait d'avoir donné, en 1985, La Cinq à Silvio Berlusconi était évidemment un exercice solitaire du pouvoir qui ne pouvait que choquer.

– N'êtes-vous pas surtout un militant anti-autoritaire, opposé à la raison d'Etat ?

– Certainement. Je suis anarchiste, si vous voulez. Le mot ne me fait pas peur, même si je n'ai aucun rapport avec les organisations anarchistes. Je me méfie à l'extrême de l'Etat. Je sais bien qu'on en a besoin. La notion de service public, par exemple, m'est tout à fait chère. A titre personnel, j'ai été professeur. Mais je me méfie de l'Etat en tant que pouvoir.

– Il vous est arrivé de dire qu'il existait trois familles de pensée parmi la gauche durant la guerre d'Algérie : les dreyfusards, les bolcheviks et les tiers-mondistes. A quelle tradition peut-on vous rattacher ?

– A la tradition dreyfusarde. Mais en chacun de nous, il y a un peu des trois avec une dominante.

» En pleine période de l'Occupation, en 1941-1942, mon père, qui était avocat, m'a raconté l'affaire Dreyfus. J'avais onze-douze ans. Cela m'a marqué pour la vie. C'était un peu paradoxal parce que c'était l'époque où il n'y avait pas un Dreyfus mais des centaines de milliers, pour ne pas dire des millions de Dreyfus. Il m'a aussi lu le célèbre texte de Chateaubriand : *"Lorsque, dans le silence de l'abjection, l'on n'entend plus retentir que la chaîne de l'esclave et la voix du délateur ; lorsque tout tremble devant le tyran, et qu'il est aussi dangereux d'encourir sa faveur que de mériter sa disgrâce, l'historien paraît, chargé de la vengeance des peuples."*

– C'était son testament intellectuel...

– Pour moi, oui. C'est pour cela que je suis devenu historien, bien que je ne croie plus beaucoup que l'historien soit chargé de la "vengeance des peuples".

– Lorsque vous avez constitué avec des amis le Comité Audin pour alerter l'opinion publique sur la torture durant la guerre d'Algérie, agissiez-vous en fonction de l'affaire Dreyfus ?

– Nous n'avons pas cessé de nous répéter pendant la guerre d'Algérie : *"Il nous faudrait un* J'accuse !*"* Dès le premier texte, nous y faisions référence. Maurice Audin, assistant à la faculté des sciences d'Alger, arrêté le 11 juin 1957 et disparu le 21 juin, nous paraissait un symbole de la torture d'Etat. Nous étions comme lui des assistants de faculté. Tout de suite, nous avons pris conscience que ce qui s'était passé pour lui se produisait surtout pour les musulmans. Mais son nom sonnait différemment aux oreilles des Français.

» Dans cette affaire, c'est le sentiment de justice qui nous a fait agir. Il y avait, comme toujours, un risque. C'était l'époque où Michel Debré, premier ministre, lançait en privé : *"Tout le monde sait que Audin est chez les fellaghas !"* J'avais un sentiment aigu de ma responsabilité en écrivant qu'Audin était mort entre les mains des parachutistes. Je l'ai écrit avec l'angoisse de me tromper et en ne cessant de me faire des objections.

– Comment définiriez-vous la nature de votre engagement ?

– Ne rien écrire qu'on ne puisse prendre en charge, même des décennies plus tard. Le fait d'être historien, c'est cela : savoir que quoi qu'on dise, il faudra être jugé selon des critères d'objectivité. Nous sommes mortels, et nous serons jugés...

» D'où le fait que, lorsque je me trompe, je tiens à le reconnaître. Ce fut le cas dans l'affaire Tangorre, du nom d'un jeune homme accusé d'une série de viols. Je m'étais laissé persuader qu'il était innocent. J'ai donc mené en sa faveur une campagne acharnée dans les médias et fini par arracher une grâce partielle. Et puis, quelque temps après, il a été accusé d'avoir recommencé avec, cette fois, des preuves assez convaincantes. Je m'étais trompé, et je l'ai reconnu dans un article publié par *Le Monde*.

– Vous avez choisi comme spécialité l'histoire de la Grèce ancienne pour ne pas céder aux *"emballements politiques"* et pour ne pas tomber dans le piège de *"la tyrannie de l'immédiat"*, comme vous l'avez écrit dans vos Mémoires. Ne vivez-vous pas une contradiction permanente ?

– Oui, bien sûr. Mais le travail sur l'Antiquité donne une vision détachée et une rigueur qui me sert lorsque je traite de sujets contemporains. Quand j'ai publié *Les Assassins de la mémoire* pour réfuter les thèses négationnistes, l'historien Pierre Chaunu m'a dit : *"Ce texte ne pouvait être écrit que par un historien de l'Antiquité."* Une manière de dire que, grâce à cette formation, on peut réussir à parler de choses proches avec détachement.

» Il y a une autre contradiction : je suis ce qu'on appelle un historien de l'imaginaire. Comme toute ma génération, j'ai été marqué par l'école des *Annales*. Je ne cherche pas à déterminer à quelle date Antiochos III est monté sur le trône ; je m'intéresse aux représentations et à l'histoire de l'Histoire. Aujourd'hui, c'est commun. Il y a trente ans, ce n'était pas le cas. D'où ce paradoxe : j'étudie le domaine des représentations dans l'Antiquité, et je passe à l'histoire la plus positiviste lorsque j'étudie le monde contemporain.

– A l'occasion de l'affaire Audin, votre première cause, comme pour les époux Aubrac, dont vous venez de prendre la défense, on s'aperçoit que les historiens français n'ont pas produit d'œuvres magistrales mais des ouvrages sectoriels de qualité sur la guerre d'Algérie et la Résistance. Comment analysez-vous ce phénomène ?

– Il existe une panique française devant le contemporain. Selon la tradition orale, l'un de mes maîtres de la Sorbonne, Aimé Perpillou, disait : *"Jusqu'en 1914-1918, c'est de l'histoire, entre 1918 et 1939 c'est de la géographie, après c'est de la politique."* Cette panique est traditionnelle. Quand Jules Isaac, auteur de manuels scolaires, a voulu faire une thèse sur le gouvernement Poincaré en 1913, on lui a refusé d'inscrire le nom de Poincaré dans son sujet parce que cela risquait de poser la question de sa responsabilité dans la guerre de 1914-1918... Il a renoncé. Heureusement, depuis, il y a l'Institut d'histoire du temps présent. En second lieu, il faut mentionner le sentiment de culpabilité qui vaut en France pour l'Occupation comme pour l'Algérie et l'Indochine. Le refoulement.

– Vous avez inventé un style, celui de l'historien saisi par l'événement. Quels ont été les grands moments de cette passion ?

– Je me suis senti saisi de rage historique à trois reprises. La première fois, à l'occasion de la guerre d'Algérie. La deuxième, en 1968. J'ai ensuite publié avec Alain Schnapp *Le journal de la commune étudiante*. La troisième fois, lorsque l'éditeur Jérôme Lindon m'a demandé une préface à *La Guerre des juifs* de Flavius Josèphe *[Jérusalem, vers 37-Rome, vers 100]*. J'ai remis deux cents feuillets manuscrits écrits effectivement dans la passion la plus totale.

– Est-ce parce que l'étude de Flavius Josèphe vous donnait l'occasion de circuler de l'Antiquité au monde contemporain ?

– Certainement. Flavius Josèphe pose trois questions absolument capitales : celle de la trahison, celle de l'Etat et celle de la continuité de l'histoire juive.

» Flavius Josèphe était un général des armées juives qui, au lieu de se suicider comme ses pairs, est passé dans le camp romain en disant à Vespasien : *"Tu vas devenir empereur."* Il est allé faire des discours aux assiégés en leur demandant de se rendre. C'est un personnage à bien des égards peu sympathique. Il décrit sans beaucoup d'émotion la crucifixion de milliers de juifs pris à Jérusalem. Il est devenu l'historien officiel de la guerre juive pour le compte de la dynastie des Flaviens, occupant une belle maison à Rome. Voilà pour la trahison.

» Sur l'Etat, il explique que, Dieu étant passé du côté des Romains, la continuité de l'histoire juive n'a plus besoin de l'Etat pour exister. C'est le cœur de son propos. Il s'agit d'une question centrale pour les juifs d'aujourd'hui. N'ont-ils pas eu l'expérience, pendant deux millénaires, d'une vie qui s'est continuée sans Etat ? Et ceci à partir de l'époque décrite par Flavius Josèphe.

» Par chance, ces textes nous ont été transmis par les chrétiens. Les juifs ont commencé à les adapter en hébreu dès le Xe siècle et à les commenter à partir du XVIe. Flavius Josèphe, bien que tenu en suspicion, a restitué au monde juif une partie de son histoire. Il a montré un tel sens de la continuité historique du judaïsme que je ne puis, pour cela, que l'admirer. Le personnage est déplaisant, mais la trace laissée est capitale. C'est une figure emblématique de l'ambiguïté, de la nécessité d'être à la fois dedans et dehors. Raymond Aron disait : *"Seul un juif peut être sociologue parce qu'il est à la fois dedans et dehors."* J'ai tendance à penser la même chose, à titre purement symbolique, bien entendu. »

Propos recueillis par Laurent Greilsamer



DESSIN : LOHNER

Un contestataire résolu de la raison d'Etat

AGÉ de soixante-six ans, Pierre Vidal-Naquet a été marqué dès son adolescence par ce qu'il a appelé *« la brisure et l'attente »* : l'arrestation par la Gestapo de ses parents, en mai 1944, et leur disparition. Devenu agrégé d'histoire en 1955, il n'aura de cesse de leur rendre hommage en s'engageant résolument dans la lutte contre la raison d'Etat et la tyrannie. C'est ainsi que ce spécialiste de l'Antiquité grecque se fera davantage connaître sur le terrain de l'histoire immédiate par son combat contre la torture durant la guerre en Algérie, sa dénonciation du pouvoir des colonels en Grèce et ses multiples interventions dans des dossiers judiciaires et politiques.


PIERRE VIDAL-NAQUET

Ses moyens d'action et de réaction privilégiés sont tour à tour la création de comités, la signature de pétitions, l'envoi de lettres et de points de vue aux journaux et la publication de livres. Citons, parmi d'autres, *L'Affaire Audin* (1958), *Les Crimes de l'armée française* (1975), *Les Assassins de la mémoire* (1987), *Le Trait empoisonné. Réflexions sur l'affaire Jean Moulin* (1993).

Cet historien militant, nourri de littérature, se rattache volontiers à l'école de la micro-histoire fondée en Italie par Carlo Guinzburg et Giovanni Levi. Il revendique pour maîtres les historiens Henri-Irénée Marrou, Marc Bloch – dont le testament, *L'Etrange Défaite*, l'a profondément marqué – et les spécialistes de l'Antiquité grecque que sont Jean-Pierre Vernant, Moses Finley et Arnaldo Momigliano.

Professeur à l'Ecole des hautes études en sciences sociales, il a notamment publié, en collaboration avec Jean-Pierre Vernant, *Mythe et tragédie en Grèce ancienne* (deux volumes, 1972, 1986). Son œuvre essentielle est regroupée dans *Le Chasseur noir* (1981). Il a aussi réuni de nombreuses études sur le judaïsme et la Shoah dans *Les Juifs, la mémoire et le présent* (1991). Le premier volume de ses *Mémoires, 1930-1955* (Seuil/La Découverte) sera prochainement complété par un second.

L. G.

Jean-Michel Billaut, responsable de la « veille technologique » à la Compagnie bancaire

« La France est extrêmement en retard, car son élite ne comprend pas Internet »

« Comment réagissez-vous aux déclarations de Bill Clinton sur le développement d'un commerce électronique mondial ?

– Si les taxes sont supprimées, comme le réclame le président américain, cela favorisera le développement des entreprises américaines, qui vont organiser nos marchés directement, sans même avoir besoin d'implantations physiques chez nous. Les Etats-Unis disposent de 22 millions de foyers connectés et la plupart de leurs entreprises sont présentes sur Internet. La France est extrêmement en retard, car son élite ne comprend pas ce qui se passe. Elle n'est pas moins intelligente que l'élite américaine, mais, à l'Université, elle n'a pas appris à utiliser le clavier et le courrier électronique. Aux Etats-Unis, le vice-président Al Gore a mis le feu aux poudres, et tout le monde s'est lancé. En France, lors des dernières élections législatives, personne n'a parlé d'Internet.

– Cela va-t-il freiner le développement du commerce électronique en France ?

– Face à la déferlante du commerce électronique, la France n'a que deux solutions : fermer ses frontières ou s'y mettre aussi vite que les Américains. Nous avons hésité et tardé. Nous avons le Minitel. Les Français ont vanté le chiffre d'affaires de la télématique française devant les Américains. Ils n'ont pas compris qu'Internet est totalement différent. Les Américains passent de quarante-cinq minutes à une heure par jour sur Internet lorsque le Minitel est utilisé seize minutes par mois. C'est autre chose : un média mondial. Et si on ne connaît pas, il faut apprendre. Mais on n'apprend pas, car les prestataires de services sur le Minitel gagnent beaucoup d'argent. Pourquoi se lanceraient-ils sur Internet, que quasiment personne n'utilise en France et où ils vont gagner beaucoup moins ? Dans ces conditions, nous ne créons pas de nouveaux services sur Internet.

– Pensez-vous que les Etats-Unis peuvent devenir la plaque tournante du commerce mondial ? – Pour la France, il est déjà trop tard. Il y a une prime au premier arrivant. Ainsi, le site Amazon.com, une librairie américaine qui ne vend qu'en ligne, est devenu indélogeable en dix-huit mois. Lorsqu'un Américain achète un livre aux Etats-Unis, il le fait sur Amazon.com. L'avance est considérable. Pour la mesurer, il suffit de télécharger la première page du site de la Fnac. Lorsque le réseau n'est pas trop chargé, il faut quarante secondes. Sur Amazon.com, quatre secondes suffisent. La Fnac a recréé sur Internet une devanture de magasin de centre-ville. Sur Amazon.com, il y a moins de couleurs, plus de textes, et deux pavés : les promotions (jusqu'à 40 % du prix sur certains ouvrages) et un petit graphique : Amazon : 2,5 millions de livres ; Barnes & Nobles, la plus grande librairie américaine : 170 000 titres, et 25 000 pour le petit magasin classique. Un Français est incapable d'inventer de nouvelles chaînes de valeur ajoutée, car il ne connaît pas la technologie. Il en est encore au marketing direct et aux publipostages....

– Comment définissez-vous ces nouvelles chaînes de valeur ajoutée ?

– Prenons l'exemple d'Auto-By-Tel, un intermédiaire de vente d'automobiles sur Internet. Le client remplit une fiche avec son nom, son adresse électronique et, par exemple, qu'il recherche une Nissan rouge à 5 portes avec coussins gonflables... Sur Internet, Auto-By-Tel enregistre la demande et l'achemine vers le concessionnaire Nissan abonné au système qui se trouve à proximité du domicile du client. Un salarié de la concession renvoie alors la proposition de son meilleur prix, généralement plus faible que celui qui est affiché sur la voiture dans la concession. Ensuite, par échange de courrier électronique, une discussion sur le prix s'engage. Après l'accord, la concession prépare les papiers du véhicule, et le client n'a plus qu'à passer pour régler et partir avec sa nouvelle voiture.

– Pour la vente d'objets de petite taille, comment résoudre le problème de la livraison ?

– Quand on demande aux fabricants d'électroménager, par exemple, s'ils projettent de vendre en ligne, ils répondent : *« On ne pense qu'à cela. »* Ils ont une revanche à prendre sur les distributeurs traditionnels, qu'ils accusent d'avoir laminé leurs marges. Mais ils considèrent qu'ils ne peuvent pas pratiquer seuls la vente directe. Ils attendent d'être fédérés. Justement, l'entreprise de livraison Federal Express y pense sérieusement. Elle vient d'acquérir un logiciel pour accueillir 3 000 magasins vendant des biens matériels sur son site Internet. Elle loue un hébergement et récupère le flux de livraison. A terme, c'est la logistique qui va tenir tout le monde.

– Comment la France peut-elle réagir ?

– Nous n'avons pas d'Al Gore en France. L'élite française vit dans son monde. Elle a le pouvoir et aucun intérêt à ce qu'Internet vienne tout chambouler. Quelle que soit la façon dont on analyse le problème, le résultat est le même : dans un siècle, on parlera l'anglais, et le français sera devenu un aimable patois. »

Propos recueillis par Michel Alberganti

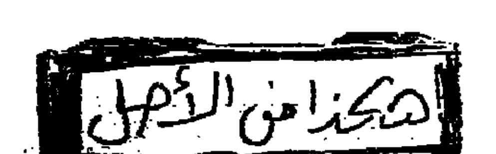
L'« or bleu »
première indu
mondiale



ns jugés »
ontemporains



Internet »



Le Monde ÉCONOMIE

ENJEUX ET STRATÉGIES

MARDI 8 JUILLET 1997

L'« or bleu » première industrie mondiale

D O S S I E R

Toute la planète a la bougeotte. C'est aussi cela, la mondialisation : des centaines de millions d'hommes et de femmes voyagent, pour leurs loisirs ou pour leur travail, et donnent naissance à la plus méconnue, mais aussi à l'une des plus puissantes des activités économiques, le tourisme. De nombreux pays pauvres ont franchi grâce à lui la première étape du développement, de nombreuses régions de pays riches lui doivent soit leur prospérité soit leur survie économique.

« Nous pensons que la forte croissance de l'industrie du tourisme va se poursuivre au rythme d'environ 4 % par an au cours des deux premières décennies du XXIe siècle », déclarait au mois de mars, Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT (Organisation mondiale du tourisme) à l'occasion du Salon du tourisme de Berlin (ITB).

Les perspectives restent donc bonnes : le nombre des touristes devrait presque tripler d'ici à 2020. Des chiffres à donner le tournis : alors qu'ils n'étaient « que » 592 millions à voyager en 1996, l'OMT prévoit 702 millions de déplacements internationaux en l'an 2000, 1 milliard en 2010 et 1,6 milliard en 2020. Cette explosion va, selon M. Frangialli, profiter à toutes les régions du monde. Même dans les pays en voie de développement, les classes moyennes grandissantes vont multiplier leurs séjours de vacances. Les vacances et le tourisme en général, sont souvent – et tout à fait normalement – synonymes de farniente. C'est pourquoi ce secteur est réputé peu sérieux, ou peu vertueux. Bien à tort. A l'horizon 2006, c'est-à-dire au cours des dix prochaines années, l'industrie du tourisme et du voyage devrait créer quelque 130 millions d'emplois nouveaux de par le monde alors qu'elle compte déjà aujourd'hui 255 millions de salariés, soit à peu près l'équivalent de toute la population des Etats-Unis. *« Quand on regarde de près le tourisme, on s'aperçoit que c'est le secteur qui crée le plus d'emplois »*, dit Geoffrey Lipman, président du World Travel and Tourism Council (WTTC) qui regroupe 80 dirigeants du secteur.

▼ Tourisme
Le secteur emploie 255 millions de personnes. Et continue à progresser fortement

Selon les prévisions du WTTC, toutes les régions de la planète ne vont pas connaître la même croissance ces dix prochaines années. La progression attendue au niveau mondial devrait être de l'ordre de 60 %, mais certaines régions du globe en profiteront plus que d'autres. Ainsi, la région Asie-Pacifique devrait avoir le taux de croissance le plus soutenu, avec quelque 111 millions d'emplois nouveaux et une croissance de près de 80 %. L'Europe, le continent africain, le Moyen-Orient et les Amériques devraient tous avoir des progressions inférieures à la moyenne mondiale.

La région Asie-Pacifique est déjà celle où les emplois en rapport avec l'industrie touristique sont les plus nombreux. Plus de la moitié des emplois mondiaux du secteur sont concentrés sur cette région. Pierre Py, dans son dernier ouvrage sur le tourisme, relève que le pourcentage de main-d'œuvre peu qualifiée employée par le tourisme peut constituer une chance pour les pays en développement, qui en sont largement pourvus. Dans des situations extrêmes comme les Bermudes, les Bahamas ou les îles Vierges américaines, le pourcentage des personnes employées dans le tourisme atteint 50 % à 75 % de la population active, mais il oscille entre 3 % et 8 % seulement dans les pays dont l'économie est plus diversifiée, comme le Mexique, Singapour ou l'Afrique du Nord. Le nombre d'emplois créés risque d'être d'autant moins important que le tourisme s'est développé en utilisant des techniques faiblement consommatrices de main-d'œuvre.

François Bostnavaron

Lire la suite page II

▼ CHRONIQUE

par Eric Le Boucher

Rendormez Keynes !

Le Smic augmenté, les allocations de rentrée scolaire portées à 1 600 francs, une grande conférence sur les salaires et l'emploi convoquée pour l'automne : le gouvernement mise sur un redémarrage de l'économie française par une relance salariale. Il s'apprête à taxer les entreprises, estimant cette mesure sans grand dommage, leurs bénéfices étant considérables et inemployés puisque l'investissement stagne. La nouvelle équipe veut engager le pays sur *« un nouveau chemin de croissance »*, moins orienté vers l'offre et plus vers la demande.

Sa conviction est que, depuis le contre-choc pétrolier de 1986, la part des profits a été exagérément trop belle en France avec, comme conséquence visible, des spéculations ruineuses (l'immobilier, le Crédit lyonnais...) et comme conséquence profonde une croissance bridée. Le partage de la valeur ajoutée serait devenu trop défavorable aux salaires, à l'inverse des années 70, entraînant une consommation chétive, qui à son tour prive les chefs d'entreprise de débouchés intérieurs et les décourage à investir. En termes économiques, la France souffrirait d'une crise keynésienne, caractérisée par un déficit de demande.

% de réévaluation annuelle

1987	88	89	90	91	92	93	94	95	96	1997
3,4	3,3	4	6,8	2,3	4,3	2,3	2,1	4	2,5	+4%

Source : AFP

SMIC : le coup de pouce de Jospin

Les économistes de tous bords sont d'accord sur le départ du diagnostic : la France souffre d'une croissance inférieure à son « potentiel ». Le déficit accumulé ces dernières années (le *gap*) est estimé entre 2 points et 4 points de PIB ; un gâchis considérable. Le rythme d'expansion pourrait être augmenté d'un bon point pendant trois ans, créant des centaines de milliers d'emplois. Pour 1997, par exemple, la croissance n'est pas mauvaise puisqu'elle devrait atteindre en moyenne 2,5 %. Mais pour combler le *gap*, elle aurait dû être de 3,5 %.

Comment y parvenir ? Le gouvernement peut agir sur les structures avec le temps : améliorer la spécialisation industrielle, réformer la fiscalité pour l'orienter vers l'emploi... Mais, dans l'immédiat, il ne lui reste que deux manettes à sa disposition : inciter à une hausse des salaires comme on l'a vu et creuser le déficit budgétaire (en fait le réduire moins vite) pour relancer la demande publique. Le ministre des finances, en indiquant que la France ne respecterait pas au pied de la lettre le traité de Maastricht, a laissé entendre que le déficit ne sera pas ramené à 3 % du PIB à la fin de cette année.

Cette politique peut-elle réussir ? Si le diagnostic keynésien est le bon, les solutions keynésiennes sont-elles adaptées ? La hausse des bas salaires et l'introduction des 35 heures payées 39 ont un effet négatif connu : une hausse des coûts du travail, en particulier du travail non qualifié. Fallait-il passer outre ? On peut en douter en observant que la consommation est repartie depuis 1994. En 1996, elle a progressé de 2,1 %, plus vite que le 1,2 % pour la croissance du PIB. Le déficit de demande provient surtout de l'atonie de l'investissement, en panne depuis cinq ans. C'est là qu'il faudrait agir prioritairement.

Le pari est tout autant périlleux pour la politique budgétaire. Relâcher l'effort fait prendre un risque à l'euro (voir l'analyse de Pierre-Antoine Delhommais dans *le Monde* du 3 juillet) pour une efficacité hypothétique. En effet, les ménages ont récemment modifié leur comportement : une aggravation des comptes publics leur fait peur : ils augmentent leur épargne de précaution et réduisent d'autant leur consommation. Dans l'autre sens, un apurement budgétaire entraîne une baisse des taux d'intérêt qui vide les bas de laine : en 1996, la consommation a été tirée non par les revenus qui ont stagné, mais par la forte baisse du taux d'épargne.

Appuyer (un peu) sur les salaires pour débloquer l'investissement des chefs d'entreprise ? Ce n'est pas complètement impossible, mais le *« nouveau chemin »* paraît bien escarpé. Le keynésianisme plaît à gauche (et au RPR) car il légitime un retour de l'Etat face aux *« excès »* du marché. Il surgit d'une réflexion plus politique qu'économique. Las, les mécanismes économiques ont changé : les citoyens doutent de l'Etat plus qu'ils ont confiance dans sa régulation. Les recettes keynésiennes ont ainsi des effets inversés sur la croissance. Rendormez Lord Keynes !



Ralf Corsten, président du directoire de TUI, le plus important voyagiste européen

« Un actif sur dix dans le monde travaille pour le tourisme »

COLOGNE
correspondance

Touristik Union International GmbH and co. (TUI), basé à Hanovre, est le numéro un des voyagistes européens. Il est présent dans l'hôtellerie, les agences de voyage et les Tour Operators. Le groupe a réalisé en 1995-96 un chiffre d'affaires de 7,7 milliards de marks (26 milliards de francs) avec un bénéfice net de 151 millions (513,4 millions de francs).

« Peut-on compter sur le secteur du tourisme pour ranimer la croissance économique ?

– Il est certain que le tourisme est parmi les activités qui peuvent le mieux tirer la croissance économique dans le monde. En Europe, on parle d'une croissance annuelle de 3 % à 5 % du secteur pour les prochaines années : quelle autre branche pourrait en dire autant ? Un actif sur neuf travaille dans le tourisme en Allemagne, et un sur *dix dans le monde. Il y a des pays* comme l'Espagne où la proportion est encore plus forte.

– La progression enregistrée ces dernières années semble pourtant se ralentir...

– Même par temps calme, il y a toujours un peu de vent. La croissance moyenne des cinq dernières années était d'environ 5 %. Nous faisons moins aujourd'hui, mais la *progression se poursuit. En Allemagne*, nous comptons sur une augmentation de 2 % à 3 % par an pour les trois ou cinq ans à venir. Ça pourrait être un peu plus dans les pays voisins.

– Selon l'Organisation mondiale du tourisme, le tourisme devrait plus que doubler d'ici vingt ans. Quels sont les pays qui devraient en profiter ?

– Ces prévisions seront certainement tenues sur le plan mondial, mais pas forcément en Europe. Au moins 50 % du potentiel de croissance concerne l'Asie. Même si peu de gens voyagent, la masse est importante. Il y a certes des différences entre le Japon, où le tourisme est déjà très développé, et la Chine où tout commence.

– Et concernant l'Europe ?

– En Europe, les marges de progression sont importantes dans le trafic avec l'Amérique et d'autres destinations long courrier. A l'intérieur du continent, l'évolution sera plus lente. Le tourisme au départ de l'Allemagne, de la Hollande, de la Belgique, de la Grande-Bretagne ou de la France, se développera plus lentement que dans d'autres pays européens. L'euro pourrait se révéler un inconvénient pour les pays de destination qui passeront à la monnaie unique, parce que les augmentations de prix s'y répercute*ront telles quelles sur les forfaits*. Les destinations hors Union monétaire seront avantagées car leurs hausses de prix seront amorties en partie par l'évolution des changes.

– Quel sera le rôle des pays d'Europe de l'Est ?

– Comme pays « récepteurs », ils devraient renforcer petit à petit leur position en améliorant la qualité des prestations. Tout dépendra des tarifs et des coûts. Ces régions sont encore, sur le plan de la qualité, en dessous des pays très touristiques comme la Grèce, l'Italie, la Turquie, l'Espagne et le Portu*gal. La taille de ces marchés restera* toutefois modeste. En République tchèque, par exemple, 1 million de touristes prennent l'avion chaque année, vingt fois moins qu'en Allemagne. Le groupe TUI transporte 2,4 millions de vacanciers allemands vers l'Espagne avec une croissance de 5 % par an environ, ce qui représente 120 000 nouveaux clients : il nous faudra des années pour avoir 120 000 clients pour un seul pays de l'Est !

– Comment évoluent les produits ?

– Les voyages deviennent de moins en moins chers depuis dix ans, grâce à des volumes plus importants et à une meilleure organisation. Le marché est devenu plus flexible. Il y a vingt ans, on achetait sept jours avec l'hôtel, la pension complète et le vol. A côté de ce type de forfaits, on peut maintenant, chez les bons voya*gistes, combiner un grand nombre* de possibilités. On propose des vols presque quotidiens grâce aux charters. Le voyage n'est plus organisé, mais il est construit à la carte à l'aide des catalogues. Ces derniers temps, le fossé se creuse entre les produits de luxe et les offres bon marché, deux catégories très demandées.

– Les difficultés économiques se répercutent-elles sur l'appétit de voyage ?

– Cela dépend. En Allemagne, 40 % des gens passent par des voyagistes. Statistiquement, nos clients voyagent avec nous une fois tous les deux ans. Quand on doit économiser, on commence par les extras (boissons, excursions). Vu la situation économique, on part toujours, mais en dépensant moins sur place.

– La tendance est toujours à la mer et au soleil ?

– Les voyages *sun and sea* sont toujours les plus demandés, surtout si on peut proposer un complément. Avant, il n'était pas rare de partir deux fois par an en avion pour un séjour long. Maintenant, on rogne sur les deuxièmes vacances. D'où l'émergence des visites de villes (capitales européennes, New York ou Hongkong cette année).

– Les Allemands sont des *champions des voyages, mais* votre pays n'attire guère de touristes étrangers...

– Longtemps, le tourisme vers l'Allemagne est resté très artisanal. D'autres pays ont compris plus vite l'importance économique de cette activité. Pour améliorer les choses, l'année dernière, nous avons créé la Fédération nationale des professionnels du tourisme, le BTW. Toutes les associations professionnelles et les institutions de la branche y sont représentées. Cette fédération a réussi à démontrer aux responsables politiques que le tourisme en Allemagne est plus important que l'industrie chimique ou le bâtiment.

– L'industrie du tourisme allemande connaît une phase de concentration très prononcée en ce moment ?

– Il va y avoir une concentration chez les voyagistes, dans les agences de voyages et parmi les compagnies aériennes. Nous avons observé cela en Grande-Bretagne. En Allemagne, on le vit depuis le début des années 90 : les quatre plus grands groupes transportent 61 % de la clientèle. La plupart des voyagistes sont nés dans les années 60 et sont restés longtemps des PME. Aujourd'hui, les grands groupes comme le nôtre passent à une nouvelle dimension et la concurrence sera rude pour les plus petits, qui seront repris ou disparaîtront, à *moins d'être des spécialistes bien* installés sur un pays ou un segment de clientèle.

– Certains craignent que cette concentration ne se fasse au *détriment de la clientèle, parce* que les prix vont cesser de baisser...

– Les tarifs dépendent des prix des différents services. Avec la concurrence aérienne, les billets d'avion ne devraient pas augmenter. Les prix des hôtels sont fonction de l'évolution monétaire, qui dépendra de l'euro, mais je n'attends pas de fortes hausses. Et donc pas de grandes augmentations des prix globaux.

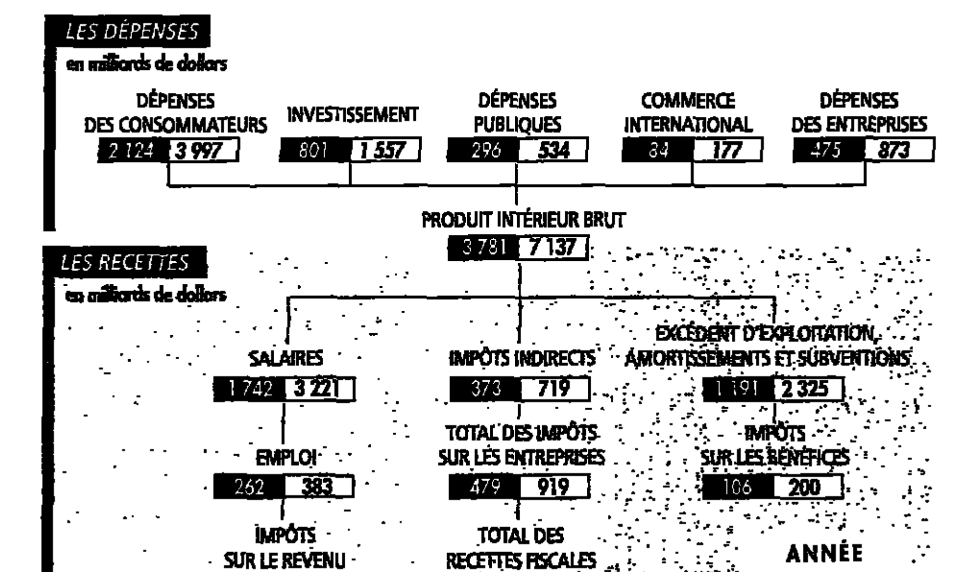
– Les préoccupations d'environnement et de protection de *la nature ont-elles modifié le* comportement de l'industrie du tourisme ?

– Nous avons créé, il y a six ans, un service spécial pour suivre ces dossiers. Nous sommes d'avis que le voyage organisé est moins dommageable pour l'environnement que le tourisme individuel : un avion bien rempli par un voyagiste est moins mauvais que des milliers d'autos. Nous avons arrêté certains programmes parce que les conséquences négatives nous semblaient l'emporter sur les avantages. Le plus bel exemple a été la suspension de visites de certaines îles, car nous voulions protéger les tortues. Le problème, dans ce cas, c'est que la concurrence peut prendre la place laissée vacante. »

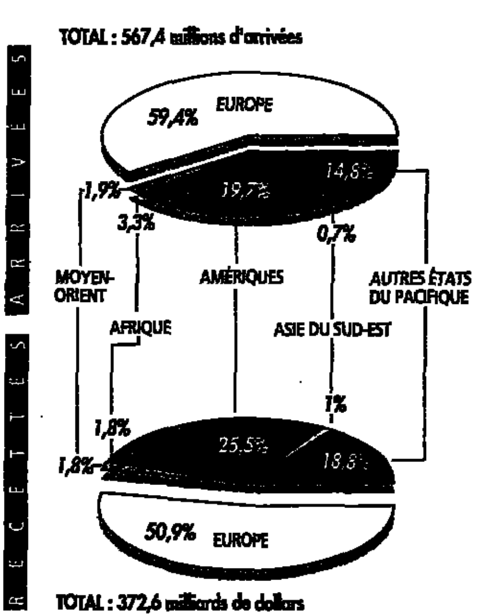
Propos recueillis par
Philippe Ricard

L'Europe prédomine mais l'Asie-Pacifique accélère sa progression

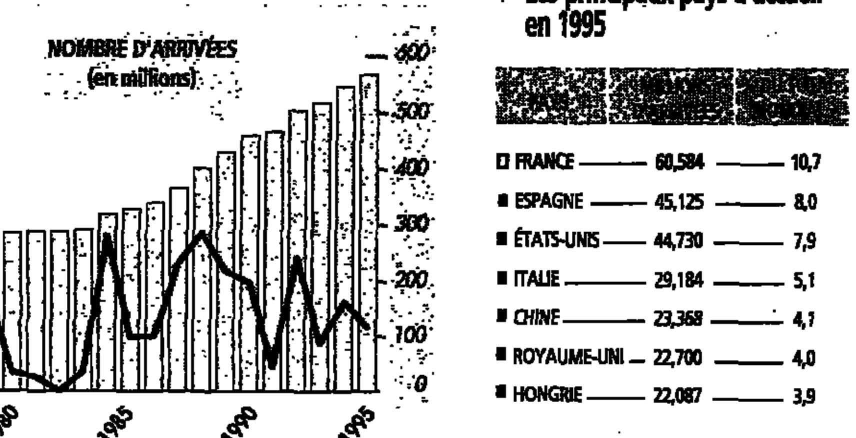
▼ L'impact économique mondial du tourisme et des voyages



▼ Tourisme international dans les régions du monde en 1995



▼ Arrivées et chiffre d'affaires



*Par rapport à l'année précédente

▼ Les principaux pays d'accueil en 1995

FRANCE	60,584	10,7
ESPAGNE	45,125	8,0
ÉTATS-UNIS	44,730	7,9
ITALIE	29,184	5,1
CHINE	23,368	4,1
ROYAUME-UNI	22,700	4,0
HONGRIE	22,087	3,9

Sources : Organisation mondiale du tourisme, World Travel & Tourism Council

L'« or bleu », première industrie mondiale

Suite de la page I

En Europe et dans les pays de l'OCDE, les perspectives de créations d'emplois sont très contrastées : la Turquie, par exemple, avec un peu plus de 10 % de sa population active employée par le secteur (soit environ deux millions de personnes) devrait connaître une progression de plus de 30 % de ce chiffre. Dans les pays développés, les grandes puissances touristiques que sont la France et la Grèce, dont le pourcentage de population active vivant du tourisme est déjà haut (13,3 %) créeront, en pourcentage, le moins d'emplois (respectivement une progression de 2,7 % et 2,6 %).

A plus court terme, c'est-à-dire à l'horizon 2000, les créations d'emploi dans le secteur touristique pourraient être de l'ordre de 100 000 postes en France. Au*jourd'hui, le tourisme représente* plus de 1 million d'emplois directs (salariés, non salariés et saisonniers) et apporte à la France un montant de devises équivalent à celui des produits agroalimentaires, avec un solde de la balance des paiements de 61,5 milliards de francs.

Le verre est-il à moitié plein ou à moitié vide ? Selon la dernière étude de l'OCDE, le tourisme international n'a enregistré qu'une croissance modérée en 1996 dans les pays industrialisés, avec une hausse de 4 % des nuitées (nuits dans les hôtels et autres hébergements) contre 7 % en 1995. Mais une hausse de 4 %, c'est plus que la croissance de la production mondiale... Les recettes du secteur, hors fluctuation des monnaies et inflation, ont encore plus ralenti, avec une hausse de 1 %, alors qu'elles avaient progressé de 5 % l'année *précédente. Elles ont atteint* 276 milliards de dollars (1 628 milliards de francs). Quant aux arrivées aux frontières dans les 29 pays industrialisés membres de l'OCDE, elles ont augmenté de 3,4 %, contre 4,6 % dans l'ensemble du monde. En d'autres termes, le tourisme international a augmenté plus vite dans les pays en développement.

L'Asie-Pacifique a profité à plein de cet engouement avec une croissance moyenne de 15 %. L'Australie, qui bénéficie aussi du dynamisme économique de la région, attire de nombreux touristes (+ 13 %). Au Japon, la dépréciation du yen, qui fait du pays une desti*nation moins chère qu'auparavant*, et la progression du tourisme d'affaires ont entraîné une hausse des arrivées de quelque 25 %.

Pour créer des emplois et accroître le nombre des touristes, il faut des infrastructures et une organisation. Dans le magazine *Time* du 16 juin, Geoffrey Lipman mettait en garde : « *Si vous avez trop de touristes, vous finirez par avoir un problème de touristes à la place d'un bénéfice !* » De fait, si les infrastructures sont en nombre insuffisant ou inadaptées, le développement du loisir peut rapidement devenir un cauchemar. Y remédier, c'est construire : des hôtels, des restaurants, des résidences, des campings... Mais tout le monde a en mémoire l'exemple de l'Espagne. *Dans les années 60*, le pays découvre l'« *or bleu* »... et commence à bétonner ses plages. On se souvient de la passivité des *autorités espagnoles, et notam*ment des conseils régionaux, qui ont peu fait pour protéger le littoral contre tous les risques écologiques, sociologiques et esthétiques engendrés par l'appétit des bâtisseurs, plus friands de devises que d'environnement. Les Espagnols se sont réveillés tard et il a fallu attendre la fin des années 80 pour qu'à coups de décrets l'on renforce les normes d'aménagement du territoire et d'occupation des sols pour contraindre les promoteurs à restaurer l'environnement.

EFFETS NÉGATIFS

La leçon a servi, au moins à cer*tains pays. On cite fréquemment* l'exemple des îles Maldives qui ont à la fois encouragé la construction des hôtels en bon ordre, de façon à ne pas dénaturer le paysage, et imposé une réglementation pour faire respecter et préserver les fragiles récifs de corail qui sont leur principal attrait.

Car le développement du tourisme de masse engendre des maux dont les professionnels du secteur ont fini par s'inquiéter. Réunis en congrès, il y a un mois à Manille, à l'initiative de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT) et du ministère du tourisme des Philippines, les chefs de file du tourisme de 64 pays ont réfléchi sur les problèmes posés par la dégradation de l'environnement, la toxi*comanie, le tourisme sexuel*, l'exploitation des enfants et la délinquance. Maximiser les effets positifs du tourisme – comme la création d'emplois et l'apport de devises – tout en supprimant ses effets négatifs, tel est désormais le mot d'ordre. Les professionnels, lors de ce congrès, sont convenus qu'il fallait travailler à l'élaboration et à l'adoption d'une déontologie mondiale du tourisme.

Pour Corazon Aquino, ex-présidente des Philippines, le défi que doit relever l'industrie touristique est de trouver le bon équilibre entre les avantages économiques du tourisme pour les prestataires de services et les communautés qui accueillent les touristes, et les conséquences néfastes que doivent supporter les gens ordinaires.

De tous les maux engendrés, le *tourisme sexuel est actuellement* celui qui préoccupe le plus les professionnels. A l'occasion du Salon mondial du tourisme qui s'est tenu au mois de mars à Paris, les professionnels avaient présenté un logo qui identifiera désormais hôtels, agences, catalogues de voyages et compagnies aériennes décidés à lutter contre l'exploitation sexuelle des enfants. La campagne est menée par l'association ECPAT (End Child Prostitution and Trafficking) et d'autres organisations de défense des enfants, et les principaux partenaires du monde du tourisme, comme l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), la Fédération universelle des associations d'agences de voyages (FUAAV), l'IATA (compagnies aériennes), ou l'Association internationale de l'hôtellerie et de la restauration (IHRA).

TOURISME SEXUEL

Mais les professionnels avouent qu'il n'est « *pas aisé de s'engager dans ce combat* ». « *Nous sommes vigilants sur les destinations programmées, mais nous ne sommes pas responsables des actes des clients* », reconnaissait alors César Balderacchi, président du Syndicat national des agents de voyage (SNAV) français.

Francesco Frangialli, secrétaire général de l'OMT notait, lui, que les pays visés avaient du mal à mettre en place une politique efficace dans la mesure où ils reconnaissent difficilement l'existence d'une telle calamité chez eux. Plusieurs pays, toutefois, *commencent à engager des cam*pagnes de dissuasion comme le Brésil, le Ghana, le Sri-Lanka et Cuba.

On le voit, les acteurs du tourisme sont loin d'avoir des préoccupations futiles. Pierre Py déplore d'ailleurs l'emploi du terme « *touriste* » pour qualifier « *un amateur non éclairé* ». Car si la recherche du soleil et de la mer reste la motivation principale pour des millions de vacanciers, d'autres, de plus en plus nombreux, privilégient la découverte de la nature, des richesses culturelles, religieuses et artistiques de l'« *ailleurs* » plus ou *moins lointain. Ce qui* n'est pas sans poser des problèmes pour des sites aussi irremplaçables que fragiles, comme le Parthénon ou le Sphinx, Venise ou Florence, pris d'assaut par des flots toujours croissants de visiteurs qu'il faut bien transporter, accueillir, loger, nourrir...

Par nécessité, les voyages et les loisirs, autrefois individuels et réservés à une minuscule élite, ont dû s'organiser, souvent en faisant face à l'incompréhension ou à l'indifférence des autorités. En Europe, patrie du tourisme, inventé par les Anglais voici deux siècles, celui-ci n'est une industrie que depuis peu de temps. Le traité de Rome ne faisait aucune allusion au tourisme et le traité de Maastricht, dans sa version initiale, se contente d'une brève allusion dans son article 3 : « *... des mesures dans les domaines de l'énergie, de la protection civile et du tourisme...* ». Pourtant, si l'on additionne les différentes activités qui touchent de près ou de loin au secteur : le transport aérien (55 % des passagers transportés le sont pour des voyages d'agrément), l'hôtellerie, la location de voitures, etc., l'industrie du tourisme et du voyage a un poids économique et social supérieur à la plupart des autres activités industrielles. Le plus beau secteur du monde...

François Bostnavaron

La France, un géant paresseux

▼Principale destination mondiale, l'Hexagone voit ses parts de marché s'effriter

La France n'est pas à un paradoxe près. D'un côté, son tourisme se porte bien. Selon les dernières statistiques communiquées par la direction du tourisme, 68,4 % de Français ont pris des vacances en 1995 et 61,5 millions d'étrangers sont venus en France en 1996 – ils n'étaient que 44,7 millions aux Etats-Unis et 41,4 millions en Espagne. Selon les statistiques nationales et internationales, la France est le premier pays récepteur du tourisme. L'excédent de la balance touristique s'est élevé, en 1996, à 54,6 milliards de francs, soit trois fois les soldes de l'automobile, de l'aéronautique ou de l'industrie spatiale, ou six fois celui du commerce du luxe. Enfin, 30 000 emplois nets sont créés par le secteur chaque année.

L'autre visage est moins souriant. Toujours selon la direction du tourisme, le nombre des vacanciers français a tendance à stagner, la consommation touristique des Français en France progresse faiblement, la croissance du tourisme international en France est deux fois moins importante que celle du tourisme international dans le monde. Le tourisme en France représente 10,7 % du marché mondial, mais seulement 7,5 % des recettes. Enfin, les Français et les Européens, qui sont les principaux touristes de la France, quittent de plus en plus l'Europe...

Dans la dernière *Lettre de l'Observatoire*, publiée par l'Observatoire national du tourisme, Hugues Parant, directeur du tourisme, reconnaît que ces constatations incitent à engager une réflexion sur l'avenir. Le nombre des Français qui prennent des vacances peut-il s'accroître ou au contraire diminuer ? Dans quelles proportions ? L'actuelle baisse des parts de la France sur le marché international est-elle le signe d'un début de décalage entre une demande en recomposition et une offre dont les composantes manifestent un inégal dynamisme ? La direction du tourisme a mis en place un groupe de prospective sur la demande touristique à l'horizon 2005-2010. Prenant conscience que demain se prépare aujourd'hui, on s'est attaché à élaborer des scénarios, puis des indicateurs de veille sur l'évolution du tourisme. Une démarche radicalement nouvelle.

Bernard Pons, ministre du tourisme de la précédente majorité, avait déjà admis, il y a juste un an, que *« l'heure était grave »* : en 1995, l'excédent de la balance touristique avait diminué de 5 milliards de francs. Le taux d'occupation des hôtels avait baissé et la part de la France dans les longs séjours européens ne cessait de décroître. Quatre axes de relance avaient été choisis pour valoriser l'offre touristique : cibler la clientèle française, valoriser le patrimoine, redynamiser le chèque-vacances, aider l'hôtellerie indépendante.

Au mois de janvier de cette année, Bernard Pons estimait, lors d'une conférence de presse au Salon des vacances en France, que l'industrie du tourisme pouvait créer 100 000 emplois d'ici à l'an 2000 et déplorait surtout que ce secteur n'ait pas *« bénéficié dans notre pays d'une attention soutenue, d'abord parce que beaucoup de responsables ont cru que le tourisme était une matière peu noble ou qui n'avait pas besoin d'une politique »...*

Et ce n'est pas parce que la première destination touristique mondiale regroupe 180 000 entreprises qui dégagent un chiffre d'affaires estimé à 340 milliards de francs et qui créent toujours des emplois qu'il faut se reposer sur ses lauriers...

Le tourisme créateur d'emplois et facteur de développement ne se limite pas à la métropole. Au mois d'avril, Miguel Laventure, conseiller général de Fort-de-France et membre de la section cadre de vie du Conseil économique et social, présentait un rapport sur « Le tourisme, facteur de développement de l'outre-mer français ». Le constat est simple : la Guadeloupe est la première destination de l'outre-mer avec 640 000 touristes en 1995. La Martinique en a accueilli 457 000 et la Polynésie, 172 000. La Réunion, pour sa part, en a attiré 304 000.

Le rapport note que les Canaries, les Baléares et Hawaii, qui se sont résolument engagées sur la voie d'un tourisme balnéaire au début des années 60, ont respectivement accueilli 12 millions, 8 millions et 6 millions de personnes en 1995. Les trois zones où sont situées les « entités ultramarines » françaises (Caraïbes, Pacifique et océan Indien) ont accueilli 217,3 millions de touristes internationaux (38,4 % des flux). Le total des arrivées qui nous concernent représente moins de 1 % du total des trois zones...

Dans une optique de développement durable, le rapport Laventure préconise de valoriser et protéger les atouts touristiques des DOM-TOM, de diversifier les produits, d'améliorer la qualité des services et les dessertes aériennes et d'accentuer la promotion sur la *« France des tropiques »*.

Tous ces dossiers sont aujourd'hui sur le bureau de Michelle Demessine, nouvelle secrétaire d'Etat au tourisme, dont les décisions sont très attendues. Son premier chantier sera d'obtenir des crédits, le nerf de la guerre. En cinq ans, le ministère du tourisme a perdu 100 millions de francs. Maison de la France, l'outil de la promotion du tourisme français à l'étranger, a vu son budget de fonctionnement amputé de 15 %.

Ces moyens sont insuffisants par rapport à nos concurrents comme l'Espagne ou la Grande-Bretagne, souligne Jean-Marc Janaillac, ex-directeur général de Maison de la France et aujourd'hui directeur général d'AOM. La dotation de l'Etat est deux fois et demie inférieure à celle de la Grande-Bretagne et neuf fois moindre qu'en Espagne. *« La concurrence est de plus en plus offensive et j'ai l'impression qu'il y a un déficit de promotion de notre part. Il n'est pas possible de diminuer encore les moyens de Maison de la France sans mettre en danger des agences à l'étranger »*, déclarait, il y a quelques jours, Michelle Demessine, devant l'ensemble de la presse professionnelle. De fait, il faut se donner les moyens de ses ambitions ; avec moins de promotion à l'étranger, comment espérer accueillir 90 millions de touristes en 2010 ?

F. Bn

Les résultats de Maison de la France

Depuis dix ans, les pouvoirs publics s'appuient, pour promouvoir la destination France à l'étranger, sur Maison de la France. Implantée dans vingt-sept pays, Maison de la France est un groupement d'intérêt économique qui a été créé en 1987. En dix ans, son budget global de fonctionnement est passé de 195 millions de francs à près de 400 millions de francs. Sur la même période, la part octroyée par le ministère du tourime est passée de 140 millions de francs à 183,9 millions de francs, alors que la contribution des partenaires du groupement (environ 850) a pratiquement été multipliée par quatre. Dans le même temps, les recettes touristiques de la France ont doublé : elles étaient de 72,2 milliards de francs en 1987, elles sont aujourd'hui de 144,2 milliards de francs.

VOYAGES

Questions-réponses

1 Quelle est l'origine du tourisme ?

Le concept moderne de tourisme a été inventé par les Anglais au XVIII[e] siècle. Ils ont forgé le mot *« touriste »* au début du XIX[e], à partir du mot français *« tour »* : il désignait les jeunes gens fortunés qui effectuaient le *« grand tour »* – de la France d'abord, étendu ensuite à la Suisse, l'Italie, la Grèce.

Longtemps, les loisirs sont restés l'apanage des classes aisées, jusqu'à l'invention des congés payés (en France, c'est le Front populaire qui leur donne force de loi en 1936). L'élévation du niveau de vie, le développement de l'automobile et de l'avion, ainsi que la baisse des prix des transports ont contribué à l'explosion de cette activité.

2 Quelles sont les principales destinations ?

L'Europe continue à se tailler la part du lion en enregistrant près de 59 % des arrivées internationales en 1996. Si l'on considère les recettes libellées en dollars, la part de l'Europe est légèrement moindre, de l'ordre de 50 %. Les destinations en forte croissance se situent en Asie (la Chine a vu son nombre de visiteurs augmenter de 88 % ces cinq dernières années), au Moyen-Orient (+72 %), en Afrique (la seule Afrique du Sud a connu une progression de 174 % depuis 1991 !), en Europe de l'Est (République tchèque : + 119 %, Pologne : + 68 %).

3 Quels sont les sites les plus visités, et par qui ?

L'Amérique fait recette en Europe : selon un classement établi par Euromonitor, Disneyland Paris est devenu, avec 12 millions de visiteurs en 1996, l'attraction touristique la plus fréquentée du Vieux Continent, suivi de Notre-Dame de Paris (10 millions) et du Centre Georges-Pompidou (8 millions). Neuf des quinze principaux sites touristiques européens sont français (Mont-Saint-Michel, tour Eiffel, Cité des sciences et de l'industrie, Musée du Louvre, château de Versailles et Futuroscope...). Curieusement, deux parcs d'attractions anglais figurent dans la liste, mais aucun des grands sites italiens ou espagnols.

L'écrasante majorité des touristes venant en France sont des Européens – Britanniques et Allemands en tête ; Belges, Italiens, Néerlandais et Espagnols arrivent ensuite, nettement plus nombreux qu'Américains ou Japonais.

4 Quels sont les principaux acteurs du tourisme « industriel » ?

Parmi les dix plus grands groupes hôteliers mondiaux, le français Accor figure en bonne place, au côté d'Hospitality Franchise System, Best Western International, Choice Hotels International, Marriott International, ITT Sheraton Corp., Hilton Hotels Corp., Promus Cos. (Etats-Unis), Holiday Inn Worldwide et Forte (Royaume-Uni).

Les huit principales compagnies aériennes régulières en nombre de passagers sont américaines (Delta Airlines étant la plus importante), British Airways et la japonaise All Nippon Airways étant reléguées loin derrière.

Les plus grands voyagistes ou Tour Operators sont allemands (TUI est le plus important, suivi de NUR, LTU, DER, ITS), britanniques (Thomson et Owners Abroad), suisse (Kuoni), français (Club Méditerranée).

Au Portugal, l'Expo 98 sera le tremplin de la rénovation urbaine

LISBONNE
de notre envoyée spéciale

En 1998 aura lieu à Lisbonne la dernière Exposition mondiale du siècle. Elle s'ouvrira le 22 mai 1998, cinq cents ans, jour pour jour, après l'arrivée de Vasco de Gama à Calicut, sur la côte occidentale de l'Inde, et sera consacrée à un thème – « Les océans, un patrimoine pour le futur » –, ce qui en fait une exposition spécialisée, et non universelle. Par une action diplomatique menée très en amont, le gouvernement portugais a réussi à faire adopter, en 1994, par les Nations unies, le principe d'une *« Année internationale des océans »* pour l'an prochain : ce couplage du thème entre deux « événements » institutionnels est une première. A l'évidence, le Portugal a cherché à mettre toutes les chances de son côté.

C'est que l'enjeu dépasse de loin le « coup » touristique. Les « expos », conçues pour durer quelques mois (jusqu'au 30 septembre, en l'occurrence), engagent des sommes considérables pour des réalisations en fait permanentes : 10 milliards de francs, dans le cas portugais. L'aspect touristique de l'exposition de Lisbonne n'est cependant pas négligeable : cent trente-six pays ont annoncé leur participation, et l'on attend 15 millions de visiteurs, pour un pays qui accueille annuellement 12 millions de touristes.

Mais les recettes touristiques proprement dites de l'expo ne couvriront que le quart des coûts. L'Expo 98 sert de prétexte à une vaste opération pour rénover une partie abandonnée de Lisbonne. Sur 340 hectares et 5 kilomètres en front de Tage, à l'est de la capitale, là où l'estuaire est le plus majestueux, finissaient de rouiller une vieille raffinerie de pétrole, un abattoir désaffecté, un ancien dépôt de matériel militaire. Des fonds européens ont servi à décontaminer ce terrain, aujourd'hui un immense chantier. Parmi les pavillons, certains resteront, comme l'aquarium géant qui sera *« le plus beau d'Europe »*, selon le commissaire général de l'Expo 98, M. José Torres Campos, ou le *« pavillon de l'utopie »*, ample coquille Saint-Jacques futuriste renfermant une salle de 10 000 places pour des spectacles sportifs ou culturels.

CENTRE D'AFFAIRES

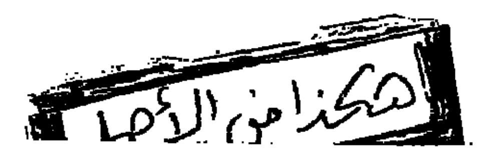
Expo Urbe, la société à fonds publics qui commercialise les terrains, a déjà vendu 750 000 mètres carrés constructibles ; à l'horizon 2010, la surface bâtie devrait atteindre 1 858 000 mètres carrés. Près de 10 000 logements de moyen et haut standing, 450 000 mètres carrés de bureaux et 150 000 de commerces devraient sortir de terre, non loin du nouveau port de plaisance. Des hôtels, un hôpital, des écoles et implantations universitaires, des résidences pour étudiants compléteront ce quartier qui ambitionne de devenir le centre d'affaires moderne de Lisbonne, relié au centre par une nouvelle ligne de métro et aux autoroutes du nord et du sud du pays par le nouveau pont sur le Tage, ouvrage de près de 18 kilomètres de long construit par un consortium privé (Trafalgar House et Campenon-Bernard, notamment).

« Les comptes de l'exposition seront déficitaires, à hauteur d'environ 20 % du budget total, essentiellement à cause des frais financiers, parce que les coûts sont concentrés sur 1996-97-98, tandis que les recettes s'étaleront sur dix ans à partir de 1998 », analyse M. Torres Campos. Pour lui, la réhabilitation de toute une partie de Lisbonne vaut l'investissement. Sans parler de l'important coup de pouce à l'activité économique et à l'emploi : cette année, le taux de croissance du Portugal pourrait dépasser les 3,5 %, malgré une baisse attendue des exportations. L'Expo 98 aura ainsi dignement participé à la mission nationale que s'est donnée le Portugal : remplir les critères de Maastricht, calculés en fonction du PIB de 1997...

Sophie Gherardi

Bibliographie

● **Le Tourisme. Un phénomène économique**, de Pierre Py (La Documentation française, 1996, 166 p., 80 F).
● **« Le tourisme, un atout à développer »**, rapport présenté au nom du Conseil économique et social par Fernand Chassebourg (Les éditions du *Journal officiel*, 284 p., 88 F).
● **« Le tourisme, facteur de développement de l'outre-mer français »**, rapport présenté au nom du Conseil économique et social par Miguel Laventure (Les éditions du *Journal officiel*, 280 p., 87 F, à paraître mi-juillet).



LES INDICATEURS DE L'ÉCONOMIE INTERNATIONALE (données nationales, OCDE, cvs)

	Etats-Unis	Japon	Allemagne	France	Italie	Royaume-Uni	Canada
Production industrielle (en %)	mai	mai	mai	avr.	avr.	avr.	mar.
Dernier mois connu	+0,5	+3,6	+0,5	+1,1	−0,1	+0,6	−0,9
Cumul sur 12 mois	+5	+6,9	+4,3	+3,8	+3,5	+2,3	+3,6
Taux de chômage (en %)	mai	mai	mai	mai	avr.	mai	mai
Dernier mois connu	4,8	3,5	11,1	12,5	12,5	5,8	9,5
Un an avant	5,5	3,5	10,2	12,3	12,3	7,7	9,4
Indice des prix (en %)	mai	mai	mai	mai	juin	mai	mai
Dernier mois connu	0	+0,2	+0,4	+0,2	+0,1	+0,3	+0,1
Sur 12 mois	+2,1	+1,9	+1,6	+0,9	+1,5	+2,5	+1,5
Solde commercial (en milliards)	avr	mai	mars	avr.	mars	avr	avr.
Dernier mois connu (monnaies nationales)	−13,4	+1 110,5	+13	+16	+ 4 433,2	−1	+1,7
Cumul sur 12 mois (monnaies nationales)	−177	+7 562,1	+105,9	+116,3	+68 404,9	−10,3	+37,3
Cumul sur 12 mois (en dollars)	−177	+ 65,7	+68,1	+ 21,6	+44	−16,4	+27,3
Croissance du PIB (en %)	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97	1er tr. 97
Dernier trimestre connu (rythme annuel)	+5,9	+6,6	+1,8	+0,8	−0,7	+3,9	+3,4
Sur 12 mois	+4,1	+2,6	+2,8	+1	−0,4	+3,2	+2,8
Solde des paiements courants en % du PIB							
1996 (estimations OCDE)	−2,3	+1,9	+0,1	+1,7	+4,3	+0,2	−0,2
Déficit public en % du PIB							
1997 (prévisions OCDE)	−1,2	−2,3	−2,7	−3	−3,8	−1,8	+0,5
1996 (estimations OCDE)	−1,1	−3,1	−3,2	−3,2	−3,2	−2,8	−0,2
Dette publique en % du PIB 1996	63,8	90,8	61,8	57,8	123,3	54,1	97,2

LA SITUATION FRANÇAISE

Ménages		Entreprises		Commerce extérieur (Fab, en mds de F)	
Consommation (en mds de F 1980)		**Investissements de l'industrie**		**Exportations**	
mai 97	57,85	1996 (en volume)	+ 3 %	avr 1997	136,4
mai 96	57,62	prévisions 1997	+ 2 %	avr. 1996	119,7
Immatriculations de voitures neuves		**Créations d'emplois**		**Importations**	
juin 1997	93 212 (− 30,7 %)	1er trim. 97	+ 18 000	avr. 1997	120,4
juin 1996	134 489	sur un an	+ 3 100	avr. 1996	115,9
Mises en chantier de logements		**Nb de créat. d'entreprises** (mai 1997)		**Taux de couverture**	
à la fin mai 97	115 900	total dont reprises	21 750	avr. 1997	113,3
à la fin 96	118 000	mai 96	22 817	avr. 1996	103,3
Taux de salaire horaire		**Nb de défaillances**		**Solde agroalimentaire**	
1er trimestre 1997	+ 0,7 %	avr. 1997	4 259	avr 1997	+ 6,1
sur un an	+ 2,7 %	avr. 1996	7 822	avr. 1996	+ 3,6
Pouvoir d'achat		**Invest. français à l'étranger** (en mds de F)		**Solde industriel** (hors matériel militaire)	
4e trimestre 1996	+ 0,1 %	1er trimestre 1997	21,4	avr. 1997	+ 11
sur un an	− 0,4 %	1996	155,6	avr 1996	+ 2,3
Taux d'épargne		**Invest. étrangers en France** (en mds de F)		**Solde énergétique**	
4e trimestre 1996	15,1 %	1er trimestre 1997	+ 16,5	avr. 1997	− 6,8
un an avant	14,7 %	1996	112,3	avr 1996	− 7,3

Les contradictions du discours américain sur le rôle du dollar

▼ Etats-Unis

Trois thèses s'affrontent : celles d'un billet vert fort, d'une monnaie faible, ou du « laisser-faire » libéral

Quel doit être le rôle du dollar dans les relations monétaires internationales ? Quelle importance devrait-on lui attribuer parmi l'ensemble des outils de la politique économique américaine ? Faut-il vraiment se *préoccuper du dollar et, d'ailleurs,* peut-on agir sur le cours d'une monnaie qui ne devrait être que la résultante des mouvements financiers ?

Toutes ces questions reçoivent des réponses différentes selon les époques ou contradictoires à un même moment. En schématisant, trois grands courants de pensée se dessinent : la thèse « impérialiste » favorable à un dollar fort, celle de l'arme utilisée pour l'ouverture des marchés extérieurs qui prône un dollar faible, celle enfin de l'indifférence (« *benign neglect* ») ou du « *laisser faire les marchés* ».

La thèse « impérialiste » ne date pas d'hier. Ainsi la présidence Rea*gan a été celle de la remontée du* dollar. A l'époque, le ministre adjoint des finances chargé des af*faires monétaires internationales,* Beryl Sprinkel, disait qu'il se contentait d'observer cette appréciation du dollar considérée comme parfaitement normale : le dollar était fort parce que l'Amérique était forte. Avec l'apport de capitaux extérieurs, le dollar à un niveau élevé et le déficit des échanges extérieurs qui en résultait n'étaient que le résultat du climat d'investissement favorable créé par les baisses d'impôts et la déréglementation.

Les partisans du dollar fort invoquent aujourd'hui d'autres ar*guments. L'American Entreprise* Institute, l'un de ces organismes de réflexion et d'étude (« *think tanks* »), *proche des idées républi*caines, se réfère à la conjoncture très particulière de l'économie américaine. Dans une situation caractérisée par une croissance forte, une inflation maîtrisée, des déficits publics en forte baisse et un taux de chômage extraordinairement bas, le taux de change du dollar devient une variable importante. Face à un marché du travail où des tensions risquent d'apparaître et donc de provoquer des hausses de *salaires qui, elles-mêmes,* pourraient relancer l'inflation, un cours élevé du dollar a bien des avantages.

En favorisant l'importation, il renforce la capacité des producteurs américains d'importer du travail ou transfère une partie de la demande de travail des Etats-Unis sur l'étranger. Reprenant la *thèse antérieure, ces économistes* estiment que le déficit commercial qui en résulte – et qui va s'ac*croître encore* – *n'est que le symp*tôme d'une réponse saine à la rapide croissance américaine.

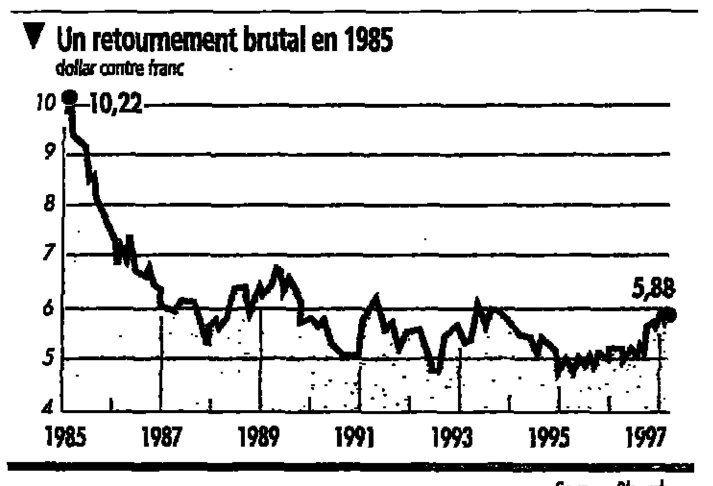
La seconde thèse est celle d'un dollar plus faible pour diminuer le déficit des échanges extérieurs ou, lorsqu'elle est formulée de manière plus agressive, pour ouvrir des marchés extérieurs considérés comme trop fermés ou des économies jugées protectionnistes. On l'a vue à l'œuvre dès 1985. La remontée du cours du dollar observée les années précédentes s'accélère : entre mi-1984 et février 1985, il progresse encore de 20 %. Le déficit commercial qui avait déjà atteint 112 milliards de dollars en 1984, s'amplifie encore. Une conjonction de facteurs va provo*quer le retournement brutal* : au Congrès, les voix de ceux qui demandent l'adoption de mesures *protectionnistes se font de plus en* plus fortes. D'autre part une nouvelle équipe arrive au Trésor avec Jim Baker et Richard Darman. Celle-ci n'a plus d'a priori théorique et se révèle beaucoup plus pragmatique. Le grand tournant est organisé par ce qui est connu comme l'accord du Plaza, cet hôtel de New York où se sont réunis, le 22 septembre 1985, les ministres des finances et gouverneurs des banques centrales des pays membres du G7.

Ces derniers vont décider qu'« *une nouvelle appréciation ordonnée des devises autres que le dollar est souhaitable* » et qu'« *ils se tiennent prêts à coopérer plus étroitement pour l'encourager lorsque cela paraîtra utile* ». Ce langage codé annonce la baisse du dollar et, pour être certain de son succès, les gouvernements concernés organisent, par le canal de leurs banques centrales, les interventions nécessaires sur le marché des changes. Avec succès si l'on considère, par exemple, que le taux du dollar en yens qui était de 260 à son sommet est revenu, en septembre 1986 à 154.

DÉPRÉCIATION DU YEN

Les épisodes très récents ne peuvent être assimilés à ce grand virage de la politique des changes aux Etats-Unis. Il semble bien tou*tefois que l'actuel secrétaire au* Trésor, Robert Rubin, conscient des réactions protectionnistes du Congrès (refus d'accorder au président la procédure rapide pour les négociations d'élargissement de l'Alena, grogne sur l'octroi à la Chine de la clause de la nation la plus favorisée) et inquiet de la progression du déficit bilatéral des échanges avec le Japon, voit d'un bon œil une appréciation du yen.

A ce stade, un rappel s'impose : entre 1985 et 1995, le yen s'était apprécié contre le dollar de 70 % ; mais depuis deux ans, il a reperdu la moitié de sa valeur en dollars. *L'appréciation du yen, autre* moyen de signifier la dépréciation du dollar envers cette monnaie est encore prudente, encouragée pour arrêter la croissance de l'excédent commercial japonais. Cette perspective, repoussée par les Japonais, a motivé l'intervention en des termes inhabituels de Ryutaro Hashimoto, le premier ministre japonais, le 23 juin dernier. Il a laissé entendre que, si les Etats-Unis ne coopéraient pas pour stabiliser le taux de change, le Japon pourrait céder une bonne partie du portefeuille considérable d'obligations du Trésor américain qu'il détient. *Cette menace qui avait commencé* à entraîner des mouvements de marché a, ensuite, été démentie. *Elle n'en est pas moins caractéris*tique des tensions actuelles entre certains des partenaires du G7, devenu G8 depuis le sommet de Denver.



Source : Bloomberg

Dernière approche sur le rôle du dollar : celle qui consiste à... ne pas lui reconnaître de rôle. Le dollar ne devrait être ni fort ni faible et en tous cas pas au service d'autres causes, qu'il s'agisse de la puissance américaine ou de la politique commerciale. Il sera ce que le marché en fera, c'est-à-dire déterminé par les volumes des flux financiers et par les « fondamentaux », les caractéristiques économiques et financières de chaque pays concerné.

Cette thèse libérale est, dans son esprit, directement contraire à la manière dont les Européens, considèrent le taux de change : certes celui-ci ne peut être ni largement, ni longtemps, décalé des données fondamentales. Mais des rapports fixes (pour l'euro futur) ou fixes mais ajustables (pour les monnaies actuelles du SME) sont, pour eux, souhaitables afin d'assurer au système monétaire international et aux échanges la stabilité nécessaire à leur développement et à la croissance. Et pourquoi ne pas envisager, à l'avenir, ce même type de relation entre le dollar, le yen et l'euro si la monnaie unique intervient, comme prévu au *traité de Maastricht, le 1er janvier* 1999 ?

Philippe Adhémar
Economiste

L'émergence rapide du « black business » en Afrique du Sud

▼ Afrique australe

Les hommes d'affaires noirs apportent de nouvelles sources de financement et jouent un rôle majeur dans les restructurations des grands conglomérats

Dans une économie sud-africaine en pleine mutation, les hommes d'affaires *noirs apportent de nouvelles* sources de financement et deviennent des interlocuteurs majeurs pour les opérations de fusion et de restructuration des grands conglomérats, contraints de s'adapter à un monde plus ouvert, moins dépendant des approvisionnements en produits miniers de base. Cette émergence du « black business », quoique voulue par le pouvoir politique, est beaucoup moins artificielle que certains vou*draient le faire croire.*

En 1995, cinq consortiums – Anglo-American, Sanlam, Liberty Life, SA Mutual et Rembrandt – contrôlaient encore 71 % de la capitalisation totale du Johannesburg Stock Exchange (JSE), contre 85 % en 1987. Ils seraient tombés à 67 % aujourd'hui. L'une des baisses d'influence les plus specta*culaires est celle* d'Anglo-American, qui ne représente plus que 24,4 % du JSE, contre 60 % en 1987 (surtout en raison de la baisse du prix de l'or). Le « black business » (les « black chips ») ne possède en direct que 2,5 % de la capitalisation boursière. Mais son poids effectif serait beaucoup plus lourd : les « black chips » seraient déjà en mesure de contrôler indirectement 8,6 % du JSE.

Deux opérations majeures sont à *l'origine de cette montée en puis*sance. D'abord, la vente, en août 1996, de Johnnic (du groupe Anglo-American) à un consortium d'intérêts syndicaux et privés (le NEC, National Empowerment Consortium) dirigé par Cyril Ramaphosa, fondateur du syndicat des mineurs (le NUM) et ancien secrétaire général de l'ANC (également ex-président de l'Assemblée constituante).

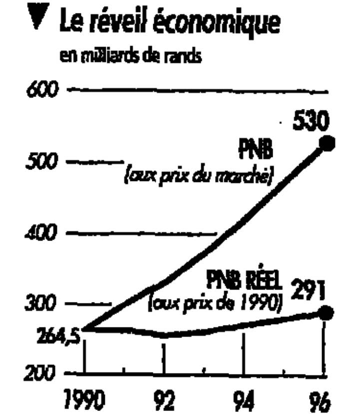
Ensuite, au début de cette année, la cession de 35 % des parts du groupe minier JCI (Johannesburg Consolidated Investments, du conglomérat Anglo-American lui aussi), sixième producteur mondial d'or, à la compagnie AMG (African Mining Group), dirigée par un ancien compagnon de prison de Nelson Mandela, Mzi Khumalo, fondateur de la société de services financiers Capital Alliance. Bien qu'ils soient initialement du même « bord » politique, la rivali*té entre Cyril Ramaphosa et Mzi* Khumalo est apparue au grand jour lors de la prise de contrôle de JCI, l'ex-leader syndical n'ayant pas caché sa déception lorsque son offre a été rejetée...

Deux autres transactions d'envergure, impliquant les mêmes hommes, sont en préparation :

– La fusion entre certains inté*rêts miniers de Lonrho* et ceux de JCI, une opération conduite par Mzi Khumalo qui permettrait la *création d'un nouveau groupe* de 3,25 milliards de dollars actif dans le domaine de l'or et du charbon (le premier « géant » minier coté à Londres et à Johannesburg et contrôlé par le « black business »). Cette transaction a été accélérée par une décision de la Commission européenne, qui a ordonné, en début d'année, à Anglo-American de baisser sa part dans Lonrho, de façon à prévenir la formation d'un monopole mondial du platine. Anglo-American a accepté de céder certaines de ses parts dans Lonrho, contre la remise des parts de Lonr*ho dans Ashanti Goldfield, au* Ghana (considérée comme la mine d'or la plus rentable d'Afrique). Cette stratégie mise au point par SBC Warburg a néanmoins rencontré une vive opposition à l'intérieur de Lonrho, obligeant JCI à modérer ses ambitions initiales.

– L'achat, par New Africa Investments, dirigé par Cyril Ramaphosa, de 40 % des parts de GFSA Holding qui détient 44 % de Gold Fields, le troisième producteur *d'or mondial. Cette opération pla*cerait New Africa et Rembrandt sur un pied d'égalité dans le contrôle de Gold Fields. On notera qu'elle est aussi bien vue par Anglo-American, car Cyril Ramaphosa, qui siège à son conseil d'administration, ne cache pas sa volonté de renforcer les liens entre l'Anglo et Gold Fields (dont Anglo détient *déjà 27 %*). Cette réorganisation pourrait aussi donner à Gold Fields les moyens financiers de dé*velopper l'exploitation du gise*ment aurifère de surface situé dans la *région* de Tarkwa, au Ghana (13 millions d'onces d'or de réserves).

La fortune des businessmen noirs suscite des critiques dans le monde blanc des affaires et jusqu'au sein de l'ANC, où certains s'étonnent, en privé, que ceux-ci aient pu devenir aussi puissants, de façon presque instantanée, sans avoir forcément une formation de *gestionnaires. Membres, tous les* deux, du conseil d'administration d'Anglo-American, Mzi Khumalo et Cyril Ramaphosa sont ainsi accusés de n'être que les « pions » d'une savante stratégie du premier conglomérat d'Afrique... C'est en tout cas ce que laisse entendre Tiny Rowland (l'ancien fondateur de Lonrho, âgé de quatre-vingt-un ans), qui est violemment opposé à la fusion JCI-Lonrho, en dépit de ses liens avec l'ANC. On les soupçonne aussi d'avoir obtenu des postes par le fait du prince.



Source : SA Reserve Bank, juin 1997

Il est vrai que la soudaine conversion d'un ancien prisonnier politique ou d'un syndicaliste en homme d'affaires peut surprendre... A tort. Car, en Afrique du Sud, la principale source *d'épargne des Noirs est aux mains* des fonds de pension des mutuelles syndicales (fonds estimés entre 50 et 80 milliards de rands, 1 dollar américain valant 4,5 rands). Il fallait des hommes de confiance pour faire la jonction entre ces financements potentiels et le capitalisme noir embryonnaire, né sous l'apartheid dans des conditions difficiles, souvent illégales (en vertu des lois inégalitaires en vigueur).

Ce secteur privé noir était d'abord concentré dans les activités de services. L'épopée des taxis noirs, dont le boom date des années 89-90, peut être considéré comme son acte de naissance. Dès 1993, plusieurs cotations réussies de sociétés noires sur le JSE étaient venues officialiser ce phénomène : celle de la Citizen Bank, d'abord (groupe Thebe) ; puis, en 1994, celle des holdings Nail et Corporate Africa (groupe Motlana) et de Kilimanjaro (groupe Maponia).

L'ascension de Nail a été favorisée, notamment par sa prise de contrôle de la compagnie d'assurances Metropolitan Life, cédée par le groupe afrikaner Sanlam en 1993. *Mais Natho Motlana* (quoiqu'ancien médecin personnel de Nelson Mandela) n'aurait probablement pas trouvé la « *clé* » des fonds de pension s'il n'avait pas recruté Cyril Ramaphosa à sa sortie de l'Assemblée constituante, à un moment où celui-ci s'interrogeait sur l'avenir de sa carrière politique, bloqué par le vice-président Thabo Mbeki, successeur présumé de Mandela.

C'est probablement la même dé*marche qui pousse* aujourd'hui Mzi Khumalo à recruter Tokyo Sexwale, l'une des plus grandes figures de l'ANC (*premier ministre* de la province de Gauteng) en tirant parti de sa présente disgrâce. Le groupe d'investissement Thebe (où se trouve déjà le propre frère de Sexwale) tente, lui aussi, d'en faire autant.

Il serait en tout cas erroné de considérer aujourd'hui le black business comme un phénomène artificiel, *surtout depuis la vente ré*cente de 9,1 millions d'actions de Johnnic à des petits porteurs noirs, métis ou asiatiques (pour 600 millions de rands). L'offre formulée par Ramaphosa, en vertu de l'accord initial signé avec Anglo-American (53 millions d'actions de Johnnic pour 2,7 milliards de rands), a été souscrite à hauteur de *3,5 fois son montant ! Ce succès* est d'autant plus spectaculaire que la population noire sud-africaine *est encore peu « bancarisée »* et que l'on voit poindre ici l'amorce d'une nouvelle mobilisation de l'épargne intérieure, préalable important à l'accélération de la croissance en Afrique du Sud.

Nicole Chevillard
Nord Sud Export

La social-démocratie européenne peut-elle encore créer de l'emploi ?

par Jean-Pierre Durand

La victoire de la gauche française, le 1er juin 1997, peut considérablement transformer l'Europe. Mais il ne s'agit que d'une possibilité. Car la marge de manœuvre est étroite entre le non-faire habillé d'un discours socio-humaniste et le risque d'isolement dans l'espace national d'un parti trop radical. Le changement de politique est possible à condition que les partis de gauche mènent une politique coordonnée, au niveau européen, pour infléchir le cours de l'histoire, aujourd'hui orienté par les décisions ultralibérales prises par les conseils des ministres européens depuis deux décennies. Si les partis sociaux-démocrates au pouvoir n'étaient pas en mesure, seuls, de modifier les faits, les forces sociales et politiques sur leur gauche (dans ou hors les partis) ont le devoir de les y aider, y compris à travers des mouvements sociaux.

Car, pour la première fois, les citoyens des grands pays européens ont désigné des partis de gauche pour les gouverner (neuf partis sociaux-démocrates et quatre coalitions de gauche sur quinze pays !) sauf en Espagne et en Allemagne, laquelle se débat dans des problèmes internes (discordes monétaires sur fond d'élections générales prochaines). Autrement dit, les partis de gauche ne peuvent plus avancer la contrainte bruxelloise : ils *sont, s*'ils le souhaitent, cette contrainte. Bien qu'il ne s'agisse pas de revenir à un quelconque isolationnisme, l'Europe peut aujourd'hui résister aux injonctions ultralibérales de la déréglementation, qu'elles viennent des Etats-Unis, du Japon ou d'ailleurs. Et cela pour régler le problème principal qui donnera de futures victoires à la gauche européenne, c'est-à-dire le chômage.

La déréglementation des services publics en Europe ainsi que l'ultralibéralisme régnant sans partage dans le secteur concurrentiel ont détruit plusieurs millions d'emplois en Europe. Pour quoi faire ? Pour que le capital renoue avec l'accumulation (*Le Monde* du 19 avril publiait les résultats d'une vingtaine de grandes entreprises françaises ; seize accroissaient considérablement leurs profits). Mais n'était-ce pas possible autrement, à moindre coût social ?

La déréglementation et l'ultralibéralisme sont sous-tendus par des idéologies, comme l'étaient les nationalisations. A la différence près que les premières ont pour effets directs la destruction massive de valeur pour que seuls quelques détenteurs de capitaux plus habiles en tirent bénéfice. La déréglementation conduit à d'importants désinvestissements matériels à travers, en particulier, la fermeture d'usines ou la réduction d'activité. Elle est aussi destructrice de valeur en mettant au chômage des milliers de salariés qualifiés et hautement qualifiés, tandis que ceux qui conservent leur emploi s'usent plus vite, sous la pression des cadences renforcées ou de l'allongement de la durée du travail. Ainsi, cette pression sur le travail est doublement anti-économique à moyen terme, si l'on entend par économique autre chose que la seule accumulation du capital. Aujourd'hui, si elle le désire, l'Europe peut parler aussi fort que les autres puissances régionales dans l'arène mondiale en général et sur son territoire en particulier.

La mondialisation est sans doute inéluctable, mais rien n'indique qu'elle doive nécessairement avoir lieu sans règle, de la façon la plus sauvage qui soit. Le Japon résiste dans son espace national : pourquoi pas l'Europe ? La volonté sociale et politique viendrait-elle à manquer parmi les dirigeants sociaux-démocrates ? Leur gauche a pour devoir historique de leur rappeler leurs obligations.

Si la déréglementation tue l'emploi, l'Etat-providence perd autant de recettes qui ne sauraient être compensées par la fiscalité, elle-même déséquilibrée au détriment des salariés. C'est le moment qu'ont choisi les signataires du traité de Maastricht pour imposer des règles drastiques au fonctionnement des Etats (la fameuse limite de 3 % du déficit du budget public rapporté au PIB) souhaitant participer à l'euro. Ce qui a été qualifié par plus d'un expert comme un intégrisme monétaire signifie une réduction notable de la redistribution sociale qui freine, à son tour, toute chance de reprise économique sérieuse créatrice d'emplois.

La déréglementation met au chômage des milliers de salariés qualifiés, tandis que ceux qui conservent leur emploi s'usent plus vite, sous la pression des cadences renforcées ou de l'allongement de la durée du travail

Que la révision du traité de Maastricht soit devenue une nécessité, nul n'en doute, puisque même le meilleur élève européen – l'Allemagne – devra « tricher » pour remplir les conditions. Mais de quelle révision s'agira-t-il ? Un adoucissement de quelques décimales ne change pas le fond du problème. La grande nouveauté passe par l'introduction d'une véritable clause sociale et, plus particulièrement, par la fixation d'un taux plafond de chômage, par exemple à 6 %. Est-ce possible et est-ce bien raisonnable ?

Oui, si l'on veut que l'Europe reste l'Europe, c'est-à-dire avec son modèle social, sans fracture, ni développement de l'exclusion avec les conséquences néfastes que l'on connaît. Comment ? En partageant autrement la demande de travail par les employeurs et en utilisant autrement la multiplicité des aides à l'emploi et aux chômeurs qui ne créent ni valeur ni emploi.

Les partis sociaux-démocrates sont revenus aux affaires pour avoir raison du chômage. Dans tous les cas, et pour des raisons complexes (faiblesses des marchés de premier équipement en biens durables et non-découverte de produits miracles comme l'automobile qui a si bien marqué l'expansion fordienne du capitalisme), la croissance économique restera durablement faible dans les pays de l'OCDE. On ne peut donc en attendre la solution au problème du chômage, qui réclame des taux d'expansion économique d'au moins 5 %, pendant cinq ans et plus, pour créer les millions d'emplois nécessaires en France.

Autrement dit, pour ramener le taux de chômage à 6 %, il est nécessaire de partager le travail, sans en accroître le coût ni diminuer les revenus des salariés. Cette quadrature du cercle ne possède qu'une solution à deux entrées :

– réduire le temps de travail de ceux qui travaillent aujourd'hui (sur une base volontaire, dans les emplois difficiles, postés, répétitifs, etc.) pour donner du travail à ceux qui n'en ont pas : ce pourrait être X millions de salariés à mi-temps, ou Y millions à 80 %, ou un mixage, tandis que les autres salariés, qui le souhaitent ou occupés dans des emplois réputés plus faciles, continueraient à travailler à plein temps ;

– la rémunération des salariés par leur employeur au prorata du temps de travail effectué, avec un complément (pour atteindre le montant d'un salaire équivalent à plein temps) issu des fameux 350 milliards de francs que coûte le sous-emploi à la France (aides à l'emploi, RMI, allocations-chômage, etc.) ; ce « fonds de solidarité » pourrait d'ailleurs être alimenté complémentairement par une politique fiscale empreinte de plus de justice sociale, à l'échelle européenne.

Une telle politique de plein emploi (en partie à temps partiel, mais n'est-ce pas là la contrepartie des énormes gains de productivité effectués en cinquante ans ?) a plus de chances de succès à l'échelle d'un continent : l'Europe n'est-elle pas l'un des premiers marchés mondiaux ?

Cette politique réclame un engagement clair des dirigeants qui en font leur priorité politique. Ce qui reste en adéquation avec ce pour quoi ils ont été élus, avec ce qu'ils ont promis. Voilà de quoi éviter de nouvelles Berezina.

Plus encore, et malgré les effets limités de la consommation sur la relance, le retour à la confiance, à travers le plein emploi, aura des effets bénéfiques immédiats sur la consommation qui ne peuvent qu'être favorables aux marchés. Enfin, le retour au plein emploi confirme la place centrale de la valeur morale du travail dans nos sociétés, faute de valeur alternative : car qui oserait soutenir que statut professionnel et statut social sont devenus étrangers ?

Jean-Pierre Durand est professeur de socio-économie à l'université d'Evry. Dernier ouvrage paru : « Le Syndicalisme au futur » (Syros, 1996).

Il existe une création monétaire déflationniste

par Bernard Trémeau

Dans la pensée économique actuelle, la création monétaire est toujours considérée comme inflationniste. Les politiques économiques de type monétariste ont prouvé que cette vision de l'économie était globalement exacte. Mais il est des circonstances particulières où non seulement la création monétaire n'est pas inflationniste, mais elle est au contraire déflationniste.

Quand l'offre devient supérieure à la demande, le marché est déséquilibré. Il se rééquilibre automatiquement par la baisse des prix. Les prix baissent jusqu'à un nouveau prix assurant l'équilibre du marché. Une fois ce prix d'équilibre atteint, les prix redeviennent stables. Cette baisse des prix est imposée avec une force irrésistible aux entreprises et aux ménages par le marché. Elle est la conséquence du libre comportement économique de tous les acteurs de la vie économique.

Dans ces circonstances, tandis que l'offre reste stable, la demande se hisse au niveau de l'offre grâce à la baisse des prix. L'appareil de production n'est pas modifié et le temps de travail n'est pas réduit.

Mais très souvent la baisse des prix bute sur un obstacle infranchissable : le nouveau prix d'équilibre est inférieur au prix permettant à une entreprise de gagner de l'argent, au prix-seuil. Une entreprise ne peut pas vendre à perte, sinon elle serait rapidement éliminée du marché.

Les prix ne peuvent plus baisser. Le processus déflationniste est stoppé au niveau du prix-seuil, imposé par la non-rentabilité de l'entreprise. Les prix sont donc stabilisés, alors que le marché n'est toujours pas rééquilibré.

La demande ne pouvant plus se hisser jusqu'au niveau de l'offre, le marché se rééquilibre alors d'une autre façon. Il contraint les entreprises à réduire l'offre restée encore trop forte et à l'adapter à la demande. Pour obtenir cette réduction de l'offre, les entreprises diminuent la durée du travail et parfois disparaissent. Cette situation débouche sur la récession et le chômage. Le marché impose aux entreprises la réduction de la durée du travail et le chômage, avec autant de vigueur qu'il imposait la déflation, ou qu'il impose dans d'autres circonstances l'inflation.

La monnaie nouvelle, mise en quantité suffisante à la disposition des entreprises, leur permet d'abaisser leurs prix jusqu'au seuil imposé par la non-rentabilité, tout en continuant à gagner de l'argent

Les prix ne pouvant plus baisser, la demande reste stable, et c'est l'offre qui s'abaisse au niveau de la demande. Il y a nécessairement réduction du temps de travail. Comme le niveau du prix d'équilibre, le niveau du prix-seuil varie sans arrêt. Une hausse des salaires ou des matières premières, un progrès de productivité modifient en permanence la valeur du prix-seuil. De son côté, l'Etat peut modifier le prix-seuil par ses interventions. Il peut l'élever en augmentant, par exemple, la valeur du Smic, le coût des charges sociales, ou en contraignant les entreprises à mieux respecter l'environnement. Mais il peut aussi l'abaisser en réduisant les charges sociales des entreprises ou en leur donnant des subventions. L'entreprise dispose alors des liquidités dont elle a besoin pour abaisser le prix-seuil jusqu'au prix d'équilibre, tout en conservant son équilibre financier.

Quand le chômage apparaît, c'est-à-dire en pratique quand la déflation bute sur le prix-seuil et qu'elle ne peut parvenir jusqu'au prix d'équilibre, l'Etat peut intervenir en donnant à l'entreprise les moyens financiers dont elle a besoin pour abaisser le prix-seuil jusqu'au niveau du prix d'équilibre. Dans de telles conditions, la déflation imposée par le marché, jusque-là stoppée au niveau du prix-seuil, peut reprendre son cours normal jusqu'à son terme, le prix d'équilibre. Le marché n'aura plus besoin d'utiliser la réduction du temps de travail pour se rééquilibrer.

Pour obtenir un tel résultat, l'État ne peut pas recourir à la solution fiscale. En effet, le prélèvement qu'il effectuerait pour obtenir les liquidités dont il a besoin réduirait la demande. Le prix-seuil serait abaissé, mais le prix d'équilibre serait abaissé de la même valeur. Le marché aurait toujours besoin de la réduction du temps de travail pour se rééquilibrer. Par contre l'État peut utiliser la création monétaire. Contrairement à la solution fiscale, la création monétaire ne réduit pas la demande. Le prix d'équilibre imposé par le marché reste donc constant.

La monnaie nouvelle, mise en quantité suffisante à la disposition des entreprises, leur permet d'abaisser leurs prix jusqu'au prix-seuil, tout en continuant à gagner de l'argent.

Le marché pourra alors se rééquilibrer uniquement par la baisse des prix. La demande se hissera jusqu'au niveau de l'offre.

Il semble ainsi exister une création monétaire uniquement déflationniste. Cette création permet à la baisse des prix de ne pas s'arrêter au prix-seuil, imposé par la non-rentabilité de l'entreprise, mais d'atteindre le prix d'équilibre imposé, lui, par le marché.

Bernard Trémeau est médecin.

LIVRES

Les principes moraux de Wall Street

par Jean-Gustave Padioleau

MAKING MARKETS.
OPPORTUNISM AND RESTRAINT ON WALL STREET
de Mitchel Y. Abolafia
Harvard University Press, Cambridge, 216 p., 20 dollars.

Max Weber, dans *L'Ethique protestante et l'esprit du capitalisme*, a regardé de près la Bourse. Dans un recueil d'essais pratiquement inconnu en France, *Die Börse* (*La Bourse*), publié par la Bibliothèque des Travailleurs (1894-1896), il soulignait au fil d'une comparaison entre les places allemandes et étrangères (Londres, New York, Paris) l'importance des Bourses de valeurs et de marchandises dans la « *puissance nationale* ». Les emportements contre la Bourse, les invectives adressées aux spéculateurs lui semblaient « *irrationnels* » au regard des « *intérêts de la nation allemande* », engagée dans « *la lutte économique entre les peuples* ». Pour lui, la City londonienne était l'exemple a suivre.

Mitchel Y. Abolafia s'inscrit dans la tradition webérienne. Mais, à la différence du maître, les opinions tranchées n'affleurent guère dans sa remarquable étude de Wall Street, *Making Markets*. Sociologue à l'Université de l'Etat de New York (Albany), Abolafia observe et compare, de 1979 à 1992, trois marchés de Wall Street (actions, obligations, produits dérivés). L'enquêteur a interrogé nombre de teneurs de marchés (*markets-makers*), de représentants des autorités de régulation et de « *spécialistes* », comme on les appelle à Wall Street.

Making Markets ne se borne pas à montrer Wall Street en action. Quelques concepts pivots permettent d'en interpréter les pratiques. Par exemple, l'opportunisme qui, selon Abolafia, est une production sociale : il résulte des règles des jeux boursiers, des systèmes de récompenses, sans oublier les exigences sociales de réputation chères aux « *traders* » et aux « *dealers* ». A la fiction de la main invisible des économistes, Abolafia oppose la réalité de la main visible de la régulation, et par-dessus tout, de l'autorégulation. Wall Street est une communauté civilisée, pour parler comme Abolafia.

Dans les années 80, Michael Milken l'apprendra à ses dépens. Milken était un extraordinaire innovateur financier, jonglant avec les « *junk bonds* » pour réaliser les plus audacieuses OPA, selon la technique du « *leverage buy-out* ». Ce héros inspira des films à succès (*Wall Street*) et des romans populaires (*Le Bûcher des vanités*, de Tom Wolfe). Suite à des procès à sensation, Michael Milken devint l'incarnation du méchant et fut condamné à des peines d'emprisonnement. Aujourd'hui, ses innovations sont devenues des pratiques courantes, sinon tout à fait légitimes, à Wall Street ! Le génial Milken a bousculé le conservatisme des marchés et heurté de plein fouet l'*establishment* des grandes entreprises. Mais, grisé par le succès, imité par des cohortes de MBA, Milken eut le tort de violer avec ostentation un principe essentiel du bon fonctionnement de Wall Street, celui du « *restraint* ». C'est-à-dire la mesure et la réserve. D'un côté la place new-yorkaise chérit le « *self-interest* » et les stratégies opportunistes, mais, de l'autre, elle exige le respect de principes collectifs de rectitude et de prudence, nécessaires à sa survie.

A sa manière, Wall Street est ainsi une « communauté morale » condamnée à réussir un tour de force qui ne va pas de soi : harmoniser les intérêts individuels avec le bien collectif du bon fonctionnement des marchés. Cet équilibre, sans cesse remis sur le tapis, est loin de pouvoir être tenu pour durable, avertit Abolafia. L'envol des nouvelles technologies, la mondialisation des marchés corrodent, si l'on n'y prend garde, les bonnes mœurs de la communauté. *Making Markets* est aussi un livre de sagesse.

PARUTIONS

● **LES CHRONIQUES DE L'INGÉNIEUR NORTON, CONFIDENCES D'UN AMÉRICAIN À PARIS, de Christine Kerdellant.** A Denver, lors du sommet des Huit, le président américain, Bill Clinton, s'appuyant sur une économie en pleine santé, pérorait. Jacques Chirac se faisait, lui, le défenseur, d'une « *troisième voie* ». Le face-à-face franco-américain est une vieille querelle. La confrontation n'est pas que théologique : elle s'exprime dans tous les petits faits de la vie quotidienne. A travers le regard d'un hypothétique « *ingénieur Norton* », un Américain débarqué à Paris, Christine Kerdellant, le directeur de la rédaction de *L'Entreprise*, raconte, avec beaucoup de pertinence et d'humour, toutes les habitudes des uns et des autres. Une explication des incompréhensions réciproques, mais aussi, en toile de fond, une critique des travers des uns et des autres. (Belfond, 177 p., 98 F.)

Informatique - Réseaux Télécommunications



Quelles qualités recherchons-nous ?



Votre vie professionnelle est en train de stagner ? Pourquoi ne pas nous rejoindre dans les rapides !

Cambridge Technology Partners est une jeune société de conseil aux idées neuves. Notre spécialité est de fournir aux plus grandes compagnies internationales des solutions de gestion à fort impact. Toute l'infrastructure de notre organisation tourne autour de la livraison de systèmes d'information rapidement rentables. Notre réussite s'explique par le fait que nous travaillons en équipe et en étroit partenariat avec nos clients. Nous valorisons et encourageons la créativité et l'autonomie individuelle.

Notre croissance en Europe est fulgurante et nous amène naturellement à créer un bureau à Paris. Il sera ouvert aux individus exceptionnellement motivés et talentueux, qui peuvent s'épanouir dans un environnement palpitant et animé.

Rejoignez-nous sur le http:llwww.ctp.com



Client-Serveur, CTI, Workflow et expertise multimédia. Les candidats retenus seront basés à Paris mais devront être prêts à intervenir à travers toute l'Europe.

Nous fabriquons des applications adaptées à nos clients de tout premier plan dans des délais très réduits. Chaque projet utilise une technique avancée reposant sur Internet et les environnements client-serveur et est livré à *un prix et une échéance fixes. Nous avons récemment été reconnus* comme la société de services informatiques à la plus forte croissance aux Etats-Unis.

Votre employeur actuel peut-il se targuer de pareilles qualités ?



DÉVELOPPEURS
≤ 300 000 FF + avantages

En collaboration avec de petites équipes de projet, *vous participez au cycle de vie entier du projet,* tout en travaillant avec les utilisateurs.
L'environnement technique, vaste et stimulant, impliquera tous les aspects des solutions de développement client-serveur. Vous possédez une certaine expertise sur tout ou partie des outils suivants : **C, C++, Java, Unix, NT, PC, VB, Powerbuilder** et **SQL**
Nous sommes particulièrement intéressés par des candidats possédant des connaissances dans les domaines du **CTI**, du **Workflow** et du **multimédia**.

DÉVELOPPEURS BASE DE DONNÉES
≤ 360 000 FF + avantages

En tant que membre de l'équipe technique, vous apportez un fort soutien aux développeurs de CTP et aux utilisateurs, sur toutes les questions relatives aux technologies de bases de données (**RDBM'S**) et aux architectures client-serveur.
Vos talents incluront une solide expérience de la conception physique et logique de bases de données à haute performance, idéalement **Oracle Sybase** et **Ingres**. *Une connaissance de la* conception et des méthodologies **OC** serait un atout supplémentaire.

RESPONSABLES ÉQUIPE TECHNIQUE
≤ 300 000 FF + avantages

Responsable de petites équipes de projets, vous restez très impliqué dans tous les aspects du cycle de vie des logiciels et de leur mise en œuvre.
Vous possédez un bon relationnel, utile lors de vos contacts avec les clients, ainsi que des talents de leader et des capacités techniques développées en analyse, conception, coding et test logiciel.
Une expérience en conception et méthodologie **OO** serait un plus, de même qu'est requis un solide passé de programmeur et de concepteur technique.

MANAGERS DE PROJET
≤ 400 000 FF + avantages

CTP fonde sa réussite sur la livraison des projets dans les temps et selon le budget initialement alloué.
Le rôle du manager est capital pour la pérennité du succès commercial. Vous possédez une expérience du management de projets clients-serveurs complexes et savez gérer les relations avec des clients de haut niveau.
Vos compétences techniques incluront une *grande compréhension des architectures client-*serveur ou de la conception d'applications, ainsi que la capacité à diriger une équipe par l'exemple.



Si vous êtes exceptionnellement dynamique, créatif et ambitieux, et désirez rejoindre l'un des principaux experts des systèmes client-serveur, alors il s'agit sans doute là de l'opportunité de carrière la plus stimulante que vous aurez jamais.

Pour ces postes basés à Paris, merci d'adresser votre dossier de candidature à ***Stéphane Lehideux, Michael Page Informatique,*** *3 boulevard Bineau 92594 Levallois Perret cedex, ou de* ***taper votre CV sur le 3617 MPage*** *ou de vous connecter au* ***http://www.mpfrance.com***



Jacques de Larosière, grand commis français happé par l'international, tire sa révérence

▼ Portrait

L'ancien banquier central quittera, en janvier 1998, la présidence de la BERD, fondée pour aider les pays de l'Est à passer au capitalisme

« Il vaut mieux choisir de partir alors qu'on vous demande encore de rester », répète en souriant Jacques de Larosière. Depuis qu'il a rendue publique, fin juin, à l'âge de soixante-sept ans, sa décision d'abandonner la présidence de la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), Jacques de Larosière arbore la mine confiante d'un haut fonctionnaire qui quitte ses fonctions la tête haute. A l'écouter expliquer la mission de la BERD devant un auditoire d'industriels français, il y a quelques semaines encore, M. de Larosière ne donnait pourtant pas l'impression d'être sur le point de raccrocher son chapeau : il détaillait avec passion le processus de transition, le rôle innovant joué par l'institution multilatérale, ses projets pour l'avenir de la région. Cette transition, expliquait-il, ne saurait se limiter à la recherche d'équilibres macro-économiques. *« Sans la création de conditions de vie plus décentes »*, elle ne saurait être perçue positivement par les populations de l'ancien empire communiste.

Celui qui est encore, pour plusieurs mois, le patron de la BERD, parle d'expérience. Si, au cours de ses quatre années passées à la tête de l'institution, Jacques de Larosière a accompagné une transformation prodigieuse de l'Europe de l'Est, il a aussi assisté à des dérapages effrayants. Il avait pourtant dénoncé à plusieurs reprises la montée en puissance de groupes restreints et peu fiables en Russie, « pays d'immense avenir ». Et l'Albanie, malgré la supervision de la communauté internationale, s'est retrouvée au bord de la guerre civile, après s'être adonnée au jeu malsain des « pyramides » financières.

« Maintenant que la contrainte du modèle communiste disparaît, on assiste souvent à un désarroi profond des esprits, à des désordres, à des comportements hyperindividualistes, peu soucieux de la légalité, au règne du profit sans scrupules... », déclarait-il en 1995 devant les membres de la faculté de théologie de Lugano.

Pur produit de la haute administration française rompu aux arcanes de la finance internationale, M. de Larosière est aussi un catholique actif, certainement aussi fier d'être entré, au printemps 1993, à l'Institut, au siège du cardinal de Lubac, grand théologien et résistant, que d'avoir inscrit, en août de la même année, la présidence d'une nouvelle institution internationale au bas d'un curriculum vitae déjà étonnamment fourni. Ses réflexions métaphysiques ne l'empêchent pas de s'atteler aux tâches les plus matérielles du développement économique de la planète. En cette période où le secteur public est partout décrié, où les institutions financières internationales sont vilipendées par des Etats actionnaires soucieux de limiter leurs dépenses, il se plaît à inventer des montages astucieux, permettant, par exemple, aux entités publiques et privées de se partager les risques politiques et commerciaux.

A la BERD, qu'il quittera en janvier 1998, Jacques de Larosière laissera l'image d'un dirigeant austère, très préoccupé du rétablissement des comptes de l'institution. Il faut dire que la crise qui avait valu le départ précipité de son prédécesseur, Jacques Attali, avait profondément assombri la réputation de l'organisme londonien. Au point que celui-ci, en référence à son siège flambant neuf, avait été surnommé la « Banque européenne pour la rénovation et la décoration » ! Dès son arrivée, M. de Larosière s'est attaché à comprimer tous les frais administratifs, à louer une partie de la surface de bureaux. Il est surtout parvenu à obtenir un doublement du capital de l'institution, nécessaire à la poursuite de ses activités de prêts et de prises de participation.

CRISE MEXICAINE

M. de Larosière avait-il déjà une telle réputation de « Père la rigueur » lorsqu'il avait exercé les fonctions de directeur général du Fonds monétaire international (FMI), de 1978 à 1987 ? *« C'était une petite institution, ça marchait bien »*, note-t-il avec une pointe d'humour. Procéder à un relèvement général des quotes-parts, c'est-à-dire à une augmentation du capital des quelque 150 pays membres (à l'époque), ne paraissait pas soulever alors de difficulté majeure. Mais Jacques de Larosière se souvient-il aussi des révoltes déclenchées dans plusieurs pays par la *« dictature »* du Fonds, lorsque, étranglés par la crise de la dette, les Etats subissaient de plein fouet – et imposaient à leur population – des plans d'austérité jugés insupportables ? Le FMI, heureusement pour lui, était surtout un épouvantail anonyme, et sa personne même ne fut pas directement attaquée. *« Ces quelques instants où tout aurait pu vaciller, où il n'y avait personne pour vous conseiller »*, déclare-t-il à propos de la cessation de paiement du Mexique, en août 1982, et des bouleversements du système financier international qui en découlèrent, sont en tout cas ceux qui auront le plus marqué sa carrière.

Les années suivantes ne furent pourtant pas avares en grandes émotions. Depuis son poste à la Banque de France, qu'il gouverna entre 1987 et 1993, il travailla à la politique de désinflation de la France, à rendre l'institut d'émission indépendant du pouvoir politique. Depuis Paris, il avait eu l'occasion de s'intéresser activement à l'Europe centrale et orientale, alors que la région s'extirpait douloureusement du communisme. L'un de ses souvenirs émus est celui d'un séminaire organisé pour les gouverneurs des banques centrales des quinze Républiques de l'ex-URSS, qui n'avaient jusque-là été que de simples délégués de la Gosbank, la banque d'Etat soviétique. Pour eux, imaginer un système monétaire nouveau associant peut-être autant de monnaies distinctes relevait de la magie.

Par la suite, la BERD lui a permis de revivre sa carrière en accéléré. Plusieurs des 26 *« pays d'opérations »* auxquels l'institution apporte ses concours ont mis quelques années à peine à réaliser des restructurations massives de leur dette extérieure, à emprunter sur les marchés internationaux des capitaux, à privatiser de larges pans de leurs industries. Les négociations en vue de l'adhésion à l'Union européenne de la République tchèque, de la Hongrie et de la Pologne doivent d'ailleurs être entamées officiellement dès 1998.

« S'il y a une chose qu'il faut éviter, ce sont les nouveaux éléphants blancs », déclarait-il récemment au sujet des services municipaux en Europe centrale. Ces *« éléphants blancs »*, il en avait connu de multiples sortes : en France, dans les années 70, lorsqu'il supervisa, depuis la direction du Trésor, la restructuration de la sidérurgie et lorsqu'il contrôla les grands groupes industriels publics dont il fut administrateur ; en Amérique latine et en Afrique, dans les années 80, dont il géra, depuis le FMI à Washington, la crise de la dette ; en Europe centrale, dans les années 90, où il s'attaqua aux vestiges de l'économie centralisée. Son manque d'expérience du secteur privé avait fait peur, à son arrivée à Londres, alors que la BERD avait justement été conçue pour promouvoir la transition vers l'économie de marché, donc la prééminence du secteur privé. Dès 1994, il conçut pourtant des partenariats inédits entre entités locales, banques et industriels occidentaux. Aujourd'hui, il admet lui-même malicieusement l'idée très britannique d'une privatisation, à terme, de la BERD elle-même...

En étant nommé à la tête du FMI après le Néerlandais Johannes Witteveen, il avait réussi à redonner à la France la direction d'une institution multilatérale perdue depuis le départ de Pierre-Paul Schweitzer, en 1973. En prenant la tête de la BERD, il avait évité que la Banque européenne, née d'une initiative française mais implantée à Londres, soit dirigée par un représentant d'un autre pays de l'Union européenne.

« ÉLITE GALLIQUE »

A l'époque – il y a quatre ans seulement –, la présence française au club de l'*« élite gallique »*, selon l'expression du *Wall Street Journal*, était à son apogée : Jacques Delors à la tête de la Commission européenne, Michel Camdessus au FMI, Jean-Claude Paye à l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques)..., sans parler d'un cercle d'influence élargi, notamment, à Boutros Boutros-Ghali, le secrétaire général des Nations unies jusqu'en décembre 1996.

Paris a aujourd'hui perdu la plupart de ces postes. Aucun candidat français n'est pour l'instant proposé pour le remplacement de Jacques de Larosière. Et lorsque qu'il sera question du trouver un successeur à Michel Camdessus, au FMI, la France aura sans doute du mal à imposer l'un de ses compatriotes.

S'il n'avait accepté, à l'été 1993, de prendre la direction de la BERD, Jacques de Larosière aurait de toute façon été contraint de quitter la Banque de France en novembre 1994, date de ses soixante-cinq ans. On pensait à l'époque qu'il n'exercerait à Londres qu'un demi-mandat... mais le conseil d'administration lui a demandé, cette année, de continuer à servir l'institution. Une proposition qu'il aurait sans doute acceptée avec enthousiasme si l'état de santé de sa femme, accidentée il y a plus d'un an, ne l'avait incité à décliner l'offre. L'heure est-elle donc venue de se retirer dans ses terres de Picardie ? C'est peu probable puisque, après quelques mois consacrés enfin pleinement à sa vie personnelle, M. de Larosière n'exclut pas d'accepter des missions diverses. Préparation de l'Union économique et monétaire ? De l'élargissement de l'Europe communautaire à l'Europe centrale et orientale ? De la supervision renforcée du système financier mondial ? Les pistes de réflexion ne manquent pas.

Françoise Lazare

LA MÉCANIQUE DE L'ÉCONOMIE

Combien vaut le franc

Depuis un an, le dollar a augmenté de 14,1 %, le yen de 9,5 % et le mark a baissé de 0,3 %. Comment ces mouvements se sont-ils traduits pour le franc ? Lorsque les taux de change du franc varient, quelle en est la résultante pour le franc ?

C'est à cette question de la « valeur » du franc, sa valeur dite « externe », que répond le calcul du taux de change effectif.

Il n'existe pas de marché où le franc serait coté par rapport à l'ensemble des autres monnaies. Le franc, sur les marchés des changes, ne s'échange qu'avec une seule autre monnaie. Les prix d'échange fournissent ainsi les différentes parités : franc-dollar, franc-yen, franc-mark...

Le taux de change effectif du franc, qui ne peut être directement mesuré, doit donc être calculé à partir des parités qui se cotent sur les marchés. Le principe consiste à en faire une moyenne, chaque parité étant pondérée par l'importance que revêt la devise pour la France. Il s'agit ainsi, en donnant un poids au dollar, au yen, au mark, etc., de prendre simultanément en compte tous les mouvements de change. Par exemple, avec un poids du dollar de 8 %, du yen de 2 %, et du mark de 20 %, les mouvements récents de change se traduiront par une variation du taux de change effectif du franc de : 8 % (multiplié par – 14,1 %), + 2 % (multiplié par – 9,5 %), + 20 % (multiplié par 0,3 %).

QUELLES PONDÉRATIONS ?

La méthode la plus commune considère les échanges commerciaux. S'agissant du dollar, les Etats-Unis peuvent être appréciés :

– par leur importance en termes de débouchés : ce sera alors la part des exportations vers les Etats-Unis dans l'ensemble des exportations françaises (environ 8 %) ;

– ou par leur importance comme compétiteurs sur le marché français : c'est alors la part des importations venant des Etats-Unis dans l'ensemble des importations françaises (environ 6 %).

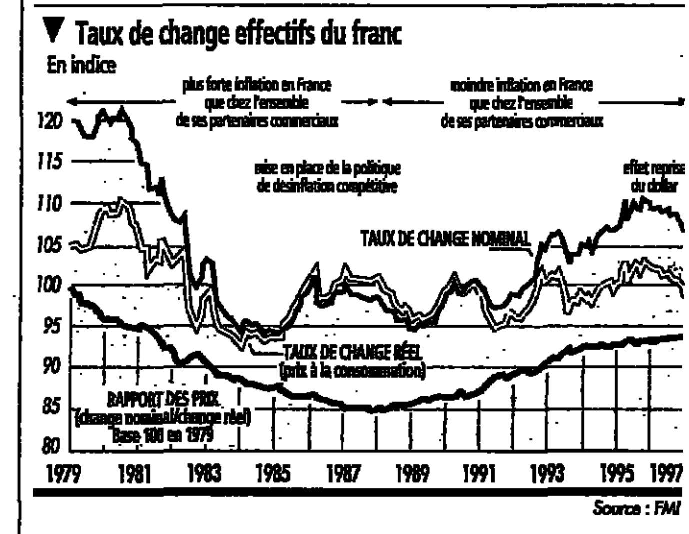
On peut aussi, de façon plus sophistiquée, estimer l'importance des compétiteurs américains sur tous les marchés tiers. Les grands instituts comme le FMI, faute de recette universelle, combinent ces méthodes, et y ajoutent même des ingrédients comme la part dans l'économie française des secteurs exportateurs.

Les Anglo-Saxons désignent d'ailleurs le taux de change effectif par une expression explicite *trade weighted exchange rate*, ce qui peut se traduire par taux de change *« pondéré par le commerce »*.

LA VALEUR D'UNE MONNAIE REFLÈTE CELLE DES PRIX

A quoi répond un tel calcul ? La valeur du franc vis-à-vis de l'ensemble des autres monnaies, sa valeur « externe », reflète en fait le niveau des prix français au regard de l'ensemble des prix étrangers. Si le taux de change effectif diminue d'un seul coup de 5 %, les produits français se retrouvent immédiatement moins chers de 5 % sur les marchés extérieurs (mais les produits importés sont renchéris d'autant).

▼ Taux de change effectifs du franc



Source : FMI

Le taux de change effectif est un indicateur de la compétitivité-prix. Il fournit une estimation du gain global en cas de dévaluation, ou symétriquement de la perte en cas de réévaluation.

Mais, sur une période un peu longue, la seule prise en compte du jeu des taux de change est insuffisante. Il faut aussi considérer l'évolution des prix eux-mêmes, à la fois en France et à l'étranger. A taux de change identique, la France peut aussi gagner en compétitivité, en ayant simplement moins d'inflation que ses partenaires.

LE TAUX DE CHANGE EFFECTIF RÉEL

Le plus souvent, on tient compte des prix en considérant des parités déflatées des indices de prix respectifs. La parité franc-dollar sera corrigée de l'évolution relative des prix américains et français. Puisque l'objectif est de mesurer l'évolution de la compétitivité, il faut retenir le prix des produits exposés à la concurrence internationale. Mais on peut aussi prendre en compte leurs coûts de production, par l'intermédiaire du prix du PIB (qui intègre le prix des *inputs*) ou même les coûts salariaux unitaires. Dans la pratique, pour des raisons de disponibilité, l'indice des prix à la consommation est le plus utilisé (l'effet bénéfique sur la compétitivité est alors un peu sous-estimé puisque ces produits, qui incluent alimentation et services, sont plus inflationnistes que les produits d'exportation).

C'est ce taux de change corrigé des prix, appelé taux de change effectif « réel » et non plus « nominal », qui fournit alors un indicateur de compétitivité sur longue période.

TAUX DE CHANGE ET PERFORMANCES

Une dépréciation du taux de change effectif réel se traduira-t-elle par de meilleures performances à l'exportation ? Ce n'est pas mécanique, car il faut considérer aussi le comportement de marge des exportateurs : ils peuvent bénéficier d'une dépréciation de la parité pour accroître ensuite leur prix, donc leur marge, sans vendre davantage. Ce fut largement le cas des exportateurs anglais lors de la dépréciation de la livre sterling. Ils peuvent aussi profiter de la dépréciation pour accroître leurs parts de marché, comme certains exportateurs italiens après la chute de la lire.

Sur longue période néanmoins, le taux de change effectif fournit un bon résumé de l'histoire économique. A la fin des années 70, la dépréciation nominale du franc fut plus forte que sa dépréciation réelle : des dévaluations corrigeaient les pertes de compétitivité dues à une inflation plus forte en France que chez ses partenaires. Cette dérive justifia la politique dite de désinflation compétitive qui visait à gagner en compétitivité par les prix, et non plus par les changes.

De fait, au début des années 90, le mouvement s'inversa, et c'est ce qu'illustre le rapport des prix (rapport du taux effectif nominal au taux réel). Le franc s'apprécie nominalement, mais la relative stabilité du taux réel indique que la compétitivité se maintient à la faveur de prix remarquablement stables.

En fin de période, la sous-évaluation du dollar occasionne une légère baisse de la compétitivité, mais celle-ci retrouve ses niveaux antérieurs avec la reprise récente de la monnaie américaine.

Au total, sur toute la période, l'effet combiné de la politique du change (préparation à l'euro) et de la désinflation a soutenu la compétitivité réelle, en termes de prix relatifs, du franc. Ceci s'est particulièrement avéré depuis 1995.

Direction des études économiques et financières du Crédit lyonnais

C O U R R I E R

A propos de la chronique « Les deux nigauds » publiée le 17 juin.

La crainte d'une Europe fédérale

Vous êtes vraiment généreuse en limitant à deux personnes le nombre de *« nigauds »* qui sont censés conduire l'Europe sur les chemins de sa véritable unification. C'est la grande majorité des personnels politiques actuels qu'il conviendrait de qualifier de *« nigauds »*. Car la monnaie unique ne sera pleinement efficace qu'à partir du moment où l'Europe se sera dotée d'un gouvernement unique, les nations la composant devenant par là même des provinces (ou des Etats fédéraux). Or nos gouvernements ont tellement peur d'annoncer à leurs électeurs que *« l'Europe des nations »* a fait son temps et que seule une Europe fédérale sera en mesure de concurrencer l'Amérique du Nord et les puissances asiatiques, qu'ils avancent à reculons vers cette Fédération européenne.

Puis-je faire remarquer que la Savoie avait – en 1860 – lorsqu'elle devint (à la suite d'un prétendu *« référendum »*) une province française, mille ans d'histoire derrière elle. Les Savoyards ont-ils perdu leur *« spécificité »* du fait de cette annexion ? Leur culture en a-t-elle souffert ? Pas à ma connaissance.

Paul Nambride
75013 Paris

Une mauvaise compréhension des travaux de Keynes

Je suis un lecteur assidu de votre journal dont j'apprécie en principe la neutralité. Je m'inquiète toutefois d'une certaine dérive qui a été la vôtre pendant la campagne électorale. Depuis les élections, vous publiez régulièrement des commentaires où je crois déceler une certaine satisfaction concernant les difficultés actuelles de l'Allemagne. N'oublions pas que si l'Allemagne est en difficulté, la France le sera par ricochet ! En plus, vous semblez accréditer l'idée que l'effort demandé dans le cadre de la création de l'euro est inutile. L'article de M. Liem Hoang-Ngoc et l'éditorial de Mme Sophie Gherardi vont dans ce sens.

Le facteur commun entre ces deux articles est une mauvaise compréhension des travaux de Keynes et surtout du fait que les théories de Keynes ont été développées dans des systèmes économiques encore largement fermés. Aujourd'hui nous sommes en économie ouverte, et les concepts de base de Keynes ne fonctionnent plus parce que les conditions de fonctionnement de l'économie ont changé. Le fameux *« deficit spending »* de Keynes était prévu comme un outil anticyclique et pas comme un état permanent. La limite du système se trouve quand les déficits se sont accumulés depuis des années, et nous sommes dans cette situation.

– La Belgique paie aujourd'hui le prix fort pour avoir oublié qu'il y a un moment où il faut payer ses dettes. Son excédent de 4 % du PNB est actuellement consommé par la charge de la dette, mais suite à une vraie austérité, elle satisfera à la norme minimale de *« bon gestionnaire »*. Peut-on imaginer ce que serait la situation en Belgique si l'Etat diminuait ses prélèvements de l'équivalent de 7 % du PIB ? Un pays *« social »* comme les Pays-Bas a compris depuis longtemps que les déficits accumulés sont le pire ennemi de l'emploi. Il est regrettable que la France n'ait pas compris qu'une saine gestion des finances de l'Etat est une condition de réussite pour toute politique de l'emploi à plus long terme.

Jacques Andriessens
91370 Verrières-le-Buisson

Je ne crois plus à l'euro !

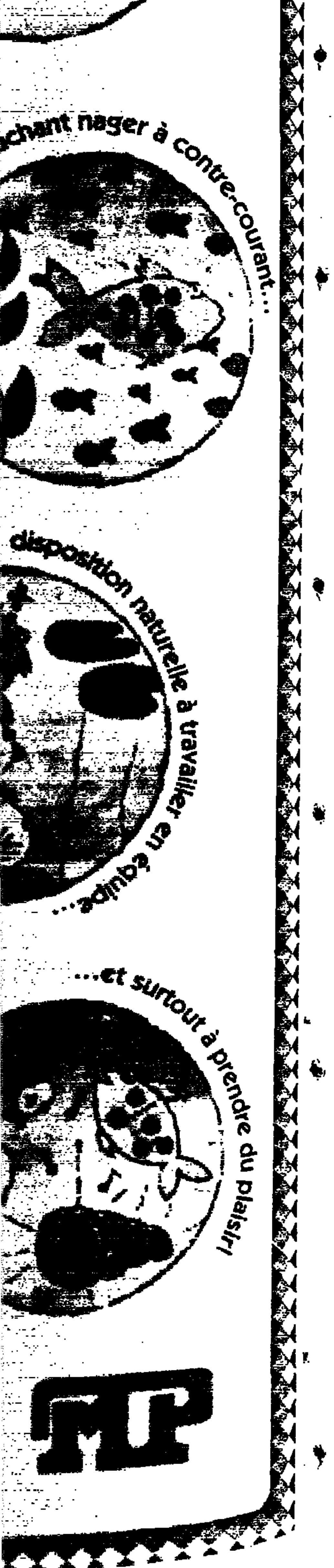
J'ai lu avec grand plaisir votre chronique sur « Les deux nigauds ». Assumer ces propos iconoclastes sur l'Europe de 1997 n'est pas tâche aisée. Aussi, j'estime de mon devoir de soutenir l'orientation de cette chronique et de montrer que cette remise en cause de la politique communautaire a des échos positifs dans l'opinion. Je suis un européen convaincu et j'ai milité dans mes engagements et dans ma vie professionnelle pour que l'idée européenne progresse et qu'elle se manifeste dans le concret quotidien des Européens. Mais l'Europe est mise en danger par ce qui devait la consolider, la monnaie unique. Je regrette d'avoir voté oui à Maastricht. Le mieux est parfois l'ennemi du bien.

Il me semble qu'en ayant abandonné le nom de l'écu, on a abandonné à l'Allemagne et à sa banque centrale tous les pouvoirs économiques, et qu'on se contente en France d'un suivisme sans réaction. Je ne crois plus à l'euro ! Le prix imposé par la Buba est tel que l'explosion sociale se produira en France avant sa mise en place. Est-on en 1933 ou en mai 68 ? La clarification viendra d'une crise majeure. J'espère que l'idée européenne n'en mourra pas. N'oublions pas qu'elle a prospéré avec une inflation à 10 % par an. C'est l'inflation qui a permis d'adapter les salaires, les uns à la hausse, les autres à la baisse en valeur absolue. C'est elle qui a permis de limiter le poids des retraites qui n'ont jamais été alignées sur l'inflation et qui perdaient progressivement du pouvoir d'achat ! C'est elle qui a permis les investissements de production créateurs d'emplois.

Le discours sur la mondialisation débouche aussi sur d'étranges paradoxes. Pour redevenir compétitive, on voit maintenant l'industrie automobile envisager de supprimer 30 000 postes de *« vieux »* de plus de cinquante ans pour embaucher 15 000 jeunes au SMIC, en demandant à l'Etat de financer cette mutation qui va contribuer à creuser encore plus les déficits sociaux. On marche sur la tête ! De même, comment gérer la contradiction entre la décision de porter à quarante ans de cotisations pour bénéficier d'une retraite à taux plein, et le fait que les jeunes commencent de plus en plus tard à travailler et qu'on jette les salariés de plus en plus tôt ? L'Etat est en contradiction avec lui-même suivant qu'il agit en patron ou en gestionnaire des régimes de retraite !

Si cela ne s'exprime pas toujours de façon aussi précise, ce que je décris est ressenti par la majorité des Français. Je crois qu'il nous fallait une crise brutale avec l'Allemagne et une rupture avec cet enchaînement. Nouvellement promu premier ministre, Lionel Jospin a raté cette opportunité. Il est déjà retombé dans l'ornière des compromis technocratiques. C'est dommage.

Jean Clavel
34670 Saint-Brès



Informatique - Réseaux Télécommunications

Sciences et Santé



Secteurs de Pointe

IBM

IBM Global Services

De grands **PROJETS** pour **une petite planète**

Faire partie d'IBM Global Services, qui représente aujourd'hui la première offre mondiale de services informatiques.
Intervenir au cœur des entreprises, imaginer leur avenir et assumer des responsabilités concrètes dans la mise en œuvre des solutions préconisées.
Évoluer en progressant et en développant sans cesse vos compétences, vos missions et vos équipes...

■ INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES

■ UNIVERSITAIRES SCIENTIFIQUES

Notre croissance nous amène à créer au sein d'IBM Global Services, en 1997, mille postes supplémentaires, en particulier pour de jeunes diplômés comme vous.
Comme vous, c'est à dire rigoureux et responsables, mais aussi imaginatifs et curieux, ouverts à la diversité des milieux et des situations, capables de communiquer et de travailler en équipe.
Comme vous, c'est à dire pas forcément formés à l'informatique ni à ses applications, mais prêts à acquérir rapidement les connaissances qui vous permettront d'accéder à nos différents métiers.

Merci de nous adresser votre candidature (lettre manuscrite et C.V.) sous la référence IC/797.

IBM Global Services
CGI Informatique - Direction du Recrutement
30, rue du Château-des-Rentiers - 75640 Paris Cedex 13

ADCOM



Au sein du Groupe Océ (17 000 personnes), Océ-Industries crée et développe les fonctions infographiques du Groupe comme les traceurs, les copieurs, les digitaliseurs, les scanners et les imprimantes. Dans ses trois centres de recherche (France, Allemagne, Pays-Bas), 1 500 personnes bénéficient des moyens les plus pointus pour développer de nouvelles technologies. Pour cela, 7 % du CA du Groupe est consacré chaque année à la Recherche et Développement.
Rejoignez notre centre de développement français pour y faire valoir vos compétences et votre talent. Vous pourrez vous passionner pour des projets complexes et ambitieux. Au sein de petites structures de travail réactives, en contact avec le marketing et le commercial, vous pourrez devenir l'un de nos coaches car nous avons imaginé notre organisation autour du principe de coaching : renforcer la performance individuelle de chacun par la formation, l'animation et surtout le partage des ambitions.
Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien !

Océ-Industries S.A. - Direction des ressources humaines - 1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex.

Pour connaître nos opportunités, tournez vite la page. Pour en savoir plus sur Océ, surfez sur nos sites http://www.oce.fr et http://www.oce.com

océ

LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER, IMPRIMER, VISUALISER

Ingénieurs chef de projet en méthodologie IAO

TEUCHOS

TEUCHOS
25 % de croissance, 450 collaborateurs, le Groupe TEUCHOS met sa passion de l'excellence et son sens aigu d'une forte déontologie au service de ses clients et partenaires dans tous les domaines des hautes technologies : aéronautique, espace, télécoms et réseaux, défense, automobile, ferroviaire, naval, énergie, pétrole, banque, assurance ...

Nous recherchons des ingénieurs confirmés, dotés de réelles capacités relationnelles et techniques, mobiles, autonomes, sachant s'impliquer et prendre des responsabilités dans le secteur automobile.

Après une expérience de 5 à 7 ans en Bureau d'Études mécanique, vous serez chargé de diffuser une méthodologie basée sur l'utilisation intensive des outils d'Ingénierie Assistée par Ordinateur et servir de support technique auprès des différents acteurs d'une équipe projet.

Pour cela, vous maîtrisez le logiciel CATIA V4 et bénéficiez d'une expérience des Systèmes d'Informations Techniques.

Merci d'adresser votre candidature (lettre de motivation, CV, photo) sous référence LM-17 à Teuchos, 6 Avenue du Général de Gaulle, 78000 Versailles, par fax : 01 39 24 47 45.

MEDIAPA

le Shuttle

A L'AUBE DU XXI[e] SIECLE, VENEZ VIVRE L'UN DES PLUS AMBITIEUX DEFIS EUROPEEN.

La société d'exploitation du tunnel sous la manche recherche pour la Division Achats :

EURO TUNNEL

UN ACHETEUR SENIOR

En liaison avec le Responsable des Achats, vous définissez la stratégie et la mise en œuvre de la politique achat des investissements : matériels roulants, équipements fixes ferroviaires. Pour cette famille de produits, vous assurez l'intégralité de la démarche achat. Vous êtes aussi force de proposition auprès de vos clients internes.

De formation ingénieur, complétée idéalement par un MBA achats, vous disposez d'une expérience d'au moins 5 à 7 ans dans cette fonction, de préférence dans l'achat de produits techniques.

Vous parlez couramment l'anglais.

Le poste est basé à COQUELLES (Calais 62).

Merci d'adresser sous réf. ACH lettre, CV, photo à EUROTUNNEL, Direction des Ressources Humaines à l'attention d'Isabelle RAYNAL - BP 69 - 62331 COQUELLES.

...nications

'rojets Europe

Lotus Notes

...NT FINANCIER

...DEBUTANTS

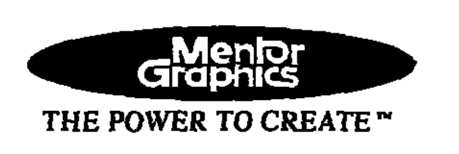


Lilly : Centre de Production

BIOCHIMISTE EXPERT EN PROTÉINES

هكذا من الأصل

Secteurs de Pointe



THE POWER TO CREATE™

Leader en CAO Electronique
nous créons deux postes clés dans notre Division
Analog / Mixed-Signal
Grenoble

Directeur Financier et R.H.

Reportant au Directeur Général de la Division, au Directeur Financier Europe et au DRH Europe, vous :

- *suivez et contrôlez l'ensemble des **flux financiers***
- *gérez les budgets d'importants **projets européens***
- *assurez la gestion de nos **ressources humaines**, essentiellement composées d'ingénieurs.*

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Égypte où nous avons implanté un centre de développement.
Ingénieur et MBA, vous avez une expérience professionnelle de 5 à 10 ans.

Réf. M10

Directeur Technique

Reportant au Directeur d'Ingénierie, vous :

- ***dirigez nos équipes** de simulation analogique et de langages de description de matériels mixtes*
- ***gérez les projets** européens et les **orientations techniques***
- *pilotez la **certification ISO 9000***
- *assurez les **relations directes et l'interface** marketing/clientèle*

Basé à Grenoble, vous intervenez en Europe, aux USA et en Asie.
Ingénieur Grandes Ecoles et Doctorat, vous avez une expérience professionnelle de 10 ans au moins.

Réf. M11

Ces deux postes, qui requièrent une parfaite maîtrise de l'anglais, représentent des opportunités exceptionnelles par l'exercice de fortes responsabilités, dans un secteur de pointe et avec une ouverture internationale.

Adresser lettre, CV et prétentions, sous réf. choisie à ANACAD/MGC,
Véronique Coradin, 11 A Chemin de la Dhuy, 38240 MEYLAN.

MEDIA SYSTEM

Jeune Diplômé Grande Ecole
(Centrale - Arts et Métiers - SupElec - Telecom - X - HEC)
débutant ou première expérience.

Devenez CHEF DE PROJET

dans un important établissement du secteur médico-social de la Mutualité Fonction Publique

Notre mission : l'insertion des enfants et adultes handicapés mentaux.

Votre mission : l'informatisation du projet individuel (prise en charge globale de l'enfant tant sur le plan thérapeutique, éducatif que pédagogique).

Un travail d'animation, de concertation et de négociation avec l'ensemble des professionnels du secteur social vous attend pour la mise en place de ce système d'information.

Vous dépendez de la direction de l'établissement et travaillez en direct avec le service informatique du groupe.

Vous possédez de bonne qualités relationnelles et de communication orale et écrite. Un esprit de synthèse, une réelle autonomie et de la rigueur seront autant d'atouts pour réussir votre mission.

Transmettez-nous votre C.V. à : **Bernadette GROSYEUX**
CENTRE DE LA GABRIELLE - 6, rue de la Gabrielle BP 15 - 77411 CLAYE SOUILLY Cedex

---

Alcatel Cable et Composants, réalisant un chiffre d'affaires de 45 Milliards de Francs et employant 38 500 personnes recherche pour le service R&D de notre Centre de Compétences Fibres Optiques :

Ingénieur Expert Fibrage/Résistance Mécanique

Vous serez chargé :
- du développement d'une expertise sur la résistance mécanique et la durée de vie des fibres optiques (modèles, méthodes, mesures),
- de la mise en forme et de l'interprétation des résultats et plans d'expérience dans le cadre de sa participation à l'élaboration de programmes.
- de la gestion des spécifications, de l'analyse des brevets, de la participation aux colloques internationaux...,

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI, ENSCI...), vous avez développé une expérience spécifique en céramique, résistance des matériaux...

(réf. AS/FRM)

Ingénieur R&D Mécanismes de Pertes

Vous serez chargé :
- *de développer de nouvelles méthodes analytiques d'observation* des défauts et de contribuer aux activités de modélisation liées à la propagation guidée.

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI,...), *vous disposez d'une bonne connaissance des matériaux* (plus particulièrement des verres). Une solide expérience en mesures optiques et propagation optique serait un plus. (réf.AS/MP)

Ingénieur Matériaux

Au sein du Groupe Modélisation, vous serez chargé de :
- développer la compréhension des matériaux utilisés dans le domaine de la fibre optique,
- prendre en charge la relation avec les sous-traitants,
- développer une base de données sur les propriétés des matériaux.

De formation ingénieur (X, Sup. Optique, Ecole Normale Supérieure, ESPCI... avec une spécialisation en science des polymères, physique des solides...).
Doté d'une expérience préalable, vous avez développé une bonne connaissance des techniques de modélisation et faites preuve d'une bonne aptitude à la gestion de programmes. (réf.AS/IM)

ALCATEL
CABLE

Pour ces postes basés à Conflans (78) la pratique courante de l'anglais est indispensable.
Merci d'adresser votre dossier (CV, lettre de motivation, photo) en précisant la référence choisie à ALCATEL CABLE DRH - 30, rue Pierre Bérégovoy - BP 309 - 92111 Clichy Cedex.



9 000 personnes, 8 milliards de Francs de CA dont près de 60 % à l'exportation, notre récent accord avec l'allemand MANNESMANN nous place parmi les leaders mondiaux.
Nous recherchons pour l'une de nos usines située dans le Nord de la France, un

Responsable Achats

Auprès du Directeur de l'usine et avec l'appui de votre équipe, vous gérez l'ensemble des achats : investissements, consommables, services... en partenariat et dans un esprit de progrès avec les *responsables de production* et *services connexes*. Les matières premières stratégiques sont, elles, traitées au niveau du Groupe.

Vous négociez vous-même avec les fournisseurs les plus importants tant en France qu'à l'étranger.

Vous participez à des groupes de travail avec vos homologues des autres sociétés du Groupe.

Nous sommes certifiés ISO 9001 : votre action et vos démarches s'inscrivent naturellement dans cet esprit et vous veillez au respect des procédures.

Parce que votre professionnalisme fait de vous un spécialiste reconnu et un animateur apprécié, vous mobiliserez rapidement votre équipe et convaincrez vos partenaires : des qualités indispensables à ce poste clé sur un site stratégique.

Ingénieur, vous bénéficiez d'une expérience de cinq ans minimum dans la fonction achats et parlez anglais *(l'allemand serait un plus). La connaissance* de SAP, ACCESS et EXCEL est souhaitée.



SEFOP, notre Conseil, vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence BAC 656 M.
11, rue des Pyramides, 75001 Paris.



RECRUTEMENTS PAR VOIE DE CONCOURS*

Établissement public scientifique et technologique, l'INSERM développe la recherche dans les domaines de la médecine et de la santé. Son objectif : contribuer à mieux connaître et à améliorer la santé de l'homme ; diffuser les connaissances nouvellement acquises vers la société.
Par le niveau de ses recherches et la diversité de ses réalisations, l'INSERM est un acteur essentiel de la vie scientifique française, européenne et internationale.

1 INGÉNIEUR DE RECHERCHE
(Doctorat, Ingénieur Grande École ou équivalent)
Spécialités : biologie moléculaire, microbiologie. Affectation prévue à Paris.

6 INGÉNIEURS D'ÉTUDES (Licence, Maîtrise, DEA, DESS ou équivalent)
Spécialités : biologie cellulaire, moléculaire, biochimie - informatique - sciences sociales et humaines appliquées à la santé - gestion scientifique et technique de la recherche (administration).
Affectations prévues à Paris, Lille.

6 ASSISTANTS-INGÉNIEURS (BTS, DUT)
Spécialités : biologie moléculaire et cellulaire, microbiologie - imagerie médicale - informatique - gestion scientifique et technique de la recherche (administration).
Affectations prévues à Strasbourg, Lille, Nice, Grenoble, Paris.

Vous pouvez également vous adresser aux délégations régionales de l'INSERM concernées.

Lyon-Grenoble : ADR 5 - Rhône-Alpes - 142, avenue Lacassagne - BP 3006 - 69374 LYON CEDEX 03

Lille-Rouen-Rennes : ADR 7 - Nord-Pas-de-Calais IR Ouest - Faculté de Médecine - Place de Verdun - 59045 LILLE CEDEX

Marseille-Nice : ADR 2 - Provence, Alpes, Côte d'Azur 163, av. de Luminy-BP 172-13276 MARSEILLE CEDEX 09

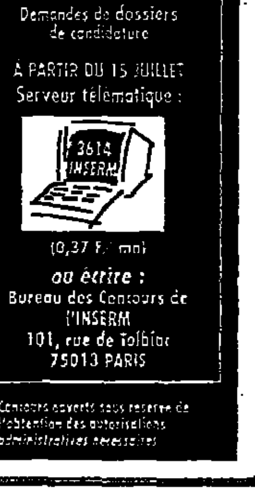
Strasbourg : ADR 16 - Alsace - Faculté de Médecine - 11, rue Humann - 67085 STRASBOURG CEDEX

- Retrait des dossiers : 15 juillet au 14 août 1997-17 h 30
- Limite de dépôt des dossiers : 18 août 1997 -17 h 30
- Épreuves : Novembre 1997 - Février 1998
- Recrutement : Janvier - Mars 1998

Renseignements, (conditions pour concourir, profils des postes...)

Demandes de dossiers de candidature

À PARTIR DU 15 JUILLET
Serveur télématique :



(0,37 F/mn)

ou écrire :
Bureau des Concours de l'INSERM
101, rue de Tolbiac
75013 PARIS

*Concours ouverts sous réserve de l'obtention des autorisations administratives nécessaires

---



Au sein du groupe FT et de la Branche Réseaux, la Direction de la Qualité Fournisseurs, entité certifiée ISO 9002, à compétence nationale et internationale, garantit la qualité des produits et prestations des fournisseurs ; évalue la qualité des entreprises.

La DQF recherche UN INGÉNIEUR QUALITÉ

Rattaché au responsable de la division «Energie», vous apporterez un soutien efficace dans le domaine électrotechnique. *Titulaire* d'un *bac+5* et fort d'une expérience dans les domaines des systèmes d'énergie (groupes électrogènes, batteries, ASI, climatisation, CEM ...), vous réaliserez des évaluations de fournisseurs, des audits ..., et vous conduirez des projets. Vos capacités relationnelles et rédactionnelles seront mises en oeuvre dans ce contexte de milieu industriel.
Un bon niveau en anglais est également requis.

Si ce contexte vous séduit, merci d'adresser votre dossier de candidature
(CV, lettre de motivation, copie du dernier diplôme) à **l'ANPE de Grenoble**
89, rue du Général Mangin - 38100 GRENOBLE, sous la référence 535 799 C/FT/Energie.

RESPONSABLE DE SITE

RÉGION PARISIENNE

Société (95 personnes), filiale d'un groupe américain (4500 pers.), nous sommes spécialisés dans la vente et la maintenance d'équipements servant *à la production de* circuits intégrés. Nous *recherchons pour notre* site de Mennecy (91) un :

Vous serez chargé d'encadrer et d'animer l'équipe de 15 ingénieurs de maintenance présents sur le site client et d'assurer l'ensemble du suivi administratif et technique de ce site. Vous serez l'interface entre le client, la maison mère et les différents services de la société.

Fort d'une expérience de responsable de service maintenance, vous avez une expérience d'encadrement d'au moins 5 ans. Vous faites preuve de réelles qualités de management et *d'un excellent sens de communication* (tant interne qu'externe).

Vous parlez couramment anglais et avez une bonne connaissance de la culture américaine. La *connaissance du secteur du semi-conducteur* ou de la micro-électronique serait un plus.

Le poste est à pourvoir rapidement, merci d'indiquer votre disponibilité.

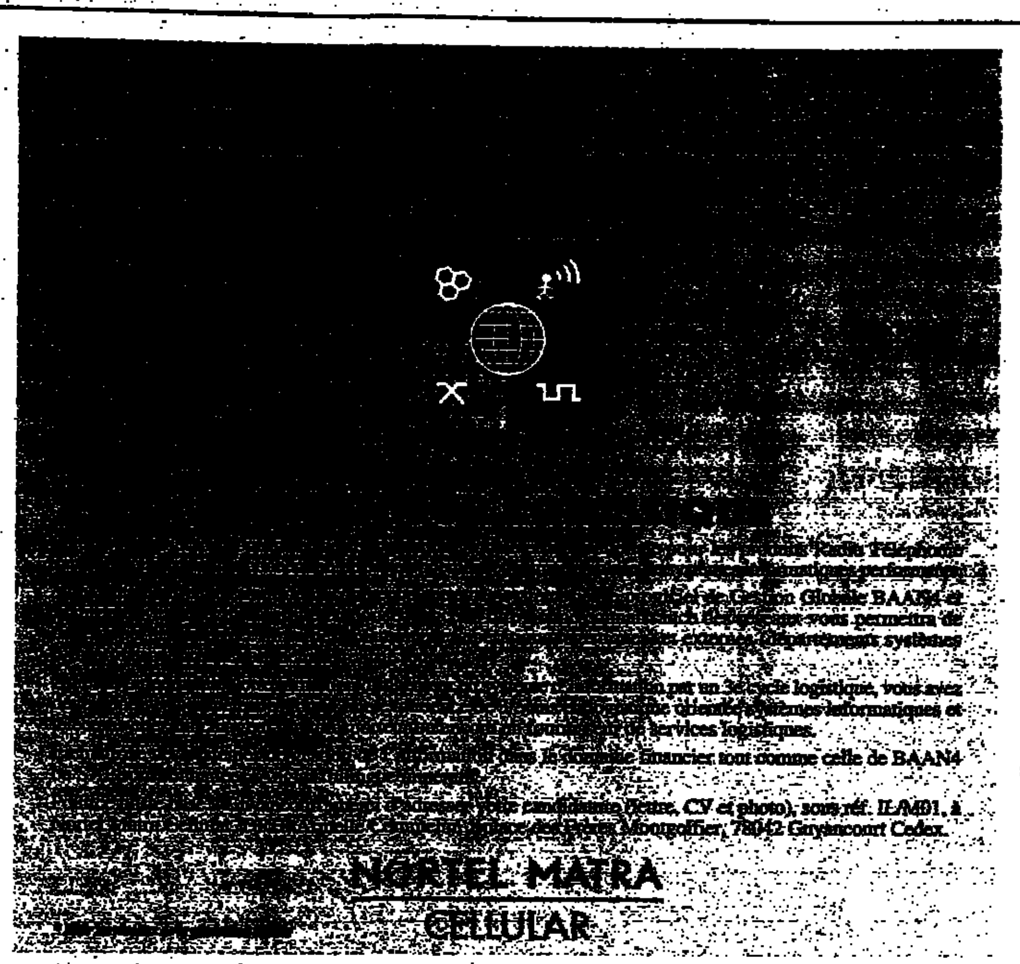
Le salaire sera fonction de l'expérience, plus un véhicule de fonction.

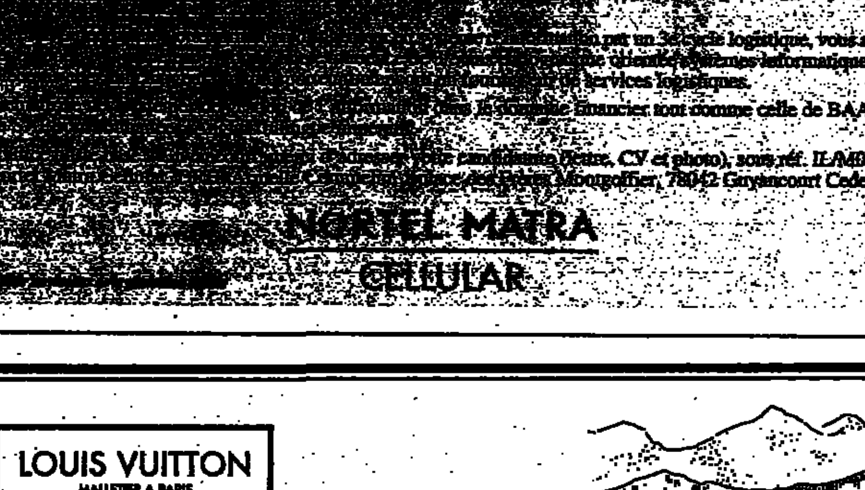
Merci d'envoyer lettre manuscrite et CV en indiquant vos prétentions à **Lam Research** *Europole - 4, place R. Schuman* - BP 1522 - 38025 GRENOBLE Cedex 1. *Il ne sera répondu* qu'aux candidats correspondant au profil.

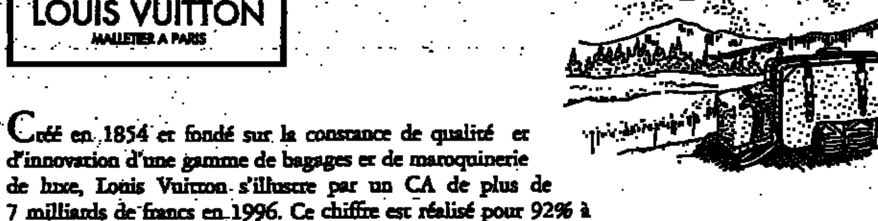


EURO RSCG

Secteurs de Pointe







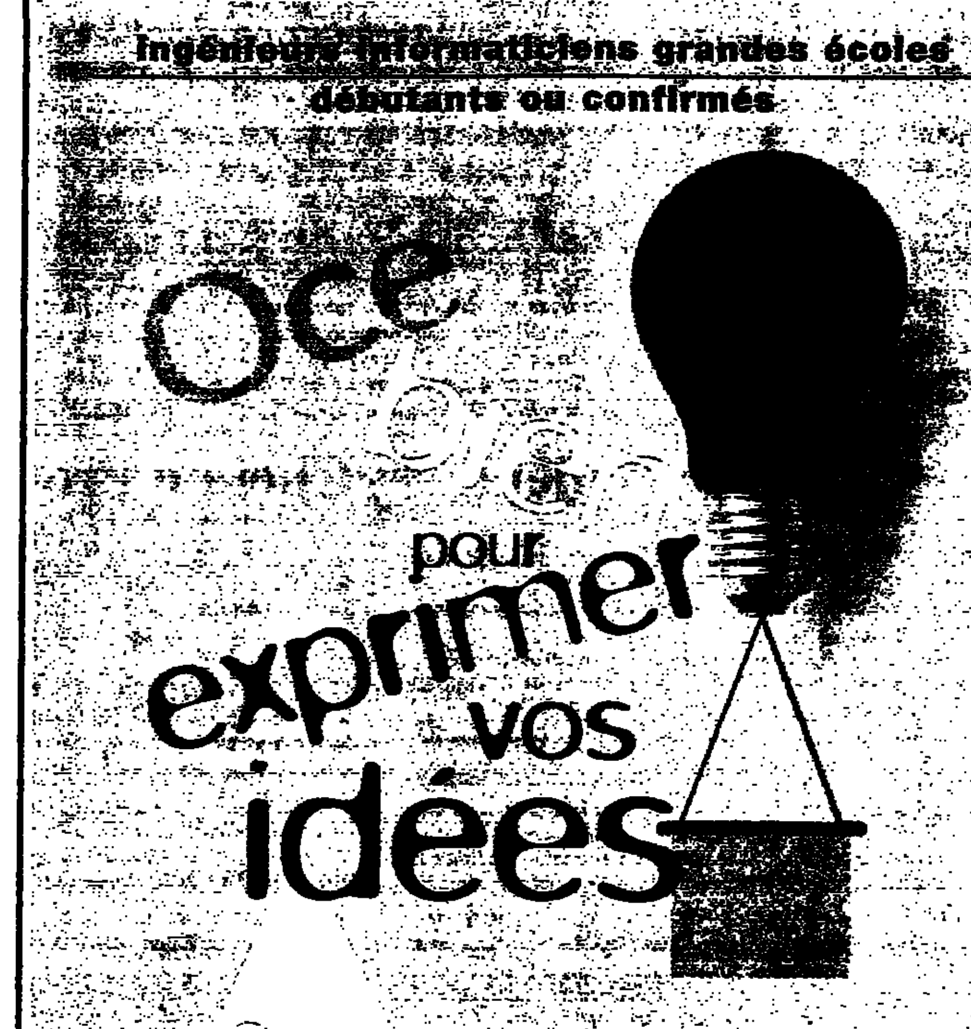
Créé en 1854 et fondé sur la constance de qualité et d'innovation d'une gamme de bagages et de maroquinerie de luxe, Louis Vuitton s'illustre par un CA de plus de 7 milliards de francs en 1996. Ce chiffre est réalisé pour 92% à l'export avec 4 400 collaborateurs. Nous comptons huit sites de fabrication en France, un en Espagne et un aux Etats-Unis, maîtrisant ainsi notre outil de production. Filiale en très forte croissance de LVMH, premier groupe mondial de produits de prestige, nous recrutons pour notre site de production basé dans le Sud-Est un(e)

RESPONSABLE DE FABRICATION

Dépendant du directeur du site industriel, vous animez une unité de fabrication d'environ 230 personnes. Vous avez sous votre responsabilité une équipe d'agents de maîtrise et travaillez en étroite collaboration avec l'ensemble des services de l'entité de production. Un excellent leadership, une attirance pour la technique alliée à un sens de la qualité et de l'esthétique ainsi qu'une attitude pragmatique sont des atouts nécessaires pour réussir dans cette fonction. Grâce à votre sens aigu de l'équipe et de l'animation des hommes, vous responsabilisez les agents de maîtrise et les accompagnez dans leur mission. Nous recherchons pour ce poste un ingénieur de 30 ans environ ayant un fort potentiel, une expérience de 4 ans minimum dans une fonction impliquant la gestion d'importantes équipes. Une bonne connaissance de l'anglais serait un plus. Notre très forte croissance permettra à une personne qui en démontrera les capacités d'accéder à des postes de responsabilités plus larges.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la réf. PT07 à Louis Vuitton Malletier - DRH La Grande Arche - Cedex 41 - 92044 Paris la Défense. Fax : 01 40 90 32 75

LV



Océ industries

Ingénieurs diplômés grandes écoles (Centrale, Supélec, ENST, ENSEEIHT...) débutants ou possédant 2 à 5 années d'expérience, rejoignez les équipes Océ-Industries. Dans un contexte où la priorité est donnée à la créativité, vous rencontrerez des moyens hors du commun en matière de valeurs humaines et professionnelles et en termes d'investissements. Mais surtout, vous allez découvrir, vivre des projets concrets et contribuer vous aussi à l'amélioration permanente des fonctions infographiques des produits du Groupe : traceurs, copieurs, digitaliseurs, scanners, imprimantes.

Ingénieurs logiciels, vous interviendrez sur des projets de très grande envergure destinés à introduire des références nouvelles dans le domaine de l'informatique industrielle Temps Réel, les réseaux locaux, les télécom, les traitements graphiques, les développements d'applications ou de drivers Unix/Windows ou la qualité du logiciel et support méthodologique. (Réf. ILM)

Ingénieurs réseaux et systèmes, vous prendrez en charge des architectures complexes dans un environnement UNIX/ WINDOWS NT (réseaux de WS et PC). Vous interviendrez aussi bien dans la définition, la mise en place de liaisons internationales (liaison LAN-LAN) que dans la sécurisation des accès et des données ou l'Intranet et la visioconférence. (Réf. IRSM)

Coaches, une expérience en développement vous a permis d'acquérir une parfaite maîtrise technique, vous souhaitez aujourd'hui participer à la stratégie de développement et ses composantes. Vous encadrez votre équipe de façon autonome (Réf. COM)

Vous êtes de ceux qui savent faire passer leurs idées et qui sont convaincus que les responsabilités sont liées à la compétence ? Au sein de petites équipes de travail pointues, jeunes et réactives, vous exprimerez votre envie de construire et votre enthousiasme à vivre des projets complexes et ambitieux.

Avec Océ-Industries, vos idées iront plus loin, c'est pour cela que c'est bien ! Une parfaite maîtrise de la langue anglaise et une réelle mobilité sont indispensables.

Pour nous rejoindre, déposez votre candidature sur e-mail:annick.dunn@ocegr.fr, ou bien écrivez sous référence choisie à Annick Dunn - Océ-Industries S.A. - Direction des ressources humaines - 1, rue Jean Lemoine - 94003 Créteil Cedex (à 10 minutes de la gare de Lyon).

Découvrir Océ-Industries vous intéresse ? Reportez-vous à la page précédente.

Océ

LES MEILLEURES SOLUTIONS POUR COPIER, IMPRIMER, VISUALISER

MEDIA SYSTEM • Fotogram-Stone

N°1 GMAO - GED
SYSTEMES D'INFORMATION

Nous sommes un Groupe anglo-saxon spécialisé dans la conception, la vente, l'installation et le suivi de progiciels. Notre taille fait de nous le n°1 dans notre domaine. Nous sommes basés en Région Parisienne Ouest et devons assurer notre développement rapide, dû à l'arrivée d'un nouveau logiciel dans les mois qui viennent.

Nos produits très pointus et complexes s'adaptent à des sociétés importantes et débouchent sur des budgets de plusieurs millions de francs. Notre terrain de chasse : la France, le Bénélux, l'Allemagne, l'Espagne, l'Italie, la Suisse et l'Afrique.

1 Ingénieur Commercial

Ecole Supérieure de Commerce ou Ingénieur, excellente culture générale, bilingue Français/Anglais et, si possible trilingue, vous avez l'expérience de la vente aux grands comptes de systèmes complexes. Vendeur pugnace, vous êtes très mobile et disponible, à l'écoute du client et très à l'aise quel que soit le niveau de votre interlocuteur.

1 Ingénieur Avant-Ventes

Jeune Ingénieur ou autodidacte très expérimenté, vous serez responsable des présentations des produits et de la mise en place des pilotes. Vous êtes autonome, très mobile et disponible, vous connaissez le milieu industriel et les gros systèmes informatiques. Très relationnel, vos savez communiquer avec enthousiasme.

Merci de nous faire parvenir votre candidature (lettre manuscrite, CV et photo) en précisant le poste choisi à notre Conseil qui vous garantit une stricte confidentialité.

2 rue Cépré - 75015 Paris



Au cœur des projets stratégiques de l'industrie

Sema Group figure parmi les premiers groupes européens de technologies de l'information. Fort de 14 000 collaborateurs, nous intervenons partout dans le monde, dans tous les secteurs de l'économie. Nous mettons en œuvre et gérons de grands projets informatiques, qui participent aux enjeux stratégiques et à la réussite à long terme de nos clients.

SEMA GROUP

Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre de grands projets pour l'industrie, Sema Group recherche des consultants et des ingénieurs expérimentés, capables d'accompagner nos clients grands comptes à tous les stades d'un projet.

◆ CONSULTANTS EN GESTION INDUSTRIELLE (Réf. : CGI)

Vous serez chargés de l'analyse, de l'optimisation des processus et de l'organisation (conception des produits, manufacturing, commerce et logistique, achat, après-vente...).

◆ CONSULTANTS EN CONDUITE DU CHANGEMENT (Réf. : CCC)

Vous contribuerez à la conception et à la mise en œuvre opérationnelle de solutions (organisation, communication, formation, migration de données) permettant à nos clients d'atteindre leurs objectifs de performances.

◆ INGENIEURS EXPERIMENTES EN SYSTEMES INTEGRES (Réf. : IE)

Vous participerez à la mise en œuvre de systèmes intégrés ERP (BaaN, SAP...) et PDM (Sherpa, PM, Metaphase...).

◆ INGENIEURS EN ASSURANCE QUALITE (Réf. : IAQ)

Vous développerez des processus d'intégration et de qualification des systèmes, dans une approche d'assurance qualité.

Pour ces différents postes, vous êtes diplômés de l'enseignement supérieur et avez une réelle expertise. Vos capacités d'analyse et de conseil, alliées à vos qualités relationnelles et à votre connaissance de l'industrie, sont vos principaux atouts.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous la référence choisie à :
Sema Group-Service recrutement,
56 rue Roger Salengro, 94126 Fontenay-sous-Bois Cedex.
http://www.semagroup.com

MEDIA SYSTEM

Informatique
Réseaux Télécommunications



RETROUVEZ TOUTES LES ANNONCES DU MONDE SUR : INTERNET http://www.cadresonline.com MINITEL 3615 cadresonline (2,23 F/mn) MINITEL 3615 LEMONDE (2,23 F/mn) INTERNET http://www.lemonde.fr/emploi



Nous sommes un des leaders mondiaux de l'industrie pharmaceutique (7 milliards US$ de CA, 30 000 collaborateurs dans 150 pays) et nous avons élevé notre système d'information au rang de "ressource stratégique majeure".
Pour le Service Informatique de la filiale française, sur le site de Saint Cloud (92), nous recherchons 2 ingénieurs Grandes Ecoles (X, Mines, Centrale, Telecom...)

Chef de Projet
FLF17158

Vous avez acquis une expérience d'au moins 5 ans qui vous permet de maîtriser la complexité de l'évolution vers les techniques et les architectures nouvelles des systèmes d'information.
Vous saurez enrichir le cadre méthodologique et le professionnalisme de notre environnement d'étude et développement.
Vous êtes familier des systèmes informatiques de pilotage des forces de vente, des ciblages de clientèles et d'analyses statistiques. Vous maîtrisez le dialogue avec des utilisateurs multiples du monde des ventes et du marketing et vous êtes une force de proposition auprès de ces derniers. Nous vous proposons de rejoindre une fonction informatique offrant la possibilité de piloter de grands projets dans un contexte international.

Chef de Projet Junior
FLF17157

Sortant de l'école avec une spécialisation en informatique en dernière année ou après quelques années d'expérience professionnelle dans ce secteur, vous savez apporter l'expertise des techniques récentes en approche objet et en architecture de logiciel.

Vous aimez les développements concrets d'applications et la programmation avec des outils modernes. Vous êtes intéressé par le contenu fonctionnel des systèmes informatiques au service des ventes et du marketing et vous souhaitez aussi contribuer à celui-ci.

Nous vous offrons un environnement de large autonomie et de responsabilité au sein d'une équipe de haut niveau qui contribuera à votre développement technique et personnel.

Pour ces deux postes la maîtrise de l'anglais est indispensable.
De très importantes évolutions au sein du groupe sont possibles dans les années à venir, tant au sein de la filière informatique que dans d'autres domaines en fonction des résultats concrets que vous démontrerez.

Si vous êtes interessé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à **Frédéric de Langsdorff, Michael Page Informatique**, 3 bd bineau 92594 Levallois-Perret cedex *ou de taper votre CV sur 3617 MPage* ou connectez-vous au **http://www.mpfrance.com** sous réf. du poste choisi

MP Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Notre société assure la maîtrise d'œuvre des systèmes d'information et de communication d'un grand organisme tertiaire national.

Afin d'améliorer la qualité de notre service et de la relation avec nos clients, nous renforçons la fonction interface utilisateurs.

Direction
pôle interface utilisateurs

Représentant de la société vis-à-vis des clients, vous êtes garant du service rendu. Vous dirigez votre département (18 personnes) afin d'assurer le service aux utilisateurs : conseil et assistance, traitement et gestion des demandes d'évolution, rédaction des cahiers des charges, organisation des recettes et des déploiements. Vous impulsez une culture de service auprès de votre équipe et l'organisez pour offrir une prestation de bout en bout.

Excellent manager et bon négociateur, de formation Bac + 5, à 35/40 ans environ, vous avez piloté des grands projets de systèmes d'information, si possible en environnement grand système IBM. Vous avez une expérience confirmée de la gestion d'équipes. Votre sens du client vous incite à vous rapprocher des problématiques des utilisateurs.

Au cœur du fonctionnement de notre organisation, vos qualités de manager et vos talents relationnels vous permettront d'occuper un poste stratégique et d'évoluer à moyen terme au sein de notre structure.

Pour ce poste situé en proche banlieue Nord Est de Paris, nous vous remercions d'adresser lettre manuscrite + CV, sous référence LUS/LM, à notre Conseil SPH, 9 rue Royale, Galerie Royale 2, 75008 Paris, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

SPH
SYSTÈMES ET POTENTIELS HUMAINS



Cabinet international, membre de l'un des tout premiers réseaux nationaux d'audit et de conseil, recherche pour son département audit et conseil en systèmes d'information

Consultants H/F

Au sein d'un département en forte progression, vous interviendrez sur des missions de systèmes d'information, soit en collaboration avec nos équipes d'audit, soit *dans le cadre de missions «spéciales». Auprès de nos clients, grands groupes* internationaux ou filiales de sociétés étrangères, vos interventions couvriront l'évolution des systèmes d'information, l'organisation, l'assistance dans le choix de solutions et *l'accompagnement de leur mise en place.*

De formation Ingénieur (X, Centrale, Mines...) complétée éventuellement par un troisième cycle de gestion, vous avez participé pendant 4 à 5 ans à la mise en place de systèmes d'information en entreprise ou en cabinet. Vous souhaitez aujourd'hui évoluer vers les métiers du conseil et apporter votre savoir-faire dans des environnements UNIX, Windows NT, clients/serveur, Internet, Intranet. Votre sens relationnel, votre *investissement, vos capacités d'analyse et de synthèse seront vos atouts pour ce poste* qui nécessite une pratique professionnelle de l'anglais.

Poste basé à Paris.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (CV, lettre, prétentions) sous la référence M/70/W à notre conseil COOPERS & LYBRAND Consultants Recrutement,

32 rue Guersant
75017 Paris

CURRICULUM

Carrières Internationales

Vous attendez de votre entreprise qu'elle vous donne des défis.
Normal !



MOTOROLA - 140 000 personnes qui donnent le meilleur d'elles-mêmes dans toutes les activités de pointe de l'électronique professionnelle.
Pour renforcer l'équipe de notre distributeur algérien, nous vous proposons de participer au développement du marché local des systèmes de radiocommunications.

Ingénieur Terrain (réf. IGC)

Grâce à votre connaissance des clients algériens, vous participez à la mise en place technique des réseaux et assurez le meilleur service client. De formation supérieure, bac + 5, vous possédez une expérience significative dans ce domaine. Autonome, vous avez le sens de l'organisation et d'excellentes capacités de communication interne et externe.

Technicien Supérieur de Service (réf. TSS)

Pour les réseaux de radiocommunication, vous assurez la mise en œuvre et l'installation des réseaux. Dans un souci constant d'apporter le meilleur service à vos clients, vous suivez la réparation et la maintenance. Technicien supérieur en radiocommunications (VHF, UHF, BLU, « trunking » et technologies numériques), vous possédez une expérience de terrain de 5 à 10 années, grâce à laquelle vous avez effectué des missions similaires. Organisé, rigoureux et autonome, votre bon relationnel et votre capacité d'écoute seront des atouts supplémentaires pour réussir votre mission.

Ces postes sont basés à Paris avec des missions fréquentes en Algérie. *Ainsi, vous êtes bilingue* arabe-français et parlez couramment l'anglais.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions), sous référence choisie, à *Motorola S.A., Direction des Ressources Humaines*, 3 avenue du Canada - BP 304, 91958 Les Ulis Courtabœuf Cedex.



MEDIA SYSTEM

Un Monde de carrières à portée de clavier

Consultez toutes les offres d'emploi parues dans LE MONDE et dans 18 autres titres de presse.

Recherche multi-critères : fonction, secteur, lieu, mot-clé. Mise à jour hebdomadaire le jeudi

■ **Sur Minitel** 3615 LEMONDE (2,23 F/min)
■ **Sur Internet** http://www.lemonde.fr/emploi

Une façon
SIMPLE
FIABLE
EFFICACE

- de rechercher un emploi
- de retrouver une annonce déjà parue

Informatique - Réseaux Télécommunications

Alcatel Business Systems propose une gamme étendue de solutions de télécommunications (voix, données) répondant à tous les besoins des entreprises.

Product Marketing Manager*

Au sein du département chargé du marketing des produits "Voice Communications Systems", vous prenez la responsabilité de la ligne de produits "Small Systems" destinée à une clientèle de PME-PMI d'une centaine de pays dans le monde. Vous recueillez et analysez les besoins des pays pour définir et positionner une offre homogène au niveau mondial : structure hard et soft des produits, politique de prix, packaging. Vous vous attachez particulièrement à garantir la cohérence de tous les composants de l'offre pour en faciliter la commercialisation par un réseau de revendeurs. Véritable chef d'orchestre entre la R&D, le réseau commercial et les équipes de support, vous êtes un homme de communication à l'aise dans un contexte international.

Ingénieur, 30/35 ans, vous êtes doté d'une solide expérience marketing de produits logiciels dans un contexte de ventes indirectes B to B. Vous parlez couramment anglais.

ALCATEL

Merci d'adresser lettre, CV, photo et prétentions sous réf. 668/LM à notre conseil : **ALPHA CDI** - 20 avenue André Malraux 92300 Levallois-Perret, qui étudiera votre dossier en toute confidentialité.

*Chef de Produit

Mobile ? ...Mobiles !

Nous sommes l'un des groupes leaders sur le marché en plein essor de la téléphonie cellulaire. Les attentes toujours croissantes du marché et les très fortes perpectives de notre activité au niveau mondial nous conduisent à renforcer notre Service Client. Nous recherchons un

INGENIEUR SUPPORT CLIENTS INTERNATIONAUX

TERMINAUX GSM — Poste basé à Paris Ouest (92), fréquents déplacements à l'étranger

Missions et Responsabilités

Rattaché à notre Direction Commerciale, vous êtes chargé, au sein d'une petite équipe, d'assurer le suivi de nos clients internationaux (opérateurs et grands distributeurs). Vous évaluez sur place les problèmes techniques rencontrés et proposez des solutions opérationnelles. Vous assurez l'analyse et le suivi des réclamations et des informations provenant des hot-lines. Vous participez au développement de notre politique Service Client. Vous prenez une part active à l'analyse de la concurrence en relation avec le Marketing. Vous jouez un rôle-clé dans l'amélioration de la conception de nos futurs produits.

Profil et Offre

A 26/32 ans environ, vous êtes diplômé d'une école d'ingénieurs (électronique, télécoms,...) et disposez d'une première expérience de support-client dans un contexte high-tech. Vous avez un excellent niveau d'anglais et, éventuellement, une bonne maitrise d'autres langues. Vous êtes autonome et disponible pour de courts et fréquents déplacements à l'étranger. Votre objectivité technique (alliée à la formation spécifique que vous recevrez), votre sens commercial et votre esprit d'initiative vous permettront d'être un interlocuteur reconnu et apprécié de nos clients. La polyvalence de ce poste (expérience technique, commerciale et internationale) doit vous assurer, à terme, de larges perspectives d'évolution au sein de notre structure.

Les entretiens avec la société auront lieu le 28 juillet.

PREMIERE Ligne

Merci d'adresser lettre, CV et photo sous réf. 7215 à notre conseil **PREMIERE LIGNE** - 54 avenue du Général Leclerc - 92513 Boulogne Cedex Fax : 01 46 05 00 34, qui traitera votre dossier en toute confidentialité.

Ingénieurs, Commerciaux, Consultants passionnés de High-Tech, de réseaux d'information.

De formation supérieure Bac + 4/5, débutants ou 1re expérience en SSII, constructeur informatique ou cabinet conseil ;

qu'avez-vous à dire sur votre métier ?

Participez à une table ronde animée par des spécialistes de la communication pour l'emploi en téléphonant au : 01 41 38 14 67 jusqu'au 09/07/97 (12 h). Participation rémunérée.

LE MONITEUR

Avec 600 collaborateurs, le groupe Moniteur est le numéro 1 français de la presse professionnelle spécialisée dans le domaine de la construction. Pour accompagner notre développement dans le monde du numérique, nous recherchons un

Directeur de Projet

Poste basé à Paris — **Rémunération attractive**

Dans le cadre d'un projet stratégique de développement d'une base de données destinée à alimenter un service d'information sur les marchés de la construction, vous serez le coordinateur des différents intervenants du projet et une force de proposition auprès de votre direction.

Au sein du Département Marchés, et directement rattaché à son directeur, vous agirez comme un élément moteur du projet et serez l'interlocuteur privilégié de la Direction Informatique. Une importante culture du Multimedia est nécessaire à ce poste, ainsi qu'une bonne connaissance des SGBDR et d'Oracle V7 en particulier.

De formation supérieure, avec au moins 3 ans d'expérience dans la gestion de projet, votre hauteur de vue et votre goût du terrain vous permettront d'insuffler votre vision à vos collaborateurs.

Si vous êtes interessé(e), merci d'adresser votre dossier de candidature à **Dimitri Tsamados, Michael Page Informatique,** 3 bd bineau 92594 Levallois-Perret cedex ou de taper votre CV sur 3617 MPage (Consulte 3,48F/Min) ou de vous connecter au **http://www.mpfrance.com** sous la réf. DT17276.

Michael Page Informatique
Le spécialiste du recrutement Informatique

Ingénieurs Commerciaux

Société d'Ingénierie installée à Paris, filiale d'un important groupe industriel de dimension internationale, recherche un :

Ingénieur d'Affaires
« Proposal Manager »

- A 35/40 ans, de formation ingénieur Génie Chimique, vous avez une expérience en ingénierie pétrolière, parapétrolière et chimique dont 5 ans dans la fonction proposée.
Assisté des services techniques, juridique et financier, vous coordonnez la préparation des réponses aux appels d'offres nationaux et internationaux, et assistez aux négociations techniques et commerciales jusqu'à l'obtention du contrat.
Votre anglais est courant, une autre langue serait un plus.
Le poste, basé à Paris, nécessite de fréquents déplacements et est à pourvoir rapidement.
- Merci d'adresser votre dossier de candidature : lettre manuscrite, CV et prétentions, sous la référence 976MO à : Austin Knight - 26, avenue de l'Opéra 75001 PARIS.

Evoluons ensemble vers les Technologies Nouvelles

Importante Société de notoriété internationale, opérant dans le secteur des **télécommunications**, nous recherchons pour notre Direction Exploitation :

Chef de projet

« Evolution d'un réseau de télécommunication »

Après avoir acquis la maitrise des spécifications d'interface du réseau et des spécifications techniques des sous-ensembles, vous définissez les étapes d'évolutions progressives dudit réseau, supervisez le développement et la validation de ces évolutions, pilotez les projets liés aux marchés de fourniture de produits nouveaux.

A 30 ans environ, ingénieur télécom (ENST, INT, ISEP...), vous justifiez d'une expérience de développement de trois années dans le domaine des terminaux en télécom.

Le poste est basé à **Paris**.

Des perspectives d'évolution intéressantes sont ouvertes à un candidat à fort potentiel.

Merci d'adresser, sous référence ERT, en précisant votre rémunération actuelle, lettre manuscrite et CV à notre conseil, qui traitera votre candidature en toute confidentialité.

SM Conseil 3, RUE TREILHARD, 75008 PARIS

OPQCM

Le Monde
INITIATIVES LOCALES

LES OFFRES D'EMPLOIS CADRES DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Secteurs de Pointe



Pas de temps à perdre à l'aube du troisième millénaire. Les grands enjeux se gagnent maintenant. Dans tous les secteurs. Avec des idées fortes et des compétences de pointe. Grâce à ses 25 000 collaborateurs actifs dans 13 pays européens, en Amérique et en Asie, le Groupe CAP GEMINI compte parmi les leaders mondiaux du conseil en management et services informatiques.

Pour accompagner les grands changements des entreprises en Ile-de-France et en Province, CAP GEMINI développe son expertise dans les domaines suivants :

ISM

Notre activité d'infogérance connaît une très forte progression (+30% en 96). Sur une durée de 3 à 10 ans, nous accompagnons au quotidien des grands comptes nationaux et internationaux dans leur stratégie et le développement de leurs systèmes d'informations. Pour vous, ingénieurs et techniciens, nous rejoindre c'est participer à la conquête de l'un de ces métiers passionnants :
la gestion des parcs matériels, la gestion des patrimoines applicatifs, le traitement de l'information
Contact : Claire-Marie Basquin - Tour Anjou - 33 quai de Dion Bouton - 92814 Puteaux cedex.

TELECOM

Nous intervenons auprès de clients, opérateurs de télécommunications (fixe ou mobile), en France et à l'étranger dans le cadre de réalisations de systèmes d'information et de missions de conseil.
Nous mettons en œuvre toutes les techniques de l'informatique pour les besoins de nos clients : Billing and Customer Care - Call Centers - Intelligent Networks - Telecom Network Management...
Contact : Xavier Champion - 30 quai de Dion Bouton - 92806 Puteaux cedex.

SERVICES PUBLICS ET TERTIAIRE

Nos divisions interviennent sur les grands comptes des secteurs de l'administration, de l'énergie, des tranports, des services, des communications, de la distribution, du tourisme, des médias. Accompagner nos clients dans l'évolution de leurs systèmes d'information, telle est notre vocation. Architectures distribuées, Java, Intranet, *groupware*, SGBDR, *mainframe*, progiciels intégrés, SAP... sont autant de technologies ou de progiciels que nous utilisons pour préparer le futur.
Contact : Chantal Barbier - Immeuble Elysées Défense - 7 place du Dôme - 92056 Paris la défense.

FINANCE

L'EURO dans les secteurs banques et assurances, constitue un enjeu majeur pour l'activité de nos clients, et pour nous, des opportunités de développement importantes. Dans des environnements techniques complexes et diversifiés, nous savons intégrer l'impact de l'évolution des systèmes d'information de nos grands comptes, dans les différents aspects de leur métier : salle de marché, pilotage bancaire, call center, monétique, sécurité des réseaux interbancaires, etc.
Contact : Chantal Barbier - 76 avenue Kléber - 75784 Paris cedex 16.

EXPLOITATION

Notre division est chargée des services ayant trait aux infrastructures technologiques supportant le système d'information. L'offre de la division prend en compte la place qu'occupent désormais les technologies du système d'information au cœur de la stratégie des entreprises. Elle comprend l'intégration du système et du réseau ainsi que la fourniture d'un service continu chez le client. Bâtir les architectures techniques, implanter et déployer les solutions, administrer le système d'information, tel est notre métier.
Contact : Elsa Trinchero - 5/7 avenue des Bouvines - 75544 Paris cedex 11.

INDUSTRIE

Nous intervenons auprès des grands comptes du secteur industriel. Notre métier : transformer les systèmes d'information des entreprises, assurer la maîtrise d'œuvre et la réalisation de grands projets.
Nous accompagnons ainsi les grandes mutations actuelles du secteur industriel, au travers des nouvelles technologies et des progiciels intégrés de gestion commerciale, de gestion de production et logistique, de gestion financière.
Contact : Françoise Halasz - Immeuble Elysées Défense - 7 place du Dôme - 92056 Paris la défense.

Prêt à relever les défis du troisième millénaire ! Maintenant, c'est à vous de décider.

Pour l'ensemble de ces domaines, nous offrons de nombreux postes en Ile-de-France comme en Régions : NORD-EST, OUEST, RHÔNE-ALPES ou SUD. Selon vos goûts et vos compétences, adressez-vous directement à l'un de nos contacts mentionnés ci-dessus en indiquant la région de votre choix.

Avec vous, CAP GEMINI ira encore plus loin.

It's time for the CAP GEMINI way.



La révolution culturelle de la NASA

*« **NOTRE RETOUR** sur Mars aujourd'hui marque le début d'une ère nouvelle dans le programme d'exploration spatiale de la nation »*, s'est réjoui Bill Clinton en saluant l'arrivée, vendredi 4 juillet, de la sonde Mars Pathfinder sur la planète rouge. La satisfaction du président américain n'était certainement pas feinte. Elle était, surtout, teintée d'un énorme soulagement.

La prestation magistrale – le jour de l'*Independance day* – de la petite sonde et de son robot à roues venait, en effet, d'effacer des années de malheurs pour la NASA, récompensant le formidable effort de redressement entrepris par l'Agence spatiale américaine, sous l'impulsion de son patron Daniel Goldin. Si Pathfinder continue à tenir ses promesses, l'Amérique va pouvoir, un mois durant, inonder le monde entier de superbes plans rapprochés de la planète rouge, administrant la preuve qu'elle est restée le géant technologique toujours capable d'aller batifoler aux confins des « dernières frontières ».

Il était temps. Le public américain a oublié depuis longtemps les beaux jours de la conquête lunaire des années 60. Oubliées aussi les images – et les découvertes – époustouflantes transmises par les sondes Voyager 1 et 2 dans leur course folle vers Jupiter, Saturne, Uranus, Neptune dans les années 70 et 80.

« MIEUX, PLUS VITE, MOINS CHER »

L'exploit des Vikings, derniers engins américains qui abordèrent Mars, remonte à vingt ans. L'explosion de la navette Challenger et la mort de ses sept membres d'équipage, le 28 janvier 1986 devant des millions de téléspectateurs, marqua le début d'une période noire dont la NASA commence tout juste à sortir.

Les succès actuels du télescope Hubble effacent difficilement le souvenir des millions de dollars dépensés pour corriger en orbite sa « myopie » due à une négligence confondante dans le contrôle de sa fabrication. La perte, le 22 août 1993, de la sonde Mars Observer, petite merveille de 1 milliard de dollars censée relancer l'aventure martienne, apparut presque comme le coup de grâce aux grandes ambitions spatiales américaines (*Le Monde* du 26 août 1993).

Le salut est venu de la véritable « révolution culturelle » menée par Daniel Goldin, premier industriel nommé à la tête de la NASA – traditionnellement dirigée jusqu'alors par d'anciens astronautes. Un traitement de choc marqué par un « dégraissage » massif des effectifs et des coupes massives dans les budgets. La méthode Goldin dont le mot d'ordre est *« better, faster, cheaper »* (mieux, plus vite et moins cher) a visiblement porté ses fruits, dans le domaine de l'exploration planétaire au moins.

La petite sonde Clementine (140 kg, 75 millions de dollars seulement) partie cartographier la Lune en 1994 a inauguré l'*« ère nouvelle »* évoquée par Bill Clinton. Mars Global Surveyor, parti le 7 novembre 1996 pour effectuer une mission similaire à celle de son malheureux prédécesseur Mars Observer mais pour un coût six fois inférieur et, surtout, Mars Pathfinder (200 millions de dollars « seulement ») la concrétisent.

Ces deux engins ne représentent que l'avant-garde d'une nouvelle vague d'*« exploration économique »* de Mars : sept autres doivent suivre d'ici 2005. Parallèlement, les industriels du spatial sont mis à contribution pour relancer les études qui devraient aboutir à la mise au point, dans les années qui viennent, de nouvelles fusées susceptibles de concurrencer enfin Ariane l'Européenne qui a su profiter habilement des erreurs stratégiques de la NASA pour s'approprier plus de 50 % du marché mondial des lancements de satellites commerciaux.

LA VOIE DE LA SAGESSE

La prestation spectaculaire de Mars Pathfinder et de son robot vient donc à point nommé pour convaincre les derniers réticents du bien-fondé de la nouvelle politique spatiale. Elle aidera sans doute la NASA à obtenir du Congrès le budget nécessaire pour mener à bien la construction de la station Alpha qui devrait débuter en 1998. Elle fera peut-être taire les critiques de ceux qui, inquiets des déboires de la station Mir, commencent à trouver que la coopération avec les anciens concurrents russes commence à devenir aussi coûteuse que dangereuse...

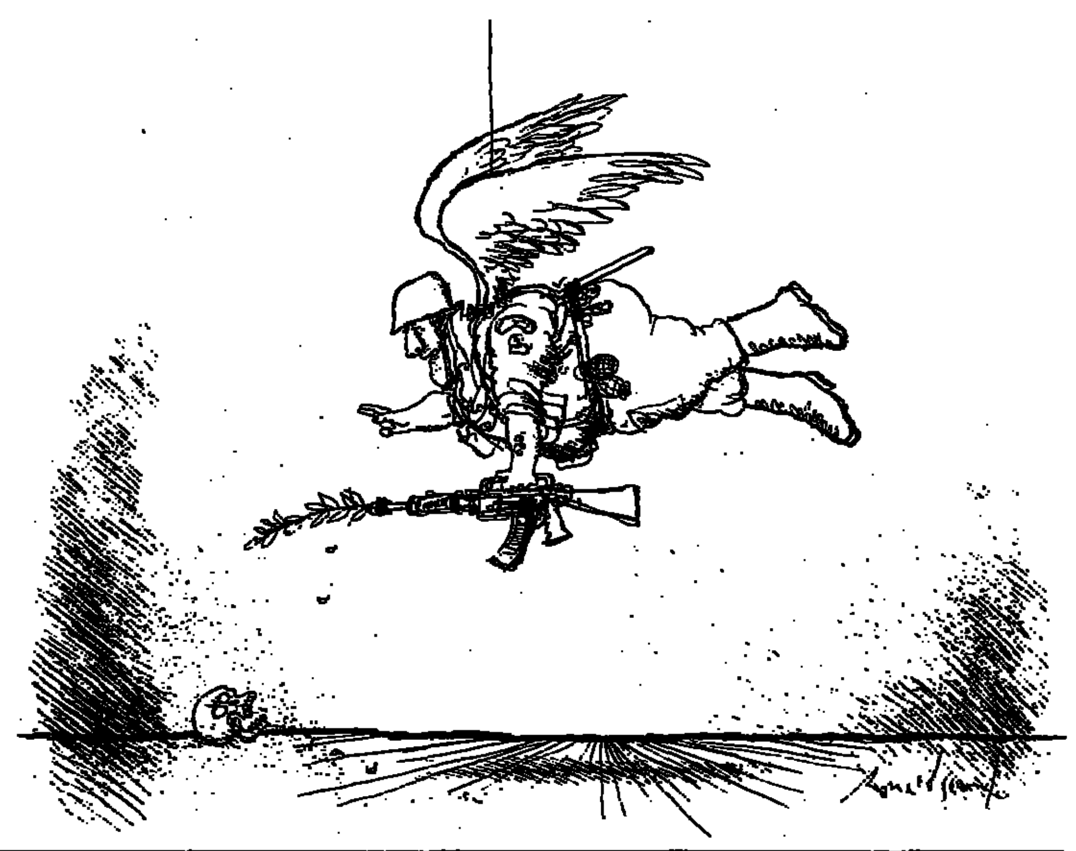
Mais ces succès, même s'ils sont renforcés par ceux des engins qui doivent suivre Pathfinder et Global Surveyor, n'exonéreront pas la NASA de la seconde partie de sa « révolution culturelle ». Il lui faudra bien, tôt ou tard, décider de la suite : que faire après Alpha ? Comment prolonger l'exploration débutée par Pathfinder et ses frères ?

Si la recherche de traces de vie (forcément très primitive, si elle existe ailleurs que sur Terre dans le système solaire) reste compatible avec des engins automatiques d'un coût raisonnable, il n'en est pas de même de l'envoi d'hommes sur Mars. Une expédition de ce genre sera nécessairement très chère, longue et risquée pour les cosmonautes et... d'un intérêt très relatif (si l'on excepte la part du rêve). A l'exact opposé de la nouvelle doctrine spatiale américaine.

Peut-être serait-il plus sage – au moins dans un premier temps – de lancer plutôt d'autres petites sondes inhabitées sur d'autres planètes ou de parfaire notre connaissance de l'Univers à l'aide de satellites scientifiques « intelligents » et peu onéreux. Pathfinder et, avant lui, les deux Voyager, ont prouvé qu'il est possible de passionner à la fois le public, les scientifiques et les ingénieurs pour un coût raisonnable.

Jean-Paul Dufour

Les anges gardiens - 1 *par Ronald Searle*



La bulle financière est-elle increvable ?

Suite de la première page

Deux camps s'affrontent aujourd'hui parmi les économistes, pour s'inquiéter ou, au contraire, saluer ces performances boursières. Les premiers les jugent spéculatives. Les seconds estiment, au contraire, qu'elles reflètent un changement radical d'environnement économique, la naissance d'un nouveau monde. Du coup, les comparaisons historiques sur la valorisation des titres n'auraient plus grand sens. Aux yeux des adeptes du New Age économique, les Bourses sont portées par des tendances de fond : disparition de l'inflation, conversion de l'ensemble de la planète à l'économie de marché, révolution des technologies de l'information et vieillissement des populations des pays développés qui, pour préparer leur retraite, sont contraintes d'acheter des actions.

La caractéristique sans doute essentielle de cette nouvelle ère réside dans l'absence d'inflation et donc de véritables tensions sur les taux d'intérêt susceptibles de faire baisser les marchés boursiers. Le New Age économique est un monde sans hausse de prix, très concurrentiel, avec des taux d'intérêt faibles et un strict contrôle de leurs coûts par les entreprises. Ces dernières ne pouvant pas réaliser de profits en augmentant leurs prix sont condamnées à accroître leur productivité et à limiter les salaires.

Certains économistes américains en arrivent à pronostiquer la fin des cycles économiques. Selon cette thèse, l'économie américaine d'abord et celle des pays européens ensuite – s'ils s'inspirent de son modèle – entrent ou vont entrer dans une ère de croissance stable et durable. Pour Steven Weber, professeur à l'université de Californie, si les sept années de croissance ininterrompue de l'économie américaine, un taux de chômage au plus bas depuis vingt-cinq ans et une utilisation élevée des capacités de production industrielle n'engendrent pas d'inflation et de hausse des taux, *« cela n'est pas une aberration, mais la première étape d'une nouvelle ère »*.

EUPHORIE SPÉCULATIVE

L'emploi, concentré dans les années 50 dans les entreprises manufacturières, est devenu en majorité le fait des services. Un secteur moins soumis aux fluctuations de stocks et qui bénéficie d'une demande relativement constante. La disparition progressive des barrières douanières et la baisse du coût des transports ont accru la concurrence et la demande. Enfin, la montée des pays émergents, notamment en Asie et en Amérique latine et de leurs milliards de consommateurs potentiels, devrait contribuer à prolonger la croissance et intensifier les échanges.

Les économistes ont toujours fabriqué de nouvelles théories, parfois séduisantes, pour justifier, un temps, l'existence des bulles financières. A chaque fois, des experts démontrent que les règles du jeu ont changé. Les spécialistes de l'immobilier justifiaient à la fin des années 80 les hausses vertigineuses de prix par une offre limitée dans les grandes capitales comme Tokyo, Londres, New York et Paris. Depuis, les prix se sont effondrés dans toutes ces villes et les crises de l'immobilier ont mis à mal les systèmes bancaires japonais et français. *« C'est vrai, le choc lié au début de la décennie à l'effondrement du communisme et au développement des nouvelles technologies de communication et d'information a augmenté dans des proportions considérables les possibilités de développement et de profits des entreprises, notamment américaines. Mais sept ans plus tard, on peut se demander si on n'est pas allé trop loin dans l'enthousiasme »*, estime Eric Barthalon, responsable des études économiques de la Banque Paribas. *« Les boursiers américains n'achètent plus une performance économique, mais l'opinion très optimiste qu'ils s'en font »*, ajoute-t-il.

La passion américaine pour les actions ressemble pour beaucoup à ces euphories spéculatives décrites par le professeur américain Charles Kindelberger dans son livre de référence *Histoire mondiale de la spéculation financière*. Du chauffeur de taxi au dirigeant d'entreprise, les Américains sont emportés par la fièvre des actions. Les performances de Wall Street ont fini par modifier la façon dont ils préparent leur retraite. Les épargnants américains ont déserté les placements traditionnels comme l'immobilier et l'assurance-vie pour investir en Bourse et acheter, parfois à crédit, des parts de fonds communs de placement investis en actions.

Autre attitude inquiétante : les Bourses américaines et, dans une moindre mesure, européennes ne prennent plus en compte aujourd'hui que les nouvelles favorables. Peu importe l'environnement économique, seul compte le flux croissant de capitaux qui se déversent sur les marchés d'actions. David Shulman, ananyste de la maison de courtage Salomon Brothers, résume bien la situation : *« Les mauvaises nouvelles au sujet de Wall Street sont vraies. Les actions sont surévaluées, mais les outils traditionnels qui mesurent la valeur des titres n'ont aucune influence sur les investisseurs. Ce qui compte, c'est que la demande d'actions soit plus importante que l'offre et ainsi... que les prix montent. »* S'il ne s'agit pas de la définition d'une bulle spéculative...

Eric Leser

RECTIFICATIFS

François Coty

Le parfumeur François Coty n'a pu avoir un *« passé de collaborateur »*, comme il était écrit par erreur, dans l'article consacré aux expositions Arts-Méditerranée (*Le Monde* du 3 juillet), puisqu'il est mort en 1934.

En revanche, il est vrai que l'industriel s'est publiquement placé, au début des années 20, à l'extrême droite de l'échiquier politique. Après avoir acheté *Le Figaro*, il créa un quotidien, *L'Ami du peuple*, et fonda le mouvement Solidarité française, dans la mouvance des ligues de l'époque.

Allemagne

Dans un article intitulé « Helmut Kohl ne peut accepter une interprétation trop laxiste des critères de convergence » (*Le Monde* du 28 juin), nous écrivions que le chancelier avait fait passer un message à l'Elysée selon lequel un taux de déficit budgétaire de 3,2 % en 1997 serait encore acceptable. A la suite de cet article, nous avons reçu du conseiller diplomatique du chancelier, Joachim Bitterlich, la lettre suivante : *« Le chancelier Kohl m'a chargé de vous faire savoir qu'il n'a jamais* "fait passer" *un tel* "message" *et que, par conséquent, votre supposition est dénuée de fondement. »*

Le Monde

21 *bis*, RUE CLAUDE-BERNARD - 75242 PARIS CEDEX 05
Tél. : 01-42-17-20-00. Télécopieur : 01-42-17-21-21. Télex : 206 806 F
Tél. relations clientèle abonnés : 01-42-17-32-90
Internet : http ://www.lemonde.fr

ÉDITORIAL

Fin de règne au Mexique

POUR attendue qu'elle soit, la défaite du Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) aux élections du 6 juillet représente un événement historique au Mexique, où ce parti régnait sans partage depuis... soixante-huit ans. Le chef de file de l'opposition de gauche, Cuauhtémoc Cardenas, apparaît déjà comme le principal vainqueur de ce scrutin : le président du Parti de la révolution démocratique (PRD) – hier encore qualifié dans les rangs de son propre parti comme *« un homme qui a fait son temps »* – devient le premier maire élu de la capitale. Un véritable « tremplin », qui lui a permis d'annoncer, au soir de sa victoire, sa prochaine candidature à l'élection présidentielle, prévue en l'an 2000.

A l'autre bout de l'échiquier, le Parti d'action nationale (PAN, droite) a lui aussi infligé un cuisant camouflet au PRI en l'empêchant de conserver à l'Assemblée nationale la majorité absolue qu'il détenait.

Ce spectaculaire virage voulu par les électeurs mexicains marque l'usure d'un parti qui avait si bien su dans le passé s'adapter à toutes les évolutions d'une société dont il contrôlait les principaux rouages, qu'il s'agisse de la politique, des syndicats ou des grandes entreprises. Mais le « ras-le-bol » ainsi exprimé ne représente encore qu'un « avertissement ». Car le PRI, bien que très affaibli, dispose toujours de la présidence de la République, d'une confortable majorité au Sénat, de la plupart des importantes municipalités, ainsi que de ses relais traditionnels. Et il a su, aussi, organiser et respecter un scrutin qui lui est défavorable, ce dont il n'était, dans le passé, guère coutumier.

L'étape de cohabitation qui s'annonce risque de soulever bien des difficultés dans un pays où la centralisation a toujours été la règle, et où le président dispose de pouvoirs extrêmement étendus. C'est d'autant plus vrai que la période qui s'ouvre débouche sur la prochaine élection présidentielle, dans un contexte de grave crise économico-financière et avec, dans le sud du pays, deux mouvements de guérilla : l'EZLN (Armée zapatiste de libération nationale) et l'EPR (Armée populaire révolutionnaire).

D'éventuels désordres intérieurs, et les complications qui pourraient en résulter sur la politique étrangère du pays, seront scrutés au plus près, avec vigilance, par les Etats-Unis. Ces dernières années, Washington et Mexico ont multiplié les accords de coopération et de rapprochement. La tentation de la carte antiaméricaine est toujours forte dans un pays qui a, à juste titre, beaucoup à reprocher à son voisin du Nord. La période de « fin de règne » qui s'est ouverte depuis dimanche au Mexique oblige les différentes formations à beaucoup de prudence, qu'il s'agisse de l'opposition ou du Parti révolutionnaire institutionnel, dont le patronyme a perdu aujourd'hui un peu de son étrange signification.

Le Monde est édité par la SA LE MONDE
Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ;
Noël-Jean Bergeroux, directeur général adjoint

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel
Directeurs adjoints de la rédaction : Jean-Yves Lhomeau, Robert Solé
Rédacteurs en chef : Jean-Paul Besset, Bruno de Camas, Pierre Georges,
Laurent Greilsamer, Erik Izraelewicz, Michel Kajman, Bertrand Le Gendre
Directeur artistique : Dominique Roynette
Rédacteur en chef technique : Eric Azan
Secrétaire général de la rédaction : Alain Fourment

Médiateur : Thomas Ferenczi

Directeur exécutif : Eric Pialloux ; directeur délégué : Anne Chaussebourg
Conseiller de la direction : Alain Rollat ; directeur des relations internationales : Daniel Vernet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Gérard Courtois, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982),
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la SA Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1994.
Capital social : 961 000 F. Actionnaires : Société civile « Les rédacteurs du *Monde* ».
Association Hubert Beuve-Méry, Société anonyme des lecteurs du *Monde*,
Le Monde Entreprises, Le Monde Investisseurs,
Le Monde Presse, Iéna Presse, Le Monde Prévoyance, Claude Bernard Participations.

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Du pain à la pomme de terre

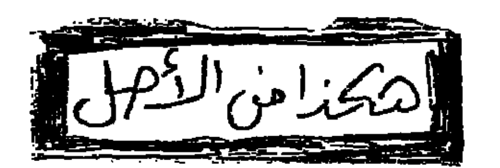
PAS ASSEZ de blé et trop de pommes de terre : telle sera la situation de notre agriculture au cours des mois qui vont suivre. Il nous faudra importer près de 12 millions de quintaux de céréales panifiables pour la prochaine campagne. En revanche, la récolte de pommes de terre sera particulièrement abondante, et l'on prévoit un excédent de 500 000 tonnes sur les besoins.

Pour réduire nos achats à l'étranger, M. Paul Ramadier envisage de faire entrer des pommes de terre dans la fabrication du pain. Il a donc fait appel à un industriel breton, M. François Gavaud, qui avait déjà effectué une expérience de cet ordre en 1943 à Quimper et à Brest, et il lui a demandé de mettre au point son procédé.

Des essais ont été tentés à Paris et en Seine-et-Marne, qui ont donné satisfaction. Le pain ainsi obtenu avec deux tiers de farine ordinaire et un tiers de pommes de terre a un aspect similaire à celui du pain normal. Son goût est agréable ; il est blanc, léger, et se conserve frais longtemps. Il n'a donc aucun des inconvénients du pain au maïs ; en outre, son prix de revient lui est inférieur.

Il est envisagé de fabriquer cette sorte de pain à partir du mois de septembre ou d'octobre dans toutes les régions productrices de pommes de terre et dans les grands centres, soit dans les trois quarts de la France. Des difficultés d'outillage restent encore à aplanir. Il faut en effet transformer dans les conserveries de pommes de terre un certain nombre de machines industrielles et les rendre aptes à fournir de la pulpe râpée, qui est la forme sous laquelle le tubercule serait utilisé.

(8 juillet 1947.)



BOURSES L'association Paris Europlace, dont la vocation est de promouvoir la place financière de Paris, rendra public, à l'occasion de ses Rencontres financières internationales, mardi 8 et mercredi 9 juillet à Paris, un rapport qui met en avant les atouts de la Bourse française dans la perspective de la monnaie unique. ● LE LANCEMENT de l'euro changera totalement l'environnement des places financières en Europe et accroîtra la concurrence entre Londres, Francfort et Paris pour capter les transactions. ● L'ENJEU en matière d'emplois et d'indépendance économique nationale est considérable. ● PARIS, qui n'a pas le poids de la City et ne bénéficiera pas, comme Francfort, de la présence de la banque centrale européenne, va tenter de prendre ses concurrents de vitesse. ● *« AU PLUS TARD »* le 4 janvier 1999, l'ensemble des marchés financiers français *(actions et obligations)* seront passés à la cotation en euro.

Paris tente de prendre de vitesse Londres et Francfort dans la perspective de l'euro

L'association Paris Europlace rend public un rapport sur les atouts de la place financière française dans la compétition avec ses concurrentes britannique et allemande. L'enjeu de cette bataille commerciale est considérable en termes d'emplois et d'indépendance économique

LA PLACE financière de Paris va-t-elle survivre au choc de la création de l'euro et peut-elle tenter de profiter de l'Union monétaire pour conforter un développement, rapide depuis une décennie, mais fragile ? L'enjeu n'est pas mince. Il s'agit à la fois de sauver les milliers d'emplois de l'industrie financière et de permettre aux grandes entreprises françaises de conserver leur autonomie de décision en leur permettant de trouver des actionnaires stables et nationaux.

Trois places financières européennes, Londres, Francfort et Paris, qui se livrent d'ores et déjà une bataille commerciale acharnée, ont pour ambition de conserver et de renforcer leur dimension internationale après la création de la monnaie unique européenne. L'euro créera en Europe des marchés de taux, d'actions et de devises d'une taille équivalente à leurs homologues américains et japonais. Mais dans une zone monétaire unifiée, il n'y a pas de place pour plusieurs places financières concurrentes. Aux Etats-Unis et au Japon, New York et Tokyo pour les marchés « physiques » et Chicago et Osaka pour les marchés à terme contrôlent l'essentiel des transactions.

En dépit de l'absence du Royaume-Uni dans les premiers pays participant à l'Union monétaire, Londres fait figure de favori compte tenu de son rôle déjà prééminent sur nombre de marchés. Pour faire face à la City, les

Londres largement en tête

en milliards de dollars

	1986	1996	Progression 1986/96
LONDRES			x 3,6
FRANCFORT			x 2,6
PARIS			x 3,8

(échelle : 0, 500, 1 000, 1 500)

Source : Fédération internationale des bourses de valeurs

Bourses de Paris et Francfort ont d'ailleurs tenté de s'allier. Mais les négociations ont échoué une première fois, il y a un peu moins d'un an, en août 1996. Elles ont repris il y a quelques semaines.

Francfort, dont le marché à terme (DTB) vient de rattraper pour les volumes de transactions son concurrent français (Matif), est tentée de faire cavalier seul avec de vrais arguments : le poids de l'économie allemande et plus encore la présence de la future banque centrale européenne. Un avantage certain mais qui n'est pas forcément décisif comme le montre l'exemple américain : la Réserve fédérale est à Washington et les marchés sont à New York.

L'association Paris Europlace, qui vise à promouvoir la Bourse parisienne, organise à partir du mardi 8 juillet ses Rencontres financières internationales dans la capitale. Elle vient de rendre public un rapport qui résume les atouts de la place de Paris. A commencer par la certitude de prendre ses concurrents de vitesse en misant tout sur l'euro la première. *« Au plus tard »* le 4 janvier 1999, l'ensemble des marchés financiers français (actions et obligations) seront passés à la cotation en euro.

Le Trésor français apporte un coup de pouce majeur en décidant de convertir en euro la totalité de l'encours de sa dette dès le 1er janvier 1999. Le Matif (Marché à terme international de France) a également pour stratégie de mener une guerre éclair et de lancer sept nouveaux contrats à terme et d'options concernant l'euro. Enfin, l'ensemble des Sicav et fonds de placement français seront cotés dans la monnaie unique dès le 4 janvier 1999.

Ni Londres, qui n'adoptera pas l'euro dès 1999, ni Francfort, pour des raisons essentiellement techniques, ne pourront aller aussi vite. En étant la seule grande place financière d'Europe à disposer d'une gestion dématérialisée de l'ensemble des titres, Paris *« dispose d'un avantage décisif dans la course à la monnaie unique »*, souligne le rapport. *« Les coûts de transactions ont été divisés par deux en cinq ans et leur baisse a été accélérée »*, ajoute-t-il.

Le secret espoir des responsables de la Société des Bourses françaises et du Matif est d'offrir suffisamment de liquidités pour attirer au moins le marché des obligations en euro à Paris. L'importance de la dette de l'Etat français peut le permettre. Le marché obligataire constitue le vrai point fort de la place de Paris. Le volume des transactions en obligations françaises représentait à la fin de l'année 1996 environ 40 % des transactions européennes. *« Le marché des OAT* [les obligations d'Etat françaises] *est devenu le plus liquide du monde derrière celui des bons du Trésor américain.... Les titres d'Etat français ont toutes les qualités requises pour devenir la référence du marché de taux en euro »*, souligne Paris Europlace. *« Il n'est pas inconcevable, en dépit du poids supérieur du marché des obligations d'Etat allemandes, que les titres français deviennent la référence »*, reconnait Julian Jessop, économiste de Nikko securities.

PARI DIFFICILE

La partie s'annonce pourtant difficile. Francfort a également l'ambition de devenir le centre de cotation des obligations en euros et sur les changes et les actions, les possibilités françaises sont limitées, même si le discours se veut ambitieux. En matière de devises, la suprématie de Londres qui détient 30 % des transactions de change mondiales semble presque impossible à remettre en cause. Les marchés de devises de Paris et Francfort sont d'ores et déjà réduits à un rôle secondaire.

Du côté des actions, les différences de capitalisation en faveur de Londres et Francfort constituent un handicap pour Paris qui, au contraire des marchés de taux, n'a jamais eu de tradition de gestion dans ce domaine.

Paris souffre enfin d'autres handicaps, sans doute encore plus pénalisants pour l'avenir : la fragilité de ses établissements bancaires qui ont du mal à participer à la compétition internationale sur les activités de marché et une fiscalité défavorable, notamment face à Londres. Compte tenu des salaires élevés des gestionnaires, « traders » et autres analystes, de nombreuses banques, même françaises, ont tendance, pour avoir des charges fiscales et sociales moins lourdes, à les déplacer à Londres. Le transfert en cours des salles de marché de Paris vers Londres constitue une menace mortelle pour la place française.

Eric Leser

Les scandales Nomura et Dai Ichi Kangyo révèlent la gangrène de la culture d'entreprise japonaise

TOKYO
de notre correspondant

Le big bang nippon, qui – à l'instar de la réforme de la City de Londres dans les années 80 – est destiné à dynamiser la place de Tokyo en la déréglementant, sonnera-t-il le glas de pratiques douteuses dans les entreprises de la deuxième puissance économique mondiale, en particulier dans la finance ? L'hécatombe parmi les plus hauts dirigeants de la deuxième banque du Japon, Dai Ichi Kangyo (DKB), après ceux de la première maison de titres, Nomura, n'est que la partie émergée de l'iceberg : ces deux institutions de la finance internationale, clouées au pilori parce qu'elles traitaient avec des racketteurs, sont loin d'être les seules brebis galeuses.

Ces affaires, qui se sont traduites jusqu'à présent par l'arrestation de onze dirigeants de la DKB (et le suicide de l'un d'entre eux) et de quatre (dont le président) chez Nomura Securities, ne sont pas de simples abus de biens sociaux. Paradoxalement, les personnes arrêtées ont servi leur entreprise avec loyauté, mais cette loyauté ne pouvait que les conduire à enfreindre la loi. Ils sont individuellement responsables des liens entretenus avec la mafia, mais c'est le système de gestion plus qu'eux-mêmes qui est corrompu.

Les dirigeants de la DKB et de Nomura sont accusés d'avoir versé des milliards de yens à des maîtres chanteurs afin d'éviter les questions gênantes pour la direction lors des assemblées d'actionnaires. Les *sokaiya* (littéralement « *professionnels d'assemblée d'actionnaires* ») sont une institution nippone : *ils sont apparus peu après la* création de la Bourse, à la fin du *siècle dernier. L'actionnaire majoritaire* paie les *sokaiya* pour occuper le temps de parole des assemblées, dont la durée est limitée. C'est ainsi qu'ont été jugulées les demandes d'explication des actionnaires lors des mouvements de lutte contre la pollution des années 70. D'abord chiens de garde des puissants, les *sokaiya* se sont ensuite retournés contre leurs maîtres et les ont fait chanter.

La réforme du code du commerce de 1982 destinée à éliminer les *sokaiya* n'a pas éradiqué leur parasitisme. Ils ont diminué en nombre (de 8 000 à un millier) mais ils ont accru leur capacité de chantage en se liant avec la pègre. A la faveur de l'« économie de casino » de la fin des années 80, marquée par une pénétration plus systématique de la vie des affaires par les truands, les *sokaiya* sont devenus *un rouage des réseaux interlopes* où se côtoient voyous et pseudo extrême-droite *gangstérisée* (dont une forme de chantage consiste à vociférer des slogans nationalistes devant le sièges des entreprises) et que régentent des personnages de l'ombre faisant office de médiateurs entre politiciens, milieux d'affaires et pègre.

Notoires, les menées des *sokaiya* sont un grand thème de « romans d'entreprise », genre littéraire à succès depuis les années 50, qui, mêlant fiction et investigation, décrit les dessous du monde des affaires. Paru en mai, *L'archipel de la corruption financière*, de Ryo Takasugi, qui traite des liens entre une banque et un *sokaiya*, est frappant par son actualité. *« Les* sokaiya *sont salariés des banques, touchent un bonus des maisons de titres et leur argent de poche des autres entreprises »*, dit-on. Les maîtres chanteurs sont actifs dans le secteur des services, de la distribution ou des produits de grande consommation : le grand magasin Takashimaya, la chaîne de grandes surfaces Ito Yokado, les brasseries Kirin ou le géant de l'alimentation Ajinomoto ont récemment défrayé la chronique pour leurs liens avec des *sokaiya*.

> Petit racketteur au début des années 80, Ryuichi Koike, est devenu dix ans plus tard un arnaqueur de haute volée capable d'obtenir en cinq ans 26 milliards de yens en « prêts » de la deuxième banque du Japon

La faiblesse des droits des actionnaires, jugulés par les prises de participations croisées entre groupes, et la frilosité des dirigeants soucieux d'éviter les remous sont à l'origine de l'influence prise par les *sokaiya*. Les dirigenants sont des salariés arrivés au sommet de la hiérarchie en vertu du principe de promotion à l'ancienneté. En fin de carrière, ils visent leur prime de départ. Des assemblées houleuses et des quitus emportés de justesse donneraient une mauvaise image de l'entreprise et risqueraient d'entraîner la chute du cours des actions. Pour éviter de tels désordres, il faut acheter le silence des assemblées d'actionnaires. Aucun dirigeant n'approuve le recours aux racketteurs professionnels, mais aucun n'a le courage de rompre avec une règle tacite de la gestion « maison ».

Cette gestion est courante dans les banques. Longtemps tenues en main, mais aussi protégées de la faillite, par le ministère des finances, elles ont cultivé les méthodes pour étouffer dans l'oeuf les affaires qui pourraient susciter la désapprobation de l'administration. A la faveur de la « bulle spéculative », la zone grise de l'économie où se chevauchent légalité et illégalité s'est étendue et le rapport de forces entre financiers et truands a évolué au bénéfice des seconds : partie prenante dans les affaires et mieux informés de leurs dessous, les voyous sont devenus plus exigeants. Petit racketteur au début des années 80, Ryuichi Koike, au centre du scandale DKB-Nomura, est devenu dix ans plus tard un arnaqueur de haute volée capable d'obtenir en cinq ans 26 milliards de yens en « prêts » de la deuxième banque du Japon et des traitements de faveur de la première maison de titres. Une bonne partie (un tiers, dit-on) des créances douteuses des banques sont le fruit amer de leurs opérations avec la nébuleuse du crime économique.

Après d'autres, le scandale DKB-Nomura porte atteinte trop profondément à la réputation de la finances nippone pour qu'il soit étouffé. Les sociétés coupables ne peuvent se contenter de « *couper la queue du lézard* » en trouvant un bouc émissaire. Une dilution de la responsabilité que le premier ministre Hashimoto a qualifiée de *« couardise qui ne résout rien »*. Au-delà de la rancune que le premier *ministre nourrit à l'égard de* Nomura (un autre scandale de la maison de titres le contraignit en 1991 à renoncer à ses fonctions de ministre des finances), semble se dessiner une volonté politique d'introduire un peu de transparence et de sens des responsabilités dans la finance.

Toute l'économie nippone n'est assurément pas gangrenée par les *sokaiya*. Mais *« si les autorités ne portent pas le fer dans la plaie, ce cancer va continuer à ronger le monde des affaires »*, écrit le quotidien *Asahi* en exhortant à faire la lumière sur les coulisses de la finance – que la grande presse n'a pas toujours été très empressée à explorer. Autant que de réformes institutionnelles, c'est d'un changement dans la culture d'entreprise que le Japon a besoin.

Philippe Pons

هكذا من الأصل

EDF diversifie ses technologies pour capter de nouveaux marchés

La limitation des perspectives de l'énergie nucléaire à l'étranger oblige l'électricien à développer des centrales utilisant le charbon, le gaz ou une combinaison des deux

Sur les marchés internationaux, les perspectives de l'énergie nucléaire sont désormais limitées. Pour s'y développer, EDF a résolu de rompre avec sa culture traditionnelle. L'entreprise publique développe depuis trois ans des centrales utilisant le charbon, le gaz ou une combinaison des deux. Ainsi EDF, en association avec le groupe privé italien Edison, a inauguré, mardi 1er juillet, à Tarente, une centrale alimentée par les gaz des hauts-fourneaux. Simultanément, une autre expérience est menée en Espagne à Puertollano, où EDF a installé une centrale thermique à gazéification du charbon intégrée à un cycle combiné à gaz. Enfin la firme française a conçu une centrale à lit fluidisé circulant à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône. Ce prototype, en brûlant particules de charbons et cendres dans sa chaudière, permet de supprimer la quasi-totalité des émissions de soufre et la moitié des émissions d'oxyde d'azote.

TARENTE
de notre envoyé spécial

« Nous avons enfin une centrale électrique fonctionnant au gaz. » Jack Cizain, directeur international d'EDF, n'a pas caché sa satisfaction, mardi 1er juillet, lors de l'inauguration de l'unité de Tarente, dans le sud de l'Italie. Dans cette région des Pouilles, au cœur d'un complexe sidérurgique, le groupe privé Edison, auquel est associé l'électricien français, vient d'achever la construction d'une centrale alimentée par les gaz des hauts-fourneaux.

Bénie par l'évêque, cette installation de 505 mégawatts permet au maire de la ville et au ministre italien de l'industrie d'afficher un léger optimisme dans cette région fortement touchée par le chômage. Cependant, des sidérurgistes sont là pour rappeler les problèmes de l'emploi dans ce bassin. De son côté, le patron d'Edison, Enrico Bondi, insiste sur les performances technologiques et écologiques de cette nouvelle centrale de cogénération, produisant à la fois de l'électricité et de la vapeur. *« Nous avons trouvé un partenaire qui nous a amené son expérience »*, reconnaît le président d'EDF, Edmond Alphandéry.

RENDEMENT AMÉLIORÉ

Par ce biais, l'entreprise publique s'initie au cycle combiné, une technologie qui, par rapport à une installation classique, augmente le rendement d'une centrale de 38 % à 50 %, et dans le futur à 60 %. Le processus en deux temps permet de produire de l'électricité à partir d'un combustible (gaz, charbon, fioul, résidus de pétrole), et de récupérer ensuite les fumées pour les transformer en vapeur (cogénération) ou à nouveau en électricité.

« Nous avions impérativement besoin d'une telle référence pour pouvoir nous placer sur les marchés où la demande est très importante et la concurrence aussi », souligne Jack Cizain, visiblement fier de pouvoir ajouter Tarente à son catalogue, qui compte déjà des centrales nucléaires, des barrages hydrauliques et des centrales à charbon. L'installation italienne est dotée d'équipements réduisant les émissions dans l'atmosphère de poussières, de gaz carboniques (CO_2), d'oxyde de soufre (SO_2) et d'azote (NOX), par la récupération des gaz de l'aciérie jusque-là dipersés dans l'air par des torchères.

Cogénération, cycles combinés et limitation des rejets nocifs pour réduire l'effet de serre sont les concepts que les ingénieurs d'EDF intègrent désormais à leur culture, jusque-là dominée par l'hydraulique et surtout par le nucléaire. Le changement de mentalité a débuté voici près de trois ans, quand l'électricien français a accéléré son développement international. Les perspectives de ventes de centrales nucléaires sont rapidement apparues limitées, alors que la demande pour des centrales thermiques classiques est considérable. L'abondance du charbon et la baisse des prix du gaz a accéléré la tendance.

Profitant de la volonté du gouvernement italien d'inciter au développement d'installations utilisant des énergies renouvelables ou assimilées, EDF s'est associée voilà deux ans avec Edison pour acquérir la filiale d'électricité des aciéries Ilva. Ensemble, ils ont pris 75 % du capital, Edison détenant 60 % de ce bloc d'actions majoritaire et EDF 40 %. Le sidérurgiste Riva possède les 25 % restants. Ensemble également, les groupes français et italiens ont réalisé la centrale de Tarente. Après cet investissement estimé à 3 milliards de francs, les trois partenaires réunis dans ISE (Iniziative sviluppo energie) envisagent de construire une unité analogue de 160 mégawatts en Toscane, à Piombino, sur le site de l'aciérie Lucid. *« Nous attendons que l'ENEL nous fixe une date pour nos premières livraisons d'électricité avant de commencer les travaux. Nous leur avons proposé août 2000 »*, explique Michel Rouffiet, responsable chez EDF du développement en Europe Occidentale. S'agissant également d'un projet agréé par l'Etat, le courant produit est fourni à l'électricien national (ENEL), qui s'est engagé à l'acheter pendant huit ans à un tarif préférentiel plus élevé. Simultanément, une autre expérience est menée en Espagne, à Puertollano, une centrale thermique à gazéification du charbon intégrée à un cycle combiné à gaz d'une puissance de 335 mégawatts. L'association de ces deux sources d'énergie n'est pas anodine, car, si le gaz devient de plus en plus attractif, le charbon reste l'énergie la plus utilisée dans le monde. Il est à l'origine de 40 % de l'électricité produite.

Soucieuse de développer des techniques de *« charbon propre »* pour respecter des normes antipollution internationales de plus en plus strictes, la firme française a conçu une centrale à lit fluidisé circulant à Gardanne, dans les Bouches-du-Rhône. D'une capacité de 250 mégawatts, ce prototype, le plus puissant au monde, en brûlant particules de charbons et cendres dans sa chaudière, permet de supprimer la quasi-totalité des émissions de soufre et la moitié des émissions d'oxyde d'azote.

« Ce procédé nous permet d'utiliser toutes sortes de charbons, même les plus soufrés », constate Daniel Levy, directeur de la Soprolif, maître d'ouvrage de la centrale, qui rassemble également les Charbonnages de France, l'espagnol Endesa et GEC Alsthom. La houille utilisée comme combustible est là pour le prouver. Pour des raisons sociales, et non économiques, afin de maintenir en exploitation la mine voisine jusqu'en 2005, la chaudière n'est alimentée que par du charbon local malgré son coût élevé, son faible pouvoir calorifique et sa forte teneur en soufre.

Les visiteurs de cette nouvelle *« vitrine provençale »* sont essentiellement chinois, leur pays ayant les plus grandes réserves au monde de charbon. Mais, là encore, comme pour le gaz, la concurrence est très vive entre les fournisseurs d'équipements électriques, qui se pressent tous vers l'Asie du Sud-Est pour proposer leurs centrales.

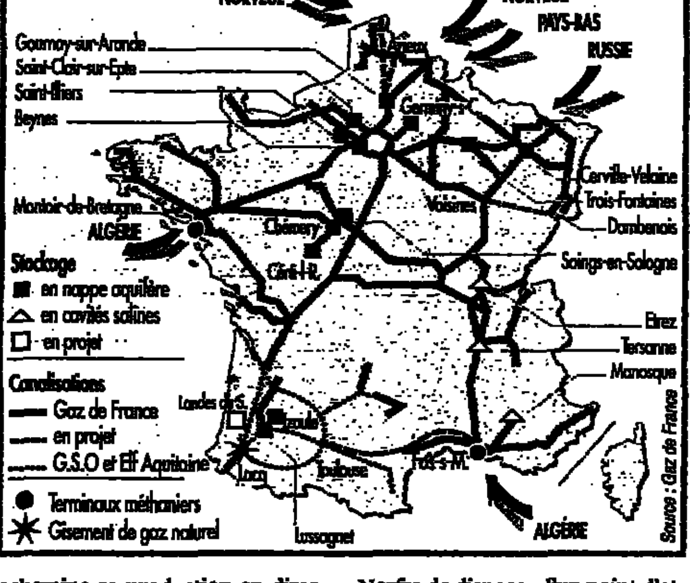
Dominique Gallois

Le gaz norvégien arrivera directement en France, via Dunkerque en 1998

« A L'HORIZON 2005, la part du gaz norvégien représentera 33 % de nos approvisionnements », a indiqué Jean-François Larvor, directeur de l'unité transports et production de Gaz de France (GDF) lors d'une visite, le 26 juin, d'un gazoduc réalisé par la compagnie nationale dans le Nord. Avec 1,10 mètre de diamètre, 185 kilomètres de long, son coût global est estimé à 1,1 milliard de francs.

Le gazoduc des Hauts-de-France, en cours de construction, permettra au gaz norvégien de parvenir dès 1998 directement en France, en connectant le Norfra, le gazoduc de la mer du Nord (840 kilomètres), à Gournay-sur-Aronde (Oise), via un atterrage près de Dunkerque. Cette réalisation renforce la logique de diversification de ses fournisseurs adoptée par GDF : en misant sur la Norvège, la France, qui consomme chaque année 35 milliards de mètres cubes de gaz, pourra compter sur d'autres producteurs que la Russie et l'Algérie, qui représentent respectivement 33 % et 24 % de l'approvisionnement national aujourd'hui.

Jusqu'à présent, la Norvège



achemine sa production en direction de la France via les Pays-Bas et l'Allemagne, qui aboutit à la station de compression de Taisnières, près de la frontière belge. L'artère des Hauts-de-France permettra au Norfra de disposer d'un point d'atterrage en France et complétera le réseau français de transport gazier (28 000 kilomètres au total), pour acheminer à terme 15 milliards de mètres cubes supplémentaires.

Ce chantier a généré 400 emplois intérimaires, en associant des entreprises françaises comme Spie Cagat et Entrepose pour la pose des conduites, ou Europipe pour leur réalisation. Les travaux, engagés en mai 1997, s'achèveront en février 1998, pour une mise en service en octobre. *« Mais nous espérons être prêts avant cette échéance,* explique M. Le Moal, directeur de l'unité grand projet de GDF, *ce qui nous permettra de procéder aux premiers essais dès juin, pour atteindre le niveau nominal en octobre. »*

Selon GDF, ce projet lui permettra de compléter son réseau et de faire face à la déréglementation du marché du gaz que préparent les autorités européennes. La compagnie gazière française estime également être bien placée dans des négociations avec la SNAM (Italie) portant sur la construction d'une autre artère de transport. Si ce projet était mené à bien, le futur gazoduc serait deux fois plus long que celui des Hauts-de-France. Long de près de 500 kilomètres, il relierait le nord de la France à Bâle, et transporterait 6 milliards de mètres cubes.

La Commission européenne est divisée sur la politique d'aide à la recherche

BRUXELLES
(Union européenne)
de notre correspondant

Bruxelles est le théâtre d'une bataille entre commissaires : Edith Cresson, responsable de la recherche, est parvenue à bloquer de justesse, mercredi 2 juillet, une procédure d'infraction que Karel Van Miert, son collègue chargé de la politique de concurrence, se proposait d'engager contre l'Italie pour aides d'Etat illicites, d'un montant de 18 millions d'écus (117 millions de francs environ), accordées au fabricant de semi-conducteurs franco-italien SGS-Thomson. Le litige se déroule dans une ambiance exécrable : M. Van Miert est présenté comme un bureaucrate entêté dont les services font le jeu des Américains, Mme Cresson est accusée d'être très peu présente à Bruxelles et de ne pas connaître ses dossiers.

L'affaire reviendra à l'ordre du jour à l'automne et pourrait déboucher, comme le souhaite Mme Cresson, sur un débat plus vaste concernant la politique des aides dans l'Union. L'ancien premier ministre français trouve que la Commission donne trop généreusement son feu vert à des subventions destinées à l'installation de nouvelles usines, alors qu'elle se montre très chiche lorsqu'il s'agit de la recherche ou de la formation.

La police des aides, menée par les services de M. Van Miert, a pour objet de préserver le libre jeu de la concurrence au sein du marché unique. La toute-puissante « DG IV » (direction générale de la concurrence) déclenche normalement son action sur plainte d'un ou plusieurs concurrents : l'enquête sur Air France avait été engagée à la suite de plaintes de British Airways, celle sur le Crédit lyonnais après des protestations de la Société générale.

Dans l'affaire SGS-Thomson, une plainte a bien été adressée à Bruxelles, mais elle émane de Motorola, le géant américain qui offre en France 2 500 emplois de haut niveau, notamment à Toulouse. Aucun des deux concurrents européens de SGS-Thomson, Philips et Siemens, n'avait trouvé à redire lorsque le projet d'aides italiennes a été publié au *Journal officiel* des Communautés.

Dans le débat juridique, qui porte sur l'interprétation du règlement communautaire concernant l'encadrement des aides à la recherche, Mme Cresson a trouvé l'appui de Martin Bangemann, le commissaire (allemand) chargé de l'industrie, un de ses rares collègues connaissant la substance du dossier. M. Bangemann s'en est pris en termes vifs à l'action de « Karel », mais aussi et surtout de Jean-Louis Devost, le chef du service juridique de l'institution bruxelloise.

FAIBLESSES ÉVIDENTES

M. Van Miert estime que les projets pour lesquels une aide a été demandée ont été menés à leur terme avant même que la subvention soit versée, que celle-ci n'était donc pas nécessaire et qu'il s'agissait en fait, plus que d'une recherche comptant un fort élément de risque, d'une activité tout à fait ordinaire pour un fabricant de « puces ». Ses contradicteurs estiment en revanche que le caractère incitatif de l'aide (qui est, au terme du règlement, un élément déterminant dans son évaluation) est bien prouvé : l'augmentation de 100 % en trois ans du volume de l'aide et de 50 % du personnel affecté à la recherche chez SGS-Thomson sont liés à la mise en œuvre du programme de recherche contesté.

Mais l'argumentation de Mme Cresson va au-delà de cette controverse juridique. Elle dénonce la faiblesse des dépenses de recherche et développement (R&D) de l'Europe, qui, en 1995, représentaient 1,8 % de son PIB, contre 2,6 % aux Etats-Unis et 2,8 % au Japon. Désormais, les « dragons » d'Asie ont dépassé l'Europe avec des taux de R&D atteignant 2,5 % à Taïwan et 2,1 % en Corée du Sud. Les conséquences, en termes de compétitivité, sont spectaculaires : il existe en Europe deux chercheurs d'entreprise par millier d'actifs, contre six aux Etats-Unis et au Japon. Et l'Union est la seule puissance économique qui enregistre un déficit permanent dans les échanges mondiaux de produits de haute technologie, d'environ 10 à 15 milliards d'écus par an.

Ces faiblesses sont particulièrement criantes dans le secteur des semi-conducteurs, où pourtant on s'attend à un doublement des emplois de l'industrie mondiale dans les dix ans à venir, passant de 650 000 en 1995 à plus de 1 200 000. L'Europe représente environ 20 % du marché mondial, mais les entreprises américaines fournissaient 44 % de la production mondiale en 1995, les firmes japonaises 37 % et les européennes 9,6 % seulement, à peine plus que leurs concurrentes des nouveaux pays industrialisés (9,4 %).

Le groupe néerlandais Philips, la plus grande entreprise européenne de semi-conducteurs, ne contrôle que 3 % du marché mondial, suivi de SGS-Thomson (2,9 %) et de l'allemand Siemens (2,2 %), alors que la taille d'entreprises américaines ou japonaises comme Intel, NEC, Motorola ou Toshiba est en général trois à quatre fois supérieure. *« On ne peut prétendre qu'une augmentation des investissements en R&D des firmes européennes, fût-ce au moyen de fonds publics, pourrait créer des distorsions de concurrence dans ce secteur, où ces dernières font figure de challengers à côté des géants américains et japonais »*, conclut une note rédigée par les services de Mme Cresson.

Philippe Lemaître

Christian Pierret veut mettre fin au centre de tri « privé » de La Poste

MOINS de quinze jours après avoir déploré le *« mauvais climat social »* qui règne à La Poste, Christian Pierret, secrétaire d'Etat à l'industrie, lance une nouvelle pierre dans le jardin de Claude Bourmaud, qui préside cette entreprise.

Selon des informations révélées par les syndicats SUD et CGT et confirmées par son entourage, Christian Pierret devait écrire lundi 7 juillet à Claude Bourmaud pour lui demander de modifier le statut du centre de tri parallèle d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne).

Ouvert en octobre 1996, ce centre était devenu un symbole. Celui d'une direction d'entreprise qui estimait nécessaire de tout mettre en œuvre pour réduire l'impact des grèves sur son activité. Le conflit de l'automne 1995 avait en effet montré qu'il suffisait d'une grève dans les centres de tri pour bloquer l'activité de La Poste et détourner les grandes entreprises vers des opérateurs privés.

AGENTS MOINS REVENDICATIFS

Renonçant à réformer les centres de tri, la direction avait cru contourner la difficulté en créant des centres dits « de régulation », très automatisés et où les agents, souvent contractuels, sont supposés moins revendicatifs. L'un de ces centres, celui d'Ozoir-la-Ferrière (Seine-et-Marne), est même une société de droit privé, filiale de Sofiposte, la holding qui chapeaute les filiales de La Poste. Son nom officiel est la Société de traitement automatique et d'acheminement (STAA), dont La Poste possède 51 % du capital, le reste étant réparti entre Alcatel (15 %) et le routeur Eurotri (34 %).

Actuellement, la STAA emploie environ cent personnes et traite 1,3 million de plis par jour. A de multiples reprises, les syndicats ont dénoncé son existence. Ils viennent en grande partie d'obtenir satisfaction. Dans sa lettre, Christian Pierret estime que *« le dialogue social, l'exercice des droits syndicaux doivent trouver leur place naturelle dans tous les services en conformité avec non seulement la lettre, mais l'esprit, des textes statutaires. L'organisation et le mode de gestion actuels du centre de tri d'Ozoir-la-Ferrière ne permettent pas de répondre à ces exigences. Il convient de réformer le statut juridique de cet établissement. L'exploitant doit en devenir le seul propriétaire. Les matériels, ainsi que l'activité du centre, doivent réintégrer l'organisation du réseau de traitement du courrier à La Poste. Je vous demande également de veiller à ce que la situation des personnels soit conforme aux textes qui s'appliquent aux agents de La Poste, notamment en matière de conditions de travail et de relations sociales »*.

Pressentant une telle demande, Claude Bourmaud avait annoncé une réforme du statut du centre lors du dernier conseil d'administration, fin juin. Mais l'existence de cette lettre et le ton employé montrent clairement que Christian Pierret n'entend pas relâcher la pression sur les dirigeants de cette entreprise publique.

Frédéric Lemaître

DÉPÊCHES

■ **BRITISH AIRWAYS : la compagnie aérienne britannique** a annoncé qu'à partir de mercredi 9 juillet la moitié des vols long courrier depuis Londres-Heathrow et les deux tiers depuis Londres-Gatwick seront annulés, les vols européens depuis Heathrow devant aussi être affectés. hôtesses et stewards seront en grève pour 72 heures.

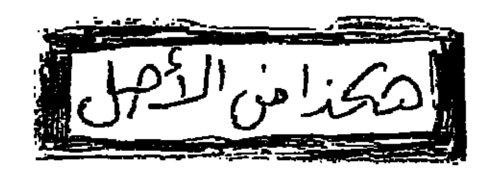
■ **ERAMET : l'Union Calédonienne** (indépendantiste) a indiqué le 7 juillet attendre *« d'ici demain ou après-demain »* le remplacement d'Yves Rambaud, PDG du groupe métallurgique et minier, *« promis par l'ancien gouvernement »*. Le conseil d'administration d'Eramet se réunit mercredi 9 juillet.

■ **METRO : le groupe allemand de distribution** a annoncé, lundi 7 juillet, négocier le rachat de la totalité des activités européennes de vente au comptant et à emporter du néerlandais SHV Holdings.

■ **PINAULT-PRINTEMPS-REDOUTE : le groupe** français a signé samedi 5 juillet un accord de coopération avec le groupe taïwanais President Enterprises (agroalimentaire, distribution). A l'étude, l'implantation à Taïwan de Conforama, la Fnac et La Redoute.

■ **JET SERVICES : le groupe a annoncé**, vendredi 4 juillet, un chiffre d'affaires de 1,69 milliard de francs en 1996 (+6 %) et un résultat net de 45 millions (-36,6 %).

■ **BOURSE : le milliardaire américain George Soros** a exprimé, dans un entretien à l'hebdomadaire allemand *Focus* du 6 juillet, sa crainte que l'embellie des Bourses dans le monde soit suivie d'un krach. Il redoute qu'en donnant la priorité à la défense de l'emploi sur la consolidation budgétaire, la France s'oppose à l'Allemagne et retarde l'euro.



RÈGLEMENT MENSUEL

LUNDI 7 JUILLET

Liquidation : 24 juillet
Taux de report : 3,13
Cours relevés à 12 h 30

CAC 40 ↘ PARIS
−0,19 %
CAC 40 : 2929,00

VALEURS FRANÇAISES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
B.N.P. (T.P)	1005	1003	− 0,19	+ 4,69
Cr.Lyonnais(T.P.)	915	923	+ 0,87	+ 13,25
Renault (T.P.)	1650	1646	− 0,24	+ 2,87
Rhone Poulenc(T.P)	2208	2210	+ 0,09	+ 16,92
Saint Gobain(T.P.)	1340	1340	—	+ 5,76
Thomson S.A (T.P)	1001	1005	+ 0,39	− 1,95
Accor	935	939	+ 0,42	+ 42,92
AGF-Ass.Gen.France	192	195,20	+ 1,66	+ 16,53
Air Liquide	958	952	− 0,62	+ 17,59
Alcatel Alsthom	787	783	− 0,50	+ 67,85
Axa	368,10	369,80	+ 0,46	+ 12,06
Axime	682	680	− 0,29	+ 13,33
Bail Investis.	777	779	+ 0,25	+ 5,12
Bancaire (Cie)	774	780	+ 0,77	+ 27,09
Bazar Hot. Ville	576	581	+ 0,86	+ 38,88
Bertrand Faure	330	323,80	− 1,87	+ 60,21
BIC	970	968	− 0,20	+ 24,42
BIS	490,10	490,10	—	− 8,04
B.N.P.	249	249,20	+ 0,08	+ 24,10
Bollore Techno.	760	756	− 0,52	+ 32,63
Bongrain	2376	2408	+ 1,34	+ 19,98
Bouygues ■	506	505	− 0,19	− 6,13
Bouygues Offs.	166,50	164,60	− 1,14	+ 23,75
Bull#	65	65	—	+ 103,44
Canal +	1220	1211	− 0,73	+ 5,67
Cap Gemini	345,50	347,40	+ 0,54	+ 38,46
Carbone Lorraine	1441	1480	+ 2,70	+ 50,71
Carrefour	4372	4393	+ 0,48	+ 30,12
Casino Guichard	287	288,50	+ 0,52	+ 19,41
Casino Guich.ADP	230	237	+ 3,04	+ 24,79
Castorama Dub.(Li)	834	835	+ 0,11	− 6,49
C.C.F.	256	254	− 0,78	+ 5,83
Cegid (Ly)	637	637	—	+ 7,23
Cerus Europ.Reun.	30	29,85	− 0,50	− 7,35
Cetelem	714	717	+ 0,42	+ 19,50
CGIP	1683	1682	− 0,05	+ 12,54
Chargeurs	353	358	+ 1,41	+ 39,29
Christian Dalloz	2310	2210	− 4,32	+ 19,39
Christian Dior	996	987	− 0,90	+ 17,92
Ciments Francais	207	207	—	+ 42,75
Cipe France Ly # ■	725	735	+ 1,37	+ 18,93
Clarins	828	830	+ 0,24	+ 9,86
Club Mediterranee	431,50	430,50	− 0,23	+ 27,82
Coflexip	381	375	− 1,57	+ 36,36
Colas	775	777	+ 0,25	+ 3,60
Comptoir Entrep.	10,60	10,30	− 2,83	+ 7,29
Comptoirs Mod.	3020	3012	− 0,26	+ 7,57
CPR	434,90	440,30	+ 1,28	+ 6,45
Cred.Fon.France	62	61,15	− 1,37	− 9,48
Credit Lyonnais CI	296,70	295,20	− 0,50	+ 121,95
Cred.Nat.Natexis	320	320	—	+ 7,09
CS Signaux(CSEE)	226,90	227,50	+ 0,26	− 3,13
Damart	4380	4495	+ 2,62	+ 8,31
Danone	973	969	− 0,41	+ 34,02
Dassault-Aviation	1309	1340	+ 2,36	+ 14,52
Dassault Electro	588	587	− 0,17	+ 37,91
Dassault Systemes	425	427,50	+ 0,58	+ 78,64
De Dietrich	253	255,50	+ 0,98	+ 30,69
Degremont	413,80	413,80	—	+ 7,48
Deveaux(Ly)#	785	800	+ 1,91	+ 11,11
Dev.R.N-P.Cal Li #	47	47	—	+ 8,04
Dexia France	566	564	− 0,35	+ 24,27
DMC (Dollfus Mi)	104,50	104	− 0,47	+ 17,32
Dynaction	144	144	—	+ 17,93
Eaux (Gle des)	753	752	− 0,13	+ 17,65
Eiffage	305	305	—	+ 18,78
Elf Aquitaine	666	661	− 0,75	+ 39,95
Eramet	267	277,10	+ 3,78	+ 1,87
Eridania Beghin	900	905	+ 0,55	+ 8,36
Essilor Intl	1582	1585	+ 0,18	+ 0,83
Essilor Intl.ADP	1469	1479	+ 0,68	+ 19,76
Esso	539	539	—	+ 1,51
Eurafrance	2473	2450	− 0,93	+ 9,27
Euro Disney	9	8,90	− 1,11	− 13,59
Europe 1	1341	1360	+ 1,41	+ 23,63
Eurotunnel	7,80	8,10	+ 3,84	+ 18,24
Fimalac SA	500	495	− 1	+ 2,69
Finextel	103	101,50	− 1,45	+ 26,55
Fives-Lille	414,80	411,50	− 0,79	− 16,02
Fromageries Bel	4289	4212	− 1,79	− 2
Galeries Lafayette	2415	2435	+ 0,82	+ 31,90
GAN	136,80	136,80	—	+ 30,28
Gascogne (B)	519	519	—	+ 13,56
Gaumont #	431,50	425	− 1,50	− 7,86
Gaz et Eaux	2490	2500	+ 0,40	+ 23,58
Geophysique	606	600	− 0,99	+ 66,66
G.F.C.	530	529	− 0,18	+ 13,67
Groupe Andre S.A.	515	514	− 0,19	+ 38,82
Gr.Zannier (Ly) #	154,50	153,90	− 0,38	+ 31,31
GTM-Entrepose	309	324,90	+ 5,14	+ 35,37
Guilbert	819	814	− 0,61	+ 19,80
Guyenne Gascogne	2158	2151	− 0,32	+ 4,16
Hachette Fil.Med.	1285	1298	+ 1,01	+ 12,38
Havas	437	434,60	− 0,54	+ 19,39
Havas Advertising	678	684	+ 0,88	+ 18,95
Imetal	774	778	+ 0,51	+ 1,56
Immeubl.France	348	346	− 0,57	+ 13,07
Infogrames Enter.	768	767	− 0,13	+ 39,83
Ingenico	145	149	+ 2,75	+ 71,26
Interbail	163,10	160,50	− 1,59	− 29,26
Intertechnique	1246	1230	− 1,28	+ 58,75
Jean Lefebvre	311,20	309,50	− 0,54	+ 14,61
Klepierre	852	845	− 0,82	+ 23,75
Labinal	1448	1449	+ 0,06	+ 46,27
Lafarge	384	382,80	− 0,31	+ 22,96
Lagardere	174,50	175,40	+ 0,51	+ 23,17
Lapeyre	405	406,70	+ 0,41	+ 36,47
Lebon	215	210	− 2,32	+ 22,73
Legrand	1099	1097	− 0,18	+ 24,09
Legrand ADP	740	740	—	+ 28,91
Legris indust.	269,90	270	+ 0,03	+ 23,56
Locindus	814	815	+ 0,12	+ 6,39
L'Oreal	2442	2457	+ 0,61	+ 25,24
LVMH Moet Hen.	1616	1610	− 0,37	+ 31,11
Marine Wendel	640	637	− 0,46	+ 33,82
Metaleurop	85	84,20	− 0,94	+ 99,36
Metrologie Inter.	13,80	14	+ 1,44	− 11,11
Michelin	369,90	367,50	− 0,64	+ 31,28
Moulinex #	159,10	159,50	+ 0,25	+ 41,29
Nord-Est	131	131	—	+ 1,42
Nordon (Ny)	385	393	+ 2,07	+ 7,98
NRJ #	804	830	+ 3,23	+ 26,03
OLIPAR	75	75	—	− 9,31
Paribas	419,50	417,50	− 0,47	+ 18,97
Pathe	1200	1180	− 1,66	− 5,60
Pechiney	233	234,80	+ 0,77	+ 8
Pernod-Ricard	317,40	316,90	− 0,15	+ 30,41
Peugeot	573	574	+ 0,17	− 1,71
Pinault-Print.Red.	2873	2856	− 0,59	+ 38,27
Plastic-Omn.(Ly)	476,50	473,60	− 0,60	+ 12,76
Primagaz	533	530	− 0,56	− 13,25
Promodes	2442	2447	+ 0,20	+ 67,03
Publicis #	600	605	+ 0,83	+ 33,84
Remy Cointreau	140,50	145	+ 3,20	− 1,36
Renault	140,90	140,40	− 0,35	+ 25,91
Rexel	1795	1780	− 0,83	+ 13,01
Rhone Poulenc A	253,80	251,50	− 0,90	+ 42,17
Rochette (La)	23,60	23,50	− 0,42	− 9,08
Rue Imperiale(Ly)	5700	5670	− 0,52	+ 11,17
Sade (Ny)	191,50	191	− 0,26	+ 1,20
Sagem SA	3024	3055	+ 1,02	− 2,39
Saint-Gobain	874	868	− 0,68	+ 18,25
Salomon (Ly)	453,10	461,90	+ 1,94	+ 3,39
Salvepar (Ny)	435	437,90	+ 0,66	+ 9,36
Sanofi	572	574	+ 0,34	+ 11,34
Sat	1625	1613	− 0,73	+ 4,80
Saupiquet (Ns)	670	664	− 0,89	− 9,04
Schneider SA	327,70	327,90	+ 0,06	+ 36,65
SCOR	237,30	237	− 0,12	+ 29,86
S.E.B.	1048	1040	− 0,76	+ 2,36
Sefimeg CA	379	380,60	+ 0,42	+ 1,32
SEITA	186,10	187	+ 0,48	− 13,82
Selectibanque	66	66,20	+ 0,30	− 9,31
SFIM	899	903	+ 0,44	− 12,33
SGE	135,50	139	+ 2,58	+ 24,10
Sidel	459,70	459,70	—	+ 28,26
Silic CA	935	930	− 0,53	+ 25,16
Simco	460,50	466,20	+ 1,23	+ 2,91
S.I.T.A	1086	1093	+ 0,64	− 0,09
Skis Rossignol	120,90	121	+ 0,08	− 15,78
Societe Generale	690	685	− 0,72	+ 22,10
Sodexho Alliance	2990	2935	− 1,83	+ 1,55
Sommer-Allibert	208	207	− 0,48	+ 33,54
Sophia	208,90	209,70	+ 0,38	+ 10,36
Spir Communic. #	495	497	+ 0,40	+ 0,62
Strafor Facom	396	399	+ 0,75	+ 3,90
Suez	14,95	14,75	− 1,33	+ 33,72
Suez Lyon.des Eaux	610	609	− 0,16	+ 26,11
Synthelabo	774	768	− 0,77	+ 36,39
Technip	704	705	+ 0,14	+ 49,76
Thomson-CSF	167	167,50	+ 0,29	− 0,07
Total	593	590	− 0,50	+ 39,81
UFB Locabail ●	522	600	+ 14,94	+ 26,44
UIF	406	405	− 0,24	− 4,06
UIS	198	199	+ 0,50	+ 13,71
Unibail	569	563	− 1,05	+ 9,10
Union Assur.Fdal	705	700	− 0,70	+ 9,37
Usinor	108,70	110	+ 1,19	+ 45,69
Valeo	404,50	403	− 0,37	+ 25,93
Vallourec	374	375	+ 0,26	+ 36,36
Via Banque	173	176	+ 1,73	+ 2,32
Worms & Cie	359,90	349,10	− 3	+ 3,11
Zodiac ex.dt divid	1468	1467	− 0,06	+ 7,50
Elf Gabon	1332	1330	− 0,15	+ 8,51

VALEURS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours	% +−	% variation 31/12 (1)
ABN Amro Hol.#	118	120	+ 1,69	+ 40,38
Adecco S.A.	2325	2393	+ 2,92	+ 38,26
Adidas AG #	674	678	+ 0,59	+ 50,39
American Express	489,90	482	− 1,61	+ 57,51
Anglo American #	353	353	—	+ 24,75
Amgold #	343,90	333	− 3,16	− 14,85
Arjo Wiggins App.	16,55	16,95	+ 2,41	+ 8,85
A.T.T. #	215,20	213,20	− 0,97	− 1,63
Banco Santander #	189,60	189	− 0,31	+ 69,39
Barrick Gold #	125,50	121,10	− 3,82	− 18,72
B.A.S.F. #	220,40	222,50	+ 0,95	+ 11,38
Bayer #	244	241	− 1,22	+ 14,27
Cordiant PLC	12,55	12,55	—	+ 40,40
Crown Cork ord.#	320	308,10	− 3,71	+ 6,34
Crown Cork PF CV#	290	285	− 1,72	+ 18,46
Daimler Benz #	498,40	495	− 0,68	+ 37,21
De Beers #	217,80	215,30	− 1,14	+ 45,59
Deutsche Bank #	342,10	345	+ 0,84	+ 42,31
Dresdner Bank #	210	209	− 0,47	+ 34,80
Driefontein #	40,45	39,80	− 1,60	− 27,63
Du Pont Nemours #	371	374,70	+ 0,99	+ 51,62
Eastman Kodak #	469	466	− 0,63	+ 8,44
East Rand #	1,68	1,56	− 7,14	− 12,81
Echo Bay Mines #	33,50	31,20	− 6,86	− 9,69
Electrolux #	435,50	431,80	− 0,84	+ 66,35
Ericsson #	244,50	243,40	− 0,44	+ 39,18
Ford Motor #	232	233,70	+ 0,73	+ 39,10
Freegold #	30,50	28,80	− 5,57	− 19,27
Gencor Limited #	27,45	27,05	− 1,45	+ 48,44
General Elect. #	415	413,90	− 0,26	+ 59,19
General Motors #	332,10	333,30	+ 0,36	+ 17,51
Gle Belgique #	555	582	+ 4,86	+ 48,86
Grd Metropolitan	61,60	61,40	− 0,32	+ 65,58
Guinness Plc #	61	59,40	− 2,62	+ 48,50
Hanson PLC reg	28,75	28,75	—	[illegible]
Harmony Gold #	25,65	25,30	− 1,36	− 38,14
Hitachi #	66	66,60	+ 0,90	+ 18,26
Hoechst #	268	267,80	− 0,07	+ 9,84
I.B.M #	560	556	− 0,71	+ 39
I.C.I #	82	81,60	− 0,48	+ 27,50
Ito Yokado #	341,60	347	+ 1,58	+ 50,28
Kingfisher plc #	66	68,40	+ 3,63	+ 25,24
Matsushita #	117	117,70	+ 0,59	+ 40,87
Mc Donald's #	289	286,50	− 0,86	+ 19,87
Merck and Co #	619	617	− 0,32	+ 46,20
Mitsubishi Corp.#	68	68,50	+ 0,73	+ 29,73
Mobil Corporat.#	427	422,70	− 1	+ 31,86
Morgan J.P. #	650	650	—	+ 24,28
Nestle SA Nom. #	8020	8110	+ 1,12	+ 45,60
Nipp. MeatPacker #	76	79,70	+ 4,86	+ 22,61
Nokia A	445	458	+ 2,92	+ 52,15
Norsk Hydro #	317,20	319	+ 0,56	+ 14,32
Petrofina #	2232	2225	− 0,31	+ 35,25
Philip Morris #	270	265,30	− 1,74	+ 32,12
Philips N.V #	430	439,10	+ 2,11	+ 110,09
Placer Dome Inc #	91	89	− 2,19	− 25,27
Procter Gamble #	860	854	− 0,69	+ 48,78
Quilvest	335	342	+ 2,08	+ 18,95
Randfontein #	12,75	12,50	− 1,96	− 53,70
Rhone Poul.Rorer #	550	547	− 0,54	+ 37,48
Rio Tinto PLC #	103,20	102	− 1,16	+ 25,61
Royal Dutch #	337	341	+ 1,18	+ 52,40
Sega Enterprises	182	187,60	+ 3,07	− 3,29
Saint-Helena #	24,50	24,50	—	− 18,33
Schlumberger #	791	790	− 0,12	+ 47,66
SGS Thomson Micro.	487	489	+ 0,41	+ 33,24
Shell Transport #	45	43,90	− 2,44	+ 43,32
Siemens #	367	363,90	− 0,84	+ 51,65
Sony Corp. #	505	508	+ 0,59	+ 49,78
Sumitomo Bank #	92,55	92	− 0,59	+ 26,89
T.D.K #	449,10	444,90	− 0,93	+ 30,85
Telefonica #	181,20	184	+ 1,54	+ 50,20
Toshiba #	37,45	37,50	+ 0,13	+ 17,57
Unilever #	1336	1318	− 1,34	+ 44,67
United Technol. #	520	507	− 2,50	+ 42,81
Vaal Reefs #	297,90	275	− 7,68	− 18,87
Volkswagen A.G #	4823	4820	− 0,06	+ 122,11
Volvo (act.B) #	149,10	—	—	+ 46,57
Western Deep #	136,90	129	− 5,77	− 19,57
Yamanouchi #	160	156	− 2,50	+ 48,57
Zambia Copper	16,15	15,65	− 3,09	+ 156,59

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché.

DERNIÈRE COLONNE (1) :
Lundi daté mardi : % variation 31/12
Mardi daté mercredi : montant du coupon
Mercredi daté jeudi : paiement dernier coupon
Jeudi daté vendredi : compensation
Vendredi daté samedi : nominal

COMPTANT

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 7 JUILLET

OBLIGATIONS	% du nom.	% du coupon
Nat.Bq. 9% 91-02	—	6,115 ‡
CEPME 9% 89-99 CA#	110,41	6,014
CEPME 9% 92-06 TSR	123,20	0,419
CFD 9,7% 90-03 CB	123,27	4,119
CFD 8,6% 92-05 CB	120,18	2,534
CFF 10% 88-98 CA#	107,50	7,151
CFF 9% 88-97 CA#	101,17	6,904
CFF 10,25%90-01 CB#	118,85	3,286 †
CLF 8,9% 88-00 CA#	112,86	1,048
CLF 9%88-93/98 CA#	102,97	3,921
CNA 9% 4/92-07	124,25	1,652 d
CRH 8,6% 92/94-03	118,25	0,259
CRH 8,5% 10/87-88#	107,60	2,958
EDF 8,6% 88-89 CA#	111,20	3,416 †
EDF 8,6% 92-04 #	—	2,168
Emp.Etat 6%93-97 #	100,09	5,901
Finansder 9%91-06#	124,51	5,573 o
Finansd.8,6%92-02#	116,45	3,864
Floral9,75% 90-99#	111,30	9,576 ‡
OAT 88-98 TME CA#	100,75	2,259
OAT 9/85-98 TRA	—	4,373 b
OAT 9,50%88-98 CA#	105,61	0,390
OAT TMB 87/99 CA#	99,89	1,499
OAT 8,125% 89-99 #	107,96	1,028
OAT 8,50%90/00 CA#	111,63	2,422 d
OAT 85/00 TRA CA#	105,70	5,375 ‡
OAT 10%5/85-00 CA#	116,15	3,205 ‡
OAT 89-01 TME CA#	104,45	2,259
OAT 8,5% 87-02 CA#	118,05	5,286 †
OAT 8,50% 89-19 #	127,52	6,008
OAT 8,50%92-23 CA#	128,03	1,770
SNCF 8,8% 87-94CA	106,80	3,809
Suez Lyon.Eaux 90	—	

ACTIONS FRANÇAISES		Cours précéd.	Derniers cours
Arbel		68	67,50
Baccarat (Ny)		553	565
Bains C.Monaco		630	616
Bque Transatlanti.	◆	175	175
B.N.P.Intercont.		715	715
Bidermann Intl	◆	110	118
B T P (la cie)	◆	7,60	7,60
Centenaire Blanzy		473,10	482,50
Champex (Ny)	◆	25,10	25,10
CIC Un.Euro.CIP		338	345
C.I.T.R.A.M. (B)	◆	2295	2074
Concorde-Ass Risq		1350	1349
Continental Ass.Ly.	◆	550	550
Darblay	◆	435	435
Didot Bottin		880	880
Eaux Bassin Vichy	◆	3580	3580
Ecia		903	940
Ent.Mag. Paris	◆	1420	1420
Fichet Bauche		70,35	70,35
Fidel		38,50	38,50
Finalens		352	355
F.I.P.P.	◆	304	304
Fonciere (Cie)		578	579
Fonc. Lyonnaise #		765	763
Foncina #		476,10	476
Francarep	◆	298	298
France I.A.R.D.	◆	1006	1006
France S.A.	◆	1151	1151
From. Paul-Renard	◆	2050	2050
Gevelot	◆	1278	1278
G.T.I (Transport)		202,90	200
Immobail	◆	143,20	143,20
Immobanque		603	624
Locamion (Ly)	◆	423	423
Lucia		52,10	51
Monoprix		255	[illegible]
Metal Deploye		374,60	378
Mors		8,50	8,60
Navigation (Nle)		103	102
Optorg	◆	325	325
Paluel-Marmont	◆	330	330
Exa.Clairefont(Ny)	◆	930	930
Parfinance	◆	272,10	272,10
Paris Orleans		285	285
Promodes (CI)	◆	1889	1889
PSB Industries Ly		395	395
Rougier #		344	338,90
Saga		84	84
S.I.P.H.	◆	211,30	211,30
Sofragi		4650	4780
Taittinger		2900	2866
Tour Eiffel	◆	265	265
Vicat		511	510
Caves Roquefort	◆	1850	1850
Elyo		320	320
Finaxa		313	313,50
Gaillard (M)		1600	1600
Givaudan-Lavirotte	◆	1651	1651
Grd Bazar Lyon(Ly)	◆	160	[illegible]
Gd Moul.Strasbourg		1960	1960
Hotel Lutetia		310	[illegible]
Hotels Deauville		575	[illegible]
Immeubl.Lyon(Ly)#		550	[illegible]
L.Bouillet (Ly)		325	[illegible]
Lloyd Continental		7910	8050
Lordex (Ny)	◆	18	18
Mag.Lyo.Gerl.(Ly)#	◆	156	156
Matussiere Forest.		58	[illegible]
Moncey Financiere	◆	2960	2960
M.R.M. (Ly)	◆	439,80	[illegible]
Navigation Mixte		824	[illegible]
Part-Dieu(Fin)(Ly)	◆	114	114
Pechiney Intl	■	113,50	[illegible]
Poliet	◆	485	[illegible]
Sabeton (Ly)		805	[illegible]
Samse (Ly)		800	[illegible]
Sechilienne (Ly)	◆	1149	[illegible]
Sucr.Pithiviers		3392	[illegible]
Tanneries Fce (Ny)		240	[illegible]
Telefiex L. Dupont		107	[illegible]
Union Gle Nord(Li)		221	[illegible]

ACTIONS ÉTRANGÈRES	Cours précéd.	Derniers cours
Bayer.Vereins Bank	237	237
Commerzbank AG	165	165
Fiat Ord	21,80	21,50
Gevaert	515	515
Gold Fields South	138	138
Kubota Corp.	27,70	27,70
Montedison act.ep.	10,05	10,05
Olympus Optical	50	50
Robeco	580	579
Rodamco N.V.	192,20	191,50
Rolinco	579	580
Sema Group Plc	124,90	125,10
Solvay SA	3550	3550

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SECOND MARCHÉ

Une sélection Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 7 JUILLET

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Acial (Ns) #		50,10	50
AFE #		500	490
Aigle #		290	289
Albert S.A (Ns)		154	154
Altran Techno. #		2150	2148
Arkopharma#		330	327
Montaignes P.Gest.		2800	2898
Assystem #		322,90	324,90
Bque Picardie (Li)		765	760
Bque Tarneaud(B)#		340,10	349
Bque Vernes	◆	96	103,80
Beneteau #		875	908
B I M P	◆	82	82
Boiron (Ly) #		365	361
Boisset (Ly)#		550	563
But S.A.		351	342
Cardif SA	●	655	980
C.E.E #		170	170
CFPI #	◆	380,70	380,70
Change Bourse (M)		219,90	228
CNIM CA#		223	229
Codetour	◆	391	431
Comp.Euro.Tele-CET		526	544
Conflandey S.A.		299,90	298
C.A.Haute Normand.		309	309
C.A. Paris IDF		745	740
C.A.Ille & Vilaine		320,90	316
C.A.Morbihan (Ns)		319	319
C.A.du Nord (Li)		518	530
C.A. Oise CCI		305	311
Devanlay		631	630
Devernois (Ly)		552	561
Ducros Serv.Rapide	◆	76,35	92,75
Europ.Extinc.(Ly)#		384	378
Expand s.a		574	567
Factorem		684	690
Faiveley #		230	226,90
Finacor		71,30	71,30
Fininfo		690	689
Fructivie		638	630
Gautier France #		244	248
Gel 2000		52	49,60
GFI Industries #		900	910
Girodet (Ly) #	◆	27	29,75
GLM S.A.	◆	280	280
Grandoptic.Photo #		930	980
Gpe Guillin # Ly		225	226
Kindy #		156	155,90
Guerbet		218	220,10
Hermes Internat.1#		560	578
Hurel Dubois		590	597
ICBT Groupe #		230	226
I.C.C.		137,80	139
ICOM Informatique		400	406
Idianova	◆	72,50	72,50
Int. Computer #		85	85
IPBM		56,10	58,90
M6-Metropole TV		580	587
Manitou #		730	735
Manutan		427	429
Marie Brizard #		888	890
Maxi-Livres/Profr.		57	55,10
Mecelec (Ly)		62	62
MGI Coutier		311	310,80
Monneret Jouet Ly#		138,50	139
Naf-Naf #		68,50	69,90
NSC Groupe Ny	◆	758	758
Onet #		990	991
Paul Predault #	■	165,40	166,40
P.C.W.	◆	19	19
Petit Boy #		97,45	95
Phyto-Lierac #	■	419	425
Pochet		790	800
Poujoulat Ets (Ns)		243,50	240
Radiall #		669	660
Robertet #		1359	1345
Rouleau-Guichard	◆	350	350
Securidev #		119	119
Smoby (Ly)#		600	620
Sofco (Ly)	◆	27,95	27,95
Sofibus		365	368
Sogeparc (Fin)		786	780
Sopra		545	559
Steph.Kelian #		96,50	100,10
Sylea		545	552
Teisseire-France		181	180
TF1-1		525	525
Thermador Hold(Ly)		272,20	278
Trouvay Cauvin #		101	104
Unilog		760	760
Union Fin.France		680	679
Viel et Cie #		132,90	132,60
Vilmorin et Cie #		458	465
Virbac		590	590

NOUVEAU MARCHÉ

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 7 JUILLET

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Appligene Oncor		38	38
Belvedere		901	900
BVRP		224	228
Coil		222	225
Electronique D2		890	890
FDM Pharma n.		220	210
Genset	◆	335	335
Guyanor action B	◆	17,15	17,35
High Co.	◆	177,10	177,10
Infonie		103	105
Joliez-Regol	◆	85	85
Mille Amis		105,80	105,90
Naturex		94	94
Olitec		1309	1309
Picogiga	◆	212	212
Proxidis		24,50	25,65
R21 Santé		314	315,30
Stelax		4,40	4,50

HORS-COTE

Une sélection. Cours relevés à 12 h 30
LUNDI 7 JUILLET

VALEURS		Cours précéd.	Derniers cours
Eridania-Béghin CI	◆	805	805
Crédit Gén.Ind.	◆	12	12
Générale Occidentale	◆	195	195
Mumm	◆	1140	1140
Sté lecteurs du Monde	◆	145	145

ABRÉVIATIONS
B = Bordeaux; Li = Lille; Ly = Lyon; M = Marseille; Ny = Nancy; Ns = Nantes.

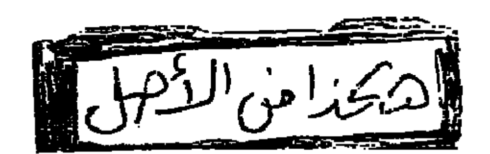
SYMBOLES
1 ou 2 = catégories de cotation - sans indication catégorie 3; ◆ cours précédent; ■ coupon détaché; ● droit détaché; o = offert; d = demandé; † offre réduite; ↓ demande réduite; # contrat d'animation.

SICAV et FCP

Une sélection
Cours de clôture le 4 juillet

VALEURS		Émission Frais incl.	Rachat net
AGIPI			
Agipi Ambition (Axa)		144,83	137,93
Agipi Actions (Axa)		120,60	114,86
BANQUES POPULAIRES			
Valorg	◇	2439,32	2403,27
BNP — 3615 BNP			
Natio Court Terme		14199	14199
Natio Epargne		2224,60	2202,57
Natio Ep. Capital C/D		17136,55	16966,88
Natio Ep. Croissance		3330,01	3264,72
Natio Epargne Retraite		171,85	168,48
Natio Epargne Trésor		11286,45	11263,92
Natio Epargne Valeur		144,12	141,29
Natio Euro Valeurs		1097,71	1076,19
Natio Euro Oblig.		1021,27	1011,16
Natio Euro Opport.		1087,83	1066,50
Natio Inter		2190,43	2147,48
Natio Opportunités		196,23	192,38
Natio Revenus		1124,43	1113,30
Natio Sécurité		11443,35	11443,35
Natio Valeurs		1424,82	1396,88
BRED BANQUE POPULAIRE			
Moneden		92373,67	92373,67
Oblig. tres caté.		268,92	264,95
CDC·GESTION — Groupe Caisse des dépôts			
Livret Bourse Inv. D	◇	854,66	829,77
Nord Sud Dévelop. C	◆	2565,61	2560,49
Nord Sud Dévelop. D	◇	2462,46	2457,54
MULTI-PROMOTEURS CCBP-CDC			
Patrimoine Retraite C	◇	312,71	306,58
Patrimoine Retraite D	◇	303,25	297,30
Sicav Associations C	◇	2423,07	2423,07
CDC TRÉSOR			
Fonsicav C	◇	19651,66	19651,66
Mutual. dépôts Sicav C	◇	19340,88	19321,56
CAISSE D'EPARGNE			
Écur. Act. Futur D PEA	◇	287,20	281,57
Écur. Capitalisation C	◇	251,30	251,30
Écur. Expansion C	◇	82794,78	82794,78
Écur. Géovaleurs C	◇	3692,62	3628,27
Écur. Investis. D PEA	◇	231,35	226,81
Écur. Monépremière	◇	11327,25	11327,25
Écur. Monétaire C	◇	13037,63	13037,63
Écur. Monétaire D	◇	12416,68	12416,68
Écur. Trésorerie C	◇	320,26	320,26
Écur. Trésorerie D	◇	307,83	307,83
Écur. Trimestriel D	◇	2034,93	2034,93
Éparcourt-Sicav D	◇	192,71	192,71
Géoptim C	◇	12701,97	12534,28
Géoptim D	◇	12361,51	12178,03
Horizon C	◇	2303,67	2258,50
Prévoyance Écur. D	◇	104,33	104,33
Sensipremière C	◇	13169,87	13137,03
Fonds communs de placements			
Écur. Capipremière C	◇	11973,15	11969,25
Écur. Sécuripremière C	◇	11962,24	11950,29
CNCA — CA Indocam Asset Management			
Amplia	◇	119689,51	119689,51
Atout Amérique		191,19	186,53
Atout Asie		120,35	117,41
Atout Futur C		833,76	813,42
Atout Futur D		784,87	765,73
Coexis		1966,09	1958,28
Dieze		2184,86	2148,34
Elicash	◇	949897,97	949897,97
Epargne-Unie		213,74	208,53
Eurodyn		2730,16	2663,57
Indicia	◆	1800,01	1755,78
Moné.JC	◇	11955,08	11955,08
Moné.JD	◇	11575,03	11575,03
Oblifutur C		548,84	539,67
Oblifutur D		525,91	517,12
Oraction		1789,27	1745,63
Revenu-Vert		1225,98	1209,47
Sévéa	◆	120,61	117,67
Synthesis		18148,52	17827,62
Uni Association	◇	120,78	120,78
Uni Foncier		1400,67	1366,51
Uni France		892,26	870,50
Uni Garantie C		1901,13	1869,35
Uni Garantie D		1454,06	1429,75
Uni Régions		1776,75	1733,48
Univar C	◇	309,73	309,73
Univar D	◇	296,83	296,83
Univers Actions		256,62	250,36
Univers-Obligations		248,22	244,07
CIC BANQUES			
Francic		753,84	731,88
Francic Pierre		140,07	135,89
Francic Régions		2010,72	1962,16
CIC PARIS			
Associc	◇	1123,52	1123,52
Cicamonde		1661,74	1613,34
Convertcic		409,06	403,01
Ecocic		1771,69	1720,09
Mensuelcic		10188,15	10087,28
Oblicic Mondial		3960,04	3901,32
Oblicic Régions	◆	1230,80	1212,61
Rentacic		168,04	165,56
CRÉDIT LYONNAIS			
Euro Solidarité		1392,72	[illegible]
Lion 20000 C	◆	17165,96	[illegible]
Lion 20000 D	◆	16466,75	16466,75
Lion Association C	◆	11092,28	11092,28
Lion Association D	◆	11092,28	11092,28
Lion Court Terme C	◆	26410,01	26410,01
Lion Court Terme D	◆	23946,93	23946,93
Lion Plus C		1571,69	1548,57
Lion Plus D		1499,25	1469,65
Lion Trésor		2447,71	2425,46
Oblilion		2147,27	2126,01
Sicav 5000		772,24	757,10
Slivafrance		1298,80	1278,58
Slivam		604,02	592,18
Slivarente		244,29	238,48
Slivinter		830,51	814,25
Trilion		5219,36	5152,36
CRÉDIT MUTUEL FINANCE			
Avenir Alizes		2386,78	2339,98
CM Option Dynamique		134,08	132,26
CM Option Equilibre		265,58	262,63
Créd.Mut.Mid.Act.Fr.		164,34	159,96
Créd.Mut.Ep.Cour.T.		921,45	921,45
Créd.Mut.Ep.Ind.C		148,11	144,15
Créd.Mut.Ep.J		22950,86	22950,86
Créd.Mut.Ep.Monde		1743,25	1696,59
Créd.Mut.Ep.Oblig.		1883,89	1846,65
Créd.Mut.Ep.Quatre		1107,94	1086,22
Fonds communs de placements			
CM Option Modération		102,22	102,21
LCF E. DE ROTHSCHILD BANQUE			
Asie 2000		935,64	895,55
Saint-Honoré Capital		19976,75	19934,98
St-Honoré March. Emer.		971,82	929,98
St-Honoré Pacifique		820,60	785,26
LEGAL & GENERAL BANK			
Sécuritaux	◆	1832,94	1832,94
Stratégie Actions	◆	1183,12	1157,62
Stratégie Rendement	◆	1977,62	1915,37
Amplitude Amérique	◇	117,78	114,91
Amplitude Europe C	◇	166,22	162,17
Amplitude Europe D	◇	163,45	159,46
Amplitude Monde C	◇	1101,72	1074,85
Amplitude Monde D	◇	1051,06	1025,42
Amplitude Pacifique	◇	117,70	114,83
Elanciel D PEA	◇	188,60	[illegible]
Émergence Poste D PEA	◇	151,35	147,66
Géobilys C	◇	657,71	647,99
Géobilys D	◇	622,28	613,08
Kaleis Dynamisme	◇	1120,83	1098,35
Kaleis Équilibre	◇	1078,91	1057,75
Kaleis Sérénité	◇	1043,97	1033,03
Latitude C	◇	148,54	148,54
Latitude D	◇	135,53	135,53
Oblitys D	◇	623,17	615,96
Plénitude D PEA	◇	212,14	206,92
Poste Gestion C	◇	14864,40	14864,40
Revenus Trimestr. D	◇	5302,55	5250,05
Solstice D	◇	2366,34	2360,44
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE ASSET MANAGEMENT			
Actimonétaire C		38003,63	38003,63
Actimonétaire D		30945,40	30945,40
Cadence 1 D		1086,04	1075,29
Cadence 2 D		1076,58	1065,92
Cadence 3 D		1063,62	1053,09
Capimonétaire C		410,47	410,08
Capimonétaire D		370,36	369,99
Sogeoblig C/D		9289,98	9198
Interoblig C		7539,67	7465,02
Intersélection France D		754,66	739,86
S.G. France opport. C		2051,68	2011,45
S.G. France opport. D		1958,59	1920,19
Sogenfrance C		1889,08	1852,01
Sogenfrance D		1726,69	1692,83
Sogépargne D		314,41	311,30
Soginter C		2607,97	2556,83
Fonds communs de placements			
Favor D		1616,48	1554,91
Sogelance D		1692,82	1676,06
Sogenfrance Tempo D		205,70	201,67

SYMBOLES
◇ cours du jour; ◆ cours précédent.



TOUR DE FRANCE 1997 Après que le Britannique Chris Boardman (GAN) a gagné le prologue couru dans les rues de Rouen (Seine-Maritime), samedi 5 juillet, c'est l'Italien Mario Cipollini (Saeco) qui a emporté, au sprint, la première étape (192 kilomètres entre Rouen et Forges-les-Eaux), s'emparant également du maillot jaune, grâce aux



bonifications. La course de dimanche a été marquée par de nombreuses chutes. Quelques favoris, dont le vainqueur de l'édition 1996, Bjarne Riis (Telekom), Alex Zülle (ONCE) et Luc Leblanc (Polti), ont perdu de précieuses secondes. Le Français Gilles Talmant (Big Mat-Auber 93) a dû abandonner, victime d'une fracture du bras gauche.

Rebondissements en série dans le bocage

Rouen-Forges-les-Eaux. Mario Cipollini (Saeco) s'est emparé du maillot jaune, dimanche 6 juillet, grâce au jeu des bonifications. Victimes d'une chute collective, Bjarne Riis (Telekom), Luc Leblanc (Polti) et Alex Zülle (Once) ont perdu quelques dizaines de secondes

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial

« Allez, les petits, et rendez-vous à Paris ! » : l'encouragement de ce cycliste amateur au peloton qui s'élançait de Rouen (Seine-Maritime), dimanche 6 juillet, pour la première étape du Tour de France, n'aura pas suffi à écarter le mauvais sort. La malchance a frappé à l'aveugle à quelques kilomètres du casino de Forges-les-Eaux.

Souffrant d'une fracture ouverte de l'avant-bras, Gilles Talmant (Big Mat-Auber 93) a ainsi été le premier coureur à abandonner et ne sera pas au rendez-vous des Champs-Élysées. Damien Nazon (Française des jeux), blessé au bras lui aussi, devra puiser dans toutes ses réserves pour poursuivre la course. Imaginait-il, ce grand gosse tout timide, qui confiait (*Le Monde* du 4 juillet) son immense bonheur de participer à son premier Tour de France, que la douleur pointerait si vite son sale visage ?

Piètre consolation : la fatalité, dans son nivellement absurde, aura frappé indifféremment maîtres et serviteurs, sans-grade et vedettes, puisque plus de cent coureurs tombèrent ainsi ensemble à treize kilomètres de l'arrivée à la suite d'un « frottement » en tête de la course.

Le sort s'acharna sur ses victimes favorites, des proies qu'il ne semble pas vouloir lâcher depuis le début de la saison. Au premier rang de ces « poissards » : le Suisse Alex Zülle (Once), si merveilleux de talent et de courage, samedi 5 juillet, au cours du prologue que l'on en oubliait les vis plantées dans sa clavicule brisée il y a moins d'un mois. Quant à Luc Leblanc (Polti), qui se blessa, dimanche, à la même épaule qu'au cours de sa chute du dernier Tour d'Italie, il ne pouvait que répéter : *« Je ne mérite pas cela. »*

Si Bjarne Riis, le vainqueur de l'an dernier, victime de la même chute collective, n'a rien de cassé, c'est peut-être son vélo qui aura besoin d'une attention particulière des mécaniciens. Dès la ligne d'arrivée franchie, le Danois, blanc de colère, le jeta avec toute sa hargne contre la portière du car de son équipe, Telekom, s'estimant trahi par son directeur sportif, Walter Godefroot, et ses équipiers, qui, non seulement ne l'avaient pas attendu après sa chute, mais faisaient la course en tête.

Et qui caracolait ainsi aux avant-postes ? Jan Ullrich, lui-même, son coéquipier, son dauphin du Tour 1996, qui ne semble pas avoir de problèmes de conscience à l'idée de tuer le père, même si près de la ville de Pierre Corneille. *« Ce n'est pas la fin du monde »*, commentait philosophiquement Walter Godefroot, dimanche, en faisant ses comptes. Bjarne Riis a perdu cinquante-huit secondes au cours de cette étape, de même que Laurent Dufaux (Festina), Evgueni Berzine (Batik-Del Monte) et Ivan Gotti (Saeco). Alex Zülle et Luc Leblanc, eux, sont arrivés à Forges-les-Eaux avec 1 min 35 s de retard.

LA PREMIÈRE ÉCHAPPÉE

Jusqu'à cette chute collective, cette première étape confinait au classicisme le plus absolu : un public nombreux et enthousiaste – on vit même des Normands crier comme des gens du Sud –, la domination écrasante de Richard Virenque (Festina) en termes de popularité, si l'on en croit le nombre de pancartes à son honneur. Trois impétrants – le Néerlandais Servais Knaven (TVM), l'Italien Luca Colombo (Batik-Del Monte) et le Lituanien Arturas Kasputis (Casino) – eurent l'honneur de mettre les premiers le feu aux poudres : ils prirent plus de cinq minutes d'avance jusqu'à ce que le peloton fonde sur eux avec la voracité d'un requin avalant une sardine.

Presque simultanément, la troupe était disloquée par la chute. *« Je peux prédire qu'il y aura des chutes dans la première étape du Tour 1998 ou 1999*, se défendait Jean-Marie Leblanc, le directeur du Tour, *car, chaque année, les coureurs sont particulièrement nerveux à ce niveau de la course. Pour notre part, nous avons fait tous les efforts nécessaires pour que le parcours soit le plus sûr possible. »*

Si, derrière, la suite fut noire, colérique, injuste, devant, elle fut « cipollinienne », c'est-à-dire triomphante.

Parfaitement emmené par ses équipiers, le beau Mario profita du tremplin naturel offert par la route pour jaillir à 100 mètres de la ligne et ne laisser aucune chance à Tom Steels (Mapei-GB), le champion de Belgique, Frédéric Moncassin (Gan), Erik Zabel (Telekom), le maillot vert de 1996. Et l'Italien, compte tenu des bonifications, enfila le maillot jaune, qui s'allie si bien avec ses boucles blondes. De quoi faire se pâmer les *ragazze* du monde entier.

Les fans de Chris Boardman (Gan), une des personnalités les plus attachantes du peloton, ont sans doute écrasé une larme en le voyant transmettre la tunique au beau sprinter. En triomphant, samedi, lors du prologue de Rouen, le recordman du monde de l'heure avait pris une éclatante revanche sur le sort.

En 1995, à Saint-Brieuc (Côte-d'Armor), lors d'un prologue couru sous une pluie diluvienne, il avait pris tous les risques et s'était brisé les chevilles en tombant. Sa saison avait été gâchée, comme son Tour 1996 où il avait été handicapé par une mauvaise maladie intestinale due à des « mycoses des levures », un handicap dont souffrirait un bon quart de la population. Mais, comme le disait le médecin du champion, *« pour un sportif de haut niveau, cette petite bête bouffe un peu trop d'énergie »*.

Samedi, tout avait été minuté au trébuchet par ce maniaque de la précision. Pendant la demi-heure précédant la course, Boardman s'était entraîné, sur son home-trainer, faisant monter ses pulsations cardiaques au nombre de 170 par minute. Puis, le baladeur sur les oreilles, il s'était rendu au départ, la volonté tendue vers un but ultime : parcourir le plus vite les 7,3 km du parcours. L'effort fut inouï d'intensité contenue, les pulsations montèrent jusqu'à 200. Ne donnant aucun coup de frein, collant à la route comme une formule 1, Boardman l'emporta de deux secondes sur Jan Ullrich, déjà là, et de cinq secondes sur le revenant, Evgueni Berzine. Samedi, la malchance et la petite bête avaient épargné le Britannique. Dimanche, le ciel était avec Mario Cipollini.

José-Alain Fralon

Marc Madiot en colère

La chute collective peu avant l'arrivée à Forges-les-Eaux, dimanche 6 juillet, a provoqué la colère de Marc Madiot. Le patron de La Française des jeux, dont quatre coureurs – Frédéric Guesdon, Damien Nazon, André Peron et Christophe Mengin – ont été plus ou moins sévèrement touchés, fulminait : *« Les types ont fait le tracé dans leur petite voiture avec un crayon et une carte. Comme s'ils ne savaient pas que dans les premières étapes les coureurs sont nerveux et que "ça frotte" dans le peloton à l'approche de l'arrivée. Alors pourquoi avoir lancé les coureurs sur une petite départementale, étroite, avec des virages et des bosses, à ce stade de la course ? C'est irresponsable. »*

Mario Cipollini, la vie en tête

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial

Dépourvu de vitres, le car de l'équipe Saeco ressemblait à un gros cube rouge posé sur ce quai de Rouen. Sur son flanc, étaient sagement alignés les vélos. L'un d'eux se distinguait pourtant, peinturluré aux couleurs du drapeau américain. Sur la selle était finement brodé le « Stars and Stripes ». Le tissu bleu était encore fixé par six clous dorés et rehaussé d'autres travaux de couture voyants. Le public attendait avec impatience le séant qui assoierait pendant 199 kilomètres son prestige sur cette œuvre d'art.

Il apparut enfin en haut des marches, majestueux et mal rasé. Son cuissard était également constellé des clinquantes étoiles de l'Oncle Sam. Les chaussures se voulaient, elles, un hommage à l'Italie, chamarrées de vert, blanc et rouge. A l'autre extrémité de l'imposante carcasse, les longs cheveux étaient gominés de frais. Le petit peuple s'est alors agité, se chamaillant pour les autographes. L'homme a signé une photo qui le représentait portant une femme nue qu'aucun Rouennais ne songerait à envoyer au bûcher.

Machine en main, il a alors fendu la foule et s'est éloigné, ne se départant à aucun moment de ce sourire qui lui mange le visage. Ce dimanche 6 juillet, Mario Cipollini s'en allait conquérir le maillot jaune. Il le voulait, cet ornement supplémentaire si voyant : il avait déjà emporté dans ses bagages un vélo jaune et un cuissard jaune, à toutes fins utiles. La veille, après s'être illustré dans le prologue, il avait annonçé à ses coéquipiers son désir de l'avoir lors d'une soirée où il s'était montré plus nerveux qu'à l'accoutumée. Ce fut chose faite à Forges-les-Eaux.

NON-UNIFORMITÉ

La route faisait à l'approche de l'arrivée un toboggan qu'il a avalé à raison de dix mètres par tour de pédale (son vélo possédait un développement de 53 × 11). Insolent d'aisance, « Il Magnifico » s'est arraché au magma qui entendait le retenir. Il est sorti de la roue du fidèle Gian Matteo Fagnini, l'homme qui lui sert de poisson-pilote dans les 600 derniers mètres, et ciao ! Le maillot jaune était à lui, par le jeu des bonifications, et soh sourire est devenu plus large encore. Cette journée lui a également valu une amende de 200 francs suisses pour « infraction aux articles 1.3.035 et 1.3.037 portant sur la non-uniformité du cuissard ».

L'uniformité : tout ce que déteste cet homme. Mario Cipollini détonne dans ce peloton multicolore, mais si fade et conformiste à son goût. Récemment, le coureur avait admis qu'il s'était trompé en choisissant le vélo, à l'âge de treize ans. Son charisme s'englue dans ce milieu qui n'apprécie guère les écarts et les trajectoires inhabituelles et cultive la modestie. Comment frapper les esprits dans ce sport qui dilue les exploits personnels dans une commune admiration ? Individualiste, l'Italien souhaiterait être reconnu pour lui-même. *« Footballeur, j'aurais moins souffert, obtenu une plus grande reconnaissance et un meilleur salaire »*, affirme-t-il.

Le Toscan de San Giusto di Compito s'est retrouvé sur une bicyclette par atavisme. Son père était un honnête coureur amateur, son frère a participé à Milan-San Remo. Depuis, il ne cesse d'afficher son particularisme. *« Mario est différent*, explique Claudio Corti, son nouveau directeur sportif. *Il faut donc le traiter différemment. »* *« C'est la star »*, confirme un mécanicien. Mario Cipollini alterne éclats de rire et coups de colère. *« C'est une fabrique d'humour »*, disait de lui Eros Poli, son ancien équipier, qui lance aujourd'hui les sprints de Frédéric Moncassin (GAN). Les commissaires de course goûtent beaucoup moins ses facéties : ses exclusions, rétrogadations, pénalités et amendes ne se comptent plus.

Mais cet amour immodéré et irraisonné de la vie, Mario Cipollini l'a sans doute acquis dans sa dix-huitième année. Victime d'un dessèchement des poumons, ses jours étaient menacés. Le jeune homme sortit de l'épreuve avec un extraordinaire appétit de jouissance que l'entrée dans la trentaine n'a toujours pas apaisé. Il fut soigné par le docteur Quilici, un vieil homme qui mourut peu après d'un cancer. Lorsqu'il s'empara pour la première fois du maillot jaune, en 1993, le coureur déposa le précieux vêtement sur la tombe de son sauveur. *« Tu ne peux pas mourir, tu es un champion »*, lui aurait dit naguère le médecin. Depuis, Mario Cipollini essaie de lui donner raison.

Benoît Hopquin

DANS LE PELOTON

■ **Nicolas Jalabert en est venu aux mains avec Robbie McEwen**, le coureur de l'équipe Rabobank, une fois la ligne d'arrivée franchie à Forges-les-Eaux. Le Français de l'équipe Cofidis, arrivé 6e de l'étape, n'avait pas apprécié le comportement de l'Australien lors du sprint final.

■ **Miguel Indurain était présent au départ du Tour à Rouen**, où il formait avec Eddy Merckx et Bernard Hinault le club des quintuples vainqueurs de l'épreuve. L'Espagnol s'est recueilli au cimetière de Quincampoix sur la tombe de Jacques Anquetil, également roi de la Grande Boucle à cinq reprises.

■ **Les derniers engagés** ont été inscrits par leur directeur d'équipe à quelques heures du départ du prologue, samedi 5 juillet. Parmi ces heureux élus se trouvent le Polonais Zenon Jaskula (qui remplace Zanini chez Mapei), les Italiens Gilberto Simoni et Matteo Tosatto (qui remplacent Nicoletti et Pistore chez MG Technogym), le Suisse Philipp Buschor (à la place de Martinello chez Saeco), l'Italien Luca Colombo (à la place de Toffalori chez Batik), les Italiens Giusvan Piovaccari et Marcello Siboni (qui remplacent Della Santa et Checchin chez Mercatone Uno), les Français Jean-François Anti (à la place de Gabriel à la Mutuelle) et Anthony Morin (remplaçant Lisniewski chez Big Mat Auber).

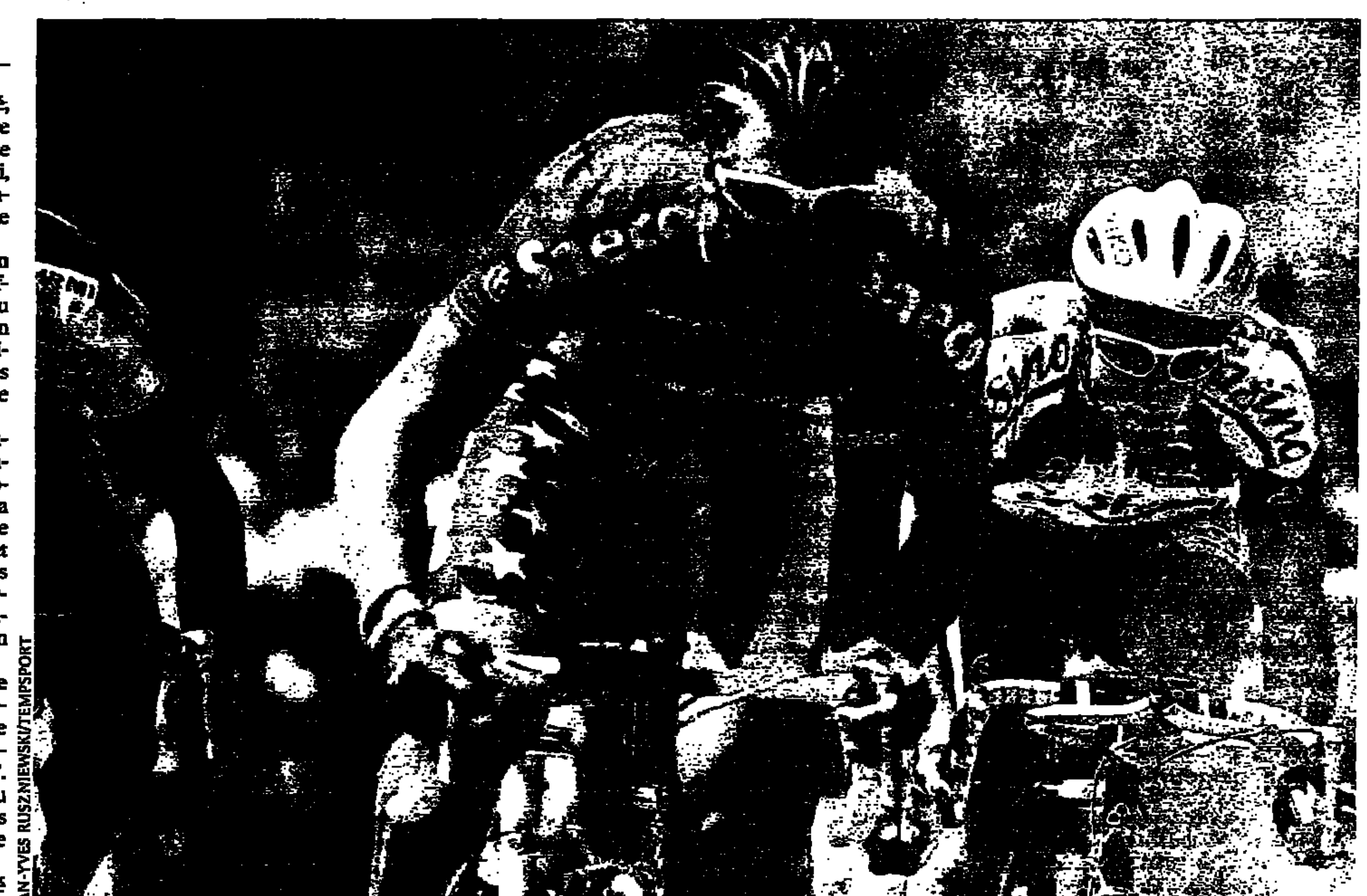
■ **Grâce au contrôle médical** effectué la veille du prologue, on connaît enfin la taille et le poids des coureurs. Le membre le plus lourd du peloton est l'Italien Eros Poli, qui flirte avec les 90 kilos. A l'opposé, son compatriote Oscar Pellicioli se contente de 55 kilos. L'homme le plus grand... est également Eros Poli, 1,94 mètre. Le plus petit est le Français Dominique Rault, qui plafonne à 1,61 mètre.

■ **Les salariés de la concession Fiat de Rouen** ont couvert de graffitis les voitures de la Société du Tour (des Fiat), alors qu'avait lieu un dîner officiel. Ils voulaient ainsi attirer l'attention sur le conflit qui les oppose à la direction régionale de l'entreprise.

■ **David Douillet** a passé son week-end sur le Tour de France. Le champion olympique de judo a ainsi profité du passage de l'épreuve dans sa région, puisqu'il est originaire de Neufchâtel-en-Bray. David Douillet a remporté il y a quelques semaines le titre des lourds aux Jeux méditerranéens, et il prépare les championnats du monde qui auront lieu en octobre à Paris.

■ **Emile Besson, ancien spécialiste du cyclisme à *L'Humanité***, s'est présenté à l'entrée du centre de presse de Rouen muni d'une carte d'accréditation pour le Tour de France 1947. Il a quand même pu entrer grâce au badge d'invité qui lui avait été remis à l'occasion du cinquantenaire de cette épreuve.

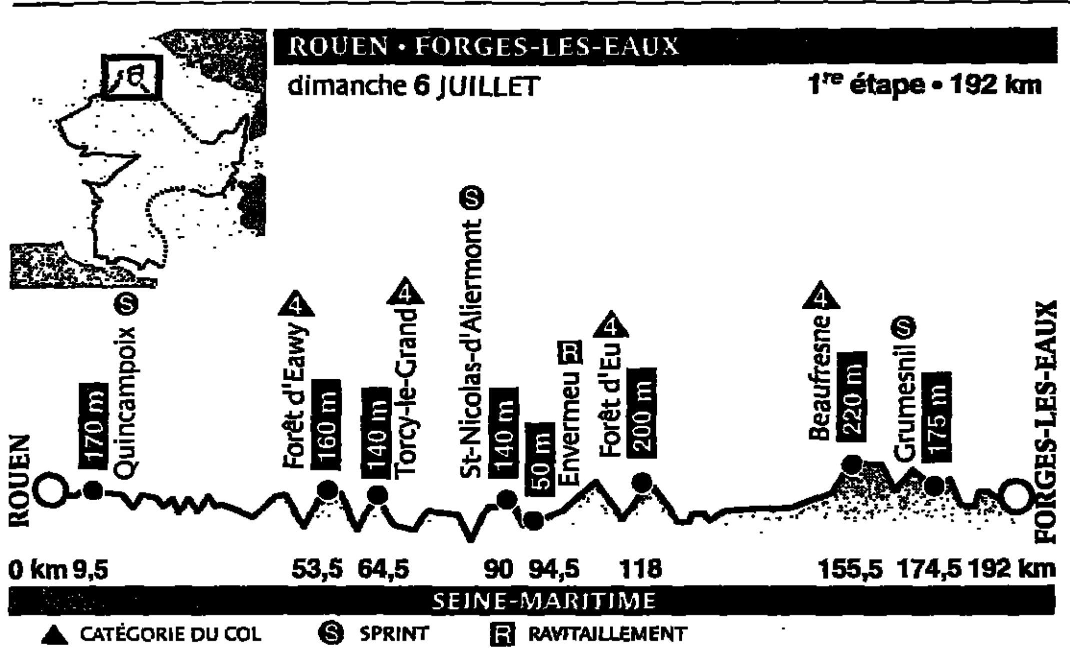
■ **Un prix Robert-Chapatte** a été créé par la Société du Tour de France et France Télévision, à la mémoire de l'ancien coureur et journaliste décédé en janvier 1997. Ce prix d'une valeur de 20 000 francs récompensera l'auteur de la plus longue échappée en solitaire.

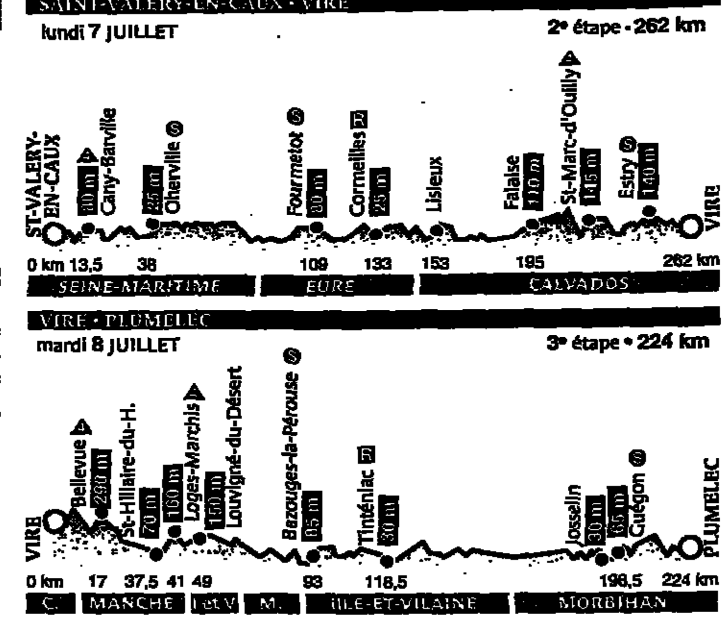


JEAN-YVES RUSZNIEWSKI/TEMPSPORT

Km 9,5 : le premier sprint

Taxé de 200 francs suisses (environ 800 francs) sur la ligne de départ pour port d'un cuissard « américain » non réglementaire, l'Italien Mario Cipollini gagne 6 précieuses secondes de bonification dès le premier sprint, disputé à Quincampoix (Seine-Maritime), là même où repose Jacques Anquetil. Il ajoutera vingt secondes de mieux en réglant le sprint de l'arrivée à Forges-les-Eaux, et prendra ainsi le maillot jaune. Le voilà maître du peloton dès la première étape, exactement comme lors du Giro 1997, finalement gagné par son coéquipier Ivan Gotti.





▲ CATÉGORIE DU COL   Ⓢ SPRINT   Ⓡ RAVITAILLEMENT

Le rêve éveillé de la Mutuelle de Seine-et-Marne

Le bon début de saison de cette modeste équipe lui a valu une invitation pour la Grande Boucle

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial

« J'ai appris plus en un jour qu'en trois ans. » Trop d'un coup peut-être... Gilles Maignan a eu du mal à trouver le sommeil, samedi 5 juillet, au soir. Certains contes de fées empêcheraient plutôt les adultes de dormir. Il était une fois la Mutuelle de Seine-et-Marne, une petite équipe qui n'avait pas le sou : 6,5 millions de francs de budget annuel en raclant les fonds de tiroir quand les budgets de la Mapei, de la Once et de la Banesto dépassent les 40 millions. Un beau matin, le 17 juin dernier, elle reçut une invitation pour le plus couru des pince-fesses : le Tour. Quelle robe allait-elle bien pouvoir mettre ? Elle n'avait pas vraiment le choix, en fait.

Seuls deux de ses quatorze coureurs connaissaient les us de la garden-party de juillet : Laurent Pillon, trente-trois ans et cinq participations, et Jean-Philippe Dojwa, quinzième et premier Français de la Grande Boucle en 1993. Pour les sept autres privilégiés, ce serait le bal des débutants. De sa première valse, dans les rues de Rouen, Gilles Maignan se souviendra toujours : *« Je n'avais jamais fait de vélo dans de telles conditions. Tous ces gens qui criaient... Je n'entendais même pas les consignes de mon directeur sportif. J'étais parcouru de frissons. Aujourd'hui, je sais que le Tour de France, c'est quelque chose à vivre absolument dans une carrière. »*

« Les gars ne se rendent pas compte de ce qui les attend, confiait Jean-Philippe Dojwa, au départ de la première étape, dimanche 6 juillet. *A la limite, ils sont moins stressés que moi. Ils s'étonnent simplement à chaque minute. »* Mais, le soir, le bilan était déjà lourd : 4 min 29 s de perdu pour Claude Lamour et... Jean-Philippe Dojwa, 1 min 35 s pour Dominique Rault et Laurent Pillon, arrivé à Forges-les-Eaux avec des plaies aux genoux et à la main gauche qui nécessiteront la pose de points de suture.

Dans la cour du Roi Cipollini, on avait juste recensé deux maillots ciel et blanc – les couleurs de la Mutuelle –, ceux du sprinter canadien Gordon Fraser, septième de l'étape un mois après sa victoire au Midi-Libre, et du Français Stéphane Cueff, vu à l'attaque aux quatre kilomètres mais qui, malgré un effort violent, n'était même pas parvenu à se détacher d'une longueur.

Stéphane Cueff, Claude Lamour, Gilles Maignan, Jean-François Anti : il y a trois ans, ces garçons couraient le Grand Prix de la Tomate, sous la bannière de l'US Créteil, un club de la banlieue parisienne, quand Yvon Sanquer, jeune directeur sportif, leur proposa de devenir professionnels. Une gageure.

PDG ANCIEN COUREUR

Il fallait pourtant croire au Père Noël, en l'occurrence Daniel Gourdet, PDG de la Mutuelle de Seine-et-Marne, partenaire de l'US Créteil. Daniel Gourdet, ancien coureur régional, sensible aux difficultés rencontrées par les jeunes pour trouver des débouchés, était persuadé que son engagement bénéficierait à la Mutuelle. Résultat : 1 000 adhérents supplémentaires hors Seine-et-Marne pour la seule année 1995, et surtout 800 millions de contacts publicitaires (nombre de fois où le nom de la société a été cité, multiplié par le nombre de lecteurs, d'auditeurs ou de téléspectateurs).

Sur le terrain, les « smicards » de la Mutuelle (les salaires varient de 12 000 à 20 000 francs par mois) ont, depuis leur entrée en jeu, glané seize succès. La Mutuelle peut également s'enorgueillir de quelques jolis transferts, ceux de Nicolas Jalabert – le frère de Laurent – et Christophe Rinero, aujourd'hui chez Cofidis, et de l'Estonien Lauri Aus chez Casino. Et encore de la relance de Gordon Fraser, un surdoué de la dernière ligne droite qui, depuis quelques temps, roulait *« de travers »*.

« Si l'aventure devait s'arrêter là, la Mutuelle de Seine-et-Marne aurait au moins rempli une part de sa mission, à savoir former et révéler », estimait Yvon Sanquer, au début de l'hiver. Pour cette saison, le directeur sportif espérait que son équipe *« trouverait sa place, éviterait la marginalisation »*. Lundi 7 juillet, à l'heure du repas, ladite équipe oscillait entre euphorie et pression, loin, très loin du néant.

Nicolas Guillon

Une entreprise qui voulait se faire un nom

La Mutuelle de Seine-et-Marne est une société d'assurances qui emploie 200 personnes pour un chiffre d'affaires de 350 millions de francs. Quelque 135 000 cotisants sont couverts par ses garanties. Son rayon d'action se limitant pour l'essentiel à un département, l'entreprise souffrait d'un manque de notoriété. Le cyclisme lui a permis de faire connaître son nom bien au-delà de son aire « naturelle » d'activité.

Ses moyens modestes l'ont incitée à se tourner vers la détection de jeunes talents. Alors qu'elle en est à sa troisième année d'existence, l'équipe dirigée par Yvon Sanquer a largement contribué à populariser le nom de son commanditaire. Selon un sondage, 51 % des habitants de Seine-et-Marne et 12 % de la population française connaissent désormais l'existence de la société, surtout grâce au cyclisme. Ces chiffres risquent d'exploser après le Tour de France.

TECHNIQUE



Une pédale automatique

LA RÉVOLUTION a eu lieu en 1984. Après les tentatives timides de la firme italienne Cinelli, Look et Bernard Hinault imposent la pédale automatique. Adieu cale-pieds, adieu courroies... Le système imaginé par les ingénieurs français s'inspire de la technologie développée pour les fixations de ski (de fond en l'occurrence), dont Look est le grand spécialiste : la pointe de la chaussure est immobilisée sur la pédale grâce à une cale. Au début, le peloton a hésité. Aujourd'hui, tous les professionnels et la majorité des amateurs (route et VTT) utilisent ces systèmes mécaniques à force réglable qui libèrent le pied en cas de chute. Et les fabricants – on en compte au moins dix, dont un autre géant français, Time – se disputent le marché à coups d'innovations. La cale fixe des premiers temps qui bloquait totalement le pied a vécu. Par souci anatomique (problèmes tendineux), les techniciens ont mis au point la rotation angulaire, qui permet au pied de bouger pendant le pédalage, sans jeu latéral générateur de perte d'énergie, selon un angle variant jusqu'à 12 degrés.

M.D.

★ Le modèle présenté ici est le Look PP 286, notamment utilisé par les équipes ONCE et Lotto. Son prix public est de 799 francs.

TÉLÉVISION

L'art de la chute

NOUS ÉTIONS en plein cœur de la Normandie, au 147e kilomètre de l'étape Rouen - Forges-les-Eaux, c'est-à-dire à l'entrée d'Aumale, quand Jean-Paul Ollivier, de France 2, sur sa moto perché, tint à peu près ce langage : *« La ville d'Aumale a appartenu à la famille d'Orléans. Le titre de duc d'Aumale a été porté par Henri d'Orléans, un des fils de Louis-Philippe, et c'est lui qui a enlevé la smala d'Abdel Kader, en 1843. »*

Jean-Paul Ollivier, habitué à la recension des vies pédalantes de Fausto Coppi, Hugo Koblet et autres René Vietto, venait de nous en boucher un coin. Devant notre télévision, nous étions assis. Ce n'était pas fini. *« Il ne faut pas confondre avec Charles de Lorraine, qui a été duc d'Aumale aussi. Il a vécu dans les années 1500 »*, ajoutait l'érudit avant de remiser l'Histoire au profit de l'actualité. *« Oh, une chute ! »*, criait-il, en direct.

De fait, la caméra qui suivait jusqu'alors les trois échappés du jour – Arturas Kasputis (Casino), Luca Colombo (Batik-Del Monte), Servais Knaven (TVM) – nous montrait un méli-mélo de vélos et d'athlètes. *« Une trentaine de coureurs à terre »*, lançait aussitôt le Pic de la Mirandole de la petite reine. *« Tout le monde se relève. Personne ne reste là, rassurait-il. Voilà, j'en ai fini avec la localité d'Aumale. »*

Un plan élargi nous permit de vérifier que les coureurs, eux aussi, en avaient fini avec la cité du preneur de smala après l'avoir momentanément transformée en souk. Tandis que Bernard Thévenet, consultant, rendait hommage aux mécaniciens du Tour, Patrick Chêne, commentateur, profitait du ralenti de la chute, pour gronder : *« On vous le disait tout à l'heure, quand on roule doucement comme ça... Le peloton était trop compact. »*

Pourtant prévenus, les géants de la route remettaient ça un peu plus loin. Par excès de vitesse cette fois. Badaboum ! Patatras ! Voilà ce qui arrive quand on n'a pas la télé. Les champions se rétamaient en masse. L'hélicoptère nous le montrait. Gilles Talmant (Casino) restait au sol. Il y avait de la fracture ouverte dans l'air. Mais la course imposait qu'on allât filmer fissa l'arrivée victorieuse de Mario Cipollini (Saeco).

« C'était un beau sprint, mais on ne l'apprécie pas comme on l'aurait voulu. C'est un coup de froid, hein Bernard ? », interrogeait Patrick Chêne, secoué par les chutes. Pour le rassurer, il fallait tout le cynisme de Bernard Hinault. Sur le plateau du Vélo club de Gérard Holtz, le « Blaireau » expliquait : *« Quand vous roulez à 60 km/h, même si vous freinez, vous ne pouvez pas vous arrêter. Vous êtes obligé d'aller dans le tas. C'est vrai que ça fait des très gros tas. »*

Michel Dalloni

« Une brosse à dents et une bombe de mousse à raser »

Les 198 coureurs du peloton voyagent plutôt léger

FORGES-LES-EAUX
de notre envoyé spécial

Après une petite boucle dans les rues de Rouen, et une autre, beaucoup plus longue, dans la Seine-Maritime, 197 coureurs du Tour de France (sans le malheureux Gilles Talmant, blessé dans une chute) ont fini par se lancer plein ouest, pour accomplir leur grand dessein de l'année, la Grande Boucle.

Combien de kilomètres les attendent avant l'arc de triomphe ? Personne ne sait vraiment. Le cyclisme en général et le Tour de France en particulier ne sont pas sciences exactes, pas davantage que l'information : samedi 5 juillet, *Le Monde* a annoncé 3 870 kilomètres au programme des coureurs, *Libération* en a retranché une poignée (3 842,3 km) et *L'Equipe* en a au contraire rajouté quelques dizaines (3 942 km) ; enfin, le lendemain, c'était au tour du *Journal du dimanche* d'apporter une légère nuance au débat : 3941,8 km.

Dans ce jeu du hasard, le dernier mot est logiquement revenu à Jean-Marie Leblanc, directeur du Tour de France : *« La bonne distance est celle qui figure dans le livre de bord. Les autres chiffres correspondent à des estimations qui avaient été effectuées avant la reconnaissance du parcours. »* Verdict de la « bible » des suiveurs : 3 950 kilomètres, *« environ »*.

Les coureurs eux-mêmes se satisfont de plus amples approximations. *« A peu près 3 900 bornes »*, croit savoir Pascal Chanteur, de l'équipe Casino. *« Quatre mille et même plus »*, corrige Miguel Arroyo. D'expérience, le Mexicain de Big Mat-Auber 93 se souvient que *« certains trajets sont augmentés de quelques kilomètres à cause des départs différés »*. Si le Tour est à périmètre variable, sa durée est incompressible : il durera vingt-deux jours. Soit trois semaines sur la route durant lesquelles les passagers du Tour de France voyagent léger, *« avec le minimum vital »*, précisent quelques-uns.

> « J'écoute toujours les deux mêmes disques, inutile d'en prendre plus ! »

Dans la valise du coureur, on dénombre généralement : treize maillots à manches courtes, deux à manches longues, vingt et un cuissards (un par étape) et autant de paires de chaussettes, deux paires de chaussures de vélo, deux casques, un « normal » pour la route, un profilé pour le contre-la-montre, quinze paires de gants, deux paires de manchettes et deux paires de jambières, trois paires de lunettes, des polos, une paire de tennis.

Tout est prévu pour le confort sur le vélo. Mais, pour les haltes, la plupart des concurrents se contentent d'un rien : *« Une brosse à dents et une bombe de mousse à raser*, résume Mauro Gianetti, le leader suisse de La Française des jeux. *Maintenant, nous avons la chance d'avoir des machines à laver dans les camions des équipes, alors nous n'avons plus besoin d'emporter autant de vêtements qu'avant. »*

« Pas un disque, pas un livre » ne figure dans le paquetage de Lauri Aus, le sprinter estonien de Casino : *« Autrefois, je prenais des journaux de chez moi, mais je ne lis pas beaucoup »*, confesse-t-il. *« Le soir, je regarde la télé »*, se justifie François Simon (GAN), qui n'a ajouté qu'un cliché de sa femme et de sa fille à son équipement du parfait coureur. Christophe Rinero (Cofidis) a lui aussi pensé à prendre une photo de son amie, ainsi qu'une radio et des revues de vélo. Nicolas Jalabert, son coéquipier, est à peine plus chargé : *« Je n'ai pris que deux disques : Andrea Bocelli et Alanis Morissette. J'écoute toujours les deux mêmes, inutile d'en prendre plus ! »* Miguel Arroyo a pour sa part opté pour un livre de référence : le livre de route du 84e Tour de France, qu'il consulte *« chaque matin et chaque soir, pour bien connaître le profil des étapes. »*

« Exceptionnellement, je n'ai rien emporté cette année, indique Pascal Lino, capitaine de route des Big Mat-Auber 93. *On est tellement à bloc toute la journée qu'on n'a le temps de ne rien faire le soir. »* L'expérience aidant, l'ancien maillot jaune du Tour 1992 a appris à s'alléger pour mieux voyager : *« Bien souvent, les premières fois, on emmène plein d'objets superflus, mais cela vous embête dans la valise pendant trois semaines. Et puis, comme ça, je gagne du temps pour faire mes bagages le matin. »*

Parce qu'il n'aime *« pas trop avoir (sa) valise en fouillis »*, Pascal Chanteur a laissé derrière lui *« tous les petits trucs qui ne servent à rien »* pour son troisième Tour. Son sac ne comprend plus cette année que *« quelques T-shirts, des disques compacts et un ordinateur portable pour la régulation cardiaque : c'est mon journal de bord, il m'aide à gérer ma récupération. »*

Laurent Genty (Big Mat-Auber 93) est, au contraire, de ceux que la chasse aux kilos superflus indiffère. De son premier Tour de France, couru l'an dernier sous la neige de l'Iseran et du Galibier, il se souvient qu'un bonnet et une veste chaude pouvaient apporter quelque réconfort. En revanche, son costume, tout comme celui de ses 196 compagnons, est resté soigneusement plié dans le car de l'équipe. Aucun n'en sortira avant les Champs-Elysées.

Eric Collier

LES RÉSULTATS

Prologue à Rouen (7,30 km)

1. C. Boardman (GB, GAN), 8 mn 20 s ; 2. J. Ullrich (All., TEL), à 2 s ; 3. E. Berzin (Rus., BAT), à 5 s ; 4. T. Rominger (Sui., COF), à 5 s ; 5. A. Zülle (Sui., ONC), à 5 s ; 6. P. Meinert (Dan., USP), à 7 s ; 7. R. Sörensen (Dan., RAB), à 10 s ; 8. A. Olano (Esp., BAN), à 10 s ; 9. L. Brochard (Fra., FES), à 11 s ; 10. C. Moreau (Fra., FES), à 12 s ; 11. A. Peron (Ita., FDJ), à 13 s ; 12. A. Garmendia (Esp., ONC), à 14 s ; 13. B. Riis (Dan., TEL), à 15 s ; 14. M. Bartoli (Ita., MAG), à 16 s ; 15. L. Aus (Est., CSO), à 16 s ; 16. E. Dekker (PB, RAB), à 17 s ; 17. O. Camenzind (Sui., MAP), à 17 s ; 18. A. Gontchenkov (Rus., ROS), à 17 s ; 19. E. Breukink (PB, RAB), à 18 s ; 20. M. Zarrabeitia (Esp., ONC), à 8 s, etc.

1re étape : Rouen-Forges-Les-Eaux (192 km).

1. M. Cipollini (Ita., SAE) en 4 h 38 min 59 sec ; 2. T. Steels (Bel., MAP) ; 3. F. Moncassin (Fra., GAN) ; 4. E. Zabel (All., TEL) ; 5. R. McEwen (Aus., RAB) ; 6. N. Jalabert (Fra., COF) ; 7. G. Fraser (Can., MUT) ; 8. N. Minali (Ita., BAT) ; 9. F. Simon (Fra., GAN) ; 10. M. Traversoni (Ita., MER) ; 11. M. Strazzer (Ita., ROS) ; 12. J. Bijlevens (PB, TVM) ; 13. A. Baffi (Ita., USP) ; 14. D. Etxebarria (Esp., ONC) ; 15. O. Rodrigues (Por., BAN) ; 16. F. Andreu (EU, COF) ; 17. A. Olano (Esp., BAN) ; 18. G. Hincapie (EU, USP) ; 19. F. Baldato (Ita., MAG) ; 20. C. Rinero (Fra., COF).

Bonifications : M. Cipollini, 28 s ; T. Steels, 12 s ; J. Bijlevens, 10 s ; F Moncassin, 8 s ; M. Traversoni et S. Knaven, 6 s ; A. Kasputis, 4 s ; L. Colombo, 2 s.

Classements

Classement général : 1. M. Cipollini (Ita., SAE) en 4 h 48 mn 09 s ; 2. C. Boardman (GB, GAN), à 10 s ; 3. J. Ullrich (All., TEL), à 12 s ; 4. T. Rominger (Sui., COF), à 15 s ; 5. A. Olano (Esp., BAN), à 20 s ; 6. T. Steels (Bel., MAP), à 24 s ; 7. S. Knaven (P-B, TVM), à 25 s ; 8. E. Dekker (PB, RAB), à 27 s ; 9. O. Camenzind (Sui., MAP), à 27 s ; 10. F. Vandenbroucke (Bel., MAP), à 28 s ; 11. L. Jalabert (Fra., ONC), à 28 s ; 12. J. Heppner (All., TEL), à 29 s ; 13. F. Andreu (EU, COF), à 29 s ; 14. F. Moncassin (Fra., GAN), à 30 s ; 15. J. Bijlevens (PB, TVM), à 30 s ; 16. A. Kasputis (Lit., CSO), à 31 s ; 17. A. Baffi (Ita., USP), à 32 s ; 18. D. Nelissen (PB, RAB), à 34 s ; 19. P. Lino (Fra., BIG), à 35 s ; 20. E. Zabel (All., TEL), à 35 s ; 21. M. Den Bakker (PB, TVM), à 37 s ; 22. D. Nardello (Ita., MAP), à 37 s ; 23. G. Hincapie (EU, USP), à 37 s ; 24. P. Luttenberger (Aut., RAB), à 39 s ; 25. M. Tosatto (Ita., MAG), à 39 s ; 26. D. Rebellin (Ita., FDJ), à 40 s ; 27. J. Odriozola (Esp., BAT), à 41 s ; 28. A. Tafi (Ita., MAP), à 41 s ; 29. M. Fincato (Ita., ROS), à 42 s ; 30. L. Colombo (Ita., BAT), à 43 s ; 31. V. Garcia Acosta (Esp., BAN), à 43 s ; 32. U. Bolts (All., TEL), à 45 s ; 33. G. Totschnig (Aut., TEL), à 45 s ; 34. N. Jalabert (Fra., COF), à 45 s ; 35. G. Fraser (Can., MUT), à 45 s ; 36. S. O'Grady (Aus., GAN), à 47 s ; 37. M. Strazzer (Ita., ROS), à 47 s ; 38. D. Etxebarria (Esp., ONC), à 47 s ; 39. F. Baldato (Ita., MAG), à 47 s ; 40. W. Peeters (Bel., MAP), à 47 s.

Classement par points : 1. M. Cipollini (Ita., SAE), 43 pts ; 2. T. Steels (Bel., MAP), 30 ; 3. F. Moncassin (Fra., GAN), 26 ; 4. E. Zabel (All., TEL), 24 ; 5. J. Bijlevens (P-B, TVM), 24.

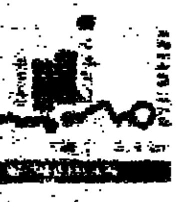
Classement de la montagne : 1. A. Kasputis (Lit., CSO), 10 pts ; 2. L. Brochard (Fra., FES), 10 ; 3. C. Saugrain (Fra., COF), 8 ; 4. F. Simon (Fra., GAN), 5 ; 5. L. Colombo (Ita., BAT), 4.

Classement par équipes : 1. Telekom, en 14 h 25 mn 33 s ; 2. Cofidis, à 9 s ; 3. Rabobank, à 9 s ; 4. GAN, à 16 s ; 5. US Postal Service, à 18 s.

Voici la liste des abréviations des équipes utilisées dans les classements du Tour de France 1997 :

Telekom (TEL), Festina (FES), Mapei-GB (MAP), Once (ONC), MG Technogym (MAG), Polti (PLT), Cofidis (COF), Gan (GAN), TVM (TVM), Saeco-Estro (SAE), Rabobank (RAB), Casino-C'est votre équipe (CSO), Batik-Del Monte (BAT), La Française des Jeux (FDJ), Roslotto-ZG Mobili (ROS), Banesto (BAN), Lotto-Mobistar-Isoglass (LOT), Kelme-Costa Blanca (KEL), Mercatone Uno (MER), US Postal Service (USP), La Mutuelle de Seine-et-Marne (MUT), Big Mat-Auber 93 (BIG).





Pete Sampras s'approche du record de victoires en Grand Chelem

Vainqueur de Cédric Pioline, le numéro un mondial gagne un quatrième titre à Wimbledon et s'inscrit dans la lignée des « grands » de l'histoire du tennis

Pas plus qu'à Flushing Meadow en 1993, le Français Cédric Pioline n'a pu résister longtemps à l'Américain Pete Sampras dimanche 6 juillet, en finale du simple messieurs des championnats de Wimbledon. Le numéro un mondial s'est imposé en 94 minutes, trois sets (6-4, 6-2, 6-4), 17 aces et 8 breaks. Cédric Pioline fait un bond d'une trentaine de places au classement mondial et reçoit un chèque de 207 500 livres (environ 1,9 million de francs). Avec dix titres du Grand Chelem à son palmarès, Sampras n'a plus qu'à s'imposer à Roland-Garros pour devenir un des plus grands joueurs de tennis de tous les temps. Chez les dames, la Suissesse Martina Hingis a pris ce chemin en s'imposant à seize ans face à la Tchèque Jana Novotna (2-6, 6-3, 6-3). Quant à la paire australienne Woodforde-Woodbridge, elle a remporté le tournoi de double pour la cinquième année consécutive.

LONDRES
de notre envoyée spéciale

« J'ai joué un grand tennis cette quinzaine, je n'ai perdu mon service que deux fois, j'ai servi le meilleur service-volée de ma carrière, c'était tout simplement magnifique. » L'auteur de ces propos immodestes a vingt-cinq ans. Il s'appelle Pete Sampras et vient de gagner les championnats de Wimbledon pour la quatrième fois de sa carrière. Depuis son premier sacre, en 1993, il n'a donc fait qu'un faux pas, en 1996, perdant en quarts de finale contre le futur vainqueur, Richard Krajicek.

TENNIS

Du Français Cédric Pioline, l'invité surprise de la finale, Pete Sampras n'a fait qu'une bouchée, comme en 1993 lors de la finale des Internationaux des Etats-Unis. En un peu plus d'une heure et demie de jeu, il lui a montré la maîtrise d'un numéro un mondial. D'abord, le service. Il est varié, et la puissance de la première balle est redoutable ; la deuxième balle, aux effets alternés, au rebond très haut, est parfois plus dangereuse que la première. La volée est à pleurer de bonheur. Un placement millimétré grâce à un jeu de jambes de tous les instants, un œil pour savoir où la placer, le poignet félin pour la gifler n'importe où. Les passings-shots sont insolents, ceux du revers surtout, en bout de course : Pete Sampras ligote son corps pour donner à son bras le plus de force possible. Cet œil, encore, pour les loger plein cadre. Il y a cette résistance à la volée : ses réflexes ont été affûtés au fil des années pour rester le temps qu'il faut au filet.

L'esprit va mieux. Pete Sampras a fait le deuil de Tim Gullickson, son entraîneur mort d'une tumeur au cerveau en mai 1996 : *« J'ai arrêté de ne penser qu'au tennis pendant deux mois »*, dit-il. Pete sait supporter le stress d'une finale d'un tournoi du Grand Chelem. Sur les onze disputées avant dimanche, il en avait gagné neuf. Le voilà à dix sur douze. Il dit : *« J'ai eu peur une fois dans une finale, c'était à Wimbledon, ma première, contre Jim Courier. Parce que je savais que c'était inouï d'arriver là et que je n'en aurais peut-être plus la chance. »*

Il y a donc un début d'existence consacrée au tennis : *« J'aurai tout le temps de faire autre chose quand j'aurai fini »*, dit-il. Aujourd'hui, il s'acharne à être le premier joueur du monde, ce qu'il est depuis quatre ans. *« C'est un athlète né*, dit Paul Annacone, l'ancien joueur qui est devenu son entraîneur. *Il fait tout pour le rester. C'est un honneur et un plaisir de travailler avec lui. Il est sérieux et constant, ne rechigne pas à la tâche : parce qu'il sait ce que gagner représente, il ne renonce pas. »*

En gagnant un dixième titre du Grand Chelem à vingt-cinq ans – deux en Australie, quatre à Wimbledon, quatre à Flushing Meadow –, Pete Sampras rentre peu à peu dans l'Histoire. Le record, détenu par Roy Emerson, qui gagna douze titres majeurs entre 1961 et 1967, n'est pas si loin, et Sampras le sait : *« Je peux améliorer ce record, car je suis encore jeune*, lance-t-il. *Si je joue encore bien, que je travaille dur et que je reste en bonne santé, pourquoi pas, tant que le plaisir de jouer est là ? »*

VIRTUOSE DE L'OFFENSIVE

Et quand s'arrêtera-t-il ? *« Le jour où je penserai que je ne pourrai plus gagner de tournoi du Grand Chelem. »* Il se sent encore au milieu du gué. Gourmand du record, il lance toutefois qu'il ne se sent pas comme une légende : *« Etre comparé à Rod Laver, avec qui je partage désormais le nombre de victoires à Wimbledon, est plus que flatteur. »* Une année où Boris Becker annonce sa retraite des tournois du Grand Chelem et où Michael Stich fait sa tournée d'adieu au circuit, Pete Sampras s'impose, après une éclipse, comme le plus grand joueur de gazon du moment. Il reste numéro un mondial plus que jamais, creusant l'écart sur Michael Chang, éliminé dès le premier tour.

Pour Cédric Pioline, en revanche, le gain de sa quinzaine sur herbe devrait être d'une trentaine de places au classement mondial, cela le positionnant entre le onzième et le quatorzième rang. Dans la défaite finale, il a aussi fait meilleure figure que lors de la finale de 1993 à Flushing Meadow : *« Ici, je n'ai pas eu ce sentiment d'impuissance comme je l'avais eu alors*, dit-il. *A Flushing Meadow, plus le match avançait, plus j'avais envie d'en finir. Aujourd'hui, j'y ai toujours cru. »*

Dimanche, Cédric Pioline a eu une minuscule fois l'occasion de prendre le service de Sampras et s'est effacé devant le virtuose de l'offensive. *« Il m'a montré ce que je pouvais faire progresser dans mon jeu »*, a expliqué le Français. Cédric Pioline a vingt-huit ans et se voit au moins deux belles années devant lui : *« Je suis content d'avoir rejoué à un haut niveau. Je sais que je peux servir un grand tennis. J'ai du travail à faire pour jouer un rôle important dans les tournois. »* Et Sampras ? *« Il n'est pas dieu, il est le numéro un mondial. »*

Bénédicte Mathieu

■ **Surnommés les « Woodies »**, Todd Woodbridge et Mark Woodforde ont gagné le double messieurs des championnats de Wimbledon pour la cinquième année consécutive, un record. La paire australienne a battu la paire néerlandaise, composée de Paul Haarhuis et Jacco Eltingh (7-6 [7-4], 7-6 [9-7], 5-7, 6-3).

Martina Hingis surclasse Jana Novotna

Elle avait été une perdante triste en 1993 contre Steffi Graf. Battue par Martina Hingis, samedi 5 juillet, Jana Novotna a été une finaliste éclatante de joie. Elle s'est inclinée devant la Suissesse, avec une résignation joyeuse : elle menait un set à zéro, deux jeux à rien, mais n'a pu contenir les coups de la première joueuse mondiale, qui a réglé son jeu au fur et à mesure de la partie. *« Au début, je me sentais comme une débutante*, a expliqué Martina Hingis. *Je jouais contre la meilleure joueuse sur gazon du monde et je ne savais pas comment la prendre. »* Et puis Martina a décidé d'en rire. Elle s'en est allée derrière sa ligne de fond de court, là où elle est la meilleure, pour parer les volées de Jana. Et elle a décoché des passing-shots qui ont désespéré les offensives de la Tchèque. *« C'est un rêve qui se réalise »*, a déclaré Martina Hingis. A seize ans, elle établit de nouveaux records, devenant la première Suissesse à gagner Wimbledon et la plus jeune gagnante de l'ère open. A vingt-huit ans, Jana Novotna, elle, devient numéro deux mondiale.

RÉSULTATS

BASKET-BALL

Euro-97
Demi-finales

Yougoslavie-Grèce	88-80
Italie-Russie	67-65
Finale	
Yougoslavie-Italie	61-49
Match pour la neuvième place	
France-Israël	84-91

FOOTBALL

Coupe Intertoto
Troisième journée

● **Groupe 2**

Bastia (Fra.)-Silkeborg (Dan.)	1-0
Hrvatski Dragovoljav (Cro.)-Ebbw Vale (PdG)	4-0

Exempt : Casino Graz (Aut.).
Classement : 1. Bastia, 6 pts ; 2. Casino Graz, 4 ; 3. Silkeborg, 3 ; 4. Hrvatski Dragovoljav, 3 ; 5. Ebbw Vale, 1.

● **Groupe 3**

Ards FC (IdN)-Auxerre (Fra.)	0-3
Anvers (Bel.)-Nea Salamina (Chy.)	4-0

Exempt : Lausanne (Su.).
Classement : 1. Anvers, 6 pts ; 2. Lausanne, 4 ; 3. Auxerre, 4 ; 4. Nea Salamina, 3 ; 5. Ards FC, 0.

● **Groupe 9**

Zilina (Sloq.)-Lyon (Fra.)	0-5
Austria Vienne (Aut.)-Rapid Bucarest (Rou.)	1-1

Exempt : Odra Wodzislaw (Pol.).
Classement : 1. Rapid Bucarest, 7 pts ; 2. Lyon, 6 ; 3. Zilina, 3 ; 4. Austria Vienna, 1 ; 5. Odra Wodzislaw, 0.

● **Groupe 10**

Gloria Bistrita (Rou.)-Spartak Varna (Bul.)	2-1
Montpellier (Fra.)-Cukaricki (You.)	3-1

Exempt : Groningen (P-B)
Classement : 1. Montpellier, 6 pts ; 2. Groningen, 6 ; 3. Gloria Bistrita, 3 ; 4. Cukaricki, 3 ; 5 Spartak Varna, 0.

Mondial des moins de 20 ans
Finale

Argentine-Uruguay	2-1

GOLF

Open d'Irlande
1. C. Montgomerie (GB), 269 ; 2. L. Westwood (GB), 276 ; 3. N. Faldo (GB), 278.

MOTOCYCLISME

Grand Prix d'Imola
● **125 cc** : 1. V. Rossi (Ita., Aprilia), 41 min 50 s 114 ; 2. T. Manako (Jap., Honda), à 1 s 625 ; 3. K. Sakata (Jap., Honda), à 23 s 551.
Classement du championnat du monde : 1. V. Rossi (Ita.), 170 pts ; 2. N. Ueda (Jap.), 123 ; 3. T. Manako (Jap.), 111.
● **250 cc** : 1. M. Biaggi (Ita., Honda), 43 min 17 s 419 ; 2. O. Jacque (Fra., Honda), à 0 s 656 ; 3. T. Ukawa (Jap., Honda), à 0 s 816.
Classement du championnat du monde : 1. M. Biaggi (Ita.), 136 pts ; 2. R. Waldmann (All.), 131 ; 3. T. Harada (Jap.), 117 ; 4. O. Jacque (Fra.) et T. Ukawa (Jap.), 81.
● **500 cc** : 1. M. Doohan (Aus., Honda) 45 min 58 s 995 ; 2. N. Aoki (Jap., Honda), à 8 s 648 ; 3. T. Aoki (Jap., Honda), à 20 s 016.
Classement du championnat du monde : 1. M. Doohan (Aus.), 195 pts ; 2. A. Criville (Esp.), 102 ; 3. N. Aoki (Jap.), 100.

TENNIS

Internationaux de Grande-Bretagne à Wimbledon
Finales
● **Simple dames** : M. Hingis (Sui., n° 1) b. J. Novotna (Tch., n° 3), 2-6, 6-3, 6-3.
● **Simple messieurs** : P. Sampras (EU, n° 1) b. C. Pioline (Fra.), 6-4, 6-2, 6-4.
● **Double dames** : G. Fernandez-N. Zvereva (EU, Bié., n° 1) b. N. Arendt-M. Bollegraf (EU, PB, n° 6), 7-6 (7/4), 6-4.
● **Double messieurs** : T. Woodbridge-M. Woodforde (Aus., n° 1) b. J. Eltingh-P. Haarhuis (PB, n° 2), 7-6 (7/4), 7-6 (9/7), 5-7, 6-3.
● **Double mixte** : C. Suk-H. Sukova (Tch., n° 4) b. A. Olhovskiy-L. Neiland (Rus., Let., n° 3), 4-6, 6-3, 6-4.

■ **LOTO : les tirages n° 54** effectués samedi 5 juillet ont donné les résultats suivants :
Premier tirage : 3, 12, 25, 34, 37, 43 ; numéro complémentaire : 10. Les rapports sont pour 6 bons numéros : 2 020 215 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 86 015 F ; pour 5 numéros : 4 430 F ; pour 4 numéros : 119 F ; pour 3 numéros : 14 F.
Second tirage : 13, 22, 25, 30, 39, 43 ; numéro complémentaire : 24. Les rapports sont pour 6 numéros : 5 536 740 F ; pour 5 numéros et le complémentaire : 127 130 F ; pour 5 numéros : 4 175 F ; pour 4 numéros : 115 F ; pour 3 numéros : 14 F.

Christine Arron, espoir français du 200 mètres

FORT-DE-FRANCE
de notre envoyée spéciale

Elle est venue, mais elle n'a pas couru. Malgré la promesse de participer à un 200 m aux horaires spécialement aménagés pour elle, qu'avait cru lui avoir arraché Philippe Lamblin, le président de la Fédération française d'athlétisme (FFA), Marie-José Pérec, la double championne olympique d'Atlanta, ne s'est pas présentée au public des championnats de France. *« Marie-Jo a annoncé son forfait sans en avoir parlé à personne*, a-t-il regretté. *Je ne comprends pas ce qu'elle est venue faire ici. »* Dès dimanche soir, « Marie-Jo » devait s'envoler vers la Guadeloupe pour un séjour chez sa grand-mère.

ATHLÉTISME

En dehors des caprices désormais habituels de la star, il restera de ces premiers championnats nationaux organisés hors de métropole quelques enseignements à méditer. Jamais les concurrents – dont la plupart ne fréquentent pas le circuit des meetings internationaux – n'avaient rencontré de telles conditions. Le décalage horaire a perturbé les organismes. Richard Descoux, le directeur technique national (DTN), craignait notamment qu'il faille au moins une semaine pour récupérer totalement. Les athlètes qui espèrent encore se qualifier pour les championnats du monde d'Athènes (du 1er au 10 août) risquent d'en pâtir. Le DTN a prévu d'annoncer sa sélection le 16 juillet, à l'issue du meeting de Nice.

La météo n'a pas favorisé les performances. Samedi, des trombes d'eau se sont abattues sur le stade, noyant la piste, les aires de lancer et les sautoirs en quelques minutes. Le concours du saut en hauteur masculin en a, par exemple, fait les frais. Vainqueur avec un bond de 2,19 m, Didier Detchenique évolue régulièrement cette saison à 2,30 m. Le niveau de performance plutôt faible ne peut cependant pas être imputé aux seules intempéries. Les premiers championnats d'Europe des moins de vingt-trois ans organisés par l'Association européenne d'athlétisme (AEA) avaient lieu simultanément à Turku (Finlande) avec 50 athlètes français. Cette programmation maladroite pose le problème de l'harmonisation d'un calendrier de plus en plus chargé. Richard Descoux admet, d'autre part, de sérieuses carences dans certaines disciplines, qui *« plongent de plus en plus »*. Il cite notamment le javelot, la hauteur et le 800 m féminins.

A Athènes, l'absence de Marie-José Pérec, sur 200 m et/ou 400 m, diminuera les chances de médailles françaises. Après ces championnats de France, Patricia Girard (100 m haies), Jean Galfione (saut à la perche) et Stéphane Diagana (400 m haies) représentent les valeurs les plus sûres. Patricia Djaté (1 500 m), de retour à l'entraînement après une blessure, compte sur la réunion de Nice pour faire le point sur sa forme.

L'HÉRITIÈRE DE MARIE-JOSÉ PÉREC

Le rendez-vous martiniquais a surtout confirmé la valeur de Christine Arron (200 m). Star française des Jeux méditerranéens, où elle a remporté le titre et réalisé deux fois la troisième meilleure performance mondiale de la saison, vedette de la Coupe d'Europe des nations (*Le Monde* du 24 juin), la Guadeloupéenne de vingt-trois ans s'est magistralement imposée à Fort-de-France (22 s 57). Le vent violent qui soufflait à 2,3 mètres/seconde lors de sa course ne permettra pas l'homologation de sa performance. Mais Christine a laissé suffisamment loin sa première poursuivante, Sylviane Félix (23 s 09), championne du monde juniors 1996 de la spécialité, pour convaincre. *« Elle a atteint un niveau qui nous laisse espérer une médaille à Athènes »*, a affirmé Richard Descoux.

La tâche de Christine Arron n'est pas mince. On voit déjà en elle l'héritière de Marie-José Pérec. Posée et vive d'esprit, elle a semblé jusqu'ici suffisamment armée pour supporter cette pression toute neuve. Mais son corps supporte mal les nombreuses courses disputées ces dernières semaines. Victime de blessures à répétition les saisons passées, elle avait perdu l'habitude d'enchaîner autant de compétitions. A l'échauffement de sa demi-finale du 200 m, dimanche, Christine Arron a été prise de vertiges : un mal qui la mine depuis l'hiver dernier, après les séances d'entraînement les plus exigeantes. Le désir d'accéder bientôt au destin de star internationale qui lui est promis devrait l'aider à guérir rapidement.

Patricia Jolly

MOTS CROISÉS PROBLÈME N° 97142

SOS Jeux de mots : 3615 LEMONDE, tapez SOS (2,23 F/min).

	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11
I											
II								■			
III					■						
IV				■							
V							■			■	
VI								■			
VII			■				■				
VIII				■							
IX		■				■			■		
X					■						
XI											

HORIZONTALEMENT

I. Pour ranger les restes du feu. – II. Bête noire de nos allergies. A moitié creusé. – III. Déplacé. Son mur est porteur. – IV. A pris un siège. Qui a refusé de se soumettre. – V. Supprimez de la liste. Démonstratif. – VI. Souvent en dehors du village. Symbole de dureté. – VII. Fin de verbe. Pour faire la peau. Mettre en mouvement. – VIII. Vieux bâtiment. En Thessalie. – IX. Lieu de communication. En mouvement à l'envers. Agent de liaison. – X. Déchet qu'il faut éliminer. Pratiquerai l'ouverture. – XI. Vue à la sauvette.

VERTICALEMENT

1. Fait tourner la maison vaticane. – 2. Son globe permet une vision du monde. En rouge sur la carte. – 3. Trente-cinq ans à l'ombre pour Mme de Pompadour. Le prix du transport. – 4. Aurochs. Forme les techniciens de demain. Sigle scolaire. – 5. Note. Lieu de perdition. – 6. Un autre lieu de perdition. Pompes anglaises. – 7. Ceux du Poitou sont sous protection. Descente rapide. – 8. Voile. Regarder dans la même direction. – 9. Iles flottantes. Inscription. – 10. Se range dans le I horizontal. Porte-plume. – 11. Le pouvoir le plus partagé au monde.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 97141

HORIZONTALEMENT

I. Extrinsèque. – II. Beauté. Dû. – III. Néo. Reine. – IV. Racture. Tom (mot). – V. Noël. Pieuse. – VI. Errements. – VII. Eté. Amer. Ut. – VIII. Nénés. Toisa. – IX. TB. Etirai. – X. Et. Répéta. – XI. Sérénissime.

VERTICALEMENT

1. Eburnéennes. – 2. Xe. Aorte. Té. – 3. Tancèrent. – 4. Ruelle. Ebre. – 5. Itou. Mas. En. – 6. Ne. Rpem (perm). Epi. – 7. Reinettes. – 8. Ede. Etroits. – 9. Quitus. Irai. – 10. Nos. Usa. – 11. Elémentaire.

AFFAIRE DE LOGIQUE PROBLÈME N° 25

L'armée des uns

VOUS POUVEZ le vérifier, à la main ou sur une calculatrice :

$6^2 - 5^2 = 11$

$56^2 - 45^2 = 1\,111$

$556^2 - 445^2 = 111\,111$

Mais si vous leur demandez de calculer $5\,555\,556^2 - 4\,444\,445^2$, la plupart des calculatrices auront du mal à vous répondre, car vous dépassez leur capacité. Prouvez que l'homme est plus fort que la machine et donnez le résultat de cette opération.

Il faudra, naturellement, justifier votre affirmation !

Solution dans *Le Monde* du 15 juillet.

Elisabeth Busser et Gilles Cohen © POLE 1997

SOLUTION DU PROBLÈME N° 24 paru dans *Le Monde* du 1er juillet

En utilisant les notations de la figure en coupe (x est la hauteur cherchée, h la hauteur de la boîte), on voit qu'on doit avoir les relations :

$a'/b = b'/a = x/68 = k$ (k est le rapport de similitude des deux triangles rectangles).

$a + a' = 68$

$b + b' = h$

$a^2 + b^2 = 68^2$ (théorème de Pythagore)

Dans le cas d'un cube, h = 68. Des considérations de symétrie imposent a = b (en dehors de la solution de la mise en boîte correcte). Il en résulte $x = 68(\sqrt{2} - 1)$, soit environ 28,17 cm.

Si h = 47, on parvient à une équation du quatrième degré en k. Hors la racine 47/68 qui correspond à un cas limite, une racine négative et une supérieure à 1 qui sont sans intérêt pratique, cette équation admet la racine 1/4. On a donc l'unique solution x = 17 cm (et par suite a = 60 cm, b = 32 cm, a' = 8 cm, b' = 15 cm).

Les jeux dans « Le Monde »

Dans cinq de ses numéros de la semaine, *Le Monde* publie, en plus des mots croisés, un jeu. Le lundi, dans le journal daté mardi, un problème mathématique. Le mardi, dans le journal daté mercredi, une grille de Scrabble. Le mercredi, dans le journal daté jeudi, une chronique de bridge. Le jeudi, dans le journal daté vendredi, une question sur l'art. Le samedi, dans le journal daté dimanche-lundi, les échecs.

Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437
ISSN 0395-2037
Imprimerie du Monde 12, rue M. Gunsbourg 94852 Ivry cedex
PRINTED IN FRANCE
Le Monde PUBLICITÉ
Président-directeur général : Dominique Alduy
Vice-président : Gérard Morax
Directeur général : Stéphane Corre
21 *bis*, rue Claude-Bernard - BP 218
75226 PARIS CEDEX 05
Tél : 01-42-17-39-00 - Fax : 01-42-17-39-26

Soleil et chaleur, enfin !

LES PRESSIONS sont en hausse, un large anticyclone protège la France du passage des perturbations ; il fait beau et les températures continuent à grimper sur tout le pays. Seuls l'est du pays, le relief des Alpes et des Pyrénées verra encore bourgeonner les nuages.

Bretagne, Pays de la Loire, Basse-Normandie. – Après dissipation des nuages et des brumes de l'aurore, le soleil brillera généreusement. Les températures poursuivent leur petite remontée : il fera de 20 à 24 degrés près de la Manche, et jusqu'à 27 ailleurs.

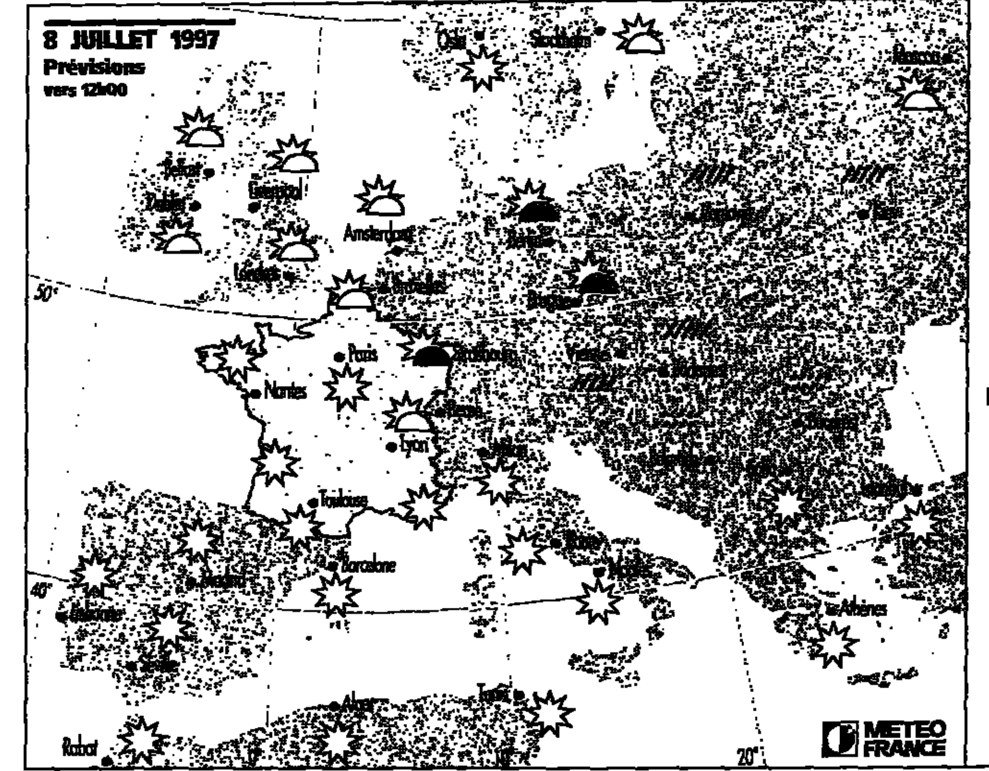
Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. – Les brumes éparses se disperseront rapidement au profit d'un beau soleil. Douces dès le matin, les températures atteindront 21 à 28 degrés du nord au sud l'après-midi.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. – L'amélioration se confirme. Les nuages se feront de plus en plus discrets et l'on pourra profiter du soleil. En progression, le mercure affichera 23 à 25 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. – Le temps estival se maintient. le soleil ne trouvera aucun petit nuage dans son apparente course, à l'exception des Pyrénées où l'on risque l'ondée. Le mercure en profitera pour grimper facilement ; il fera chaud entre 25 et 28 degrés, un peu plus par endroit.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. – L'été s'installe. Dès le lever du jour, le soleil se montrera conquérant. Sur le relief alpin, des bourgeonnements nuageux gâcheront légèrement l'impression de beau temps avec un faible risque d'ondée. Il fera chaud, entre 25 et 27 degrés au meilleur de la journée.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. – Sous l'influence du mistral et de la tramontane, le ciel sera d'un bleu azuréen. Les nuages ne pourront se développer qu'autour des cimes alpines. L'été bat son plein avec des températures élevées, avoisinant les 30 degrés.

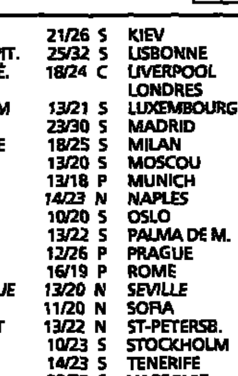


LE CARNET DU VOYAGEUR

■ **ETATS-UNIS.** American Airlines diminue de moitié le prix des billets d'avion pour les enfants de deux ans et en dessous voyageant avec leurs parents, quelle que soit la classe, afin d'encourager ces derniers à utiliser les sièges de sécurité pour bébés. Pour éviter de payer une place, les parents préfèrent asseoir leurs enfants sur leurs genoux, ce qui est dangereux en cas d'accident ou de turbulence. Les parents devront fournir le siège de leur bébé, mais la plupart de ceux utilisés pour les voitures s'adaptent aux sièges d'avion. – *(AP.)*

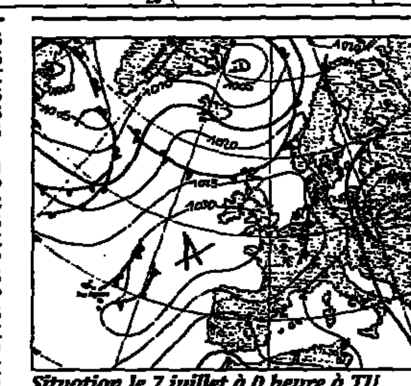
■ **ITALIE.** La galerie Borghese, à Rome, vient d'ouvrir à nouveau ses portes après quelque quatorze années de fermeture, tandis que le palais Altemps, où le pape Sixte IV donnait des réceptions et qui abrite des sculptures de Bernini, rouvrira en décembre, après des travaux de restauration qui auront duré treize ans. – *(AP.)*

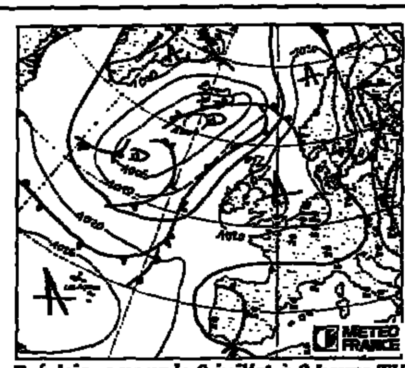
PRÉVISIONS POUR LE 8 JUILLET 1997
Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.





				PAPEETE	21/26 S	KIEV	18/25 P	VENISE	17/28 S	LE CAIRE	25/36 S
				POINTE-A-PIT.	25/32 S	LISBONNE	21/31 S	VIENNE	14/19 P	MARRAKECH	19/27 S
				ST-DENIS-RÉ.	18/24 C	LIVERPOOL	14/23 N	**AMÉRIQUES**		NAIROBI	12/20 C
				EUROPE		LONDRES	17/25 N	BRASILIA	14/25 S	PRETORIA	1/17 S
				AMSTERDAM	13/21 S	LUXEMBOURG	12/21 S	BUENOS AIR.	12/18 C	RABAT	19/27 S
FRANCE métropole		NANCY	13/24 S	ATHENES	23/30 S	MADRID	12/31 S	CARACAS	26/28 C	TUNIS	20/28 S
AJACCIO	16/26 S	NANTES	14/28 S	BARCELONE	18/25 S	MILAN	15/28 S	CHICAGO	18/23 P	**ASIE-OCÉANIE**	
BIARRITZ	16/27 S	NICE	17/24 S	BELFAST	13/20 S	MOSCOU	13/24 N	LIMA	21/25 C	BANGKOK	28/36 N
BORDEAUX	16/30 S	PARIS	14/26 S	BELGRADE	13/18 P	MUNICH	12/19 P	LOS ANGELES	17/25 S	BOMBAY	27/29 P
BOURGES	13/28 N	PAU	13/28 S	BERLIN	14/23 N	NAPLES	16/28 S	MEXICO	13/25 N	DJAKARTA	25/30 S
BREST	14/22 S	PERPIGNAN	17/29 S	BERNE	10/20 S	OSLO	12/20 S	MONTREAL	13/21 S	DUBAI	30/38 S
CAEN	15/21 S	RENNES	14/27 S	BRUXELLES	13/22 S	PALMA DE M.	18/27 S	NEW YORK	22/29 S	HANOI	29/35 C
CHERBOURG	13/21 S	ST-ETIENNE	14/28 S	BUCAREST	12/26 P	PRAGUE	10/21 N	SAN FRANCIS.	15/23 S	HONGKONG	26/27 P
CLERMONT-F.	13/28 S	STRASBOURG	13/24 S	BUDAPEST	16/19 P	ROME	16/27 S	SANTIAGO/CHI	5/13 P	JERUSALEM	24/34 S
DIJON	13/26 N	TOULOUSE	16/30 S	COPENHAGUE	13/20 N	SEVILLE	20/33 S	TORONTO	14/24 N	NEW DEHLI	29/34 P
GRENOBLE	14/28 N	TOURS	13/26 N	DUBLIN	11/20 N	SOFIA	13/24 S	WASHINGTON	22/33 N	PEKIN	23/33 S
LILLE	13/23 N	**FRANCE outre-mer**		FRANCFORT	13/22 N	ST-PETERSB.	16/25 S	**AFRIQUE**		SEOUL	20/23 C
LIMOGES	13/25 S	CAYENNE	22/30 S	GENEVE	10/23 S	STOCKHOLM	13/23 N	ALGER	17/27 S	SINGAPOUR	26/29 P
LYON	14/27 N	FORT-DE-FR.	26/30 N	HELSINKI	14/23 S	TENERIFE	15/20 C	DAKAR	25/28 N	SYDNEY	10/18 C
MARSEILLE	17/28 S	NOUMEA	19/23 S	ISTANBUL	22/28 S	VARSOVIE	16/20 P	KINSHASA	18/28 S	TOKYO	26/32 N


Situation le 7 juillet à 0 heure TU


Prévisions pour le 9 juillet à 0 heure TU

La Toyota Corolla s'européanise

Avant de lancer son nouveau modèle, septième du nom, le constructeur japonais s'est livré à un examen de conscience peu ordinaire

CELA ne fait pas l'ombre d'un doute : la nouvelle Toyota Corolla, septième du nom, recevra un meilleur accueil que ses devancières. C'est que, plus de trente ans après avoir présenté son modèle fétiche (vendu à 26 millions d'unités à travers le monde), la marque japonaise nous propose enfin autre chose que quatre roues et un moteur empaquetés dans une carrosserie.

Bien sûr, pendant toutes ces années, 105 000 automobilistes français se sont fort bien accommodés de ces voitures sans souci, moyennes dans tous les sens du terme, sauf pour ce qui concerne la fiabilité et le rapport prix-prestations. Le numéro trois mondial – dont la notoriété, chez nous, repose par bonheur sur quelques exceptions qui confirment la règle (le brillant 4 × 4 Rav 4, par exemple) – se dit tout de même qu'il pourrait faire mieux que son score actuel : 1 % du marché français...

Pour Toyota, le lancement commercial de la Corolla, effectif depuis quelques jours, est l'occasion de se livrer à un examen de conscience comme on n'en a jamais vu de la part d'un constructeur japonais. Ses porte-parole battent leur coulpe et admettent le *« manque de présence émotionnelle »* (c'est le moins que l'on puisse dire) des six premières générations aux yeux de la clientèle européenne en général, et française en particulier. Cette fois, assurent-ils, c'en est fini du concept de *« voiture mondiale »*, compromis planétaire générateur de modèles fondés sur le plus petit dénominateur commun stylistique pour passer partout, d'Auckland à Sapporo, en passant par Romorantin.

« CRITIQUER LES ESQUISSES »

Cette fois, il a été décidé que les Corolla destinées au Japon, aux Etats-Unis et à l'Europe auront chacune leur propre allure. Pendant deux ans, une équipe de style européenne a donc été chargée *« de choisir la meilleure orientation et de critiquer les esquisses puis les maquettes »* des concepteurs nippons.

A première vue, le résultat n'est guère exaltant. La Corolla n'est pas très belle et, mis à part des optiques en œil de guêpe, on cherche en vain *« l'influence du style européen »* que revendiquent ses concepteurs. Le parti pris d'originalité est maladroit, et le design de cette voiture ne paraît pas dégager de véritable cohérence, contrairement aux modèles – qu'on les aime ou non – des firmes du Vieux Continent. Audacieux, l'avant manque singulièrement de grâce et, si l'arrière de la version trois portes n'est pas vilain, celui de la version cinq portes est lourdaud.

En revanche, ce modèle (qui sera exclusivement produit en Grande-Bretagne dès 1998) s'européanise dès que l'on ouvre la portière, car l'habitacle est incomparablement plus chaleureux qu'autrefois. La planche de bord aux volumes bien équilibrés n'est pas un modèle de gaieté, mais elle rompt avec le sempiternel et sinistre bloc monoteinte de plastique gris-bleu auquel nous ont habitués les voitures nippones. Sièges et intérieurs de porte ont même reçu des coloris et des motifs étonnamment guillerets.

D.R.

La Corolla reste fidèle à sa réputation de sérieux, et son niveau d'équipement est satisfaisant sur les versions de base. Les moteurs (un 1,3 litre essence de 86 ch et un 2 litres diesel de 72 ch) sont pleins de bonne volonté, et le comportement routier est très sain.

PAS VRAIMENT DE STYLE

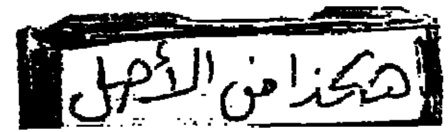
Pour le reste, la Corolla reste fidèle à sa réputation de sérieux et de sens de la mesure (qualités qui sont l'alpha et l'oméga des modèles appartenant à cette catégorie, celle des Renault Mégane, des Peugeot 306 ou des Citroën ZX) et son niveau d'équipement est, comme d'habitude, satisfaisant sur les versions de base. Revisités, les moteurs (un 1,3 litre essence de 86 ch et un 2 litres diesel de 72 ch) sont pleins de bonne volonté à défaut de fougue, et le comportement routier est très sain. Il faudra toutefois se méfier des suspensions arrières du break, qui, trop molles, risquent d'engendrer de fâcheuses nausées enfantines.

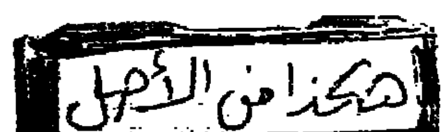
Après avoir longtemps parlé une sorte d'espéranto automobile, la Corolla s'efforce pour de bon d'apprendre notre langage. Les efforts sont réels, la syntaxe est correcte, mais la prononciation est encore hésitante. Incontestablement, cette voiture a de la personnalité, mais elle n'a pas vraiment de style. Reste que, à défaut de la trouver forcément à son goût, on distinguera désormais beaucoup mieux ce modèle jusqu'alors quasi transparent. Selon Toyota, cela devrait suffire à doubler les ventes de Corolla en France : pour 1998, le constructeur table sur 7 000 immatriculations.

Jean-Michel Normand

★ La Toyota Corolla, en version deux portes ou trois portes, est proposée avec un moteur 1,3 litre essence ou 2 litres diesel (6 CV dans les deux cas). Le break n'est disponible qu'en diesel. Les prix vont de 74 900 à 106 400 francs.







LE CARNET DU VOYAGEUR





L'ÉTÉ FESTIVAL

Juillet est facétieux. Succédant à un mois de juin qui s'est amusé longuement à repousser les anticyclones, il entreprend, lui, de détourner le cours du Nil. Où l'on découvrira que l'immense prince africain coule au pied de l'Ecole des beaux-arts de Toulouse (à la faveur du Festival Garonne), bifurque à l'est vers Chalon (Chalon dans la rue) avant de rejoindre le bassin des Tuileries à Paris (Paris, Quartier d'été)... Ses eaux portent les meilleurs artisans de la musique nubienne, ambassadeurs plénipotentiaires de la très officielle année France-Egypte qui commence avec eux. Dans le même temps, le Sud-Est s'anime. Saou, village de la Drôme, a reçu Mozart, ses partitions et ses textes, tandis qu'à Grenoble on a pu voir de curieux Italiens, syndiqués de la Societa Raffaello Sanzio de Cesena, qui ont entrepris de visiter « L'Orestie » d'Eschyle en compagnie du peintre anglais Francis Bacon. Un peu plus au sud, Florence présente le sulfureux Oliviero Toscani et ses clichés de jeunes gens recrutés au hasard.



LA PHOTOGRAPHIE DE GÉRARD RONDEAU

Châteauvallon

La scène se passe à Châteauvallon, avec Gérard Paquet au premier plan. Le festival accueillera, les 8 et 9 juillet, la troupe japonaise Sankaï Juku, un des plus éminents représentants du buto.

Les Musiciens du Nil, héritiers des Tsiganes échoués aux portes de Louxor

Toulouse/Musique du monde. L'Année France-Egypte s'ouvre au Festival Garonne avec une formation qui mélange des musiques gitane et nubienne

LOUXOR
de notre envoyée spéciale

Youssef Bakâsh habite sur la rive occidentale du Nil, telle qu'il n'a encore reçu aucune des meurtrissures dont Louxor est frappé : hôtels en épis, bateaux à étages, réservoirs à touristes, supports à piscines. Du fleuve, il connaît les trois cents espèces de poissons, le maniement délicat de la felouque à voile. De l'Egypte haute, il a retenu la sérénité, le vert des palmiers et les montagnes ombrées du désert. Il sait que les vieux bacs rouillés qui ramènent les taxis de la vallée des Rois ont cessé d'effaroucher les perches, les varans, les sardines ou les silures, ces poissons-chats dont on fait les meilleures cordes de vièle. Le bruit des groupes électrogènes du *City-of-Luxor*, un monstre qui descend jusqu'à Assouan, trouble davantage les bêtes, les légendes, les sons qui habitent les roseaux le long du lit du fleuve.

Youssef Bakâsh a la taille fine, il est un peu acrobate, sa féminité passe par des yeux de biche. Homme il est, homme aux dents en or, à la posture droite, à la voix formée à l'école du rythme de la *sakièh*, la roue à eau. Dans les fêtes, ce chanteur à la voix étoilée danse, car, dit-il, *« j'aime à me laisser aller »*. Enturbanné de blanc, enveloppé de sa *gallabiah* bleue, Yussef Bakâsh n'oublie jamais qu'il est un Musicien du Nil, cet ensemble de musique traditionnelle réuni en 1976 par un Français d'origine tsigane, Alain Weber, à qui l'on doit, notamment, d'avoir reconstitué la route musicale rom pour le film de Tony Gatlif *Latcho drom*. Les Musiciens du Nil y apparaissaient après ceux du Rajasthan, l'art du *rababah*, la vièle, après la supplique anti-Ceausescu des Roumains du Taraf de Haïdouks, et de déchirants flamencos sévillans.

> Les jeunes filles n'ont plus la douceur du jus de grenade, mais celle de « la limonade gazeuse »

Arrivés en Egypte vers le XVII[e] siècle, mais aussi en Syrie, au Liban, en Irak, via la Perse, les Tsiganes (les Gipsies, étymologiquement : d'Egypte) se sont mélangés à la population locale, avec les Nubiens, plus noirs, plus africains, plus démunis. Beaucoup ont convergé vers Louxor. Comme ailleurs, les hommes sont devenus forgerons, maquignons ou musiciens, les femmes, danseuses. Ils ont perdu leur langue, et se sont appropriés la musique du pays pour la remettre à leurs couleurs, plus festives, plus sentimentales. Longtemps, ils rappelèrent son passé esclavagiste au pays des Pharaons, et la pluralité des cultures à l'hégémonie arabe. Les câbles de frein ont parfois remplacé les cordes de crin de la rababah, et dans la bouche des improvisateurs de vers, les jeunes filles n'ont plus la douceur du jus de grenade, mais celle de *« la limonade gazeuse »*.

Bakâsh le barde n'est pas tsigane. Enfant malheureux de paysans pauvres, effectuant un travail de bête de somme autour de la noria villageoise, il fut sauvé du naufrage anticipé par des Tsiganes, qui lui apprirent à chanter. Depuis, il fréquente assidûment « la ruelle », réplique des rues de fin de village, où, partout où ils sont devenus sédentaires, les Tsiganes ont été relégués.

Dans ce morceau poussiéreux, populeux, vibrant, d'un quartier périphérique de Louxor, Mohamad Mourad, excellent joueur de rababah, a élu domicile en patriarche, acheté des maisons pour ses dix-neuf enfants et ses deux femmes – l'une d'elles, la première, Mama Sabu Metvali, ample et autoritaire, voilée de noir, fume le narguilé aussi sereinement qu'elle provoque d'un mot l'envolée d'une nuée de gamins curieux. C'est là que se retrouvent les Musiciens du Nil, mais aussi des amis de la famille, tel le magicien aux pieds nus Mohamed El Masri, qui a appris au cirque El Helou du Caire à cacher les pigeons dans sa manche et à rafistoler des ficelles coupées, ou des joueurs de *mizmar*, le puissant hautbois apporté en Egypte par les Turcs.

Les Musiciens du Nil, célèbres dans le monde entier – ils ont enregistré en France chez Ocora, en Angleterre chez Realworld, le label de Peter Gabriel –, cultivent les restes de la tradition gitane en petite formation (avec le rababah). En grande formation, plus de dix musiciens, dont des joueurs de hautbois et de tambours, ils font la part belle à la danse et à la négritude de ce Sud profond.

Youssef adore le cinéma, les comédies musicales égyptiennes, et les chansons de Metqâl Qenâwi, l'autre chanteur du groupe, son aîné, qui vit au Caire. Metqâl Qenâwi fut le premier à sortir de la tradition de l'épopée chantée, flambeau repris par les Tsigano-Nubiens, et à composer ses propres chansons, dont certaines sont aujourd'hui admirées partout dans le monde arabe. Tout cela mis ensemble et bout à bout somme fort. L'alliance de la vièle rababah, des flûtes, de l'*arghul* (flûte double, dont un bourdon) – l'instrument le plus typiquement égyptien, dont joue ici Mustafa Abdel Aziz –, du chant et des percussions est incantatoire. L'effet est somme toute normal dans un pays où la transe passe par l'art des confréries soufies, telle celle de Deir, qu'accueillera le Festival d'automne en septembre.

Près d'Esna, à une cinquantaine de kilomètres au sud de Louxor, le village d'El Deir (« le couvent ») s'étend au bord de la voie ferrée qui longe le Nil jusqu'à Assouan. Dans le dédale des rues de terre, où passent des femmes voilées de noir, des adolescents à bicyclette, des tracteurs chargés de fourrage et beaucoup d'ânes, le boucher promène un chameau à des fins de vente : l'animal sera tué le lendemain et découpé en fonction des commandes de la veille.

Ici, on ne lave pas le visage des enfants, on ne les complimente pas sur la beauté de leurs traits. Cela aurait pour vertu immédiate de leur donner le mauvais œil. Certains, atteints de conjonctivite grave, en perdent la vue. Cheikh Barrein, l'un des plus grand *mutrib* (celui qui mène à l'extase), a cessé de voir à quatre ans. On lui a appris le Coran, il est devenu cheikh et psalmodieur. Point besoin d'*afioun*, les boulettes d'opium que l'on mâche, pour se laisser aller aux profondeurs du sacré. Cheikh Barrein a l'intensité inscrite sur le visage. Comme Ali Hassan Kuban, premier musicien nubien « électrique », passé à l'Egypte contemporaine après que les eaux du barrage d'Assouan eurent inondé sa terre, au nom de la modernité, et de la survie d'un pays dépendant d'un fleuve-roi, dont le delta avait fourni l'un des plus beaux exemples de force artistique : Oum Kalthoum, la diva absolue du monde arabe.

Véronique Mortaigne

Coup d'envoi

Le programme musical présenté dans divers festivals français à partir du 10 juillet donne le coup d'envoi d'une Année France-Egypte qui prendra fin en novembre 1998. Elle est organisée sous les auspices de l'Association française d'action artistique (AFAA). Décidés à la suite de la visite officielle de Jacques Chirac en Egypte, en avril 1996, ces échanges culturels comportent un excellent programme de musiques traditionnelles au Festival d'automne, des rétrospectives cinématographiques, essentiellement à l'Institut du monde arabe, ou encore une création théâtrale de Bruno Meyssat à l'Odéon, de la chanson, de la bande dessinée, tandis que la France enverra la production stéphanoise de *Thaïs*, de Massenet (direction : Patrick Fournillier) à l'Opéra du Caire. Le commissaire général français de ce France-Egypte est Jean-Jacques Aillagon, le patron du Centre Georges-Pompidou et responsable des célébrations de l'an 2000.

★ Tél. : 01-43-17-83-00. 3615 EGYPTE.

Les rendez-vous

● **En province.** Hussein Al Bechari, Les Musiciens du Nil, Gouzour. Au Festival Garonne, les 10 et 11 juillet, cour de l'Ecole des beaux-arts de Toulouse. Tél. : 05-61-32-77-28 ou 05-61-11-02-22, 75 F. Au Festival Chalon dans la rue, du 17 au 20 juillet, à Chalon-sur-Saône. Tél. : 03-85-48-05-22. 30 F.

● **A Paris.** Hommage à Oum Kalsoum, avec Aïcha Redouane et l'Ensemble Al Adwâr, l'Ensemble de musique arabe de l'Opéra du Caire. Des rues du Caire aux rives d'Assouan, avec Hakim, Ali Hassan Kuban, Sharkiat/Gouzour, Hussein Al Bechari, Cheikh Ahmed Barein. Au festival Paris, Quartier d'été. Jardin des Tuileries, le 19 juillet, de 21 h 30 à l'aube. Tél. : 01-44-83-64-40. 70 et 90 F.

A écouter : *Egypt, Music of The Nile from the Desert to the Sea*, 1 coffret de 2 CD Virgin, édité à cette occasion.

La « jeel music » de Hakim fait danser les jeunes

HAKIM, prince charmant de la *jeel music*, la musique de la jeune génération, proche cousine du raï oranais, est venu en France, en 1994, au Festival les allumées de Nantes, cette année-là consacré au Caire. Il était sorti d'Egypte avec le blanc-seing des autorités, dont on constate – la censure à l'encontre du cinéaste Youssef Chahine, la récente annulation d'un décret gouvernemental interdisant l'excision dans les hôpitaux – qu'elles sont toujours sensibles aux diktats des pères religieux de l'université d'El Azhar. A Nantes, Hakim fit danser l'usine LU, dit beaucoup de bien des danseuses du ventre et des femmes en général, et les officiels en conçurent une certaine rancœur, tout islamique, évidemment. Depuis, Hakim a vendu près de quatre millions d'albums. Il a propagé à travers le monde arabe ses tubes, *Mahadesh Yeloumni* (« Que personne ne me blâme ») ou *Efred* (« Suppose », en France chez Blue Siver). Dans ce *châabi*, la chanson traditionnelle urbaine, rénové, il mélange la derbouka et les synthétiseurs basiques. C'est ce qu'en Egypte, dans la rue ou dans le taxi, on écoute pour se divertir.

CLIPS ENTRAÎNANTS

Le sourire impeccable, les rondeurs acceptables, le cheveux en arrière, Hakim est le fils spirituel d'Ahmed El Adawiya, la grande star du châabi. Cet ex-mécanicien, chroniqueur efficace de l'effervescence cairote des années 80, a été mis K.-O., il y a quatre ans, après une incartade avec la maîtresse d'un prince saoudien, qui lui aurait valu d'être brutalement privé de ses attributs virils. Il vient à peine de réapparaître, dans une boîte de nuit. Concurrent redoutable, le jeune Amr Diab, chaînes en or et gomina, déplace les foules. Son tube du moment, *Nour El Aïn* (« Lumière de mes yeux ») colle au style Gipsy Kings. Les filles adorent, et les Maghrébins de France, qui regardent la télévision égyptienne grâce aux antennes paraboliques, découvrent les clips à l'eau de rose, mais si entraînants, du bourreau des cœurs cairote.

Hakim est originaire de Moyenne-Egypte. Son père était maire de la petite ville de Maghagha, près de Minieh. *« Maire, ici, signifie plutôt juge qu'administrateur »*, explique le chanteur dans un des bars de l'Hôtel Hilton Nile, temple de la vie occidentale au Caire. Ce soir de juin 1997, Hakim doit y célébrer les noces de deux tourtereaux figés sous les gerbes de fleurs – les mariés sont exposés sur une estrade pendant les agapes. Hakim est payé, cher, pour, en quatre chansons, faire évoluer la fête du formel à l'universel (danse à la queue-leu-leu, refrains chantés en chœur, etc.). Il y a de la moquette épaisse, des caméras vidéo et des lustres, comme on les aime de Bakou à Calcutta.

COSMOPOLITISME

Hakim, *« ex-chef de classe à l'école franciscaine »*, monté au Caire à la fin des années 70, ne déteste pas les montres serties de diamants. A trente-six ans, il porte en lui la vieille et la jeune Egypte, la pluralité religieuse, le progrès des mœurs et leur recul imposé. *« Au Caire, il y a environ trois millions de Cairotes de souche. Les autres, des provinciaux, subissent les problèmes de cette ville géante – où habiter quand tout est plein à craquer ? – ou ceux de l'éducation traditionnelle inadaptée – comment une fille peut-elle s'échapper de l'emprise de ses parents ? Hakim le chante, et les jeunes l'écoutent »*, explique son producteur, Hani Sabet, fondateur de la maison de disques Sonar, qui possède l'essentiel du catalogue de *jeel music*.

A la croisée de l'Occident et du monde arabe, Sonar et ses artistes perpétuent le cosmopolitisme, aujourd'hui tant écorné, de la mégalopole. Après avoir conquis le marché panarabe, profitant notamment de la mise sur la touche de Beyrouth en guerre, ils visent les marchés occidentaux, la France en premier lieu. La *jeel music*, musique électrifiée mais authentiquement égyptienne, aime les mélanges à la façon de l'ONB (Orchestre national de Barbès) parisien. L'Algérienne Warda, grande voix classique du monde arabe, s'est laissé entraîner, avec autant de facilité que Transglobal Underground, groupe vedette du dub anglo-pakistanais de Londres, et partenaire pressenti d'Hakim pour un prochain album.

V. Mo.



À L'AFFICHE

L'Egypte romaine à Marseille
Trois siècles après Alexandre le Grand, la reine Cléopâtre disparaît de la scène égyptienne : Rome supplante définitivement les Ptolémées. A travers trois cents objets, la Vieille Charité raconte l'histoire de cette domination, qui va se prolonger, à travers Byzance, jusqu'au VIIe siècle. Les empereurs sont représentés en pharaon, les dieux du panthéon romain rejoignent Horus, Anubis et Apis. Les célèbres portraits du Fayoum marquent un renouvellement de l'art funéraire. Bientôt, le culte d'Isis, né sur les bords du Nil, gagne une bonne partie de l'Empire.
Centre de la Vieille Charité, 2, rue de la Charité, 13 Marseille. Tél. : 04-91-14-58-80. Jusqu'au 7 septembre.

Jeanloup Sieff à Blérancourt
Il séduit ou agace, mais il est célèbre et populaire pour ses photographies de mode, publicités, nus, portraits, paysages et témoigne d'un sacré savoir-faire. Le photographe Jeanloup Sieff mérite donc un déplacement au château de Blérancourt, qui accueille plus de cent soixante images, dont une soixantaine n'ont jamais été montrées au public ou reproduites. *« J'ai la photographie paresseuse, et mon seul souhait est que ces images jaunissent lentement pour ne laisser que le souvenir des moments qui furent »*, écrit Jeanloup Sieff à propos de son travail.
Musée national de la Coopération franco-américaine, château de Blérancourt, 02 Blérancourt. Tél. : 03-23-39-60-16. Jusqu'au 9 septembre.

Le pied léger de la teigne impériale

Jérôme Nicolin crée à Vienne un spectacle magique

« CENT ANS plus tard, la redécouverte de l'érotique chinoise », titre un journal autrichien, le *Kleine Zeitung*. *Die Presse* évoque, elle, l'art avec lequel il emporte le spectateur *« dans le jeu virtuose des rêves »*. Quant à la journaliste des *Nouvelles de Salzbourg*, elle titre son article : *« Le pied léger mais l'esprit profond. »* Le Festival de Vienne – les Wiener Festwochen – vient de faire la connaissance du Français Jérôme Nicolin à travers une œuvre que le programme, laissant volontairement le public dans l'ignorance, intitulait simplement d'un titre sibyllin « Jérôme Nicolin ». Un spectacle qu'on retrouvera bientôt en France, notamment au Festival d'automne, mais qui reste volontairement voilé de mystère, à la manière d'un portrait chinois.

Ses amis, qui aiment les surnoms affectueux, l'appellent « la petite bête ». Est-ce une manière de dire « ma puce » ? Ou bien encore « quelle teigne ! » ? Jérôme Nicolin est effectivement assez teigneux avec les gens, les œuvres, les situations qu'il n'aime pas. C'est la condition d'une forme de purisme et d'obstination, qui peut le rendre passablement difficile à vivre, mais aussi, parce qu'il travaille ce rôle avec intelligence et sensibilité, étonnamment attachant. Comme une teigne... A la ville, au restaurant, il ne supporte que les tables rondes. Il abomine le cumin, et parfois, durant quelques lunaisons, le bourgogne, spécialement aligoté. De tout autre, on dirait que c'est un « chieur patenté », qui a bien commencé dans la vie : son père a failli avoir une attaque lorsqu'il l'a vu, il y a quelque vingt ans, incarner en couverture de *Paris-Match* la Marlene Dietrich de *L'Ange bleu*. C'était la magnifique époque de « La Grande Eugène », où, en compagnie de Jean-Claude Dreyfus, il savait être aussi l'humble Marie-Madeleine, Joséphine Baker, le plus viril Charles Trenet ou le mâle Tino Rossi.

Puis il a suivi une carrière d'étoile à éclipse, hétérogène, lumineuse comme un planétarium. Il accompagne quelque temps le groupe TSE, il joue les purs esprits dans *La Paloma*, de Daniel Schmidt, survolant aussi les thermes de Caracalla pour la *Turandot* de Sylvano Bussotti. Il est chienne dans les *Peines de cœur d'une chatte anglaise*, interlocuteur polymorphe de la « Femme assise » de Copi en compagnie de Marilu Marini. Et puis c'est la *Fuite en Chine*, à la poursuite de Segalen, peut-être aussi de son grand père, ingénieur des chemins de fer impériaux. Depuis, régulièrement embarqué dans les bagages de Luc Bondy, qu'il place au pinacle de son panthéon amical et sévèrement sélectif, avec Bulle Ogier ou encore Joan Buck (*Vogue*), il parvient à se préserver des « boulots alimentaires » pour se consacrer à son étrange grand œuvre. Cela s'appelle finalement *Le Cabaret chinois*.

De ce mystère théâtral, il aura écrit le texte, fixé les moindres détails, les lumières, la musique, dessiné enfin le décor

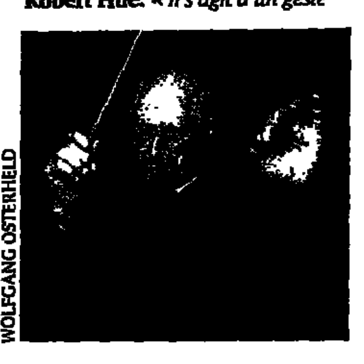
De ce mystère théâtral, il aura écrit le texte, fixé les moindres détails, les lumières, la musique, dessiné enfin un décor dont la seule maquette envahissait peu à peu son appartement sous les toits, et dont le passage dans le monde supposé du réel a tout autant envahi l'atelier du décorateur Michel Heulin, à Montreuil. Pour ce spectacle sans nom, le mécénat de La Poste lui a offert 500 000 francs, permettant de construire la machinerie sophistiquée de son décor.

Dans son *Cabaret chinois*, à l'inverse du sympathique insecte de *La Métamorphose*, le cloporte de Kafka, la petite bête, teigne ou puce, chienne et grenouille, accomplit une impériale mutation. Lorsqu'elle apparaîtra à Paris, à Chalon-sur-Saône, peut-être bien au Brésil, voire à Jérusalem, il faudra saisir l'occasion. Le décor, boîte précieuse comme les coffres éventrés lors du sac du Palais d'été, est fait pour les festivals. Entre deux manifestations, il se replie, se referme, s'endort. Ce n'est pas tous les jours que la dernière impératrice de Chine bat le rappel pour son petit lever.

Frédéric Edelmann

HORS CHAMP

■ *Le violoncelliste russe* **Mstislav Rostropovitch** (*notre photographie*) rendra hommage au poète **Louis Aragon**, lors d'une soirée privée le 19 juillet à Avignon, à l'invitation du secrétaire national du PCF, **Robert Hue**. *« Il s'agit d'un geste*



WOLFGANG OSTERHELD

amical et artistique de la part de Mstislav Rostropovitch, qui fut un ami personnel d'Aragon. Rostropovitch avait déjà joué devant le tombeau d'Elsa », compagne du poète, a expliqué Bernard Vasseur, membre du bureau national du PCF, chargé de la politique culturelle. *« Pour un musicien qui a été traqué par le régime soviétique, cela contribue à une clarification complète sur le passé »*. Mstislav Rostropovitch jouera la *5e Suite pour violoncelle* de **Jean-Sébastien Bach** après un spectacle-poème célébrant le centenaire de la naissance d'Aragon.

■ Zanzibar, l'île des épices, accueillera son premier festival international de cinéma en juillet 1998. Cette île de l'océan Indien appartenant à la Tanzanie a servi de cadre à plusieurs contes des *Mille et Une Nuits*, et le festival est placé sous le signe de **Shéhérazade. Emerson Skeens**, Américain installé à Zanzibar depuis dix ans, dirigera ce festival. Il a voulu que les films en compétition traitent de l'illusion face à la réalité. L'Afrique, l'Inde et le golfe Arabo-Persique seront représentés avec des films en français et en anglais. Les enfants auront aussi leur rétrospective de films africains et indiens.

■ Le nom de **Patrick Dupond** (*notre photographie*) ne figure plus, depuis le mois de juin, parmi les étoiles du Ballet de l'Opéra national de Paris. Le jeudi 3 juillet, le service de presse de l'établissement, interrogé par l'AFP, précisait : *« Juridiquement, le contrat de Patrick Dupond, qui fut à l'Opéra de Paris également directeur de la danse, est venu à échéance en juin 1996, et le danseur, qui ne s'est pratiquement pas produit avec la compagnie au cours de la saison 1996-1997, est en train de le renégocier, d'où cette disparition de*



COLETTE MASSON/ENGUERAND

son nom des programmes de l'Opéra ». Patrick Dupond pourrait danser la saison prochaine comme étoile invitée, puisqu'il est programmé dans *Petrouchka* de Fokine, dans *Vaslaw* de John Neumeier et dans les *Variations d'Ulysse* de Gallotta.

Une « Orestie » italienne saisie par les arts plastiques

Grenoble/Théâtre. La Societas Raffaello Sanzio de Cesena s'approprie le cycle tragique d'Eschyle, joue avec les mots, avec leur étymologie et avec leur histoire

« J'IMPLORE des dieux la fin de la souffrance... » Une voix, brisée par les parasites et l'émotion, lance son appel au ciel, couverte par le sifflement de chasseurs-bombardiers passant au-dessus d'une scène cubique, noire, qui tient du ring, du cirque, de la chambre de tortures et de la tente camouflée. Des rafales de mitraillettes éclatent. Le bruit sourd d'explosions, régulières comme le battement d'un cœur, scande le premier volet de *L'Orestie* présentée par la Societas Raffaello Sanzio, événement du 13e Festival de théâtre européen de Grenoble qui s'est terminé samedi 5 juillet, après Strasbourg où la troupe italienne participait au festival Turbulences.

La Societas Raffaello Sanzio a été créée en 1981 à Cesena, commune de cent mille habitants de la plaine du Pô, à 90 kilomètres de Bologne. Romeo Castelucci, metteur en scène de *L'Orestie*, Paolo Guidi et leurs sœurs Claudia et Chiara étaient à peine plus âgés de vingt ans. *Ils ont associé le mot latin societas qui* évoque une société industrielle quelconque et celui du peintre Raphaël pour des raisons assez confuses – *« La forme parfaite, le nom du plus grand des paquebots italiens et notre hostilité aux dénominations américaines à la mode à l'époque »*. Ils mènent un travail patient (*« pédagogie renversée »*) auprès d'enfants et d'adolescents. La clé de leur théâtre est là : *« Tout notre travail a une relation avec l'enfant – étymologiquement : celui qui ne parle pas encore, comme dans la deuxième partie de* L'Orestie. *»*

Première surprise, premier choc de ce spectacle : le Coryphée, ici, est un homme-lapin-blanc, le lapin d'*Alice au pays des merveilles*, cagoulé. Suivi d'une portée de lapineaux en plâtre dangereusement explosifs. Pourquoi Alice ? Parce qu'Alice est la sœur en sacrifice d'Iphigénie, nous apprendra-t-on. Egiste (sorti d'une *back-room* fesses à l'air) va tenter de faire parler l'homme-lapin. Chocs et électrochocs. Paroles mécaniques. Agamemnon peut entrer en scène, jovial et tourbillonnant. Romeo Castellucci a confié ce rôle à Loris, un trisomique. *« Ce n'est pas pour provoquer. C'est le texte qui est provocant. J'ai choisi Loris parce qu'il est un monarque : il est hors de toute discussion. Et parce qu'il est innocent. »*

« Il faut creuser le texte pour en faire ressurgir les forces profondes. Il a été anesthésié, estime le metteur en scène. *Il faut retourner au corps et non pas à l'antique, tout en étant rigoureux sur le fond, sur les sources. Redécouvrir une communication élémentaire, non pas intellectuelle, qui a besoin du cerveau, mais qui passe directement par le système nerveux, par les sensations, et redonne au théâtre sa force et sa spécificité. »* Le texte, pris à la lettre, est ouvert aux associations d'idées pour *« en faire sortir des figures, des visions »*. Si Clytemnestre et Cassandre sont obèses, *« c'est parce que les femmes pèsent sur le drame »*. Cela ressemble à une boutade. Mais lorsque Clytemnestre, en tutu, tient délicatement dans ses mains épaisses les petits chaussons de son fils et crie son nom d'une voix aiguë, cela sonne juste, à pleurer.

CITATIONS DU PEINTRE BACON

La Societas joue avec les mots, avec leur étymologie, avec leur histoire, et crée des images. Les arts plastiques infiltrent, débordent parfois son *Orestie*. Il s'agit de soumettre la tragédie à la primauté de l'œil. Un œil éclectique, contemporain. Au risque, parfois, du tableau vivant. Avec un goût de la citation dont l'excès vient à l'encontre des principes proclamés par le metteur en scène. Faire éclairer à plusieurs reprises la scène par la lampe de *Guernica* de Picasso n'est pas sans cohérence avec le propos, mais cela a un côté *m'as-tu-vu gênant.* Plus discret (parce que *ready-made*) est le recours à une roue de bicyclette de plus en plus petite, inscrivant, via Duchamp, le rétrécissement des destins.

Si un nom, un seul, devait apparaître à l'affiche de cette *Orestie*, à l'égal de celui d'Eschyle, ce serait celui de Bacon, dont on se souvient qu'il est l'auteur d'un triptyque inspiré par la tragédie. Nombre de scènes, jusqu'au tremblement généralisé du plateau à la fin des *Choéphores*, lorsque le monde vient à se dérober sous les pieds des acteurs, sont « baconiennes ». A aucun moment, il ne s'agit d'illustrer ses peintures. Plutôt de leur enlever leurs cadres dorés et leurs vitres inviolables. Romeo Castellucci peut alors citer directement le peintre : *une chaise de bureau ne* cesse de tourner sur elle-même ; quatre singes figurent les Erinyes ; une charogne de chèvre *au centre* de l'espace redonne souffle à Agamemnon...

Dans la seconde partie, presque muette, blanc sur blanc, qui regroupe *Les Choéphores* et *Les Euménides*, le metteur en scène peint d'après le nu. Ses corps talqués renvoient à Carrare. Le blanc habille et désamorce toute tentation de voyeurisme. Entre obésité et anorexie, des silhouettes indésirables s'affrontent. De loin. D'invraisemblables machines les menacent, les soutiennent. Les héros sont sous assistance respiratoire. On pense alors à l'art corporel dans sa version dure, celle des actionnistes viennois, mais dans une forme scénique mimée, presque apaisée. Répétition de lents simulacres. Pas de sang, du vermillon. En pluie.

Jean-Louis Perrier

Mozart, paroles et musique

Saou/Musique. Une manifestation dédiée au compositeur tente l'expérience de la lecture

SAOU CHANTE MOZART DANS LA DRÔME. Le 3 juillet. Prochains concerts : « Des Motets de Londres à l'Ave verum », Nouvel Orchestre de Saint-Etienne, Maîtrise de la Loire, direction Jacques Berthelon. Eglise de Nyons, le 11 juillet à 21 heures, église de Saou, le 12 à 19 heures. « Don Giovanni », par le Théâtre national tchèque de marionnettes. Maison de pays à Nyons le 13 à 21 heures, Cinéma-Théâtre Eden à Crest, le 14 à 21 heures. Tél. : 04-75-76-02-02. Jusqu'au 20 juillet.

Les nuits de Grignan célèbrent le genre littéraire de la correspondance (*Le Monde* du 3 juillet). Celles de Saou (Drôme) chantent Mozart et sa musique. Les deux festivals voisins ont donc décidé de coproduire un spectacle où les lettres de Mozart dialogueraient avec ses quatuors à cordes.

Le comédien Didier Sandre participe régulièrement à des spectacles qui associent théâtre, danse et musique : *L'Histoire du soldat*, de Stravinsky, la *Neuvième symphonie*, de Beethoven, *Le Roi David*, d'Honegger, *Le Martyr de saint Sébastien*, de Debussy. Sur des propositions du musicologue Jacques Henry, il a réalisé un montage de courriers écrits par un Mozart âgé de quatorze à dix-neuf ans au cours de ses périples en Italie, à Mannheim et en France. *« Le problème est que Mozart était un génie de la musique, pas de l'écriture »*, dit-il. Pourtant, dans ses babillages d'adolescent comme dans ses réflexions plus graves de jeune homme, le compositeur joue avec les mots, jongle avec les sonorités, dans une vitalité contagieuse. L'affreux jojo que Milos Forman a bien représenté dans *Amadeus* gambade à travers ses épîtres avec la même fougue qu'il met à explorer l'Europe.

Le temps incertain de ce 3 juillet a obligé les organisateurs à mettre le concert à l'abri, dans une salle des fêtes d'une banalité désolante. Côte à côte, le quatuor et le comédien cohabitaient sur un podium. Didier Sandre a détaillé avec un *chic plutôt canaille* les plaisanteries scatologiques que Mozart distillait à sa sœur ou à sa cousine, et avec une élégance amusée les remarques acérées sur les milieux musicaux et mondains qu'il fréquentait. Mais si l'acteur a tenu l'auditoire sous son charme, la musique était le parent pauvre de la soirée. Sur leurs chaises, les membres de l'excellent Quatuor *Sine Nomine attendaient de* trop longues minutes, instruments et bras ballants, avant d'attaquer un extrait.

Bien sûr, il y avait le choc du contraste : le gamin blagueur qui se complaît dans la description minutieuse de ses pets est aussi capable d'écrire l'adagio douloureux d'un quatuor « milanais » ou, plus tard, le *prodigieux* allegro du quatuor « prussien » K590. Mais le mariage ne s'est pas vraiment noué entre la parole et la musique. Et les instrumentistes suisses se sont sûrement sentis moins bridés les jours suivants, où ils donnaient ces mêmes ouvrages en entier dans le cadre du festival de Saou.

« La parole a une objectivité qui sonne dur, alors que, dans la musique, chacun peut se projeter », explique Didier Sandre. Encore faut-il que celle-ci trouve sa juste place face à des textes qui s'imposent. Ce travail exige davantage qu'une juxtaposition de circonstance. Mais cette soirée bancale aura permis de bien situer le thème de la huitième édition de Saou chante *Mozart* : les voyages. Sur trente-six ans de vie, le compositeur en a passé dix sur les routes ou dans des villes étrangères, ce qui fait de lui, selon la formule de Jacques Henry, une authentique *« création européenne »*.

Pierre Moulinier

Des centaines de regards nous contemplent

Florence/Photographie. Oliviero Toscani expose les portraits de jeunes gens recrutés au hasard

FACCE (Visages), Gare ferroviaire Léopold de Florence, jusqu'au 31 juillet.

Une forêt de visages immenses, avec tous le même regard. Européens et Africains, Américains et Asiatiques, ils constituent une géographie mondiale de la jeunesse contemporaine. Après les malades du sida et le soldat de Sarajevo, ce sont eux, ces jeunes garçons et filles du monde entier, qu'Oliviero Toscani a choisi de montrer dans sa dernière exposition « Visages », réalisée dans les espaces splendides de la gare Léopold de Florence, une vieille station ferroviaire abandonnée. Montées sur de grands piliers triangulaires, ces deux cents photographies (2 mètres sur 3) de jeunes recrutés dans les rues de Paris montrent la beauté du futur, au-delà des différences ethniques et des considérations politiques.

Signes particuliers ? Pratiquement aucun : une mèche de cheveux bleus sur le front d'un garçon oriental, une feuille dorée sur l'oreille d'un Africain à la peau sombre. Le regard, détendu, est frontal et fixe le spectateur ; la bouche dessine un léger sourire et illumine les traits du visage qui se détache sur un fond blanc, semblable pour tous. Un seul garçon rit : c'est Rocco, le fils âgé de dix-sept ans d'Oliviero Toscani. *« J'ai peut-être voulu le photographier en train de s'amuser pour ne pas avoir de sentiment de culpabilité »*, explique son père. Et il ajoute : *« Ces garçons et ces filles sont les visages de notre temps. Ils racontent la diversité du monde et demandent en silence comment sera le futur de notre planète. »*

« ÉPITAPHE DU FUTUR »

Pour le photographe, qui a saisi les visages de milliers de jeunes pour la prochaine campagne de Benetton à l'automne, la signification de cette exposition est une gigantesque *« épitaphe du futur »*, *un inquiétant point d'interrogation* posé par des dizaines et des dizaines de regards. Ils expriment une attente, presque un reproche à l'égard des générations passées. Comme si ces visages contenaient tous les problèmes non encore réglés de notre société : la discrimination raciale, les différences sociales, l'angoisse d'un lendemain plein d'incertitudes. Nez, bouches, oreilles, peau et cheveux, chacun d'entre eux diffère de l'autre. Sans recourir à un modèle unique de beauté, sans chercher un critère singulier de sélection : ces visages exposés à Florence appartiennent à des personnes qui seront âgées de vingt ans en l'an 2000.

Le vrai défi qu'ils devront affronter à l'aube du XXIe siècle sera de préserver leur personnalité, résister à la tentation de s'uniformiser pour rechercher la sécurité dans les conventions sociales. Cette exposition est une première étape dans un voyage dans la *« planète jeune »*, un monde qui reste encore à explorer.

Ludovico Pratesi





هكذا من الأصل

UNE SOIRÉE À PARIS

Leslie Howard
Le pianiste britannique s'est lancé dans une entreprise colossale pour la marque de disques anglaise Hyperion. En effet, il est en train d'enregistrer seul l'intégrale de l'oeuvre pour piano de Franz Liszt, nous faisant découvrir au passage des oeuvres oubliées et jamais jouées en concert. Ce soir, dans la première partie de son récital, il prend un peu l'air en consacrant l'essentiel de son programme à Chopin. Chopin : *Mazurkas op. 59, Ballade, Polonaises op. 26.* Liszt : *Mazurka brillante, Ballades, Polonaises, Chant polonais.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mo Pont-de-Neuilly. 20 h 45, le 8. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.

Os Batutas
Os Batutas rendent hommage à l'un des plus grands compositeurs brésiliens, Pixinguinha, qui, dans les années 30, a donné ses lettres de noblesse au *choro*, musique instrumentale semi-érudite née à Rio à la toute fin du XIXe siècle, mais aussi à la samba, poétique, poignante et pleinement mélodique.
Satellit Café, 44, rue de la Folie-Méricourt, Paris 11e. Mo Oberkampf. 20 heures, le 7. Tél. : 01-47-00-48-87. 50 F.

Bertrand Betsch
Après un premier album, de belle écriture, paru chez Lithium (distribué par Labels/Virgin), Bertrand Betsch doit prouver que la tendance chic et distanciée de la nouvelle chanson française peut aussi exister en scène. La soirée (première partie : Da Capo) a été imaginée par Ignatus, ex-Jérôme Rousseau du groupe des Objets.
Péniche « le 6/8 », 6-8, quai Malaquais, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. 21 heures, le 7. Tél. : 01-43-80-74-54. 30 F.

MUSIQUE

Une sélection de concerts classique, jazz, rock, chanson et musique du monde à Paris et en Ile-de-France

CLASSIQUE

LUNDI 7 JUILLET

Manon
de Massenet. Renée Flemming, Mary Mills (Manon), Richard Leech (des Grieux), Jean-Luc Chaignaud, Franck Leguérinel (Lescaut), Laurent Naouri (le comte des Grieux), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, Gary Bertini (direction), Gilbert Deflo (mise en scène), Ana Yepes (chorégraphie).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mo Bastille. 19 h 30, les 7, 10 et 12. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

Pelléas et Mélisande.
de Debussy. Luc Berthomieu, Dominique Piloteau (Pelléas), Régine Blanes, Angélique Greuter, Anne Lapalus (Mélisande), Frédéric Guieu, Claude Massoz, Alain Zürcher (Golaud), Philippe Degaëtz, Olivier Peyrebrune (Arkel), Gaëlle Caro, Patricia Palamara (Geneviève), Lucie Bouroche, Marie-Charlotte Laborne (Yniold), Akémi Souchay-Okumura (piano), Pascale Jeandroz (direction), Elisabeth Navratil (mise en scène).
Théâtre du Tambour-Royal, 94, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mo Goncourt, Belleville. 19 h 30, les 7, 8, 9, 10, 11, 12 et 15 ; 17 heures, le 13. Tél. : 01-48-06-72-34. 130 F.

Pascal Devoyon (piano)
Schubert : *Valses de Graz.* Ravel : *Miroirs.* Brahms : *Sonate pour piano op. 5.*
Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Mo Port-Royal, Luxembourg. 20 h 30, le 7. Tél. : 01-43-54-56-74. De 70 F à 120 F.

MARDI 8 JUILLET

Rigoletto
de Verdi. Juan Pons (Rigoletto), Ruth Ann Swenson (Gilda), Frank Lopardo (le duc de Mantoue), Miguel Angel Zapater (Sparafucile), Graciela Araya (Madeleine), Pavlo Hunka (Monterone), Chœur et orchestre de l'Opéra de Paris, James Conlon (direction), Jérôme Savary (mise en scène).
Opéra-Bastille, place de la Bastille, Paris 11e. Mo Bastille. 19 h 30, les 8, 11 et 15. Tél. : 01-44-73-13-00. De 60 F à 610 F.

JEUDI 10 JUILLET

David Lively (piano)
Bach : *Fantaisie et fugue BWV 944.* Liszt : *Sonate pour piano.* Fauré : *Nocturnes op. 104, 107 et 119.* Stravinsky : *Pétrouchka, extraits.*
Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Mo Port-Royal, Luxembourg. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-43-54-56-74. De 70 F à 120 F.

Jean-François Heisser (piano)
Chopin : *Polonaise-fantaisie, Nocturne op. 62 no 2, Impromptu.* Granados : *Goyescas.* Mompou : *La Fontaine et la cloche, Le Lac, Préludes.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mo Pont-de-Neuilly. 20 h 45, le 10. Tél. : 01-45-00-22-19. 150 F.

SAMEDI 12 JUILLET

Marco Rapetti (piano)
Chopin : *Prélude op. 45, Grande Valse op. 42, Berceuse, Tarentelle, Scherzo.* Liadov : *Variations sur un thème polonais.* Tchaïkoski : *Berceuse op. 72 no 2.* Glazunov : *Grande Valse de concert.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mo Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 12. Tél. : 01-45-00-22-19. 100 F.

DIMANCHE 13 JUILLET

François-Frédéric Guy (piano)
Chopin : *Fantaisie op. 49, Ballade op. 52.* Prokofiev : *Sonate pour piano op. 84.* Tanguy : *Pièce en hommage à Chopin, création.*
Orangerie du parc de Bagatelle, domaine de Bagatelle, Paris 16e. Mo Pont-de-Neuilly. 16 h 30, le 13. Tél. : 01-45-00-22-19. 100 F.

Octuor de France
Crusell : *Quatuor pour clarinette et cordes op. 19.* Françaix : *Quintette pour clarinette et cordes.*
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. 16 h 30, le 13. Entrée libre.

Cécile Ousset (piano)
Chopin : *Polonaise-fantaisie, Ballade.* Debussy : *Images pour piano, livre I.* Fauré : *Thème et variations.* Ravel : *Valses nobles et sentimentales.* Saint-Saëns : *Etude toccata.*
Schola Cantorum, 269, rue Saint-Jacques, Paris 5e. Mo Port-Royal, Luxembourg. 20 h 30, le 13. Tél. : 01-43-54-56-74. De 70 F à 120 F.

Il Seminario musicale
Vivaldi : *Airs d'opéras.* Rachel Eliott (soprano), Gérard Lesne (alto).
Royaumont (95). Abbaye. 17 h 30, le 13. Tél. : 01-34-68-05-50. 120 F.

Gérard Poulet (violon), Kun Woo Paik (piano)
Beethoven : *Sonate pour violon et piano op. 47 « A Kreutzer ».* Brahms : *Sonates pour violon et piano op. 78 et op. 108.*
Sceaux (92). Orangerie, parc de Sceaux. Mo Bourg-la Reine. 17 h 30, le 13. Tél. : 01-46-60-07-79. De 100 F à 140 F.

JAZZ

Roy Hargrove's Crisol
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, les 7 et 8. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Ray Charles
Palais des congrès, porte Maillot, Paris 17e. Mo Porte-Maillot. 20 h 30, le 8. Tél. : 01-40-68-00-05. Location Fnac, Virgin. De 290 F à 640 F.

Thomas Savy Quartet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, le 8. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Etienne Mbappe, Marc Bertaux, Roger Biwandu
Baiser salé, 58, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 8 et 9. Tél. : 01-42-33-37-71. 80 F.

Les Nuits blanches
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, le 8. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Dave Burrell Sextet
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, les 10 et 11. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

Michel Camilo Trio
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 11. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Paolo Fresu Quintet
Sunset, 60, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 heures, les 11 et 12. Tél. : 01-40-26-46-60. 80 F.

Marc Fosset Quartet
Petit Opportun, 15, rue des Lavandières-Sainte-Opportune, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, les 11 et 12. Tél. : 01-42-36-01-36. 80 F.

Paolo Fresu Quintet
Parc floral de Paris (bois de Vincennes), Paris 12e. Mo Château-de-Vincennes. 16 heures, le 12. Entrée libre.

Spirit of Life Ensemble
Au duc des Lombards, 42, rue des Lombards, Paris 1er. Mo Châtelet. 22 h 30, le 12. Tél. : 01-42-33-22-88. 80 F.

ROCK

Chéri B
Péniche Six-huit, quai Malaquais, Paris 6e. Mo Saint-Germain-des-Prés. 20 h 30, le 9. Tél. : 01-43-80-74-54. 40 F.

Me'Shell Ndegeocello
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 19 h 30, le 9. Tél. : 01-44-92-45-45. 132 F.

Jimmie Vaughan
La Cigale, 120, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Pigalle. 20 heures, le 10. Tél. : 01-49-25-89-99. 146 F.

Les Wampas
Brétigny-sur-Orge (91). Le Rack'am, 1, rue Louis-Armand. 20 heures, le 10. Tél. : 01-60-84-54-47. 70 F.

Noa
Montreuil (93). La Pêche, 16, rue Pépin. 18 heures, le 9. Tél. : 01-48-70-69-65. 30 F.

CHANSON

L'Ultima Récital
Théâtre Daunou, 9, rue Daunou, Paris 2e. Mo Opéra. 21 heures, les 8, 9, 10, 11 et 12. Tél. : 01-42-61-69-14. De 100 F à 180 F.

Marc Perrone, Ferus Mustafov
Parc de La Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. 17 h 30, le 13. Entrée libre.

Louis Chédid
Ris-Orangis (91). Le Plan, rue Rory-Gallagher. 20 heures, le 9. Tél. : 01-69-43-03-03. 110 F.

MUSIQUE DU MONDE

Sabor a Son
La Coupole, 102, boulevard du Montparnasse, Paris 14e. Mo Vavin. 21 h 30, les 8 et 15, jusqu'au 29. Tél. : 01-43-20-14-20. 90 F.

Fela Anikulapo Kuti & Egypt 80
Elysée-Montmartre, 72, boulevard Rochechouart, Paris 18e. Mo Anvers. 19 h 30, le 10. Tél. : 01-44-92-45-45. 140 F.

Chico Cesar & Cuscuz Cla
New Morning, 7-9, rue des Petites-Ecuries, Paris 10e. Mo Château-d'Eau. 20 h 30, le 10. Tél. : 01-45-23-51-41. De 110 F à 130 F.

Willie Colon
Bataclan, 50, boulevard Voltaire, Paris 11e. Mo Voltaire. 21 heures, le 12. Tél. : 01-47-00-55-22. 160 F.

Mambomania
La Java, 105, rue du Faubourg-du-Temple, Paris 11e. Mo République. 22 h 30, les 12 et 19, jusqu'au 26. Tél. : 01-42-02-20-52. 100 F.

CINÉMA

NOUVEAUX FILMS

BEAVIS ET BUTT-HEAT SE FONT L'AMÉRIQUE
Dessin animé américain de Mike Judge, (1 h 21).
VO : Gaumont Les Halles, dolby, 1er (01-40-39-99-40) (+) ; UGC Odéon, 6e ; UGC Rotonde, 6e ; Publicis Champs-Elysées, dolby, 8e (01-47-20-76-23) (+).
VF : Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; Gaumont Grand Ecran Italie, dolby, 13e (01-45-80-77-00) (+) ; Mistral, 14e (01-39-17-10-00) (+).

LE FLIC DE SAN FRANCISCO
Film américain de Thomas Carter, avec Eddie Murphy, Michael Rapaport, Michael Wincott, Carmen Ejogo, Denis Arndt, Art Evans (1 h 57).
VO : UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra I, dolby, 2e (01-43-12-91-40) (+) ; 14-Juillet Odéon, dolby, 6e (+) ; Gaumont Marignan, dolby, 8e (+) ; UGC Normandie, dolby, 8e ; 14-Juillet Beaugrenelle, dolby, 15e (+) ; UGC Maillot, 17e.
VF : Rex, dolby, 2e (01-39-17-10-00) ; UGC Montparnasse, dolby, 6e ; Paramount Opéra, dolby, 9e (01-47-42-56-31) (+) ; UGC Lyon Bastille, dolby, 12e ; UGC Gobelins, dolby, 13e ; Gaumont Parnasse, dolby, 14e (+) ; Gaumont Alésia, dolby, 14e (01-43-27-84-50) (+) ; UGC Convention, dolby, 15e ; Pathé Wepler, dolby, 18e (+) ; Le Gambetta, dolby, 20e (01-46-36-10-96) (+).

HANTISES
Film français de Michel Ferry, avec John Berry, François Négret, Marina Golovine, Francis Boespflug (1 h 20).
14-Juillet Hautefeuille, 6e (+).

MA 6-T VA CRACK-ER (**)
Film français de Jean-François Richet, avec Arco Descat C., Jean-Marie Robert, Malik Zeggou, Moustapha Ziad, Karim Rezeg, Hamouda Bouras (1 h 45).
UGC Ciné-cité Les Halles, dolby, 1er ; Gaumont Opéra Impérial, dolby, 2e (01-47-70-33-88) (+) ; Les Trois Luxembourg, 6e (01-46-33-97-77) (+) ; Le Balzac, 8e (01-45-61-10-60) ; Majestic Bastille, dolby, 11e (01-47-00-02-48) (+) ; Gaumont Gobelins Rodin, dolby, 13e (01-47-07-55-88) (+) ; Miramar, dolby, 14e (01-39-17-10-00) (+).

(**) Interdit aux moins de 16 ans.
(+) Réservation au 01-40-30-20-10.

TOUS LES FILMS PARIS/PROVINCE
3615 LEMONDE
ou tél. : 08-36-68-03-78 (2,23 F/mn)

DANSE

Une sélection à Paris et en Ile-de-France

Sylvia
Etoiles, premiers danseurs et corps de ballet de l'Opéra de Paris. John Neumeier : *chorégraphie.*
Opéra de Paris. Palais Garnier, place de l'Opéra, Paris 9e. Mo Opéra. 19 h 30, les 7, 8, 9, 10, 11, 12, 15 et 16 ; 15 heures, le 14. Tél. : 01-44-73-13-00. De 30 F à 380 F.

Compagnie Kinetic, Compagnie Kassaye
Dominique Lesdema : *Entretien avec la vie.* Dominique Lisette : *Street Dances.*
Bouffes du Nord, 37 bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, le 7. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Cie Paul Langland, Phfft Dance Theatre
Paul Langland : *From New York, Almost Rapture and Dance Surprises.* Phfft Dance Theatre : *Modern Babarism.*
Dunois, 108, rue du Chevaleret, Paris 13e. Mo Chevaleret. 20 h 30, les 8 et 9. Tél. : 01-45-84-72-00. 100 F.

Compagnie Faizal Zeghoudi
Faizal Zeghoudi : *Saint-Valentin.*
Glaz'Art, 7-15, avenue de la Porte-de-la-Villette, Paris 19e. Mo Porte-de-la-Villette. 21 heures, le 8 ; 16 heures, le 13. Tél. : 01-40-36-55-65. 80 F.

Ricci-Sajous, Cie la Licorne, Saarinen-Pick
Serge Ricci, Bruno Sajous : *Champ clos.* Alain Gruttadauria : *Vladimir.* Tero Saarinen. Yuval Pick : *Westward Ho!.*
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, le 8. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Cie Chant de bataille, Cie Nathalie Pubellier
Valérie Onnis : *Sale Attente.* Nathalie Pubellier : *Une touche de silence.* Tero Saarinen. Yuval Pick : *Pas de dic, B 12, Overdozed Mood.* Corinne Lanselle : *Création.*
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, le 9. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Compagnie Mi-octobre
Serge Ricci : *Phalène, phalène.*
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, le 10. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Compagnie les Espaces inquiets
Bruno Collinet : *V. R. 5.*
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 21 heures, le 11. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

Compagnie Bruno Aguati
Bruno Aguati : *La mère qu'on voit danser.*
Bouffes du Nord, 37bis, boulevard de la Chapelle, Paris 10e. Mo La Chapelle. 16 heures et 21 heures, le 12. Tél. : 01-46-07-34-50. 140 F.

RETENEZ VOS PLACES

PARIS, QUARTIER D'ÉTÉ
Du 14 juillet au 15 août, cette 8e édition conquiert les jardins, places et squares de la ville avec plus de deux cents représentations données par des artistes du monde entier. Evénements inédits, théâtre, musique, danse, cirque.
Renseignements sur l'ensemble des manifestations à Paris, Quartier d'été, 22, rue Chauchat, Paris 9e. Tél. : 01-44-83-64-40. Réservations FNAC, Tél. : 01-49-87-50-50/3615 FNAC.

LES ÉTOILES DU NIL
Avec l'Ensemble de musique arabe de l'Opéra du Caire dirigé par Salah Ghobachi, Hani Shaker, Aïcha Redouane, l'Ensemble Al Adwar, Hussein Al Bechari, Sharkiat-Gouzour, Sheikh Ahmad Barrayn, Ali Hassan Kuban, Hakim...
Samedi 19 juillet, de 21 h 30 à l'aube. Cour Napoléon du Louvre. Entrée libre.

LA PARADE DES QUARTIERS D'ÉTÉ
Sur le thème « XXe siècle : Modes et modes de vie », cet événement, orchestré par Jean-Claude Penchenat et le Théâtre du Campagnol, donne la parole au public et associe des compagnies professionnelles (théâtre, théâtre de rue, danse, marionnettes) à des groupes d'amateurs de Paris et de la banlieue.
Samedi 26 juillet à 18 heures. Jardin des Tuileries. Entrée libre.

DANSE AU PALAIS-ROYAL
Tous les spectacles ont lieu à 22 heures, Cour d'Orléans. De 80 F à 100 F.
L'Académie du Ballet royal khmer (Cambodge)
Du mardi 15 au vendredi 18 juillet à 22 heures.
Red Notes Cie Andy Degroat (France), « Tangos I »
Du dimanche 20 au mercredi 23 juillet.
Twyla Tharp Dance Company (Etats-Unis), « Tharp ! »
Du samedi 26 au mardi 29 juillet.
Cloud Gate Dance Theatre (Taïwan), « Songs of the Wanderers »
Du vendredi 1er au lundi 4 août.
La Cuadra de Séville (Espagne), « Carmen »
Du Jeudi 7 au dimanche 10 août.

MUSIQUES DU MONDE
Chaque fin d'après-midi, les grands et les petits jardins de la capitale s'ouvrent aux musiques d'ailleurs. Au total, plus de soixante concerts sont proposés.
Toto la Momposina, la grande prêtresse de la musique colombienne.
Antonio Rivas, accordéon et vallenatos colombiens.
Ebony Steelband, les nouveaux lauréats du concours du carnaval de Notting Hill (Londres).
Kan'nida, percussions et chants de la Guadeloupe.
Derviches tourneurs de Damas, musiques et rituels de Syrie.
Kek Lang, une famille tsigane de Hongrie.
King's Singers, six Anglais au répertoire des plus variés : des madrigaux du XIe siècle aux Beach Boys.
Justin Vali, la diversité des musiques malgaches.
Occidentale de fanfare, la tradition gasconne et bretonne revue et corrigée.
IF/MBDT, Danse Hip-Hop (France).
Reverend T and US Mass Gospel, Ensemble de gospel américain.
Payou Rabalat, World Music gitane.
Piazza Georges-Pompidou, jardins des Tuileries, du Luxembourg, des Plantes, parc de Belleville, arènes de Montmartre, parc de Choisy, Place des Fêtes... Du 15 juillet au 10 août à 22 heures. Entrée libre.

CONCERTS-PROMENADES
Orchestre national de France
Tchaïkovski : *Symphonie no 3, Concerto pour violon, Ouverture 1812.* Pascal Verrot (direction), Olivier Charlier (violon).
Dimanche 27 juillet à 20 heures. Parc André-Citroën. Entrée libre. (Sous réserve).
King's Singers
Ensemble vocal, de la Renaissance française aux chansons populaires.
Jeudi 17 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.
Orchestre baroque de l'Union européenne
Œuvres de Vivaldi, Telemann, J. S. Bach, Quantz, Heinichen et Rameau. Roy Goodman (direction)
Jeudi 31 juillet à 20 heures. Cour d'honneur de la Sorbonne. 50 F.
Concerts d'orgue
Les Romantiques français. Gunther Kaunzinger, Jean Guillou, Olivier Latry, Maurice Clerc (organistes).
Lundi 21, samedi 26, lundi 28 juillet et vendredi 1er août à 21 heures. Eglise Saint-Eustache. 50 F.

JAZZ À L'HÔTEL D'ALBRET
Un programme ouvert à la création. Entrée : 100 F et 120 F.
Dave Holland Quintet
Lundi 28 juillet.
Tous Dehors Big Band
Mardi 29 juillet.
Eric Watson Trio
Mercredi 30 juillet.
Aldo Romano
Jeudi 31 juillet.
Trio Rousseau, Tortillier, Vignon
Vendredi 1er août.
Jack DeJohnette Quartet
Samedi 2 août.
Hommage à François Jeanneau
Dimanche 3 août.

PARIS SUR PAROLE
Contes en banques
Les petits musées de la Ville de Paris, les lieux de culte, quelques établissements bancaires ouvrent leurs portes à des conteurs-comédiens dont le répertoire s'inspire de l'esprit des lieux.
CIC Paris, Banque de France, BNP, SNVB, Banque transatlantique... Du 21 juillet au 2 août. 50 F.

FOOTSBARN THEATRE
Ne touchez pas à Molière
Troupe de comédiens ambulants, née il y a vingt-cinq ans dans un village de Cornouailles.
Les 23 et 24 juillet, parc de Choisy ; les 25 et 26, parc de Belleville ; les 28 et 29, Collège des Irlandais ; les 30 et 31, square Réjane ; les 2 et 3 août, quai de Seine. Spectacle à 21 h 30. 70 F et 90 F.

ACHILLE TONIC
Du 16 juillet au 14 août à 20 h 30, relâche lundi. Chapiteau, 43, quai d'Austerlitz, Paris 13e. 70 F et 90 F.
Théâtre Vollard
Lepervenche
Jouée par une quarantaine d'acteurs, cette pièce retrace les étapes du mouvement syndical qui s'est institué à la Réunion de 1937 à 1947 pour mettre l'outre-mer à égalité avec la métropole.
Du 15 juillet au 4 septembre à 20 h 30, relâche dimanche et lundi. Cour Sernam, 69, rue Molière, 94 Ivry. RER C Mairie-d'Ivry.

ITALIENNE AVEC ORCHESTRE, DE JEAN-FRANÇOIS SIVADIER
Portrait féroce des relations grinçantes entre le chef d'orchestre, le metteur en scène et la diva au cours d'une répétition de *La Traviata.*
Théâtre musical de Paris-Châtelet. Du 16 juillet au 4 août à 21 heures, matinées samedi et dimanche à 18 heures, relâche mardi. 70 F et 90 F.

HAUTNAH, DE FÉLIX RUCKERT
Un danseur interprète pour un spectacteur unique un solo, dans un espace limité qui les met face à face.
Du 18 au 28 juillet à 22 heures, relâche mardi. Centre Georges-Pompidou, grande salle, premier sous-sol. 60 F.

LE CIRQUE GOSH
Mad (e) in Paradise
Ces Berlinois détournent les archétypes du cirque et du music-hall. Leur nouvelle création est l'histoire d'un voyage au Paradis...
Du 18 juillet au 10 août à 20 heures, relâche lundi et mardi. Le Trianon, Paris 18e.

COMPAGNIE FORAINE
Revulinaugurale
Accrobates, trapézistes, clowns, dresseurs ont travaillé avec les plasticiens les plus marquants du moment pour créer de nouvelles formes d'expression.
Les 1er et 2 août à 21 heures, matinée le 3 à 18 heures. Chapiteau angle rue Château-des-Rentiers, rue Marcel-Duchamp, Paris 13e. 70 F et 90 F.

LES CATHÉDRALES INCONNUES
Exposition de Julian Rosefeldt et Piero Steinle
Deux architectes allemands, passionnés de grands espaces, proposent une visite des sites urbains et industriels les plus grandioses de Paris et ses alentours.
Du 15 juillet au 31 août, de 11 heures à 21 heures. Espace Les Blancs-Manteaux, Paris 4e. 25 F et 35 F.

PUBLICITÉ Martin Sorrell, PDG de WPP, premier groupe mondial de publicité, qui a réalisé une marge brute de 16,5 milliards de francs en 1996, *veut poursuivre sa progression en Asie-Pacifique et en Amérique latine.* ● *LE GROUPE compte atteindre 33 % de ses revenus d'ici cinq ans dans ces deux régions du monde, mais il entend aussi continuer à se développer en France et au Japon.* ● *LE PATRON de WPP, dans un entretien au Monde, juge que la publicité est « l'industrie la plus conservatrice qui soit ».* Il estime que les publicitaires français *restent encore trop européens,* ce qui freine leur internationalisation. ● LA RÉCENTE acquisition par WPP du dernier réseau indépendant d'achat d'espaces, *CIA Medianetwork,* est le prélude à une collaboration entre deux des agences de WPP, Ogilvy et *JWT,* en matière d'achat d'espace publicitaire en commun.

Le groupe WPP souhaite renforcer ses positions en France

Martin Sorrell, PDG du premier groupe mondial de publicité, explique, dans un entretien, qu'il entend poursuivre son développement dans le monde entier, notamment en Asie et en Amérique latine, mais aussi au Japon et en France

MARTIN SORRELL est PDG de WPP Group Plc, société qu'il a créée il y a onze ans. Il en a fait le premier groupe mondial de publicité et de services de marketing. WPP, dont le chiffre d'affaires s'est élevé à près de 70 milliards de francs en 1996 (16,5 milliards de francs de marge brute), emploie 22 100 personnes dans 800 agences implantées dans 90 pays. Les réseaux du groupe les plus connus sont J. Walter Thompson et Ogilvy & Mather (publicité), Hill & Knowlton (relations publiques), Research International, Millward Brown International. Diplômé en économie de Cambridge, Martin Sorrell est aussi titulaire d'un MBA de Harvard.

« Vous avez fait part de votre volonté de développer WPP en *Amérique latine et en Asie*, régions à forte croissance, mais aussi au Japon et en France, où *vous jugez votre part de marché* insuffisante. Quels sont vos projets ?

– *Sur les marchés dynamiques,* nous occupons déjà de bonnes positions, mais nous voulons les renforcer. L'Asie-Pacifique et l'Amérique latine sont éminemment stratégiques pour nous. Nous y réalisons 25 % de notre marge brute, et je serais très déçu si nous n'atteignions pas 33 % dans cinq ans. En ce qui concerne le Japon, J. Walter Thompson y est bien représenté, notre activité de recherche est d'un bon niveau et *Ogilvy s'y développe. Mais nous aimerions voir leur poids s'accroître.* En France, nous voulons augmenter notre part de marché dans le domaine des relations publiques et dans celui du design. Nous voulons également continuer à développer J. Walter Thompson.

– WPP s'est construit à force d'acquisitions, souvent « hostiles ». Envisagez-vous de croître sur le même modèle, quitte à rendre l'identité du groupe plus complexe à construire ?

– Nous allons continuer à nous développer par croissance interne et par acquisitions. Pour ce qui est des acquisitions « hostiles », je ne vois pas ce que vous voulez dire. A *mon sens, elles ne peuvent être* hostiles qu'au directeur général de l'entreprise, mais elles ne sont pas *hostiles aux clients, ni aux salariés,* ni aux actionnaires. La cohérence du groupe pourrait se trouver diminuée *si l'objectif était de réduire le* pouvoir de chaque enseigne. Au contraire, nous voulons renforcer leur nature. C'est le rôle d'une maison-mère de stimuler ses filiales en leur apportant un bénéfice réel, une valeur ajoutée. C'est une différence essentielle entre WPP et nos concurrents comme Interpublic (IPG) et Omnicom, cotés en Bourse, ou Leo Burnett et Young & Rubicam, qui, eux, ne le sont pas pour l'instant.

– Quel rôle doit avoir une holding pour ses filiales ?

– Le rôle d'IPG se résume à celui de banquier. *J'ai récemment eu* vent d'un projet qui, s'il est vrai, est révélateur. Comme Cordiant (ex-Saatchi), IPG se scinderait en deux, ses réseaux Lowe et Lintas d'un côté et McCann et les autres sociétés de l'autre. Une telle stratégie montrerait qu'une maison-mère représente peu de valeur pour ses filiales, puisqu'elle valent davantage séparément qu'ensemble.

> « La publicité est l'industrie la plus conservatrice qui soit. Sa résistance au changement est phénoménale »

» La vraie question est : quel bénéfice a une entreprise à faire partie d'un groupe comme le nôtre ? Nous sommes persuadés que, outre son rôle financier, une maison-mère peut apporter une contribution dans, au moins, cinq domaines : les ressources humaines, la gestion immobilière, les achats, les technologies de l'information et le développement des métiers. Sur ce dernier point, des *entreprises comme McKinsey ou* Goldman Sachs peuvent nous apprendre beaucoup. Nous gérons comme elles du temps et des ressources, mais, nous, nous le faisons de façon trop verticale et par métier, et pas assez en fonction du client.

– Vous avez récemment dit que l'industrie publicitaire était conservatrice. Quelle analyse faites-vous de ce secteur ?

– La publicité est l'industrie la plus conservatrice qui soit. Sa résistance au changement est phénoménale. Nous recommandons des *changements stratégiques* à nos clients et nous restons figés dans le passé. Nous avons besoin d'un *changement « révolutionnaire » et* pas d'une simple évolution. L'industrie publicitaire ne bouge que lorqu'elle est confrontée à une opportunité ou à un désastre, celui qui consiste à gagner ou à perdre un client. C'est un véritable paradoxe : nous sommes une industrie à la pointe du changement, nous anticipons les modes, nous tentons de cerner ce que veulent les jeunes, mais nous sommes incapables de changer nous-mêmes ! Nous ne capitalisons pas les leçons apprises par nos clients, elle se perdent en nous-mêmes. C'est très étrange.

***– Comment percevez-vous les* efforts déployés par les groupes publicitaires français pour se hisser sur la scène internationale ?**

– Havas Advertising et Publicis restent à mon sens très européens, *particulièrement du fait de leur* taille en France. Publicis a la chance d'avoir Maurice Lévy. Mais je pense que la séparation de Publicis d'avec True North lui pose un vrai problème : il doit maintenant reconstruire un réseau multinational d'agences en se limitant à de petites acquisitions. Après avoir travaillé tant d'années avec True North, c'est triste de devoir reconstruire ainsi l'entreprise. Je pense, en outre, que les gens de BDDP sont beaucoup plus internationaux. Ils ont ce désir incessant de construire une relation durable *avec leur client Procter & Gamble,* notamment Jean-Marie Dru, et deviennent multinationaux à force de volonté. *Ils sont différents.*

– Etes-vous toujours intéressé par BDDP, pour lequel vous avez fait une offre de reprise l'an dernier ?

– Ils sont très sympathiques. Je suis intéressé, théoriquement. Mais cet intérêt est difficile à mettre en œuvre.

– Vous venez d'acquérir 14,4 % de CIA Medianetwork, l'un des derniers réseaux-médias indépendants. Dans quelle stratégie *s'inscrit cette acquisition ?*

– Il y a aujourd'hui de grands conglomérats médias en forte *croissance, qui contrôlent* l'ensemble des médias (Turner/Time Warner, Disney/ABC, etc.). Le coût *de l'achat d'espace augmente plus* vite que l'inflation. Aux Etats-Unis, par exemple, les réseaux télévisés *américains ont augmenté leurs* tarifs de 6 %. Mais, compte tenu de cette augmentation et du déclin de l'audience, le coût d'achat d'espace a augmenté de 10 % à 12 %. Pour Procter & Gamble, qui investit 2 milliards de dollars par an dans la communication, majoritairement aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, la perte d'efficacité média est de plus de 140 millions de dollars par an.

» Ce que nous devons faire *pour nos clients, c'est augmenter* notre pouvoir d'achat pour pouvoir négocier, mais sans antagonisme, et *développer les techniques médias comme le* sponsoring audiovisuel et la coproduction de programmes. C'est la raison pour laquelle Ogilvy & Mather et J. Walter Thompson devraient acheter l'espace publicitaire ensemble. »

Propos recueillis par Florence Amalou

Amorce de dialogue dans le conflit du « Midi libre »

MONTPELLIER
de notre correspondant

Le week-end a marqué un tour*nant décisif dans le conflit du Midi libre.* Après une rencontre, samedi 5 juillet, au cours de laquelle la direction du quotidien a reçu pour la première fois les représentants de la Filpac-CGT pour leur transmettre un *« projet d'accord de reprise »*, les ouvriers du Livre ont rédigé des contre-propositions qu'ils devaient soumettre lors d'une nouvelle réunion prévue lundi 7 juillet.

Dans un document de onze pages, la direction détaille des conditions conformes à celles qui étaient annoncées (*Le Monde* du 4 juillet). Elle envisage de ne conserver que 67 postes sur sa nouvelle rotative Wifag, de reprendre le plan FNE abandonné au lendemain du début du conflit, le tout sans augmentation de salaire compte tenu de sa situation fragilisée par treize jours de grève.

De son côté, la Filpac-CGT de *Midi libre* réclame 92 postes et des salaires correspondant aux nouvelles qualifications des ouvriers du Livre. Un décalage qui laisse encore présager de difficiles négociations. La semaine dernière, *Le Midi libre* avait fait *paraître une petite annonce dans Le Journal de Genève : « Grand quotidien régional français sud de la France recherche urgent impression 200 000 exemplaires minimum, format berlinois. »*

NOUVEAU LANGAGE

Mais, fait nouveau, le long document de la direction ne se contente pas d'évoquer les effectifs et les salaires. Il est assorti de propositions qui concernent aussi les horaires, les conditions de travail, le statut de chacun, l'évolution de carrière, etc. Bref, il dresse les contours de ce qui pourrait constituer un accord global d'entreprise.

Cette ouverture a donné l'occasion aux syndicalistes de tenir un nouveau langage. Pour Charles Robin, délégué Filpac-CGT, *« ouvrir des négociations, c'est toujours positif. La direction, au départ, a décidé de se passer de nous. Mais je pense que l'un et l'autre, on est condamnés, du moins on est obligés, de travailler ensemble, au moins dans les vingt ans qui viennent. Donc on est obligés de faire un accord. Il suffit que les points de vue se rapprochent un jour ou l'autre. »*

Ce changement de ton semble témoigner de la volonté de chacun d'utiliser la seule porte de sortie réaliste d'un conflit qui pèse très lourd d'un côté comme de l'autre. Sauf revirement, la direction devrait peu à peu revoir ses propositions à la hausse, sans toutefois dépasser la barre qu'elle s'est toujours interdit de franchir.

Et pour justifier un assouplissement de sa position, la CGT, qui n'obtiendra sans doute pas satisfaction sur l'ensemble de ses revendications, devrait mettre l'accent sur la perspective d'un *« accord d'entreprise »* qu'elle appelle de ses vœux depuis deux ans. C'est sans doute en exploitant ce dernier argument qu'elle pourra, aux yeux des grévistes, justifier une reprise du travail qui semble désormais envisageable.

Jacques Monin

Disparition du « Quotidien calédonien »

Le Quotidien calédonien* a confirmé, mardi 1er juillet, qu'il cessait de paraître. Avec 5 500 exemplaires tirés et 2 700 diffusés, *Le Quotidien* n'a pas réussi à s'assurer une vente et des recettes publicitaires suffisantes. Son unique concurrent, *Les Nouvelles Calédoniennes* (groupe Hersant), dont la pagination est double et le tirage annoncé de 16 000 à 18 000 exemplaires, retrouve donc son monopole. Les pertes du *Quotidien* seraient de 550 000 francs par mois. Fondé en décembre 1995 par Didier Leroux, homme d'affaires d'origine métropolitaine qui a *créé le* parti Une nouvelle Calédonie pour tous opposé à l'indépendance et à la toute-puissance du RPCR de Jacques Lafleur, le journal a été vendu en août 1996 avec l'hebdomadaire *Télé 7 jours Nouvelle-Calédonie*, à l'homme d'affaires calédonien Philippe Pentecost, dont le groupe emploie 500 personnes, notamment dans la grande distribution. – *(Corresp.)

Tensions à la rédaction de « L'Evénement du jeudi »

LA RÉDACTION de *L'Evénement du jeudi* devait se réunir en assemblée générale, lundi 7 juillet. Les élus du personnel et de la Société des journalistes devaient y rendre compte d'un déjeuner de la rédaction en chef, samedi 5, au menu duquel figurait l'affaire *Globe-Hebdo*. Ce déjeuner, qui remplaçait un séminaire prévu par la direction, était en effet dû à la révélation du financement de *Globe-Hebdo* par Elf-Aquitaine (*Le Monde* du 5 juillet). Georges-Marc Benamou, nommé directeur de la rédaction par l'actionnaire principal et PDG de *L'EDJ*, Thierry Verret, dirigeait à l'époque l'hebdomadaire pro-mitterrandien.

L'assemblée générale a lieu alors que des journalistes de *L'Evénement* se plaignent de dysfonctionnements graves, ainsi que de la nomination d'anciens de *Globe* dans l'encadrement de la rédaction, comme Benoît Rayski et Philippe Lecardonnel. Certains s'inquiètent aussi de l'érosion des ventes en kiosques et du déficit (plus de 45 millions de francs, pour un capital de 30 millions).

DÉPÊCHES

■ **ALLEMAGNE : le conseil de surveillance du groupe de communication Bertelsmann** a nommé, vendredi 4 juillet, Thomas Middelhoff comme successeur de Mark Woessner à la présidence du directoire du groupe. M. Middelhoff, quarante-quatre ans, membre du directoire responsable de la branche multimédia et de la stratégie du groupe, succédera à M. Woessner en octobre 1998. *Dans un entretien à l'hebdomadaire Focus,* le nouveau patron de Bertelsmann annonce son intention de développer les activités du groupe dans les médias électroniques, notamment dans un réseau de télévision aux Etats-Unis. – *(AFP.)*

■ **GRANDE-BRETAGNE : Mirror Group a acquis**, vendredi 4 juillet, le groupe de presse régionale Midland Independent Newspaper, pour 297 millions de livres (environ 2,8 milliards de francs). Midland est le sixième groupe de presse régionale britannique. – *(AFP.)*

Roger Stéphane, amateur engagé

Pour France 3, Daniel Rondeau fait revivre un témoin hors du commun qui traversa, les yeux grands ouverts, un demi-siècle de l'histoire de la France et du monde

EN TOUTE LUCIDITÉ, Roger Stéphane s'est suicidé le 2 décembre 1994 après avoir, à soixante-quinze ans, goûté aux charmes de l'avant-guerre, vécu les extrêmes périls de la guerre et participé aux lourdes interrogations de l'après-guerre. De cet amateur – dans le sens non galvaudé du mot –, de cet amateur si remuant, mais sans cesse engagé, Daniel Rondeau, en ami fidèle, nous propose le *« portrait souvenir »* : une série de témoignages coupés d'extraits d'entretiens et d'images d'actualité ; sans pesante hagiographie ni fausse pudeur.

Amateur, et d'abord des livres, de ceux qui les écrivent. Rencontre très tôt de Gide, de Roger Martin du Gard, de Genet, de Cocteau surtout, *« mon professeur en frivolité »*. Malraux viendra plus tard, avec lequel la connivence fervente ne cessera plus. On verra dans ces images comment se noue entre eux le dialogue, au sommet immédiatement ; on retrouvera l'irréprochable définition de l'intelligence donnée par le colonel Berger au capitaine Stéphane, une nuit de 1945, sur le front d'Alsace : *« La destruction de la comédie, plus le jugement, plus l'esprit hypothétique. »*

L'œil ébaubi, la bouche moqueuse, le débit haché de savantes respirations, Roger Stéphane ne peut cacher, du haut de son nœud papillon légendaire, la fascination qu'exercent sur lui ces acteurs prestigieux de la scène parisienne. Un *« snob »*, oui, dira François Furet, qui ajoute : *« Mais aussi un moraliste. »* *« Un homme d'un grand courage »*, complétera Gilles Martinet, durant la Résistance à laquelle il participe activement dès les premiers jours, à la Libération, puis dans tous les combats intellectuels de l'après-guerre. Il n'hésitera pas, en 1958, à rompre avec ses amis de *L'Observateur* – qu'il a fondé par amour pour un jeune philosophe – à cause de *« l'état de paroxysme permanent »* qu'ils entretenaient face à de Gaulle de retour au pouvoir. Son entregent, ses précieuses relations, il les mettra spontanément au service de toutes les batailles des futurs *« décolonisés »* : Tunisiens, Marocains, Algériens, Vietnamiens. Il a joué *« un rôle déterminant »* dans les affaires de Tunisie, rappelle Bechir Ben Yamed, et cela avec une *« modestie »* remarquable.



Nul aveuglement, pourtant, dans ce goût pour les personnages d'exception. François Furet, après Philippe Labro, insiste sur la lucidité de cet amateur engagé : *« Sous ses airs de dilettante, c'était un esprit politique d'une grande sûreté de jugement. »* Et ce sont ses intuitions et analyses qu'il aura le souci de faire partager dans ses livres, les entretiens *« en profondeur »* qu'il conduira pour la télévision, ses articles en premier lieu. Pour Bernard Franck, Roger Stéphane n'est-il pas avant tout un *« très bon journaliste »*, au sens que l'on aimerait pouvoir toujours donner à ce terme ?

Il y a dans ce portrait souvenir des moments de pure délectation. Par exemple, lorsque Roger Stéphane interroge avec une malice diabolique François Mitterrand candidat à la présidence de la République et infiniment gêné pour expliquer comment, au terme d'un long parcours dans des gouvernements de *« troisième force »*, il peut se présenter comme le représentant de la gauche. Les deux hommes ne s'aimaient pas, c'est le moins que l'on puisse dire, mais peut-on rester insensible devant ce retournement dont témoigne Jean Daniel, questionné par un président de la République mourant, à la veille de son dernier voyage en Egypte ? *« Depuis sa mort, je ne pense plus à Roger Stéphane de la même manière. Son suicide m'a intrigué et j'ai demandé une enquête pour essayer de comprendre les raisons qui l'expliquent : la maladie, le sentiment que l'on ne pourra plus mener le train de vie qui vous convient, la désertion des amis, la solitude, la peur de la mort qui vous fait désirer la précipiter ? »* Dialogue post mortem dont Roger Stéphane donne une conclusion d'une sobriété exemplaire dans le *« Je vous embrasse tous »* signant les quelques mots qu'il griffonna avant de quitter la scène.

Jacques-François Simon

★ **« Passion d'une vie » : *Roger Stéphane, un portrait souvenir.*** France 3, mardi 8 juillet à 0 h 05.

Chronique martienne

par Alain Rollat

LA VIE, SUR MARS, ne tenait plus qu'à un souffle. Un seul : le sien. Il en prenait donc le soin qu'on peut imaginer. Par précaution, il ne regardait plus la télévision en provenance de la Terre. Sauf le dimanche soir à 19 heures. On dit qu'il était amoureux de la star brune aux yeux clairs qui scintillait alors à l'horizon de la planète bleue. C'est sans doute vrai. C'est en tout cas la seule explication rationnelle retenue par les autorités terrestres depuis l'étrange phénomène astronomique enregistré, lundi matin, par les ordinateurs du Jet Propulsion Laboratory de Pasadena : il semble bien qu'il existe un lien direct de cause à effet entre l'éclipse d'Anne Sinclair, survenue dimanche soir dans la nébuleuse de TF 1, et la brusque interruption des images transmises par « Rocky », le robot à roulettes déposé sur la planète rouge quarante-huit heures auparavant. Mais comment expliquer la suite ?

Certes, la thèse du dépit amoureux tient la route. Au vu de l'univers désertique qui était le sien, on peut concevoir que le dernier des Martiens ait craqué en apprenant que sa bien-aimée ne serait plus au rendez-vous de ses « 7 sur 7 ». Sans doute aurait-il voulu en savoir davantage sur les apartés de son étoile hors écran. Que se passait-il entre elle et ses invités derrière le paravent des pavés publicitaires ? Que lui avait dit le terrible roi du Maroc, Hassan II, après qu'elle eut osé l'interpeller sur les droits de l'homme ? Et le roi de l'Elysée, le malin François Mitterrand ? S'en était-il tenu à lui reprocher : *« Vous avez choisi de nous enfoncer... »*, après qu'elle l'eut mis à la question sur les délits d'initiés... Et le nouveau cohabitant forcé, Jacques Chirac ? Lui avait-il confié, hors antenne, la même chose que François Mitterrand : *« Je ne me démettrai pas, je ne me soumettrai pas... »* Et Lionel Jospin, l'astre socialiste ascendant ? Avait-il repris à son compte la formule chiraquienne : *« La politique est l'école de la patience et de la ténacité... »* ? On partage volontiers la frustration de cette créature. A sa place nous aurions, nous aussi, zappé pour l'éternité. Mais pourquoi le gentil « Rocky » a-t-il, apparemment, fait les frais de sa mauvaise humeur ?

Il faut peut-être intégrer une dimension émotionnelle à l'explication officielle. Au spectacle des autres engins à roulettes dont les images étaient diffusées par la télévision, dimanche soir, il est possible que ce Martien des cavernes ait eu un réflexe préventif. Il y avait des tanks un peu partout, surtout au Cambodge. La scène la plus spectaculaire montrait un jeune homme en larmes en train de tirer, torse nu, une carriole sur laquelle gisaient, inanimés, en charpie, les corps d'une femme et d'un enfant. Cela faisait beaucoup de sang sous les roues de l'actualité. Cela pourrait donc expliquer l'inscription mystérieuse découverte, lundi, à la surface de Mars, par les savants de Pasadena, à l'endroit même où le gentil « Rocky » a disparu : « Terriens, *go home* ! »

LUNDI 7 JUILLET

TF 1

20.45

LES YEUX D'HÉLÈNE
Feuilleton [2/9] de Jean Sagols, avec Mireille Darc, Michel Duchaussoy (100 min). 428910
Hélène se trouve confrontée aux problèmes financiers de la Réserve...

22.25

52 SUR LA UNE
Magazine présenté par Jean Bertolino. Mi-homme, mi-femme (65 min). 7283945
23.30 Chapeau melon et bottes de cuir. Série. Pour attraper un rat.
0.25 et 1.25, 2.05, 3.10, 4.15, 4.50 TF1 nuit.
0.40 7 sur 7. Magazine (45 min). 3778798

1.35 Cas de divorce. Série. Picard contre Picard. 2.15 Haroun Tazieff raconte sa terre. Documentaire. Les colères de la terre. 3.20 et 4.25, 5.10▶ Histoires naturelles. Documentaire. 5.00 Musique. Concert (10 min).

France 2

20.55

JEUX SANS FRONTIÈRES
Divertissement présenté par Olivier Minne et Jean Riffel (105 min). 7398910
Deuxième manche pour cette édition 1997 de Jeux sans frontières. Troyes succède à Poitiers.

22.40

ENTRE CES MAINS-LÀ
Téléfilm d'Arnaud Sélignac, avec Sophie Duez, Olivier Sitruk (95 min). 1483849
La femme d'un restaurateur connu meurt sur la table d'opération d'un hôpital d'une grande ville de province.
0.15 Journal, Météo.
0.35 Les Routiers. Série. Monsieur catastrophe.

1.30 Le Tour de France. Rediffusion de l'étape du jour : St-Valéry-en-Caux-Vire. 2.30 Les Métiers dangereux et spectaculaires. Documentaire. Profession, démolisseur de buildings. 3.20 Un pays, une musique. Puerto Rico. 4.10 24 heures d'info. 4.20 Mam. Vacances à la montagne (75 min).

France 3

20.55

L'HOMME QUI EN SAVAIT TROP ■■■
Film d'Alfred Hitchcock, avec James Stewart, Doris Day (1956, 120 min). 621849
22.55 Journal, Météo, l'Exploit du jour.

23.25

L'HOMME AUX SEMELLES DE VENT
ARTHUR RIMBAUD
Téléfilm de Marc Rivière, avec Laurent Malet [1/2] (85 min). 3598849
A 26 ans, Arthur Rimbaud, grand voyageur, part au Yémen. Il y fait la connaissance de plusieurs explorateurs avec lesquels il marche jusqu'à Harar en prenant la tête d'une caravane de cotonnades et d'objets manufacturés.

0.50 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. La nuit des longs couteaux. Invité : Philippe Burin. 1.55 La Grande Aventure de James Onedin. La course au trésor (55 min).

Arte

20.45

LADYBIRD ■■
Film de Ken Loach, avec Crissy Rock, Vladimir Vega (1994, v.o., 100 min). 790007
Ce film mis en scène, selon le point de vue de la jeune femme; Maggie, est noir, dur, bouleversant, et laisse entendre un cri de révolte. Le cinéaste a pris parti.
22.25 Kinorama. Magazine.

22.35

CAVALCADE D'AMOUR ■■
Film de Raymond Bernard, avec Michel Simon, Janine Darcey (1939, N., 95 min). 5709184
Un triptyque romanesque, très caractéristique du cinéma français des années 30, par un des plus grands réalisateurs commerciaux de l'époque.
0.10 Court circuit. Courts métrages. Pourvu qu'elle pleure, d'Isabelle Coudrier-Kleist ; Mange à la maison, d'Holger Borggrefe (35 min). 7098581
0.45 Le Chant de l'exil ■■ Film d'Ann Hui, avec Shwu-Fen Chang (1989, v.o., rediff., 100 min). 8115088
2.25 Semence de dragon. Documentaire de Wolfgang Woywood (rediff., 30 min). 1623595

M 6

20.50

MALONE, UN TUEUR EN ENFER ■
Film O de Harley Cokliss, avec Burt Reynolds (1986, 105 min). 871007
Un ancien agent de la CIA lutte contre le chef d'une organisation d'extrême droite.

22.35

LA FIÈVRE DU SAMEDI SOIR ■
Film de John Badham, avec John Travolta (1977, 130 min). 8169277
Un employé de quincaillerie qui se défoule, dans des sorties le samedi soir, sur la musique disco devient un champion de la danse.
0.45 Jazz 6. Magazine. Spécial Louis Armstrong (60 min). 7894137

1.45 Best of "les Francofolies" (rediff.). 3.35 Fréquenstar. Magazine. William Sheller (rediff.). 4.25 Movida opus 2. Documentaire. 5.20 Les Piégeurs (rediff., 25 min).

Canal +

20.35

UN HÉROS ORDINAIRE ■
Film de Michele Placido, avec Fabrizio Bentivoglio, Michele Placido (1995, 90 min). 829674
22.05 Flash d'information.
22.10 La Vie comme elle est.... Court métrage (10 min). 6631378

22.20

▶ C'EST ARRIVÉ PRÈS DE CHEZ VOUS ■
Film de Rémy Belvaux, avec Benoît Poelvoorde (1992, N., 90 min). 6873216
23.50 The Bloody Alive. Court métrage (v.o., 14 min). 4301755
0.05 Leprechaun 2 Film de Roman Flender (1994, v.o., 85 min). 2088156
1.30 Beaumarchais l'insolent ■■ Film d'Edouard Molinaro (1996, ◆, 98 min). 5967972

Radio

France-Culture

20.30 L'Histoire en direct. 1947 - 1951 : Avignon, une utopie en actes.
21.30 Fiction : Le Théâtre des poètes. Jean Laude : Le Dict de Cassandre.
22.40 Toit ouvrant.

0.05 Du jour au lendemain. Emmanuelle Loyer (*Le Théâtre citoyen* de Jean Vilar). 0.48 Les Cinglés du music-hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff).

France-Musique

19.36 Concert. Festival Chopin. Concert donné le 22 juin, à l'Orangerie de Bagatelle. Kemal Gekic, piano : Sonate pour piano op. 27 Clair de lune, de Beethoven ; Fantaisie sur deux thèmes du Mariage de Figaro de Mozart, de Liszt ; Œuvres de Chopin, Liszt.
21.00 Concert. Festival de Colmar. Festival d'été Euradio.

0.00 Les Mots et les notes (rediff.). L'art de la fugue. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. Concert enregistré le 2 octobre 1996, à la Salle Pleyel, par l'Orchestre de Paris, dir. Myung-Whun Chung. Les Offrandes oubliées, de Messiaen ; Symphonie nº 5, de Mahler ; Béatrice et Benédict : Je vais le voir, de Berlioz, par le Chœur et l'Orchestre de l'Opéra Bastille, Battle, soprano ; Chant d'amour, de Bizet ; Havanaise et les filles de Cadix, de Viardot, Bartoli, mezzo-soprano.

22.45 Les Soirées... (suite). Œuvres de Couperin, Gilles. 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

20.00 Des trains pas comme les autres. [2/2] Au pays des Incas.
21.30 Les Belges du bout du monde. Magazine.
21.55 Météo des cinq continents.
22.00 Journal (France 2).
22.35 Thalassa. Magazine (France 3 du 4/7/97).
23.45 Le Point. Magazine.
0.45 Soir 3 (France 3).

Planète

19.39 Je n'ai rien à dire et je le dis.
20.35 Little Big Woman. [1/2].
21.20 Pourquoi nous combattons. [4/7]. La bataille d'Angleterre.
22.13 Le Chemin des Mayas.
23.04 Sur les traces de la nature. [1/13]. Les meilleurs amis de l'homme.
23.32 Histoires autour de la folie. [1/4].
0.31 Pour l'amour des crocodiles. [8/10] (49 min).

Animaux

20.00 Education canine. Le cocker anglais.
21.00 Le Monde sauvage. Les araignées.
21.30 Flipper le dauphin. Flipper rejoint la marine.
22.00 ABC Natural History. Korup, forêt tropicale humide.
23.00 ABC Natural History. Le sommet du continent.
0.00 Amérique sauvage. Yellowstone river.
0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
1.00 Les Arpents de Dieu (60 min).

Paris Première

19.30 et 23.10 Paris modes.
20.00 et 0.30 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Lily et Lily. Comédie de Barrillet et Grédy. Mise en scène de Pierre Mondy. Enregistré en 1987. Avec Jacqueline Maillan, Jacques Jouanneau (130 min). 70303945
23.40 Velvet Jungle Sessions : Big Soul. Concert enregistré en 1996 (50 min). 2144620

France Supervision

20.00 Ecouter, voir. Magazine.
20.30 et 22.50 Coup de cœur. Petrika Ionesco.
20.45 La Traviata ■■ Film de Franco Zeffirelli (1982, 100 min). 79084842
22.25 L'Etui à musique. Magazine.
23.00 Concert à l'abbaye d'Essomes. Concert (100 min). 55008194
0.40 Pelléas et Mélisande. Drame lyrique en cinq actes de Claude Debussy. Enregistré au Nouveau Théâtre de Cardiff (155 min). 80742088

Ciné Cinéfil

20.30 The World of Abbott and Costello Film de Jack E. Leonard (1965, N., v.o., 75 min). 13890910
21.45 Naples au baiser de feu ■ Film de Augusto Genina (1937, N., 90 min). 6760262
23.15 Egarement (The Astonished Heart) ■ Film d'Anthony Darnborough et Terence Fisher (1949, N., v.o., 85 min). 90373804

Ciné Cinémas

20.30 La Femme d'à côté ■■■ Film de François Truffaut (1981, 105 min). 3857477
22.15 Capitaine King ■ Film de Henry King (1953, v.o., 100 min). 4222200
23.55 Les Gens de la nuit ■■ Film de Nunnally Johnson (1954, 90 min). 6428910

Festival

20.30 La Postière Film de Gilles Carle (1991, 95 min). 68062552
22.05 Les Larmes de l'enfance. Téléfilm de Sandy Wilson, avec Geoffrey Bowes (100 min). 28634378

Série Club

20.45 Mandrin. Feuilleton [2/6].
21.45 et 1.30 François Gaillard ou la vie des autres. René.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Houdini en direct.
23.00 Two. Marche ou crève.
23.45 Lou Grant. A la une (50 min).

Canal Jimmy

20.00 Une fille à scandales. Un petit goût de nostalgie.
20.25 Souvenir. Numéro un : Michel Sardou.
21.30 New York Police Blues. Emission impossible.
22.15 Chronique de la route.
22.20 La Party ■ Film de Blake Edwards (1968, 100 min). 54372262
0.00 Isle of Wight. Concert enregistré en 1970 (70 min). 56530663
1.10 Game On. La grande évasion (v.o.).

Disney Channel

20.10 Le Grand et le Petit Nicolas. Téléfilm de Dusan Trancik (90 min). 1725002
21.40 Santo Bugito.
22.05 Thunder Alley.
22.30 Planète Disney.

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 Mais qui veut tuer ma femme ? Téléfilm de Paul Schneider (95 min). 508545281
23.00 Clair de lune. T'as pas une blonde ?
23.45 L'Espoir voilé. Femmes de Palestine.

Eurosport

15.00 Cyclisme. En direct. Tour de France (2e étape) Saint-Valéry-en-Caux - Vire (262 km, 120 min). 283113
18.30 Athlétisme. En direct. Meeting de Stockholm (Suède, 210 min). 56318533
22.00 Cyclisme. Résumé. Tour de France. 2e étape.
23.00 Sumo. Tournoi Basho de Tokyo (Japon) (60 min).

Voyage

20.30 Suivez le guide.
22.30 Carnet de route. Japon.
23.00 Chez Marcel. Magazine. Invité : Fernand Cousteau, journaliste régional.
0.00 Planète aventure : Raft sur le Grand Canyon.

Muzzik

20.00 Barbara Hendricks.
21.00 Le Barbier de Séville. Opéra comique en deux actes de Rossini (160 min). 526604571
23.40 Artie Shaw (55 min).

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

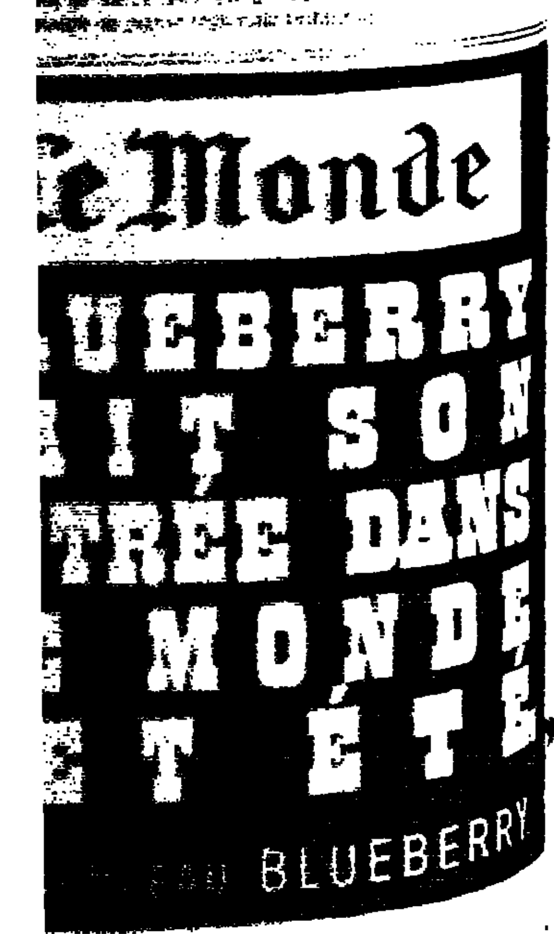
Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.45, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Odéon. 0.45 Visa. 1.45 Style.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Economie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
Δ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
☐ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.



هكذا من الأصل

« Nature » contre nature

La célèbre revue scientifique britannique renouvelle ses critiques sur les choix éthiques de la France, qui s'oppose au clonage humain

LA CRÉATION, par clonage, de la brebis Dolly sur la lande écossaise n'a pas fini d'agiter les consciences des biologistes et des politiques. Elle permet du même coup de dévoiler les positions des uns et des autres sur quelques-uns des plus grands thèmes de la philosophie. L'hebdomadaire britannique *Nature*, dans les colonnes duquel le monde avait découvert un beau jour de février l'existence et le mode de fabrication de Dolly, consacre depuis une large place à la polémique sur la place qui doit ou non être laissée aux tentatives de clonage dans l'espèce humaine. Et *Nature* ne se gêne guère pour critiquer la position officielle de la France telle qu'elle a été exprimée par le Comité consultatif national d'éthique et par le président de la République.

Fin mai déjà, un éditorial du célèbre hebdomadaire scientifique fustigeait l'initiative de Jacques Chirac, qui, dès l'annonce de la création de Dolly, avait saisi le Comité consultatif national d'éthique. Pour *Nature*, cette initiative et la rapidité avec laquelle ce comité avait conclu à la nécessité d'interdire toute forme de clonage à des fins de reproduction dans l'espèce humaine étaient regrettables dans la mesure où elles court-circuitaient l'organisation d'un plus large débat public. Une analyse qui autorisait *Nature* à donner une leçon de démocratie au président de la République française, accusé notamment de ne pas avoir saisi qu'un sujet d'une telle ampleur imposait une plus large consultation de l'opinion publique.

A la mi-juin, nouvelle attaque. Sous la signature de John Harris, spécialiste d'éthique à l'université de Manchester, *Nature* publiait un texte s'interrogeant sur le fait de savoir si le clonage était contraire à la dignité humaine. M. Harris prenait ici pour cible le professeur Axel Kahn, adver-



saire farouche et déclaré du recours au clonage à des fins de reproduction dans l'espèce humaine, par ailleurs vice-président du Comité consultatif national d'éthique français. Il soutenait en substance que le professeur Kahn faisait une mauvaise lecture d'Emmanuel Kant sur la morale des fins et des moyens. Estimant en substance que l'on faisait dire au philosophe allemand ce qu'il n'avait pas écrit, M. Harris abordait la question du statut de l'embryon et s'interrogeait, non sans pertinence, sur les raisons fondamentales qui feraient qu'une société qui autorise l'avortement, la contraception et la recherche sur les embryons humains pourrait interdire la pratique du clonage.

L'affaire ne pouvait donc en rester là. Le professeur Kahn relève aujourd'hui le défi. Dans une correspondance adressée à *Nature*, il accuse ceux qui le critiquent – et qui de facto critiquent le Comité consultatif national d'éthique – de ne pas avoir clairement compris (ou d'avoir déformé) les principaux arguments tirés de Kant, d'où il concluait que l'application à l'homme des techniques de reproduction asexuée et de clonage constituerait *« une atteinte à la dignité des personnes »*. *« Emmanuel Kant ne dit évidemment pas que le respect de la dignité exige qu'une personne ne soit "jamais" utilisée comme un moyen… mais qu'elle ne soit jamais considérée "uniquement" comme un moyen*, écrit le professeur Kahn. *Cet adverbe "uniquement" fait la différence entre un propos parfaitement irréaliste et l'un des principes fondateurs de la bioéthique moderne. (…) La création d'embryons humains "uniquement" comme des moyens peut donc sembler en contradiction avec ce principe dont l'universalité est bien supérieure à ce que veut en dire John Harris. »* Et le spécialiste français de se demander si *Nature* n'est pas en train de précipiter l'émergence chez ses confrères d'une nouvelle et dangereuse ligne, *« révisionniste »*, de la réflexion bioéthique.

Jean-Yves Nau

EN VUE

■ **Alain Delon** a commencé, jeudi 3 juillet, le tournage, dans le Médoc, d'une série télévisée destinée à l'Asie et à l'Amérique du Sud, vantant les valeurs traditionnelles de la France, notamment les vins, le cognac, les grands restaurants, les cabarets parisiens et la Légion étrangère. Toutefois, il s'est montré pessimiste devant la presse. *« C'est terrible. Depuis de Gaulle, on a l'impression que la France n'en finit pas de descendre les marches d'un escalier »*, a déclaré l'acteur, hébergé au château Pichon-Longueville (grand cru classé).

■ Un ours en peluche ayant conservé ses yeux de verre a été vendu aux enchères, samedi 5 juillet à Giengen, dans le Bade-Wurtemberg, pour l'équivalent de 730 000 francs. Les collectionneurs ne s'intéressent aux peluches de ce prix qu'à condition qu'elles soient garanties *« vierges »*, c'est à dire qu'aucun enfant n'ait jamais joué ni dormi avec.

■ La Côte d'Ivoire a récemment renforcé sa législation sur le recrutement des travailleurs étrangers, afin de donner la priorité aux Ivoiriens. L'Arabie Saoudite vient d'interdire aux immigrés d'exercer sept professions dans le secteur public, pour ne pas concurrencer les Saoudiens. Et la police sud-africaine s'en est pris, samedi 5 juillet, aux prostituées non originaires d'Afrique du Sud. *« Si quelqu'un doit tirer profit du travail dans nos bordels, ce sont nos filles. Restez chez vous. Si vous essayez de travailler ici… vous serez expulsées ou rapatriées »*, leur a dit le capitaine **Giacomo Bondesio**, commandant, à Johannesburg, la division chargée des étrangers.

DANS LA PRESSE

LE JOURNAL DE GENÈVE

■ Un quotidien français, *Le Midi Libre*, ne paraît plus depuis deux semaines, bloqué par une grève de ses rotativistes. Autre anachronisme : une grande banque française, le Crédit lyonnais, jongle depuis quelques années avec les scandales et les chiffres rouges. Deux échecs, deux exemples qui illustrent magnifiquement le ratage d'un système qui fait dépendre le succès économique d'une structure politique archaïque dont la France s'est fait la championne. Ce pays a cultivé contre vents et marées le culte de l'énarque, la religion de l'étatisme, comme s'il s'agissait de prouver au monde que lui seul détenait la recette miracle pour contrer la pensée unique du libéralisme conquérant. Il ne semble pas exagéré d'évoquer une décadence nationale orchestrée par l'inanité de la classe politique dans son ensemble.

LE FIGARO
Paul Guilbert

■ Ce n'est pas tous les jours que les gaullistes se donnent un chef. Dans cette sentimentale famille politique, on conjure le drame par l'émotion. On veut Séguin, mais à condition d'honorer Juppé et à condition de servir Chirac. C'est la trinité consubstantielle au mouvement. Ni les conditions politiques ni les circonstances personnelles ne rendent facile la tâche du nouveau président du RPR.

BFM
Philippe Alexandre

■ Hier, aux assises du RPR, le compagnonnage, c'est-à-dire la simple camaraderie, était restée au vestiaire. Et probable qu'elle n'en sortira pas de sitôt. Le principal responsable de ce déchirement en trois fragments du mouvement néogaulliste, c'est Jacques Chirac lui-même. Au début, il a encouragé Alain Juppé à rester à la tête du RPR au prix d'un rapprochement avec les balladuriens. Après quoi, il a laissé Philippe Séguin supplanter Juppé mais à condition de ne pas laisser les loups balladuriens entrer dans la bergerie.

LIBÉRATION
Gérard Dupuy

■ Ce n'est qu'un gros jouet, mais un joujou pour six milliards de joueurs potentiels : pas besoin d'être cosmophile impénitent ou américain pour adopter *in petto* ce robot couleur à l'infinie lenteur. Pathfinder vient opportunément rappeler que l'humanité ne vit pas seulement de pain et de grands équilibres (…) ; mais aussi que l'envie d'aller de l'avant, la volonté de voir et de savoir ce qui avant n'a été ni vu ni su, cela est aussi une valeur en soi qui n'est pas contradictoire avec des préoccupations plus triviales. C'est sans doute la meilleure leçon du long voyage pacifique vers la planète dédiée au dieu de la guerre.

MARDI 8 JUILLET

TF 1

14.40 Hooker. Série.
15.35 Côte Ouest. Feuilleton.
16.30 21 Jump Street. Série.
17.25 Extrême limite. Série.
18.00 Les Années fac. Série.
18.25 Ali Baba. Jeu.
19.00 Mokshû Patamû. Jeu.
19.50 et 20.40 Météo.
20.00 Journal, L'image du jour, Le résultat des courses.

20.45

LE COUP DU PARAPLUIE ■
Film de Gérard Oury, avec Pierre Richard, Valérie Mairesse (1980, 100 min). 924175
22.25 Les Films dans les salles.

22.30

LE PION
Film de Christian Gion, avec Henri Guybet, Claude Piéplu (1978, 100 min). 9432021
0.10 Grands reportages. *Documentaire.* L'histoire de Malin (65 min). 7925199
Agée de trois mois, la petite Malin s'est endormie et a failli ne jamais se réveiller.

1.35 et 1.55, 2.35, 3.45, 4.25 TF1. 1.30 Reportages. A la poursuite de Lady Di. 2.05 Cas de divorce. Série (rediff.). 2.45 Stravinsky - Petrol - Ravel. Concert. 3.55 et 4.35, 5.15 Histoires naturelles. Documentaire ● Lire page 15. 5.05 Musique. Concert (10 min).

France 2

15.00 Le Tour de France. *En direct (3e étape) :* Vire - Plumelec (145 min). 5283682
17.25 Vélo club. Les moments forts de l'étape.
18.45 Passe à ton voisin. Jeu.
19.25 Qui est qui ? Jeu.
19.55 Au nom du sport.
20.00 Journal, Météo.

20.55

LES FAUSSAIRES
Film de Frédéric Blum, avec Gérard Jugnot, Jean-Marc Barr (1994, 95 min). 7361868
Libre adaptation d'un roman de Romain Gary sur le thème de la double identité.

22.40

ADULTÈRE (MODE D'EMPLOI) ■
Film △ de Christine Pascal, avec Richard Berry, Karin Viard (1994, 85 min). 7816330
Un portrait de femme qui « confond le sexe et l'amour ».
0.05 Journal, Météo.
0.20 Les Routiers. Série.

1.15 Le Tour de France. Rediffusion de l'étape du jour : Vire-Plumelec. 2.15 Les Métiers dangereux et spectaculaires. Documentaire. Pilote sur dragon. 3.05 Entre chien et loup. Documentaire. 3.30 L'Aile et la Bête. Documentaire. 3.45 24 heures d'info. Magazine. 4.00 Jeux sans frontières (rediff., 95 min).

France 3

18.20 Questions pour un champion. Jeu.
18.50 Météo des plages.
18.55 Le 19-20 de l'information. 19.10, Journal régional.
20.00 Météo.
20.05 Fa si la chanter. Jeu.
20.35 Tout le sport.
20.38 Le Journal du Tour.

20.55

LA CARTE AUX TRÉSORS
Divertissement présenté par Sylvain Augier. Aveyron (110 min). 3077243
Après « l'île aux fleurs », retour vers la métropole et les paysages de l'Aveyron.
22.45 Journal, Météo, l'Exploit du jour.

23.15

LES NOUVEAUX AVENTURIERS
Documentaire. Une école sur le toit du monde (50 min). 2336427
0.05 Passion d'une vie. Roger Stéphane (55 min). 2045002
Journaliste à Match, Combat, *fondateur de* France-Observateur, *Roger Stéphane mettait fin à ses jours en décembre 1994.*
● Lire page 27.

1.00 Les Brûlures de l'Histoire. Documentaire. 2.00 La Grande Aventure de James Onedin. Feuilleton (55 min).

La Cinquième

18.25 Le Monde des animaux : Terres insolites.

Arte

19.00 Collection Hollywood 1950. Série. La vedette (1955), avec Ida Lupino.
19.30 7 1/2. L'excision ; La passion vélo.
19.55 Angoisse. Documentaire. Les sentiments sont le moteur de la pensée (30 min). 269971
20.25 La Documenta. Reportage.
20.30 8 1/2 Journal.

20.45

▶ LA VIE EN FACE : TROIS HISTOIRES D'AMOUR DE VANESSA
Documentaire d'Anne Villacèque (1996, 45 min). 254088
Filmée à l'âge de 13, 15 puis 16 ans, une adolescente parle de ses flirts, ses désirs, ses amours. Portrait d'une jeune fille d'aujourd'hui.

21.30

SOIRÉE THÉMATIQUE : MARIO VARGAS LLOSA ET LE PÉROU
L'ÉCRITURE COMME ARME
21.35 Entre violence et désir. L'écrivain Mario Vargas Llosa, documentaire de Hans Peter Kochenrath et Harald Herzog (60 min). 4107595
Un portrait littéraire qui donne une large part à l'action politique de l'écrivain.
22.35 La Ville et les Chiens (La Ciudad y los Perros) ■ ■ Film de Francisco Lombardi, avec Pablo Serra (1985, v.o., 140 min). 3618327
0.55 Ladybird ■ ■ Film de Ken Loach, avec Crissy Rock (1994, v.o., rediff., 100 min). 90954606

M 6

19.50 Tour de France à la voile.
19.54 Six minutes d'information.
20.00 Mode 6. Magazine. Givenchy et Ted Lapidus.
20.05 Notre belle famille. Série.
20.30 La Météo des plages.
20.40 E = M 6 junior - remix. Magazine. Les tornades.

20.50

LOÏS ET CLARK
LES NOUVELLES AVENTURES DE SUPERMAN
Série, avec Dean Cain, Teri Hatcher (110 min). 156137
L'ombre d'un doute. Les profondeurs du passé.

22.40

LE VENIN DE LA DISCORDE
Téléfilm O de Tim Fywell, avec Sophie Ward, Helena Bonham Carter (130 min). 8272021
Une histoire véridique au dénouement tragique dans l'Angleterre des années 50.
0.50 Capital. Magazine. Les secrets des vendeurs. Invités : Richard Anconina, Bruno Solo (rediff.).

2.30 Culture pub (rediff.). 2.55 Coulisses. Dee Dee Bridgewater. 3.20 Turbo (rediff.). 3.45 Les Piégeurs (rediff.). 4.10 Mister Biz - best of (rediff.). 4.35 Les Tribus du Lobi (55 min).

Canal +

17.20 Gamba, la plage des éléphants.
17.45 Le Dessin animé.
▶ En clair jusqu'à 20.35
18.40 Les Simpson.
19.05 Les Héros de Cap Canaveral Série.
19.45 Flash d'information.
19.57 Le Zapping.
20.00 10 années formidables.

20.35

BATMAN FOREVER
Film de Joel Schumacher, avec Val Kilmer, Tommy Lee Jones (1995, 115 min). 120137
22.30 Flash d'information.
22.35 La vie comme elle est…. Court métrage (10 min). 6811514

22.45

LOCH NESS
Film de John Henderson, avec Ted Danson, Kristy Graham (1995, v.o., 99 min). 9495088
Confrontation, dans de beaux paysages, de la science et des légendes et secrets du vieux monde écossais.
0.25 Mon petit bikini. Documentaire (55 min). 8008064
1.20 Le Journal du hard.
1.25 Club private au Portugal Film classé X (1996, 95 min). 70313267

Radio

France-Culture

20.30 Archipel Médecine. La nacre.
21.32 Grand Angle. (rediff.). Les Goémoniers.
22.40 Nuits magnétiques. Marmande en solo.
0.05 Du jour au lendemain. Daniel Arasse (*Le Sujet dans le tableau*). 0.48 Les Cinglés du music hall. 1.00 Les Nuits de France-Culture (rediff.).

France-Musique

19.36 Concert. (rediff.). Concerts du dimanche matin. Donné le 20 avril, au théâtre des Champs-Elysées, à Paris, par le Quatuor Vogler : Œuvres de Beethoven.
21.30 Concert. Festival de Hollande 1997. Donné le 24 juin, au Concertgebouw d'Amsterdam, par l'Orchestre de la Résidence de La Haye, dir. Guennadi Rojdestvenski : Symphonie nº 87, de Haydn ; Symphonie nº 2 Prélude à la nouvelle journée, de Vermeulen ; Symphonie nº 2, de Szymanovski.
0.00 Les Mots et les Notes (rediff.). L'art de la fugue. La question de l'instrument : une œuvre pour clavier. 1.00 Les Nuits de France-Musique.

Radio-Classique

20.40 Les Soirées. A. Schneider et le Quatuor de Budapest.
22.35 Les Soirées… (suite). 0.00 Les Nuits de Radio-Classique.

TV 5

19.30 Journal (TSR).
20.00 Les Gens de Mogador. Téléfilm de Robert Mazoyer (1971), avec Marie-José Nat [1/6] (100 min). 13611243
21.40 Télétourisme. Magazine.
22.00 Journal (France 2).
22.45 Strip Tease. Magazine.
23.45 Les Grandes Enigmes de la science (France 2 du 18/5/97).
0.45 Soir 3 (France 3).
1.15 Journal (RTBF, 30 min).

Planète

20.35 Les Ailes de légende. Le P-40.
21.24 Les Fils du vent.
22.25 Je n'ai rien à dire et je le dis.
23.21 Little Big Woman. [1/2].
0.06 Pourquoi nous combattons. [4/7]. La bataille d'Angleterre.
1.00 Le Chemin des Mayas (50 min).

Animaux

20.30 Les Yeux de la découverte. L'insecte.
21.00 Le Monde sauvage. Castors.
21.30 et 0.30 Le Magazine de Jack Hannah.
22.00 En liberté. Toran le poney de Dartmoor.
23.00 Fauna.
23.30 Faune ibérique.

Paris Première

20.00 et 0.35 20 h Paris Première. Magazine.
21.00 Rita Hayworth. De Donatella Baglivo. Rita versus Rita.
22.00 Paris modes. Magazine.
22.35 La Rupture ■ ■ Film de Claude Chabrol (1970, 120 min). 68957798

France Supervision

21.00 Les Francofolies. Les meilleurs moments des Francofolies 1996.
22.25 En route pour la gloire ■ Film de Hal Ashby (1976, 150 min).
0.50 Pelléas et Mélisande. Drame lyrique en cinq actes de Claude Debussy. Enregistré au Nouveau Théâtre de Cardiff (160 min).

Ciné Cinéfil

20.30 La Loi du Nord ■ ■ Film de Jacques Feyder (1939, N., 100 min). 1701822
22.10 Before I Hang ■ Film de Nick Grinde (1940, N., v.o., 60 min). 2274311
23.10 Patte de velours ■ Film de Claudio Gora (1953, N., 90 min). 9179953

Ciné Cinémas

20.30 Lamerica ■ Film de Gianni Amelio (1994, 115 min). 3568773
22.25 La Liberté au bout du chemin ■ ■ Film de Richard Pearce (1990, v.o., 95 min). 11101088

Festival

20.30 Le Voyage en Pologne. Téléfilm de Stéphane Kurc, avec Macha Méril (90 min). 91806972
22.00 J'aime pas qu'on m'aime. Téléfilm de Stéphane Kurc, avec Caroline Langlet (85 min). 25905408

Série Club

19.50 Les Années coup de cœur. Ce plaisir qu'on dit charnel.
20.15 Les Arpents verts. Party Begins at Home.
20.45 L'Age de cristal. La crypte.
21.35 François Gaillard ou la vie des autres. Feuilleton. Michel.
22.30 Alfred Hitchcock présente. Le pédigree.
23.00 Mandrin. Feuilleton [2/6].
0.00 Lou Grant. Hérédité (55 min).

Canal Jimmy

20.00 Spin City. Embrasse-moi idiot.
20.25 Chronique. Magazine.
20.30 Friends (3e saison). The One With the Tiny T-Shirt. The One With the Dollhouse (v.o.).
21.15 Dancing in the Street. [10/10]. Planet Rock.
22.15 Portrait. Magazine.
22.20 Des agents très spéciaux. Le désert d'Arabie.
23.15 Star Trek : la nouvelle génération. Double personnalité (v.o.).
0.00 Quatre en un. Magazine.
0.30 L'Homme invisible. Pas de preuve (25 min).

Disney Channel

19.35 L'Incorrigible Cory.
20.10 Les Petits Champions 2 Film de Sam Weisman (1994, 110 min). 1448798
22.00 Honey West.
22.30 Richard Diamond.
23.00 Juste pour rire.
0.00 Sylvie et compagnie.
0.25 Thierry la Fronde (25 min).

Téva

20.30 et 22.30 Téva interview.
20.55 Cet enfant est le mien. Téléfilm de David Greene (95 min). 508512953
23.00 Clair de lune.

Eurosport

15.45 Cyclisme. En direct. Tour de France (3e étape) Vire - Plumélec (217 km, 90 min).
20.00 Voitures de tourisme.
21.00 Boxe. En direct. Poids légers, poids lourds. Combats en dix reprises : Bruno Wartelle (Fr.) - Andreï Sinepupov (Rus.) (120 min). 627778
23.00 Cyclisme. Résumé.

Voyage

20.20 Deux jours en France.
20.35 Suivez le guide.
22.30 Carnet de route. Louisiane.
23.00 Chez Marcel. Magazine. Invité : Claude Pavard, photographe-cinéaste (50 min).

Muzzik

20.35 et 0.30 L'Invité. Bernard Lubat.
21.00 Symphonie nº 1, Titan, de Mahler. Concert enregistré à Amsterdam en 1993 (65 min). 508665175
22.05 Guitarras : El Paquete de la Barberia. Concert (30 min). 500634311
22.35 Les Instantanés de la danse.
22.50 Dave Brubeck Quartet. Concert enregistré au Festival de jazz de Montréal en 1987 (60 min). 504205514

Chaînes d'information

CNN

Information en continu, avec, en soirée : 20.00 et 23.00 World Business Today. 20.30 et 21.00, 1.00 World News. 21.30 World Report. 22.00 World News Europe. 22.30 Insight. 23.30 World Sport. 0.00 World View. 1.30 Moneyline. 2.15 American Edition.

Euronews

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.15, 19.45, 20.15, 20.45, 21.15, 22.45 Economia. 19.20, 20.20, 21.20, 22.20 Analysis. 19.39, 20.09, 20.39, 21.09, 21.39, 22.09, 22.39, 23.09 Europa. 19.50, 20.50, 21.50, 22.50 Sport. 23.15, 0.15, 1.15 No Comment. 23.45 Ecologia. 0.45 Artissimo. 1.45 Visa.

LCI

Journaux toutes les demi-heures, avec, en soirée : 19.16 et 23.16 Ruth Elkrief. 20.13 et 20.45 Le 18-21. 20.30 et 22.30 Le Grand Journal. 21.10 et 22.12 Le Journal du Monde. 21.17 et 22.19, 22.44 Journal de l'Économie. 21.26 Cinéma. 21.42 Talk culturel. 0.15 Le Débat.

LES CODES DU CSA

O Accord parental souhaitable.
△ Accord parental indispensable ou interdit aux moins de 12 ans.
□ Public adulte ou interdit aux moins de 16 ans.

Les films sur les chaînes européennes

RTL 9

20.30 Le Serment de Robin des Bois. Film de Terence Fisher (1960, 90 min). Avec Richard Green. *Aventures.*
22.00 Le Camp de l'enfer. Film d'Eric Karson (1986, 100 min). Avec Tom Skerritt. *Aventures.*
0.10 Le Silence de la mer. Film de Jean-Pierre Melville (1947, N., 35 min). Avec Nicole Stéphane. *Drame.*

TMC

20.35 Tarass Boulba. Film de Jack Lee Thompson (1962, 125 min). Avec Tony Curtis. *Aventures.*

TSR

20.30 L'Aile ou la Cuisse. Film de Claude Zidi (1976, 105 min). Avec Louis de Funès, Coluche, Julien Guiomar. *Comédie burlesque.*

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble et du satellite sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi.
Signification des symboles :
▶ Signalé dans « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia ».
■ On peut voir.
■ ■ Ne pas manquer.
■ ■ ■ Chef-d'œuvre ou classique.
♦ Sous-titrage spécial pour les sourds et les malentendants.

Le Monde
MARDI 8 JUILLET 1997

Le robot Sojourner roule sur la planète Mars dans le lit d'une ancienne rivière

L'allure générale du paysage semble confirmer le passage de « flots torrentiels » d'eau

ILS ONT commencé par mettre des noms sur tous les rochers ou particularités des terrains qu'ils découvraient : Casper ; Bernacle Bill ; la piste de ski ; le lit. Devant les premières images de la planète Mars envoyées par leur sonde Pathfinder et son petit robot Sojourner, les scientifiques du Jet propulsion laboratoiry (JPL) de la NASA, à Pasadena (Californie), ont réagi comme des enfants. Rien n'a pu entamer le triomphalisme général.

Oubliées les inquiétudes des premiers instants. Quand les techniciens avaient dû se battre pendant une douzaine d'heures avant de parvenir à dégager un coussin amortisseur mal dégonflé empêchant le bon déploiement de la « rampe de débarquement » de Sojourner, puis à résoudre les problèmes de communication – encore inexpliqués – avec le robot. Le soulagement, la joie d'avoir accompli l'exploit ont encore accru l'excitation. La transmission des clichés sur quelque 200 millions de kilomètres de distance a gommé leur aspect objectivement banal.

Très vite, les nombreux géologues et planétologues présents à Pasadena en commentèrent tous les détails, livrant en vrac leurs premières impressions. Pour tous, l'allure générale du paysage semble confirmer le passage – en des temps très reculés – de *« flots torrentiels »* d'eau. Ce n'est donc pas une illusion qui les a conduits à considérer Ares Vallis, le site d'« atterrissage », comme l'embouchure d'un fleuve disparu.

Contrairement à l'endroit où s'étaient posées les sondes Viking, il y a vingt et un ans, on trouve *« beaucoup de pierres rondes »*, comme des galets roulés par l'eau, remarque Ronald Greeley (université d'Arizona). Beaucoup de ces pierres sont, de surcroît, inclinées dans *la même direction*, sous l'action du courant. Il qualifie de possible « goulet *d'avalanche* » une marque verticale sur l'une des collines à l'horizon. Les lignes horizontales relevées sur ces mêmes reliefs peuvent apparaître comme des couches de sédiments déposés par le fleuve...

La réparation de Mir

Un vaisseau cargo Progress M-35 s'est amarré à Mir, lundi 7 juillet, avec à son bord le matériel nécessaire pour réparer la station orbitale russe accidentée. L'amarrage a été mené en régime automatique : c'est une tentative manuelle qui avait provoqué la collision avec un autre cargo le 25 juin. Le choc avait créé un trou dans un des éléments de la station. Progress M-35 apporte notamment un nouveau sas percé de passages étanches pour câbles électriques. Cela permettra de rebrancher trois panneaux solaires sur le module endommagé tout en le maintenant hermétiquement isolé du reste de la station.

Les deux cosmonautes russes présents sur Mir doivent effectuer une sortie dans l'espace pour l'installer, pendant la nuit du 17 au 18 juillet, tandis que l'Américain Michael Foale restera au commandes du vaisseau de secours Soyouz, prêt à redescendre sur Terre avec ses deux collègues en cas d'urgence. Les trois hommes sont parvenus durant le week-end à réparer le système d'orientation des panneaux solaires de Mir.

Ces images confirment donc, de prime abord, ce que de nombreux spécialistes soupçonnent et affirment depuis une bonne décennie : il y a bien eu de l'eau (à l'état liquide) sur Mars. Une conviction étayée par de nombreux éléments convergents.

Les images transmises par les sondes Mariner-9 (en 1971) et Viking (en 1976) montraient déjà des signes des structures géologiques qui ressemblent furieusement à nos vallées et à bassins sédimentaires terrestres, voire en certains endroits, à la bordure littorale d'un océan. Si elle a existé un jour, cette eau a aujourd'hui disparu, évaporée ou enfouie, mêlée au sous-sol gelé de Mars.

50 DEGRÉS SOUS ZÉRO

Elle ne pourrait pas, en tous cas, se maintenir en surface dans les conditions actuelles, par une température moyenne de 50 degrés sous zéro et, surtout, une pression atmosphérique extrêmement basse de 6 millibars (six millièmes de celle de la Terre). Certains astronomes estiment néanmoins que le climat et l'atmosphère martienne était, il y a quelque 3,9 milliards d'années, similaire à ceux de la Terre à la même époque. La planète rouge aurait alors abrité de vastes lacs et océans dans lesquels une vie primitive aurait pu se développer comme sur notre Globe. Ce sont les traces fossilisées de ces organismes primitifs que les scientifiques espèrent mettre au jour lors de prochaines missions.

Pour l'heure, donc, Sojourner ne fait que confirmer les hypothèses des chercheurs. Les découvertes les plus intéressantes viendront sans doute plus tard. Pendant une semaine, le petit robot va maintenant analyser les roches qui l'entourent à l'aide de son spectromètre. Les nombreuses données physiques et chimiques, les mesures et autres photos que la sonde et son robot vont recueillir, fourniront des années de travail aux scientifiques.

Sojourner n'est pas le premier robot à se promener sur une planète. Le russe Luna-17 l'avait précédé sur la Lune il y a vingt-sept ans ! En dépit de nombreux échecs, une dizaine d'engins sont quand même allés ausculter la planète rouge de plus ou moins près. En dépit de leur module d'atterrissage fixe, les Viking 1 et 2 ont, en 1976, fourni d'intéressantes observations.

Il n'en reste pas moins que la nouvelle sonde américaine renoue enfin avec vingt et un ans d'interruption dans l'exploration martienne. Ce retour aux beaux jours de l'aventure spatiale justifie amplement, à lui seul, le prodigieux succès que semblent remporter Pathfinder et Sojourner, tant auprès des chercheurs qu'auprès du public. Le petit robot a été, pendant tout le week-end, le héros incontesté de la chaîne télévisée d'information en continu CNN et les sites ouverts sur le réseau Internet par la NASA ont enregistré cent millions d'appels pour la seule journée de samedi.

Jean-Paul Dufour

Danse macabre

par Pierre Georges

VENDRE ou faire parler ? Ou les deux ? Alexander McQueen, le styliste anglais de chez Givenchy, aurait, selon la presse britannique, mitonné une nouvelle collection façon Grand Guignol. Ses créations comporteraient des restes humains, os et dents accrochés sur certains vêtements, par ailleurs tachés de sang.

Voilà, si la provocation se confirmait, qui serait d'un bon goût parfait. Comme un défilé de mode dans les catacombes, avec musique de Camille Saint-Saëns et décors d'Institut médico-légal. Des robes portées, si l'on peut dire, au plus près du corps.

Interrogée par l'agence Reuters, la maison Givenchy s'est refusé à infirmer ou à confirmer l'information. Il faudra donc attendre le défilé pour vérifier si le créateur a fait du neuf avec du vieux et si les mannequins porteront, en sautoir, ces accessoires plutôt superflus. Et, sait-on jamais, si les spectateurs seront invités à boire le champagne dans des crânes-coupes. Ce serait alors le signe le plus chic d'une délicieuse décadence et d'un art d'accommoder les restes. Ossements et vieux chiffons, chère, un rien habille !

Information ? Rumeur ? Il reste que l'actualité, ce lundi, s'offre un menuet macabre. Tenons pour négligeable, encore qu'intéressante, cette petite nouvelle en provenance directe de la Moselle. Un homme y aperçut, au fond des ondes, une armoire. Il ne pouvait laisser passer cette fortune de rivière. Il s'en vint donc, avec un palan, à la pêche à l'armoire. Il la sortit de l'eau et força le cadenas qui la fermait. Hélas ! Il y avait un cadavre dans l'armoire, version nautique du cadavre dans le placard.

Il fallut donc renoncer à la trouvaille et l'inventeur du trésor alerta la garde. Macabres aussi, mais presque drolatiques, les ultimes mésaventures d'Amado Carrillo, baron mexicain de la cocaïne. Le « Seigneur du ciel », ainsi dénommé parce qu'il régnait sur une flottille d'avions de transport qu'on n'ose dire de ligne, avait décidé de changer d'apparence physique. Cela se fait assez dans les romans policiers. Il passa donc sur le billard pour une opération de chirurgie esthétique avec l'assurance d'une transformation totale de visage. Ce fut une réussite parfaite. Amado Carrillo est mort sur table, échappant définitivement aux agents mexicains et américains de la lutte anti-drogue.

Macabres enfin, mais haut de gamme, les nouvelles en provenance de Bolivie. Ce seraient bien les restes d'Ernesto « Che » Guevara, qui, parmi d'autres, auraient été retrouvés, enfouis sous le béton d'une piste d'aérodrome à Vallegrande, dans le sud-est du pays. Sept squelettes y avaient été exhumés récemment. Et le squelette numéro deux a parlé aux légistes. Ce squelette, notamment, n'avait plus de mains. Or il se trouve, cela appartient à l'Histoire, que les mains du « Che » furent, après son exécution en 1967, prélevées au-dessus des poignets et placées dans du formol. Il se trouve aussi qu'au terme d'un incroyable roman-feuilleton un ancien ministre bolivien, Antonio Arguedas, les remit en 1970 aux autorités cubaines.

Depuis, les mains du *guerillero heroico* ainsi qu'un masque mortuaire sont conservés dans un lieu tenu secret. La découverte de Vallegrande, si elle se confirme, autoriserait donc à penser, selon la formule consacrée, que le reste suit.

M. Jospin ne veut pas de « spectateurs grognons » au PS

COMME le confiait Henri Emmanuelli, samedi 5 juillet, à l'issue du conseil national du Parti socialiste, *« Lionel Jospin est plutôt pugnace »*. L'ancien premier secrétaire du PS, qui devrait présenter une contribution avec Louis Mermaz en vue du congrès de novembre à Brest, a ainsi entendu le premier ministre qualifier le congrès de Liévin, en 1994, marqué par une ligne très à gauche et l'attente d'une candidature de Jacques Delors, de congrès *« d'oscillation »*.

Pendant une quarantaine de minutes, M. Jospin a rappelé son parti à l'ordre. *« Il faut que le parti soit dirigé par ses responsables et non pas de l'extérieur »*, a-t-il indiqué. Hiérarchisant ses priorités – l'emploi, la lutte contre les inégalités, la performance économique et l'engagement européen –, M. Jospin a redit que *« les termes et la portée de ces choix seront clairement exposés devant l'ensemble des Français »*, sans qu'*« il faille une consultation expresse des citoyens »*. Il s'est dit *« fier d'être le second premier ministre après Pierre Mauroy à renouer »* avec une majorité incluant la gauche et, en plus, les Verts.

« Comptable de l'orientation » majoritairement définie par le PS, M. Jospin s'est fait interrompre par Jean-Luc Mélenchon, quand il a suggéré que celle de la Gauche socialiste n'aurait pu *« être appliquée parce que nous n'aurions pas pu gagner avec cette orientation »*. *« Un morceau en tout cas a permis de gagner »*, a répliqué M. Mélenchon en évoquant les trente-cinq heures.

« Nous attendons de vous au gouvernement un soutien lucide mais réel, sans complaisance mais aussi sans arrière-pensées, a martelé M. Jospin. (...) *Si, face à la droite, si, dans une majorité plurielle, ce sont de nos rangs que fusent les premières critiques, si c'est de là que semble venir l'incitation au désenchantement, si l'on ne marque pas clairement en quoi, y compris sur des dossiers difficiles, la pratique de la gauche d'entrée est différente de celle qui fut celle de la droite, alors comment convaincre ? »*

COMBATTRE LA DROITE

« Je ne souhaite pas de spectateurs grognons de l'action conduite par le gouvernement mais je souhaite au contraire des responsables politiques associés », a expliqué le premier ministre, en invitant le PS à renouer avec *« la proposition alternative »*. M. Jospin est revenu sur l'adoption du pacte de stabilité à Amsterdam – *« dont nous verrons bien, d'ailleurs, s'il s'appliquera le moment venu parce qu'on n'en est pas là »* –, Vilvorde et les déficits publics. Comme François Hollande, premier secrétaire délégué, M. Jospin a engagé le PS à combattre la droite, *« compte tenu de* [ses] *raidissements mais aussi de sa mortelle attraction vers l'extrême droite »*. M. Hollande a assigné un triple rôle au PS : il *« doit être fier de soutenir le gouvernement »* ; il *« participe à l'élaboration des choix politiques »* ; il a un rôle *« de débat et de confrontation idéologique par rapport à la droite »*, laquelle *« reste puissante, notamment à la tête de ce pays »*.

Très véhément, M. Mélenchon a récusé pour son courant le rôle d'aiguillon : *« C'est l'outil de celui qui se trouve toujours derrière le cul des vaches, c'est un spectacle assez borné, surtout s'il dure depuis dix ans ! »* Affirmant que *« le devoir de vérité (...) s'applique à tous »*, le sénateur de l'Essonne a estimé qu'il valait mieux exprimer ses critiques *« quand c'est opportun de les dire et pas après »*. *« La monnaie unique est nécessaire mais le pacte de stabilité n'est pas bon pour la France. C'est pourquoi, en toute responsabilité, je dis que les parlementaires socialistes n'ont pas à le ratifier.* (...) *La crise, si on ne peut pas l'avoir par le gouvernement, on peut l'avoir par le Parlement »*, a conclu M. Mélenchon en provoquant quelques remous.

Plusieurs orateurs sont revenus sur le rôle du PS. *« Rien ne serait plus débile que de chercher à organiser la défiance. Ce serait se tirer une balle dans le pied »*, a affirmé Jean-Christophe Cambadélis, pour qui la vocation du PS, *« c'est d'être avec le gouvernement non pas un instrument mais un acteur à part entière de la transformation sociale. Ce n'est pas choisir entre Tony Blair et Maxime Gremetz, c'est d'être en résonance avec la société »*. Un rôle d'*« intercesseur »* peu éloigné de celui défini par le rocardien Alain Bergounioux, qui a renvoyé dos à dos le parti-relais et le parti-aiguillon. *« Planter des banderilles, dans la corrida, est fait pour affaiblir la bête. Mais, en politique, l'estocade est alors régulièrement portée par l'électorat »*, a assuré M. Bergounioux, pour qui le PS doit d'abord faire des propositions.

Michel Noblecourt

« Le Monde de l'éducation » nº 250

POUR sa 250e édition, *Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation* a pour rédacteur en chef le chanteur et écrivain Yves Simon. Des thèmes comme l'histoire et l'évolution du concept de jeunesse, le rapport des jeunes à l'écran, l'école ou la famille, leur défiance à l'égard des institutions, leurs pratiques culturelles, leurs comportements à risques, etc., sont développés par Olivier Galland, Olivier Mongin, Serge Tisseron, Pierre Mayol, Michel Maffesoli, Véronique Nahoum-Grappe, Patrick Mignon, François Dubet, Yves Bigot, Henriette Walter, Pascal Duret, Marie Choquet.

Egalement au sommaire : une enquête sur le théâtre jeune public ; un débat autour de « l'Europe vue d'ailleurs » avec la participation de Tahar Ben Jelloun, Lisa Block de Behar, Blaise Ndjehoya ; Edith Cresson s'exprime sur les politiques éducatives en Europe. Et les chroniques de Jean-Michel Gaillard, Hervé Hamon et Michel Serres dans ce numéro qui restera deux mois en kiosque.

★ ***Le Monde de l'éducation, de la culture et de la formation* de juillet-août, 28 francs.**

Petite baisse à la Bourse de Paris

LA BOURSE DE PARIS était victime de prises de bénéfice lundi 7 juillet dans un marché calme. En repli de 0,31 % à l'ouverture, l'indice CAC 40 affichait en milieu de journée une perte de 0,40 % à 2 922,84 points.

Les prises de bénéfice étaient toutefois facilement absorbées, le courant des liquidités restant très important. Les opérateurs sont également un peu plus prudents avant la publication le 21 juillet des résultats de l'audit sur les finances publiques. Ces résultats pourraient être suivis de mesures fiscales prises par le gouvernement Jospin.

Les marchés étaient d'autant plus circonspects qu'ils ne disposaient pas d'indications des Etats-Unis, la journée de vendredi ayant été chômée en raison de l'Independence Day. Toutefois, le dollar était en net recul lundi matin face au yen et aux principales devises européennes, les craintes d'une guerre commerciale entre le Japon et les Etats-Unis ayant été ravivées par la perspective d'un fort excédent commercial nippon en juin. Le billet s'échangeait contre 5,8804 francs au lieu de 5,9124 francs vendredi soir.

VALEURS LES PLUS ACTIVES

SÉANCE, 12 h 30	07/07 Titres échangés	Capitalisation en F
UFB Locabail	167846	100707600
Elf Aquitaine	121316	80137455
Alcatel Alsthom	83144	65095860
Suez Lyon.des Eaux	104469	63361815
Usinor	557980	60981873,30
Rhone Poulenc A	222171	55478148
Total	94125	55388401
AGF-Ass.Gen.France	273734	53495576,90
LVMH Moet Hen.	27543	44263236
Lagardere	214543	37597206,10

BOURSE

TOUTE LA BOURSE EN DIRECT 3615 LEMONDE

Cours relevés le lundi 7 juillet, à 12 h 30 (Paris)

FERMETURE DES PLACES ASIATIQUES

Tokyo Nikkei	19705,17	−1,32	+1,78
Honk Kong index	14858,58	+0,24	+10,46

Tokyo. Nikkei sur 3 mois

OUVERTURE DES PLACES EUROPÉENNES

	Cours au 07/07	Var. en % 04/07	Var. en % fin 96
Paris CAC 40	2929	−0,19	+26,48
Londres FT 100	4790,60	−0,46	+16,32
Zurich	1915,86	—	+45,01
Milan MIB 30	20759	+0,21	+32,25
Francfort Dax 30	3960,38	+0,45	+37,10
Bruxelles	13651	+0,32	+29,14
Suisse SBS	2720,68	—	+45,19
Madrid Ibex 35	7145,10	−0,41	+38,61
Amsterdam CBS	626,70	+0,69	+43,31

MARCHÉ DES CHANGES À PARIS

DEVISES	cours BDF 04/07	% 03/07	Achat	Vente
Allemagne (100 dm)	337,0100	+0,02	326	350
Ecu	6,6305	+0,05	—	[illegible]
Etats-Unis (1 usd)	5,9044	−0,08	5,6200	6,2200
Belgique (100 F)	16,3330	+0,02	15,8200	16,9200
Pays-Bas (100 fl)	299,4000	+0,01	—	[illegible]
Italie (1000 lir.)	3,4590	−0,09	3,2200	3,7200
Danemark (100 krd)	88,5000	—	84,2500	94,2500
Irlande (1 iep)	8,9570	−0,68	8,6100	9,4500
Gde-Bretagne (1 L)	9,9490	+0,49	9,4700	10,3200
Grèce (100 drach.)	2,1410	+0,14	1,9000	2,4000
Suède (100 krs)	76,7200	+1,02	71	81
Suisse (100 F)	402,7000	+0,16	388	412
Norvège (100 k)	80,9500	+0,35	77,5000	86,5000
Autriche (100 sch)	47,8940	+0,03	46,4500	49,5500
Espagne (100 pes.)	3,9930	+0,11	3,7000	4,3000
Portugal (100 esc.	3,3400	[illegible]	3	3,7000
Canada 1 dollar ca	4,2963	+0,15	4	4,6000
Japon (100 yens)	5,2044	+0,68	4,9500	5,3000

PARITÉS DU DOLLAR	07/07
FRANCFORT : USD/DM	1,7525
TOKYO : USD/Yens	113,5000

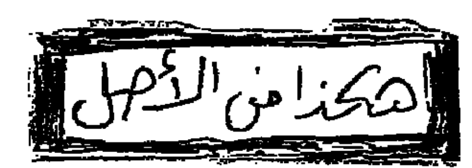
LES TAUX DE RÉFÉRENCE

TAUX 04/07	Taux jour le jour	Taux 10 ans
France	3,18	5,50
Allemagne	2,98	5,60
Grande-Bretagne	6,38	7,05
Italie	6,94	6,69
Japon	0,48	2,54
Etats-Unis	5,40	6,31

MATIF

Échéances 04/07	volume	dernier prix
NOTIONNEL 10 %		
Sept. 97	122235	129,98
Déc. 97	334	98,74
Mars 98	2	97,92

Tirage du *Monde* daté dimanche 6-lundi 7 juillet 1997 : 559 571 exemplaires 1



Delta Air Lines

NOTRE MONDE EST LE VÔTRE™

Il y a quelque chose de magique à voir une nouvelle Classe Affaires déployer ses ailes.



Bienvenue à bord de la nouvelle Classe Affaires de Delta Air Lines. Une nouvelle dimension s'ouvre à vous. Plus d'espace pour vos jambes, un siège plus inclinable, des repose-pieds surélevés. Des prises EmPower pour économiser les batteries de votre ordinateur portable, une vidéo individuelle et un menu gastronomique concocté avec le concours des plus grands chefs. Tout notre équipage vous attend à bord de Delta Air Lines pour vous offrir la primeur de son service inédit. Peut-être en serez vous aussi un peu transformé.*

**Système EmPower disponible à bord des appareils de type B-767 et MD-11.*

Pour toute information ou réservation : 01 47 68 92 92
Internet : http://www.delta-air.com
Minitel : 3615 Delta Air Lines
(2,23 FF la minute)

